LE BARRAGE

TROISIÈME PARTIE (1)

I. — LE LAC DES MORTS

NICOLAS Hagard redescend à cette même heure de la montagne. Il a tué le bouc solitaire qu'il a pu, cette fois, approcher. Il le porte, les jambes liées, autour du cou. Il a hâte d'arriver, car la bête est pesante et l'âge vient. Comme il passe dans le bois, il croit entendre un cri parti des fourrés. Il s'arrête et tend son oreille exercée de chasseur : plus rien. Le chamois qui lui sert de collier le gêne pour écouter. Il reprend sa marche après avoir hésité, et la promise de Gaspard est en détresse à quelques pas de lui...

Les habitants de Vallon-le-Vieux se sont installés dans Vallon-le-Jeune, chacun chez soi comme auparavant, avec le sentiment d'un bien-être nouveau qui serait agréable à savourer si le voisin ne pouvait l'éprouver pareillement. L'ancien village est maintenant désert, sauf les retours de l'un ou de l'autre qui vient arracher encore une poutre ou des ardoises, — il faut ramasser tout ce qui est utilisable et c'est un gain supplémentaire, — et sauf Nicolas Hagard qui a refusé d'évacuer les lieux, quoique l'autorité l'y ait invité, et continue tranquillement d'habiter les rustiques des moines d'autrefois. Sa maison est la plus haute. Elle recevra la dernière la visite

Copyright by Henry Bordeaux, 1927.
(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

du torrent, mais elle la recevra comme les autres. Il repousse les avertissements, et il attend. Néanmoins, il a renvoyé Mélanie, sa belle-sœur et le fils de celle-ci.

— Ne fais pas le méchant, lui a dit Joachim Rebut.

— Occupe-toi de ta commune et laisse-moi tranquille, a-t-il répliqué. Tu ne vois pas que tout va de travers. Les filles se débauchent et les garçons vont s'embaucher à l'usine.

Pierrette Bize, plus doucement, l'a supplié :

— Venez avec nous, Nicolas. Nous n'avons point d'homme pour nous protéger.

— Avez-vous à vous plaindre de quelqu'un, Pierrette?

— De personne. Mais qui peut savoir? Et de votre filleul Gaspard nous n'avons point de nouvelles.

— Les lettres mettent du temps pour passer la mer.

— C'est grand dommage et ma fille se languit.

— On ne voit plus Josette : où se cache-t-elle?

— Depuis le soir de la fête, elle ne parle plus à personne. Elle a trébuché en rentrant la nuit, et m'est revenue la jupe déchirée, les jambes et les mains en sang, et le visage tout retourné, comme si elle s'était battue. Une jupe presque neuve. Elle n'est plus la même, Nicolas. Elle est toute jaune comme la cire des cierges et, quand je rentre sans crier gare, je la trouve dans les larmes. Alors j'ai pensé qu'elle se tourmentait le cœur.

— Les jeunes filles, Pierrette, ça se tourmente facilement. Gaspard, au printemps prochain, la mariera. Et ils feront de beaux enfants à eux deux.

Il se souvient de celle qui l'a quitté si vite, dans les temps, qui était blanche de couleur et fine de visage et qu'il n'a jamais remplacée. Et il se souvient d'une autre qui, pour un chagrin d'amour, est entrée au couvent et ne se laisse plus voir par son père qu'à travers des grilles et des voiles. Les femmes sont la cause de bien des soucis. Pierrette lui a pris le bras d'un mouvement nerveux :

— Je n'ai pas bonne idée, Nicolas.

Et la veuve laisse échapper une sorte de lamentation qui, brusquement, impressionne le chasseur. Les chamois, quand ils sentent le danger, font entendre un sifflement aigu et voici que Nicolas Hagard a reconnu le même avertissement de la mort.

— Écoutez, Pierrette, j'irai la voir.

— Non, non, vous lui faites peur.

— Eh bien! si quelque chose ou quelqu'un vous menace, le parrain de Gaspard est là. Avertissez-moi.

— Vous êtes trop loin, Nicolas. Venez vers nous. Votre maison vous attend, avec Mélanie et votre neveu. Il y a un chamois sur la porte.

Il réfléchit, il hésite. A-t-il donc la prétention d'arrêter le torrent?

— L'eau n'est pas encore là, dit-il.

L'eau va monter. Toute la paroi qui doit fermer le lac futur et qui s'appuie aux rochers de la gorge comme à des tours naturelles est achevée : le béton a séché et d'ailleurs le coffrage, de distance en distance, le laisse libre encore de travailler. Une galerie souterraine conduit au château d'eau qui commande le bassin de décantation et les prises. Le déversoir pour les hautes eaux est prêt. Les conduites en tôle d'acier goudronnée descendent les pentes, comme un long serpent noir, jusqu'à l'usine de production des forces motrices dont les turbines et les alternateurs attendent leur nourriture. Et à la sortie des alternateurs les câbles électriques sont en place. Le torrent de la Capucine va devenir lumière et mouvement.

— Qu'attendez-vous? a téléphoné Max Gal à l'ingénieur qui dirige sur place les travaux.

— Il y a encore deux habitants dans Vallon-le-Vieux : Hagard le chasseur et une vieille femme, la veuve Blanc, qui n'a plus toute sa raison. Ceux de Vallon-le-Jeune vont encore y enlever des poutres.

— Prévenez-les et fermez les vannes.

On les a prévenus et ils n'ont pas bougé. Alors le garde champêtre et deux ou trois hommes de bonne volonté ont enlevé à bout de bras la mère Blanc qui hurlait et l'ont installée de force dans le village modèle où elle a été prise d'un accès de folie furieuse. En sorte qu'il a fallu la transporter d'office à l'hôpital de Bellerive dans un pavillon séparé. Quant à Nicolas Hagard, personne n'a osé l'expulser.

— Faites monter les gendarmes, a répondu le sous-préfet prévenu par Joachim Rebut, le maire.

Et Joachim Rebut n'a pas osé faire monter les gendarmes, crainte d'un mauvais coup. La carabine du vieux chasseur tient en respect les plus courageux. On lui a expédié des femmes,

Mélanie sa belle-sœur et Pierrette Bize, afin de négocier sa capitulation. Il a hoché la tête et refusé :

— Je suis chez moi, a-t-il obstinément répliqué.

Mais Pierrette s'est servi du seul argument valable. Gaspard n'est pas là pour veiller sur sa promise et Josette traverse une mauvaise passe.

— Qu'est-ce qu'elle a donc, votre Josette? s'est-il inquiété à nouveau.

— On ne sait pas. Elle tremble de tous ses membres quand elle rencontre les ouvriers de l'usine. Elle refuse de sortir. Elle se laissera périr, si ça continue. Alors, puisque Gaspard n'est pas là, vas-tu, Nicolas, nous abandonner?

A ce second appel, plus pressant que le premier, Nicolas se recueille, pris entre sa pitié et son orgueil. N'a-t-il pas résolu d'accepter le combat avec le torrent et d'attendre l'ennemi dans la maison de ses pères? Mais quoi! ce pauvre maire de pacotille, Joachim Rebut, a raison : on ne tire pas sur une avalanche. On ne tire pas sur une avalanche, mais sur un homme. Sur l'homme qui a déclenché l'avalanche.

— Je verrai Josette, déclare-t-il aux deux femmes.

Et cette fois la mère désemparée ne tente plus de l'écarter. Peut-être la crainte obtiendra-t-elle de sa fille la confidence d'un mal qu'elle ne sait pas guérir.

A son habitude, le chasseur a surgi dans le nouveau village, quand personne ne l'y attendait, après le souper, à l'heure où Pierrette va porter le lait à la fruitière. C'est l'entre chien et loup. Le jour s'en va sans que la nuit vienne encore. Or il trouve la porte barricadée. A la montagne, est-ce l'usage de s'enfermer comme les riches à la ville?

— Josette, appelle-t-il de mauvaise humeur après avoir frappé de son bâton.

Une fenêtre s'entr'ouvre avec précaution :

— Ah! c'est vous, parrain.

Elle lui ouvre et, comme il entre, il aperçoit deux ombres le long du mur. Quels peuvent être ces paroissiens qui se glissent comme des rôdeurs? Pas des gens de Vallon, bien sûr. Alors, des ouvriers de l'un ou l'autre chantier. Leur présence explique la peur de Josette. Il s'approche d'elle, lui prend le menton, la regarde au fond des yeux. Mais elle se dégage et s'en va cacher sa figure en larmes dans son tablier. Il a eu le temps

de lire sur cette pauvre figure effarouchée les traces de la maladie ou du malheur.

— Voyons, Josette, qu'est-ce que tu as? Gaspard reviendra dans quelques mois. Ne peux-tu pas l'attendre en paix?

Il ne reçoit aucune réponse.

— Je vais lui écrire de revenir, puisque tu n'es qu'une poule mouillée. Il rompra son engagement. On fera l'argent pour son dédit. Et voilà, tu l'auras, ton Gaspard.

Il la méprise de sa faiblesse, mais, à cause de la mort prématurée de sa femme et du départ de sa fille au couvent, il redoute les complications qui peuvent venir de la résistance aux caprices de ces singulières créatures, tour à tour plus fragiles et plus solides que les hommes. C'est un monde dont il admet le mystère quand la plupart des brutes paysannes n'y ont pas accès. Et comme il a raison de l'admettre, puisque Josette s'est dressée devant lui, sans larmes cette fois :

— Non, non, il ne faut pas qu'il revienne.

C'est à n'y rien comprendre. Y aurait-il eu quelque brouille à distance entre les promis? Voilà encore un terrain hasardeux. Mettre la main entre l'arbre et l'écorce n'est rien auprès du danger de se mêler à une querelle d'amoureux. Il essaie pourtant, avec timidité :

— On t'aura mal parlé de lui.

— Je n'ai parlé de lui à personne.

— Eh bien! alors, attends-le. Quelques mois d'attente, ce n'est pas la mer à boire.

— Je ne veux plus qu'il m'attende.

Ça, c'est plus grave. Il ne s'agirait donc pas de lui, mais d'elle. Se serait-elle lassée de ces trop longues accordailles? Aurait-elle une autre amitié dans le cœur? Il y a des filles comme ça, dans les villes surtout, qui sont capables de s'en aller de l'un à l'autre. Mais ce ne sont pas d'honnêtes filles. Les honnêtes filles vont tout droit leur chemin.

— As-tu changé d'avis, Josette?

— Je n'ai pas d'avis, parrain.

Elle biaise, il n'en tirera rien. De la voir, pourtant, recroquevillée sur elle-même et aplatie, le visage verdâtre et les yeux rouges, quand elle était la joie des rencontres avec son rire en cascades, il éprouve une surprise qui est toute chargée de compassion. Un jour, dans la montagne, il a tenu au bout

de son fusil une belle chèvre fauve que suivait un tout petit chevreau et qui, le flairant, avait fait un écart pour couvrir sa portée au lieu de ne songer qu'à son salut, et il avait eu le sang-froid de ne pas tirer. On a beau être un vieil homme méprisant et endurci, on n'est pas sans entrailles.

— Écoute, petite, se laisse-t-il aller à dire, étonné lui-même du son de ses paroles. Ton père est mort à la guerre et Gaspard est trop loin. Alors prends-moi pour parrain, comme tu m'appelles déjà. On a encore bonne tête et bonnes jambes. Si tu as du mal dehors ou dedans, je suis là.

Il n'a pas dû souvent parler ainsi. Il n'est pas de ceux qui se proposent et depuis si longtemps il est muré dans sa solitude de cœur. Est-elle touchée? Elle le regarde avidement, attirée, presque fascinée. Et puis elle reprend sa figure fermée :

— Merci, parrain, dit-elle pourtant.

— C'est dit : tu ne refuses pas.

— Non.

Il doit se contenter de cette vague promesse de tutelle. Il n'en tirera rien de plus. Mais n'est-ce pas déjà beaucoup? Tôt ou tard, il le sent bien, elle aura besoin de lui. De temps à autre, de bon matin, ou le soir à cette heure-ci, il viendra voir ce qui se passe. Car, habiter le village modèle, il ne peut s'y décider encore. Et comme il s'éloigne, il remarque à nouveau les deux ombres. Pierrette rentre avec son bidon vide. Mais deux femmes, bien sûr, n'ont pas de défense. Il faut un homme dans une maison.

Le lit du lac artificiel se remplissait peu à peu avec les eaux de la Capucine qui étaient assez grosses, le soleil d'été fondant la neige des névés et mordant les glaciers. Elles avaient atteint les premiers chalets de Vallon-le-Vieux. Elles les avaient dépassés, et les toits, mal cloués ou disjoints parce que les habitants en avaient emporté les poutres disponibles, flottaient comme d'énormes tortues surprises par la marée. La petite église fut attaquée à son tour et le clocher résista assez longtemps. Bientôt il n'y eut plus d'intact, avec la pointe du clocher, que la maison de Nicolas Hagard, taillée dans les rustiques de l'ancien monastère, et le petit oratoire, plus ancien encore, dont la niche avait été vidée de sa statue de la Vierge. Le chasseur, assurait la rumeur publique, n'avait pas encore accepté de s'en aller. On

l'avait aperçu, devant sa porte, bourrant tranquillement sa pipe. De temps à autre, un peu de fumée montait encore au-dessus de son toit. S'il s'obstinait, il ne pourrait bientôt plus sortir et mourrait, barricadé par une force plus puissante que tous les verrous. Mélanie et Pierrette l'avaient encore une fois supplié et, en franchissant le seuil, elles avaient affleuré la vague du lac perfide.

— Rassurez-vous, leur avait-il promis, je ne serai pas noyé.

Mais il fallait compter avec la surprise. La marche des éléments n'est pas régulière.

Chaque jour, délaissant leurs travaux, les habitants de Vallon-le-Jeune venaient assister, comme à un spectacle gratuit, à la montée de l'eau dont ils mesuraient les progrès. Ils pouvaient se promener à leur aise sur la chaussée de pierre, entre deux rampes de fer, que leur offrait le couronnement du barrage, d'une largeur de près de quatre mètres quand la base en avait quatre-vingts. La promenade pouvait être de trois ou quatre cents pas. De ce parapet nonumental ils assistaient à la formation du lac où déjà commençaient de se mirer les montagnes voisines. Pour une fois, l'industrie qui abîme tant de paysages avec ses pylones et ses conduites de tôle, arrangeait la nature et tendait un miroir à sa dentelle de neige. Mais les paysans n'étaient point sensibles à cette réussite. Leurs regards n'étaient pas désintéressés. Ils voyaient sans plaisir disparaître peu à peu leurs anciens chalets, bien qu'ils fussent beaucoup mieux dans les nouveaux. La réflexion de Jean-François Bastard le soir de la fête d'inauguration, tout bas ils la faisaient tous. Pourquoi n'avoir pas gardé chacun deux maisons, la vieille et la neuve? Et puis, l'on n'avait pas assez pillé la vieille. Ces bois qui flottaient auraient pu servir. N'avait-on pas oublié de retirer cette ferraille-ci, et cette vaisselle ébréchée que l'eau recouvrait?

Quand il n'y eut plus d'apparent que le bout du clocher avec son coq, l'oratoire vide et la demeure solide et mystérieuse de Nicolas Hagard, le spectacle perdit de son intérêt. Somme toute, le chasseur était un homme d'âge. Il savait ce qu'il voulait. On ne force pas à boire un âne qui n'a pas soif. On ne retire pas la corde à qui veut se pendre. Chacun est libre, dans une République, et libre même de se noyer. De force la mère Blanc avait été emportée, ce qui ne lui avait d'ailleurs pas été profitable.

Mais Nicolas, qui s'en chargerait? Avec Pierrette Bize et Mélanie Hagard qui avaient tenté leur dernière démarche, déjà dangereuse, le maire était seul à s'en tourmenter. Le chasseur lui rappelait des équipées de jeunesse, un temps où il se montrait hardi tout comme un autre. Et puis, il redoutait les responsabilités. Le sous-préfet avait offert les gendarmes et ils les avait refusés. Sans nul doute il serait, en cas d'accident, accusé d'avoir manqué d'autorité. Le décès lui serait peut-être imputable. Un maire peut tout, affirmait Mariton fils. Il est vrai que Mariton père assurait qu'il ne pouvait rien. Mais quand il y a du grabuge, on sait bien vous trouver. Ce Nicolas Hagard faisait exprès de s'exposer pour lui causer du préjudice. Pourquoi n'émigrait-il pas, comme les autres, d'un village à l'autre? Pourquoi se mettre à part du troupeau, comme ces chamois solitaires qui cherchent des emplacements inaccessibles? Les communes seraient impossibles à administrer si chacun tirait ainsi de son côté. Parlez-moi des braves gens qui vivent dans le respect et la crainte de la préfecture et du tribunal et qui n'ont jamais d'histoires! Tandis que les indépendants et les sauvages comme ce Nicolas vous causent toujours de l'embarras.

Ce matin-là, voici que les enfants qui étaient en vacances, hors de la férule de M. Pornichet, et qui, plutôt que d'aider leurs parents dans les travaux agricoles, suivaient avec passion la progression du lac annoncèrent dans Vallon-le-Jeune que cette fois, ça y était. Le seuil du chasseur était dépassé, et même de beaucoup. L'eau, dans la nuit, s'était amassée et atteignait l'étage. Or personne n'avait rencontré Nicolas. Était-il parti au dernier moment, avait-il eu le temps de partir, ou s'était-il obstiné à demeurer sur place? La chose valait qu'en s'en assurât. Et puis, si l'on désirait voir une dernière fois ce qui restait de Vallon-le-Vieux, il ne fallait pas perdre une minute. L'alerte donnée, chacun accourut, les uns avec leurs instruments de travail, faux ou râteaux, — car on moissonne dans la montagne jusqu'à la fin d'août, — les autres les mains libres, le maire un des premiers, se reprochant son inertie et n'osant en sortir, Pierrette et Mélanie tout angoissées: mais pourquoi Josette ne les accompagnait-elle plus jamais?

La nouvelle apportée par les gamins était bien exacte. L'eau bouchait la porte et les fenêtres de la maison de Nicolas. Il y était muré vivant, à moins qu'il n'eût gagné le grenier et poussé

les tuiles de la toiture pour trouver une issue. L'oratoire allait disparaître, dernier vestige du passé. C'est alors que la découverte fut faite. Par qui? Par les femmes, c'est incontestable: par Pierrette Bize ou Mélanie Hagard qui aimaient à prier là-bas, de loin en loin, ou plutôt par la mère Guillot qui avait perdu son fils récemment? On n'a jamais bien su laquelle avait la première indiqué la direction, parce que toutes se mirent à crier à la fois. Elles montraient un champ, — eh bien quoi! il y avait d'autres champs? — à deux ou trois cents mètres de ce qui fut Vallon-le-Vieux, et un peu au-dessus, un champ en pente, déjà presque tout entier recouvert par l'eau, un champ d'où émergeaient des croix, où nageaient d'autres croix rendues par la terre. Le chaud soleil de fin d'été éclairait cette inondation toute parcourue de frissons dorés. Sur le parapet du barrage qui dominait le lac grandissant, ce fut une clameur d'horreur et d'indignation :

— Nos morts! Nos morts qu'on noie!

Et dans cette clameur se faisaient jour des cris plus personnels qui visaient des décès rapprochés, une femme, une mère, un père, des enfants, comme si on les perdait une seconde fois. Dans le mouvement de la vie, dans la construction du village-modèle, dans l'obsession d'obtenir de la Compagnie les plus belles pierres de taille, les bois les plus beaux, les plans les plus avantageux, personne n'avait pensé au cimetière qui était un peu éloigné et n'appelait pas l'attention. On lui rendait visite une fois l'an, à la Toussaint, avec des gerbes de fleurs, après quoi il était livré à l'abandon. Autrefois les tombes étaient dispersées autour de l'église paroissiale, et le dimanche, après l'office, elles imposaient leurs conseils : mais cette mode n'avait pas prévalu.

Les vivants s'installaient dans le confort et presque le luxe, avec la lumière et l'eau dans les maisons. Comment auraient-ils eu le loisir de faire aménager par surcroît une demeure pour les défunts? Ceux-ci occupaient leur place profonde où ils ne seraient pas dérangés. Le lac même ne les atteindrait pas. Il n'y avait qu'à les laisser tranquilles! Mais quand le sentiment déborde, quelle digue lui opposer? Un pareil attentat se pouvait-il pardonner? Chacun se découvrait coupable d'oubli et accusait les autres. Qu'est-ce qu'un village sans cimetière, et comment n'avait-on pas demandé et obtenu le transfert des

morts? La kermesse d'inauguration avait couvert leur voix affaiblie, déjà si lointaine et insaisissable dans la vie ordinaire. Brusquement leur appel était entendu.

Comment n'y avait-on pas pensé? Tous les habitants de Vallon, peu à peu, s'entassaient là, sur le balcon du lac, sauf Josette l'invisible et, naturellement, Nicolas Hagard le disparu, sauf aussi les bergers préposés à la garde des troupeaux, l'instituteur Pornichet qui profitait de son congé pour prendre part à un congrès communiste et soigner son avancement, et l'abbé Berger appelé à Bellerive pour calmer la folle qui n'écoutait que lui. Leur lamentation grossissait d'instant en instant. Lourde et pathétique, elle montait et descendait comme la houle. Mais comme la houle qui se balance et finit par s'allonger au rivage, elle cherchait un but. Quelqu'un désigna-t-il le maire? Peut-être Mermet l'aubergiste qui, faisant fortune, naissait à l'ambition et convoitait le poste, ou Servoz l'épicier qui supportait mal l'aventure de sa fille et poursuivait de sa rancune les autorités. Il fallait un responsable, il fallait une victime. Joachim Rebut, effaré, épouvanté, vit tout à coup les regards converger sur lui et les poings se tendre vers lui. La vocifération de la foule, maintenant, l'enveloppait :

— Qu'as-tu fait pour les morts? — Renégat! — Traître! — Vendu! — Agent de la Compagnie! — Détrousseur de cadavres!

Lui qui avait connu la popularité, qui avait son nom inscrit en lettres d'or sur une plaque de marbre blanc dans la nouvelle mairie, était jeté à la voirie brutalement. Ses administrés le reniaient, le bafouaient, le vilipendaient. Il n'était défendu contre leur fureur, que par l'étroitesse du couronnement resserré entre les deux balustrades destinées à la protection des promeneurs contre le vertige des eaux ou contre le vertige de la paroi à pic du barrage. Trois ou quatre personnes tout au plus y pouvaient cheminer de front. Mais tiendrait-il tête à trois ou quatre personnes? N'allait-on pas le précipiter par-dessus les rampes dans le lac ou, pis encore, du haut de ce mur de trois cents pieds au fond du ravin?

— Mes amis, mes chers amis! bégayait-il, imitant la voix pleurarde du sénateur Mariton le père qui apitoyait si aisément les électeurs.

Mais ses électeurs, à lui, armés de faux et de râteaux, paraissaient insensibles à toute compassion. Ils lui feraient payer cher

leur propre dureté et leur mépris du passé que les tombes représentent.

Un remous, cependant, se produisit à l'extrémité du long ruban humain, qui se répercuta jusqu'aux premiers rangs. Il était causé par un homme qui exigeait le passage d'une voix bien timbrée et si impérative qu'elle ne pouvait annoncer que Max Gal, et c'était Max Gal en effet, suivi de son état-major d'ingénieurs et de maîtres des travaux. Il venait approuver la hausse des eaux, suffisante pour la mise en marche des turbines, et il tombait en pleine révolution.

— Le maire est en péril ! l'avaient informé en hâte Pierrette Bize et Mélanie Hagard, demeurées en arrière.

Il se fût taillé un chemin à coups de cravache, s'il en eût été besoin. Sa parole suffit à faire le vide et ordonner la foule Ainsi rejoignit-il Joachim Rebut qui attendait le supplice non sans courage, mais presque sans protestation. De l'autre côté, ayant fait le tour du lac, apparurent, presque dans le même temps, Nicolas Hagard, — que l'on croyait noyé, — et Josette l'invisible.

— Eh bien ! quoi? demanda le chef. Que voulez-vous ?

— Nos morts! lui fut-il répondu d'un cri unanime.

Il ne s'attendait pas à cette réponse, qui parut le déconcerter. Mais des mains innombrables lui désignèrent l'emplacement et il comprit. Le cimetière avait été oublié aussi bien par ceux qui se lamentaient que par le maire et par les agents de la Compagnie, plus excusables. Il esquissa un geste qui aurait clairement signifié : « Ma foi, tant pis ! Les morts sont les morts et je ne m'occupe que des vivants ! » Ce grand bâtisseur de l'avenir pouvait-il s'émouvoir au rappel d'un passé enseveli? Son geste resta en l'air, heureusement pour lui peut-être à cause des dispositions hostiles de la foule, parce qu'il lut distinctement sur le visage de Nicolas Hagard, qui lui faisait face, un tel mépris, une telle horreur, une telle haine, qu'il se rendit compte brusquement de l'importance de la réclamation. Une population n'abandonne pas ainsi les générations précédentes, ne se sépare pas ainsi de ceux qui lui ont transmis le sang et l'héritage. Qu'est-ce qu'un peuple sans ses morts, qu'est-ce qu'un village qui émigre en les abandonnant? Et le vieux mot éternel du philosophe lui revint à la mémoire : « L'humanité se compose de plus de morts que de vivants. »

Allons! il fallait compter avec le passé. Eh bien! il avait l'habitude de compter et de payer. Et il dit simplement, avec une habileté consommée de tacticien qui sait manier le monde ouvrier et faire avorter les grèves :

— Ah! oui, nous sommes tous en faute.

Mais la foule était arrêtée, non calmée. Pour la calmer, il fallait trouver mieux et, tout d'abord, éviter les accidents qui ne manqueraient pas de se produire, si l'on continuait de discuter sur ce parapet étroit pris entre deux rampes de fer trop faciles à escalader. Qu'un enfant passât entre les barreaux, qu'une bousculade se produisît, et l'un ou l'autre tomberait dans le lac ou le long de la paroi de cent mètres.

— Suivez-moi, ordonna Max Gal.

Et, traversant le petit groupe du maire, de Nicolas Hagard et de Josette qui se collaient à sa personne, il passa sur l'autre rive, entraînant après lui le ruban des habitants pressés les uns contre les autres. Toute catastrophe étant ainsi évitée, il rangea en demi-cercle cette population grondante qui, tout de même, se soumettait à une volonté supérieure, acceptait une domination qui lui imposait de l'ordre, et il demeura au centre avec son état-major, ainsi dégagé en cas de conflit, avec le pauvre maire grisâtre qui se traînait comme un mouton conduit aux abattoirs, et aussi avec Nicolas Hagard qui, décidément, ne le quittait pas et qui tenait Josette par le bras comme pour l'assurer devant tous de sa protection. Pendant la promenade, il avait eu le temps de préparer sa réponse. Son voyage, entrepris pour la jauge du lac artificiel, était un voyage de triomphateur. Les travaux de barrage de la Capucine, favorisés par des saisons exceptionnelles, n'avaient pris que deux ans au lieu des trois années prévues par la Compagnie des Alpes françaises. Les parois de la gorge avaient offert des contreforts sûrs et économiques à l'immense muraille de béton. Il pouvait se montrer généreux et magnanime.

— Et maintenant, causons, commença-t-il quand tout son monde fut immobilisé en plein soleil.

— Nous voulons nos morts! jeta de nouveau quelqu'un, Jean-Pierre Bastard, qui avait une grosse voix, ou Replat, l'ivrogne, qui pouvait répéter cent fois la même chose quand il avait chaussé une idée.

— Oui, nous sommes tous coupables envers eux, déclara

l'ingénieur. Et vous tous plus que moi. Car il ne s'agit pas des miens, mais des vôtres.

En voilà un qui ne flattait pas l'électeur!

— Le maire! vociféra-t-on autour de lui.

On lui désignait la victime expiatoire qu'on avait choisie.

— Le maire, oui, le maire, reprit Max Gal qui, s'étant placé au plus haut de la pente, paraissait plus grand que tous. Eh bien! et vous? Le maire, vous le voyez tous les jours. Le maire, c'est l'un de vous, et pas plus. Chacun de vous peut être maire demain, comme ce Joachim Rebut l'est aujourd'hui. Qu'est-ce que vous faites de l'égalité? Un maire, est-ce un être supérieur et inaccessible? Vous l'appelez aujourd'hui, vous le renvoyez demain comme un domestique. Vous lui tapez sur le ventre et vous voulez qu'il vous commande! Moi, dans ma Compagnie, je commande, et personne ne me tape sur le ventre. Moi, je prends toutes les responsabilités, et si le barrage était raté, le seul coupable, ce serait moi. Un général dirige une bataille et, s'il la perd, la défaite lui revient de droit. Mais un maire! Je vous demande un peu si c'est justice de le regarder comme responsable. Vous ne l'avez pas nommé pour vous administrer, vous l'avez nommé pour faire vos commissions. Il est votre représentant, il n'est pas votre chef. Est-ce que l'un de vous est allé lui dire : « Tu as fait marché pour les vivants et tu leur fais construire de belles maisons. As-tu pensé à la demeure des morts? » Lequel de vous lui a tenu ce langage? Personne, maintenant, ne lève la main. Alors, pourquoi l'accuser?

— Nous voulons nos morts, répéta l'ivrogne.

Et Nicolas Hagard intervint sur cette interruption qu'il guettait :

— C'est bien simple. Ouvrez les vannes et l'eau s'en ira. Et vous refermerez les vannes quand nos morts auront été transportés dans le nouveau cimetière.

Max Gal, cette fois, eut un geste d'impatience. Il sentait bien qu'il tenait ses auditeurs et, d'une explication, le chasseur les lui enlevait. Dieu! que ces morts étaient donc embarrassants!

— Ouvrir les vannes, déclara-t-il nettement, impossible! Savez-vous ce que vous proposez? L'arrêt des transports et l'extinction des feux. Les turbines et les accumulateurs fonctionnent. Les cables électriques envoient la force motrice sur

une tension de 60 000 volts jusqu'aux stations de transformation chargées de faire tomber le voltage pour l'utilisation sur voie ferrée ou pour l'éclairage. Ouvrir les vannes, mais vous devenez fou!

Il savait bien que l'emploi de quelques mots scientifiques aurait pour effet de paralyser la résistance d'un public ignorant et plein de respect pour les mystères inconnus, tant le sentiment populaire est avide d'une religion. Ayant ainsi repris l'avantage, il se lança dans une offensive plus directe :

— Eh bien! oui, il faut songer aux morts. Nous élèverons un cimetière aux environs de Vallon-le-Jeune. Vous en choisirez vous-même l'endroit, avec votre maire. Quelqu'un de vous a bien un pré ou un champ à vendre un bon prix.

Certes, ils en avaient tous, des terres à vendre un bon prix. La Compagnie fautive se montrerait prodigue. L'ingénieur avait fait mouche en plein centre du cœur paysan. Aussitôt les convoitises s'allumèrent et les appétits divisèrent les hommes qu'avait réunis la pensée des morts. Chacun regarda son voisin comme un concurrent. Une affaire lucrative leur était offerte comme un os à des chiens hurlant.

— Et puis, ajouta l'ingénieur bon prince, il conviendra aussi d'indemniser chaque famille, afin qu'elle puisse élever un monument à la mémoire de ses défunts.

Un monument? c'était une façon polie de leur donner de l'argent.

— Mon père! réclama Jean-François Bastard qui l'avait dès longtemps perdu.

— Mon petit Jeannot! se lamenta la Guillot encore en deuil.

Ah! si chacun énumérait ses pertes! On n'allait pas discuter là, en plein vent, et en présence même du vieux cimetière inondé où flottaient des croix, le prix de tous ces morts oubliés! Que valaient-ils en définitive, en détail ou en gros, l'un dans l'autre? Que valaient des ossements ou des cadavres en putréfaction? Mais de ces ossements ou de ces cadavres, chaque habitant de Vallon pouvait dire : *Voici l'os de mes os et la chair de ma chair!* Les vivants n'étaient rien sans eux. Les vivants étaient issus d'eux. Avec les os et les chairs leur avaient été transmis des cœurs et des pensées, tout un être secret qu'ils connaissaient mal et qu'ils sentaient en eux. Les vivants pouvaient-ils vivre sans le cortège des morts? L'ignoble marchan-

dage s'ouvrirait-il comme une foire aux bestiaux où l'on évalue le nombre et le poids ? Chacun pensait à tirer des siens ce dernier parti et éprouvait, néanmoins, venue de cet être secret si mal connu de la plupart, une gêne insurmontable qu'il ne s'expliquait pas.

— Les morts ne se débitent pas, dit nettement Nicolas Hagard. Vous tous, vous n'êtes pas honteux !

Cette parole les soulagea et les souleva ensemble. Car la honte qu'ils ressentaient, ils savaient bien qu'ils la surmonteraient tôt ou tard pour obtenir des résultats pécuniaires. Tous, non évidemment, ni le groupe des pieuses femmes, les Pierrette Bize et les Mélanie qui sont pures de tout commerce, ni quelques jeunesses encore généreuses et que les difficultés de vivre n'ont pas alourdies, mais les autres, le tas, la multitude.

L'intervention du chasseur était trop tardive : déjà les intérêts individuels opéraient leur diversion accoutumée et Max Gal coupait court :

— Nous reprendrons les pourparlers ce soir à la mairie, dans cette belle mairie de Vallon-le-Jeune dont vous pouvez être fiers, car les communes environnantes vous l'envient. Mais d'ores et déjà, au nom de la Compagnie des Alpes françaises, je m'engage à vous indemniser et à vous construire un beau cimetière.

Pour achever sa conquête de la foule, il ajouta, non sans bonne humeur :

— Ne vous pressez pas trop de le peupler.

On sourit. La cause était gagnée et les croix pouvaient flotter en paix sur l'eau qui recouvrait le champ des morts. Une fois de plus Max Gal obtenait la victoire. Comme les habitants se dispersaient pour retourner à leurs travaux, il se trouva bientôt seul avec le maire qui considérait bouche bée son sauveur et avec Nicolas Hagard, insolent et haineux, qui tenait toujours par le bras Josette en état d'extase ou d'hypnose et comme indifférente aux événements.

— Toujours jolie, la petite brune, dit-il obligeamment pour s'en faire une alliée. Mais comme elle a changé !

Sans effort de mémoire, — la rencontre d'une jolie fille s'y fixe aisément, — il la revit, le soir de la fête, dans la mauvaise compagnie de Serge et de Balthazar, ouvriers étrangers et douteux, mais ne l'avait-il pas avertie ? Il ne s'agissait plus

maintenant que d'amadouer le chasseur dont l'hostilité ne désarmait pas.

— Nicolas Hagard, demanda-t-il en s'avançant d'un pas vers lui, en sorte que les deux hommes de même taille, mais l'un plus corpulent et plus puissant que l'autre, se trouvèrent rapprochés presque à se toucher, c'est dans huit ou dix jours l'ouverture, le dernier dimanche d'août. J'ai droit au repos. Voulez-vous que nous chassions le chamois ensemble?

Il s'attendait à un refus. Or, après un silence qui fut gênant, il reçut une réponse affirmative :

— C'est entendu, monsieur. Pas le dimanche qui est le jour du Seigneur. Mais le lundi.

— Lundi. J'irai vous prendre chez vous.

— Je n'ai plus de chez moi.

— Et votre maison de Vallon-le-Jeune, avec un chamois sculpté sur la porte?

— Je n'y suis jamais entré.

— Entrez-y. Je vous ai soigné.

— Rendez-vous, prononça le chasseur, au col de la Fourche à cinq heures du matin.

— Bien. J'y serai.

Le dernier groupe allait se rompre, mais Nicolas retint encore l'ingénieur comme s'il avait quelque chose de particulier à lui confier :

— Alors, vous payez les morts.

— Ce qu'on voudra.

— Ce qu'on voudra? Bien. Vous me paierez ma femme.

— Sans doute.

Max Gal, tout en approuvant, fut interloqué. Il mettait le chasseur à part de la foule et lui prêtait un caractère de noblesse. Lui qui traitait de si haut l'humanité dont il avait trop souvent eu l'occasion de combattre la cupidité et l'envie, s'était donc trompé sur cet homme qui ressemblait à tous les autres, avec les mêmes calculs et les mêmes bassesses. Une sorte de majesté naturelle l'avait induit en erreur. S'il l'eût regardé dans le blanc des yeux, peut-être eût-il réservé son avis.

Nicolas Hagard ne lui avait d'ailleurs pas laissé le loisir de l'interroger au visage. Soit qu'il désirât de rester secret, soit qu'il fût intéressé par un phénomène nouveau, il s'était mis en marche rapidement vers la rive du lac tout ensoleillé. Sur

l'eau nageaient toute sorte de débris venus des maisons de Vallon-le-Vieux et emportés par le courant. Sans crainte de se mouiller les pieds, le chasseur fit un ou deux pas dans l'eau et saisit avec la main un de ces bâtons flottants. C'était une croix, la première épave du cimetière. Il remonta avec son trophée qu'il montra à Joachim Rebut et à l'ingénieur :

— Voilà ce que vous avez fait. Une jolie besogne.

— Oui, du bois à brûler, dit Max Gal pour marquer son dédain à cet homme qu'il avait estimé et n'estimait plus depuis sa réclamation au sujet d'une morte.

— Oh! répliqua Nicolas entre ses dents, elle peut encore servir. Au lundi après l'ouverture, monsieur l'ingénieur.

— A lundi.

Mais, cette fois, Max Gal pressentit les inquiétantes réticences du chasseur. Néanmoins, il ne revint pas sur son acceptation. Il croyait à son destin et il ignorait la peur comme l'autre vie.

Sur les eaux du lac, d'autres croix nageaient comme de petites barques ou comme des cadavres. Toute une escadre de croix, tout le passé du village. Le village n'avait plus de passé...

II. — LA CHASSE AU CHAMOIS

Dieu! que ces morts étaient encombrants! Le curé, se souvenant de la guerre où il avait enseveli tant de cadavres abandonnés, guettait aux abords du lac les épaves du cimetière inondé, recueillait les croix, les rassemblait en gerbe afin que chaque famille pût réclamer les siennes et les replanter un jour en terre bénite. Car il bénirait le nouveau champ des morts dont les habitants de Vallon-le-Jeune se disputaient l'emplacement pour en tirer bénéfice. Encore une cérémonie qui effrayait à l'avance le malheureux maire parce qu'elle risquerait de le compromettre aux yeux des autorités radicales!

Les autorités, ayant appris l'échauffourée où Joachim Rebut avait couru un danger grossi encore par la distance, n'avaient d'ailleurs pas tardé à monter jusqu'au village, afin de remplir leur but habituel qui était d'envenimer les choses à plaisir. Seul, un préfet vaniteux, mais intelligent, tentait de refroidir leur zèle. Mariton fils félicita les habitants d'échapper aux vieux préjugés et les engagea, puisqu'ils avaient la chance de n'être liés par aucun précédent, à incinérer leurs défunts, ce

qui était plus propre et tenait moins de place. Il scandalisa les vieux, mais fit impression sur la jeunesse. Mariton père, toujours prêt à mettre une sourdine aux propos excessifs du député, prononça une véritable conférence sur le culte rendu aux morts depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, après quoi il invita ses auditeurs à réclamer une forte indemnité. Lui-même ne ressemblait-il pas à quelque saule penché sur sa propre tombe? Le résultat de ces conciliabules fut celui qu'on pouvait en attendre. Vallon-le-Jeune se divisa en deux camps, les uns satisfaits de monnayer leurs parents, les autres ne cessant pas de crier au sacrilège.

Nicolas Hagard acheva de jeter le désarroi. Il couchait on ne savait où, mais pas dans sa maison nouvelle où logeaient Mélanie et son fils Antoine et où lui-même refusait de pénétrer. Sans doute s'occupait-il de ses prés et de son bétail. On le rencontrait dans la montagne, accaparé comme tout le monde par les travaux de son état. Avait-il le don d'ubiquité pour braconner sans être aperçu, à la veille même de l'ouverture, et pour apparaître le matin dès patron-minet ou le soir au crépuscule, comme un fantôme, sous les fenêtres du chalet où vivaient Pierrette Bize et sa fille, celle-ci toujours taciturne et presque toujours enfermée? Il avait relevé des traces de pas dans leur jardin. Il finit par mettre la main sur les deux ombres qui s'enfuyaient et, les tenant au collet de sa poigne de fer jusqu'au bec électrique de la rue, il reconnut deux ouvriers étrangers dont il ignorait les noms. C'étaient Serge et Balthazar, les associés, les complices.

— Que faites-vous par là?

— On se promène, vous le voyez bien! ricanèrent les deux jeunes gens qui, échappant à eux deux à sa dure étreinte, s'enfuirent de compagnie.

Et il commençait de s'expliquer la terreur de Josette et sa réclusion. Mais pourquoi ne se confiait-elle pas à lui comme il l'y avait conviée? Une femme n'est pas coupable de la poursuite des hommes jetés comme des chiens courants sur sa piste. Elle l'est de ne pas s'abriter derrière un défenseur naturel. Il faudrait donc protéger celle-ci malgré elle-même? Sa mère la disait en proie à des malaises bizarres, ne pouvant absorber sa nourriture, agitée, la nuit, de cauchemars qui l'épouvantaient. Le vieux chasseur, inquiet de tant de signes, flairait un gibier de

potence. Il avait déjà un compte à régler avec un autre : faudrait-il en ajouter un second?

Cependant la mère Guillot, l'apercevant au clair de lune, l'avait pris pour un revenant. Eh! parbleu, les morts apparaissaient. Chassés de l'ancien cimetière par les eaux et n'ayant plus d'asile, ils erraient autour du village. Pour le moment, ils se tenaient aux approches des maisons, là au bout de la rue, ou dans les champs voisins, ou même dans les potagers. Ils cernaient, ils investissaient la place. Mais ils ne se contenteraient pas longtemps de cette posture humiliée. Ils chercheraient à entrer dans l'église pour réclamer des prières, et les âmes du purgatoire sont exigeantes, on le sait bien. Ils forceraient les portes de la mairie, afin d'y tourmenter le maire et le conseil municipal qui n'avaient pas fait leur devoir dans la construction de Vallon-le-Jeune. Ces monuments collectifs, bientôt, ne leur suffiraient plus. Ils assiégeraient chacun des chalets pour y porter leurs reproches à ceux qui les avaient si lâchement oubliés. Chaque famille recevrait la visite des siens, et de préférence la nuit, dans le silence où le moindre bruit s'entend, où les morts sont plus sûrs de se faire écouter des vivants.

La peur de la mère Guillot avait peu à peu gagné les autres femmes, même celles dont les maris escomptaient les gains funèbres avec le plus d'âpreté, comme l'épouse acariâtre de Jean-François Bastard. Dès que la nuit, du fond de la vallée, montait jusqu'au village si bien exposé au soleil que le jour écartait la crainte, un malaise inavoué s'emparait des plus courageux. L'ombre d'un arbre à la clarté lunaire, le mouvement d'une lessive qui était restée suspendue et faisait une tache blanche, ou bien, à l'intérieur, le craquement du plancher, d'un lit, d'une armoire, — et les bois neufs continuent de travailler, — suffisaient à provoquer des hallucinations. Chaque famille s'attendait à quelque visite de l'au-delà. On se barricadait, comme si l'on pouvait se barricader contre l'invisible! Les âmes n'ont pas besoin de brèche pour se frayer un passage. Les âmes n'ont rien qui les gêne pour circuler à travers les portes et les fenêtres fermées. Elles échappent à la poursuite et à la surveillance, mais elles se lamentent, elles appellent, elles réclament, elles supplient. Elles souffrent peut-être. Écoutez : ne croyez-vous pas entendre leurs prières étouffées, pareilles au souffle du vent qui, lui aussi, se joue des cloisons?

On dormait peu, en sorte qu'on se levait de méchante humeur. Les habitants se cachaient les uns des autres au lieu d'échanger des confidences. Dès le petit jour, les superstitions de la nuit se dissipaient et personne ne les racontait. Le maire, cependant, continuait d'être l'objet de la réprobation générale, tandis que les femmes se rapprochaient du presbytère et du confessionnal et suivaient les offices avec une dévotion renouvelée. Joachim Rebut se plaignit à Pierrette de son impopularité persistante :

— Un maire ne peut rien et l'on m'accuse de tout. Je vas porter ma démission.

— Tu ne peux pas, Joachim. Tu ne peux pas. Il faut donner l'exemple.

— Mon père et ma mère me battaient, Pierrette. Et je n'ai pas eu de femme, malheureusement, bien que j'eusse souhaité d'en avoir une. Alors, pourquoi aurais-je pensé aux morts? On pense aux morts pour les regretter, on n'y pense point pour le plaisir.

Celui-ci n'était pas assez troublé dans son sommeil. Au contraire, la solitude de la nuit lui pesait. Et c'est pourquoi, sans avertir, comme les timides qui se lancent tout à coup, — et n'avait-il pas, incertain et pusillanime, attendu ce moment-là pendant plus de vingt années? — il demanda à la veuve de son camarade de guerre :

— Veux-tu qu'on se marie les deux, Pierrette? On se marie à tous les âges.

Elle fut plus stupéfaite qu'indignée :

— Allons, allons, Joachim, tu es aussi fou que les autres.

Tout de même, le maire avait du bien et Josette serait protégée. Le héros de Verdun n'était qu'un ivrogne à domicile. Mais ses habitudes de veuve l'enveloppaient comme des voiles et sa fille seule la tourmentait. Elle ignorait que Nicolas Hagard menait une enquête. Mais Nicolas Hagard avait un autre compte à régler auparavant.

Cinq heures du matin au col de la Fourche. Le lundi qui suivit l'ouverture de la chasse, l'ingénieur fut exact au rendez-vous. Il y vint à cheval depuis Fontaine-Couverte, dédaignant son câble, accompagné d'un ouvrier de l'usine qui avait travaillé au barrage et que les habitants de Vallon connaissaient

bien pour ses récits de mer, sa belle humeur et son amour de la bouteille, Sébastien Louarec, d'une famille nombreuse de Bretagne qui essaimait un peu partout. Max Gal s'était mis en frais de costume : un complet de teinte indécise, entre la feuille et la pierre, de hautes guêtres, une pèlerine de loden, la cartouchière à la ceinture, la carabine à l'épaule. Le tout un peu trop neuf et devanture de magasin de sports. Il était content de lui, de ses entreprises, de l'air frais du matin, du beau jour d'été finissant qui s'annonçait. Mais il avait amené quelqu'un.

— Nous sommes en avance, dit-il gaîment. Il n'y a encore que les citadins pour se lever tôt.

— Je vous attendais, monsieur, répliqua Nicolas Hagard en se dressant.

Il était assis au pied d'un rocher avec quoi sa veste grise se confondait et les deux arrivants ne l'avaient pas aperçu.

— Tiens, vous êtes là ? Vous m'avez presque fait peur.

— Pourtant vous êtes deux.

— Faut-il renvoyer mon homme ? demanda l'ingénieur pour bien montrer qu'il ne redoutait nullement le tête-à-tête, par bravade, témérité ou indifférence.

Mais tout de suite, retrouvant sa méfiance et décidé à garder un compagnon, un témoin, il ajouta insolemment :

— Il ne me gêne pas. Et vous ?

— Non. Il nous servira de traqueur, répliqua Nicolas.

C'était un moyen de s'en débarrasser. Le duel commençait sans retard, avec des attaques et des parades.

— Et le cheval ?

— Il s'en ira tout seul. Il connaît le chemin. C'est de l'écurie du père Trélaz.

Et le chasseur, levant les deux bras en l'air, fit mine de se précipiter sur la monture qui montra aussitôt la croupe et détala au grand trot.

— Vous n'avez pas de fusil ? constata Max Gal étonné.

— Ne vous tourmentez pas : j'en aurai un tout à l'heure.

— Où allons-nous ?

— Au Colombier.

— Tout au sommet ? allons donc ! Les chamois ne vivent pas de neige.

— Au bord du névé, au-dessus des dernières vernes où ils pâturent. J'ai relevé les pieds. Une harde de six : un mâle, trois

chèvres et deux chevreaux. Nous occuperons les postes du haut. Je placerai Sébastien dans le bas et c'est lui qui les fera partir.

— Je n'ai pas l'habitude, protesta Sébastien qui, pour se récompenser de ses trois heures de marche avant le jour, puis au jour naissant, buvait à la régalade une gourde de vin blanc.

— Je t'expliquerai. Permettez, monsieur : votre arme.

Et sans façon Nicolas Hagard s'empara de la carabine qu'il tâta, palpa, admira et restitua :

— Une Martini. Bien.

— Et vous?

— Oh! moi, une Mauser. Elle me vient d'un officier de cavalerie allemand. Avec des bandes de cartouches.

Pour la seconde fois, Max Gal crut entendre cet avertissement secret qui nous annonce un danger. On éloignait son homme, on lui prenait son arme. Il écarta la fâcheuse impression. La carabine lui avait été rendue intacte, et Sébastien l'escortait. Rien n'était plus naturel que les gestes et les paroles du chasseur.

Les trois compagnons prirent la pente, Nicolas en tête, puis l'ingénieur, puis l'ouvrier. Peu à peu, le premier, accoutumé à la montagne, gagna du terrain. Subitement il disparut et quand il reparut, un peu plus haut, il portait un fusil. De quelle cachette l'avait-il retiré? Il s'arrêta, laissa passer Max Gal et, marchant à la hauteur de Sébastien Louarec, il parut s'intéresser à lui, à son travail, à ses distractions, à ses plaisirs. Où voulait-il en venir? Au soir de la fête.

— Tu y étais, Sébastien. A l'auberge de Mermet. Y avait-il beaucoup de tes camarades de chantier?

— Beaucoup, non. Ils préfèrent, tu sais, descendre à Fontaine-Couverte où il y a un cinéma.

— Ah! oui. Mais à Vallon-le-Jeune il y a de jolies filles. La Fine Servoz qu'on n'a plus revue, Annette Jacquemont, Pauline Martinet. A mon âge, on ne les connaît plus. Mais, pour sûr, il y en a.

— La petite Josette Bize, nomma enfin l'ouvrier comme si on ne lui avait pas suggéré de la nommer. Un bon morceau pour qui la mariera.

— Ah! oui, Josette, répéta Nicolas jouant la plus complète indifférence. Elle est rentrée tard chez sa mère. Sais-tu qui l'a reconduite?

— Ma foi non. A cette heure-là, moi, je ne les distingue plus les unes des autres et toutes les femmes sont pareilles. D'ailleurs, une fille ou une autre, n'est-ce pas tout pareil en effet?

Et il rit. Nicolas Hagard ne tirerait donc rien de cet ivrogne. Mais l'ingénieur intervint :

— Je vais peut-être vous renseigner. Josette Bize, n'est-ce pas? c'est la brunette que vous teniez par le bras sur le parapet du barrage? Oui, eh bien ! je lui parlé le soir de la fête.

— Vous lui avez parlé?

— Sans doute. Elle était, m'a-t-il semblé, la plus jolie, avec ses cheveux noirs coiffés à la vierge, ses yeux fauves, la patine dorée de ses joues, et une petite oreille rose qui a l'air d'une coquille transparente.

Pourquoi s'attardait-il à ce portrait? Une image agréable lui souriait dans sa mémoire. Il ne remarquait pas que le chasseur le perçait de son regard aigu.

— Elle paraissait beaucoup s'amuser, reprit-il tranquillement. Elle était assez mal accompagnée.

— Par qui?

— Par deux de mes ouvriers, des étrangers qui n'ont pas bonne réputation.

— Et qui s'appellent?

— Oh ! des noms polonais, hongrois, de peu de voyelles et de beaucoup de consonnes. Ça ne se retient pas. On se contente de les appeler Serge et Balthazar. Ils sont toujours ensemble, comme s'ils étaient liés par quelque crime ou par une équivoque amitié. J'ai averti cette petite qui riait avec eux. Un rire frais comme une eau qui tombe sur des cailloux.

— Vous l'avez avertie? réclama le chasseur.

— Oui, je lui ai conseillé de rentrer chez elle, et toute seule. M'a-t-elle écouté? Je n'en sais rien. Je suis parti.

— Serge, Balthazar, répéta Nicolas pour bien retenir ces syllabes.

Max Gal s'aperçut alors qu'on l'avait pressé de parler, ce qu'il n'aimait pas :

— Mais qu'est-ce que ça peut vous faire? conclut-il.

Nicolas Hagard, qui avait arrêté le groupe, le regarda bien en face :

— Josette Bize est la promise de mon filleul. Mon filleul se

bat en Syrie. Il ne faut pas toucher à la promise de mon filleul pendant son absence.

Les trois hommes reprirent leur marche lente, puis de nouveau cette question fut posée :

— Quelle heure était-il quand vous avez parlé à Josette Bize ?

Un peu impatienté de cet interrogatoire, l'ingénieur s'y prêta néanmoins :

— Je ne sais pas, moi. Peut-être dix heures. Il commençait de faire nuit. Les nuits de juin sont les plus tardives.

Nicolas dut faire un calcul et conclut :

— Il était un peu plus de dix heures. Je suis rentré vers onze heures du soir. De Vallon-le-Jeune à Vallon-le-Vieux il faut compter une demi-heure à peu près.

Ces chiffres ne signifiaient rien pour ses compagnons. Ils achevaient son enquête. Accoutumé à suivre une piste, même si elle se perd ou si elle est traversée, il avait découvert la bête. Tôt ou tard il la forcerait. La bête? *Ils* étaient deux. Lequel choisir? Il n'osait pas encore aller jusqu'au bout de ses suppositions. Josette Bize n'avait pas trompé son promis. Elle avait commis la faute de s'en aller, trop légère, danser à la fête. Mais elle n'avait élu personne à la place de l'absent. Elle ne se fût pas enfermée pour vivre en recluse si elle avait trahi Gaspard. Elle eût donné des rendez-vous. Elle ne fût pas tombée malade de frayeur parce qu'on rôdait autour d'elle. Elle n'eût pas changé et jauni dans les cauchemars et dans les larmes. Elle était victime et non coupable. Et ce cri étouffé qu'il avait cru surprendre, quand il revenait de la montagne dans la nuit brusquement épaissie, avec un chamois en collier autour de la tête, ce cri d'angoisse parti des fourrés, pareil au ululement du chat-huant qui avertit du passage de la mort, c'était elle qui l'avait poussé. A deux pas de lui, elle agonisait et il n'avait pas deviné. Pourquoi, dans son orgueil, s'était-il refusé à connaître le nouveau village? Là, du moins, il eût veillé sur ces pauvres femmes mal défendues. Lui, non plus, n'était pas sans faute. Que répondrait-il à Gaspard Salut passant la mer?

Max Gal, lui, songeait à la fragilité des amours avec la plus parfaite insouciance, ou plutôt avec ce mépris des hommes supérieurs qui se croient au-dessus des atteintes. Lui-même avait-il jamais attaché d'importance aux courtes liaisons qu'il

avait toujours dénouées à sa guise, préservant avant toutes choses son travail et son génie constructeur ? Une jolie fille qui était fiancée n'avait pas résisté aux longueurs de la séparation : la belle aventure! Car il ne doutait point que Josette Bize eût favorisé l'audace de l'un ou l'autre de ses ouvriers.

— Oh! les femmes, vous savez! fit-il dédaigneusement.

De nouveau Nicolas Hagard qui marchait devant s'arrêta et l'ingénieur, pour lui être agréable, ajouta encore :

— Tout de même, les filles du village feraient bien de se garer de tous ces étrangers.

Cette fois, il ne put se tromper à l'éclair de haine qui jaillit des yeux du chasseur.

— Oui, dit Nicolas, c'est vous, monsieur, qui nous avez amené ces bandits. La combe était paisible avant vous. Et maintenant...

Il n'acheva pas. Il savait ce qu'il savait. Il n'allait pas se livrer davantage. Mais l'adversaire avait compris. Lui aussi voyait clair, et sans enquête. Si Nicolas Hagard avait accepté de le mener à la chasse après l'algarade au bord du lac, en face du cimetière inondé, c'est qu'il avait une arrière-pensée. Nicolas Hagard le rendait responsable du malheur de Josette Bize comme de l'oubli des morts. Nicolas Hagard le voulait assassiner et simulerait un accident. Puis il se fit honte à lui-même d'un pareil soupçon. Dans tous les cas, il serait sur ses gardes. Un homme de soixante ans, d'une belle carcasse, il est vrai, n'aurait tout de même pas raison d'un homme en pleine force, maitre de lui, sûr de lui, sûr de ses yeux, sûr de son tir. On verrait bien, si c'était un duel ou un guet-apens. Il avait fait la guerre et la saurait faire encore. Sa batterie plus d'une fois avait encaissé des obus. Il s'était tiré de passes plus redoutables. Comme les conquérants, il avait foi dans son étoile. Attentif et prudent, il ne se laisserait pas manœuvrer.

La manœuvre commença peu après. Le guide arrêta la caravane à l'abri d'un rocher que mangeaient à demi des buissons en plein soleil et déjà décolorés avant l'automne.

— Sommes-nous déjà en place ? s'informa l'ingénieur étonné. Et comment chassons-nous? A l'approche?

— Non, pas à l'approche, expliqua Nicolas posément, en professionnel qui est dans sa partie. Pour l'approche, il aurait fallu partir de nuit, gagner le voisinage des gazons où *ils*

paissent avant le lever du jour, découvrir la harde, s'emparer du vent et ramper le long des couloirs pour les tenir à portée quand, le ventre plein, ils reposent et ruminent.

— Alors ?

— Alors, nous chasserons au traque. Sébastien Louarec nous servira de traqueur. Sébastien, tu vas sortir tes provisions et déjeuner sans trop boire. Il est sept heures et demie. Nous en avons pour une bonne heure encore à grimper tout droit, dans le ravin, là, tu vois, cachés par ce dos d'âne. A neuf heures exactement, tu sortiras de ta cachette. Tu suivras la sente qui est marquée jusqu'à la plaque de neige. Là tu obliqueras à droite et tu entreras dans ces vernes que tu aperçois d'ici, en lançant des cailloux et menant un grand vacarme. *Ils* sont là : je les ai repérés hier. Il aurait fallu trois ou quatre traqueurs. Tu te démèneras comme tu pourras, et avec des pierres jetées non devant, mais sur ta droite encore, tu occuperas plus d'espace. Lancés par toi, ils monteront à nos postes. Si nous les manquons ou s'ils nous reniflent, je connais un bouc solitaire sur qui peut-être nous pourrons nous venger.

Max Gal admira malgré lui la claire simplicité de ce plan de bataille. Il se plaisait à reconnaître la supériorité dans tous les domaines, et par là Nicolas Hagard l'attirait. Il sentait en lui une force, différente de la sienne et certes bien inférieure, mais intacte comme une eau que nulle captation industrielle n'a corrompue ni même altérée. Mais n'allait-il pas déjouer cette manœuvre destinée sans nul doute à l'isoler ? En beau joueur, il accepta le tête-à-tête.

— Bien, approuva-t-il. Au revoir, Sébastien Louarec. Donnez-moi mon sac. Une heure de marche, n'est-ce pas compter un peu juste pour aller là-haut ? Je ne veux pas arriver essoufflé.

— Suivez mon pas, monsieur. Et passez-moi votre sac et votre carabine.

— Pas ma carabine. Je ne m'en sépare jamais.

— Il faudra bien vous en séparer, monsieur. Nous grimperons dans une cheminée où vous aurez besoin de vos deux mains et de vos deux pieds.

— Et vous ?

— J'ai l'habitude. Je vous aiderai.

Le chasseur prit en bandoulière les deux armes et les assu-

jettit avec un bouchon cousu dans l'épaulette de sa veste, à la manière des soldats en marche qui se veulent libérer de l'embarras du fusil. Puis, le piolet retenu au poignet par une cordelette, il entama la paroi du roc en indiquant les saillies à son compagnon. Max Gal s'appliqua dans ce jeu d'acrobates, afin de ne mériter ni blâme ni sarcasme. Il était souple et vigoureux et se jurait bien de ne pas rester en arrière. Ainsi, les deux hommes s'engagèrent-ils dans la cheminée, sorte de trou pratiqué naturellement dans la paroi par le travail des eaux, et creusé si droit qu'on pouvait voir au-dessus un morceau de ciel. La cavité n'était pas large, et les prises n'étaient pas nombreuses.

— Attendez, ordonna le guide.

L'ingénieur, cramponné au-dessus du vide, leva la tête en l'air pour suivre les mouvements de Nicolas Hagard. Ce diable d'homme, d'une belle envergure pourtant, se glissait comme une couleuvre contre la pierre lisse. Où fixait-il ses souliers? Quel gars ce devait être à vingt ans, pour monter ainsi à soixante!

— A vous, monsieur, prenez la corde. Vous pouvez vous pendre après elle.

Max Gal saisit le bout de corde qu'on lui jetait, et s'aidant de tous ses membres, il fut hissé jusqu'à la lèvre supérieure de l'entonnoir.

— Maintenant, asseyez-vous et reposez-vous. Je pense que vous n'avez pas le vertige.

— Tout à l'heure, Nicolas Hagard, vous n'aviez pas de corde.

— Elle est déposée ici, dans une cachette.

Le chasseur avait partout des cachettes dans la montagne qui était sa recéleuse et son amie. Là, il était son maître. Là, il était le maître. Et Max Gal, tiré par lui, reprit confiance en lui. C'était si facile, tout à l'heure, de lâcher la corde et de le précipiter à l'abîme.

Il prit une petite fiole de cognac dans la poche intérieure de sa veste, et en but avidement quelques gorgées pour se remettre d'aplomb, puis il la tendit à son guide :

— Merci, refusa nettement celui-ci.

Au-dessous d'eux, presque à pic, ils pouvaient apercevoir le lac de la Capucine qui atteignait presque le couronnement du bar-

rage et plus loin, sur sa pente bien exposée au soleil, le village-modèle avec sa petite église blanche qui ressemblait à un pigeon posé, son assemblée de toits aux tuiles brunes, ses carrés de jardins. Au delà du val profond où coulait le fleuve, la chaîne du Dôme d'Or et du Mont Maudit balançait dans l'air bleu sa fine dentelle blanche. Mais, dans tout ce miraculeux paysage des Alpes, l'ingénieur n'avait de regard que pour son barrage qui maintenait des eaux asservies, des eaux utiles, des eaux prêtes à être décomposées en lumière et en mouvement. Jamais il n'avait embrassé de si haut, et d'un seul coup d'œil, son œuvre achevée et toute dorée par l'éclat du jour. Et il ne regrettait plus la pénible ascension dans la cheminée qui lui valait un tel spectacle, une telle sensation d'orgueil :

— C'est beau, le travail des hommes, déclara-t-il pour lui-même plutôt que pour son compagnon.

Mais celui-ci, qui regardait en face la cime triangulaire du Prince et la coupole du Roi des Alpes, lui répliqua, non d'égal à égal, mais de chef à sujet :

— Oh ! ça ne vaut tout de même pas le travail de l'Autre. Et quant à votre faux lac, je vais vous en montrer un vrai.

Ils achevèrent l'ascension de la paroi. Comme ils atteignaient le sommet, Nicolas Hagard fit signe à l'ingénieur d'observer le silence et de ne pas bouger. Lui-même, avec des ruses de renard, rampant sur la plaque de gazon qui bordait le rocher comme une chevelure un front lisse, déboucha sur le versant qui dominait les vernes où paissait la harde.

— Le solitaire n'y est pas, revint-il dire. Vous pouvez marcher.

Ce versant formait une cuvette charmante autour d'un petit lac vert, tout pareil à une émeraude enchâssée dans les éboulis, les buissons et les graminées. La saison des fleurs était passée, mais les plantes brûlées par le soleil offraient des couleurs plus chaudes encore et plus violentes, plaques d'airelles rouges, fougères au frémissement doré, ronces, touffes et taillis composant un bouquet des mille teintes dégradées qui vont de l'or à la pourpre.

— Le lac des Marmottes, annonça triomphalement le chasseur.

De toute évidence, ce réservoir naturel avait plus de grâce que le réservoir artificiel construit par l'ingénieur. Il avait fallu

des siècles, et non pas deux ans, pour lui broder ces rives, pour l'orner de ces cailloux polis, de cette végétation enchanteresse, quand s'arrêtaient plus bas les sapins et les mélèzes vaincus par l'altitude.

Nicolas Hagard posta Max Gal à la limite du versant, non à l'abri d'un rocher, mais derrière une ligne d'arbrisseaux, de façon qu'il pût découvrir toute la pente au-dessus des vernes. Il voyait et ne serait pas vu, s'il demeurait immobile.

Le vent était favorable. Il montait de la plaine aux cimes nettement découpées sur l'azur et toutes blanches d'une neige que le soleil attaquait vainement. Cette neige descendait jusqu'au bord du lac, mais laissait à nu, par plaques, ce gazon court et dru, d'un vert clair et d'une forme incurvée que les montagnards appellent *corne de cerf* et qui est la nourriture favorite du chamois.

— Et vous? s'informa l'ingénieur à voix basse, où vous postez-vous?

— Par là, expliqua le chasseur d'un geste vague qui désignait un emplacement indécis, là-bas, vers ces rochers.

— Nous ne risquons pas de croiser nos feux?

— Non, à moins de le faire exprès.

— C'est bien, merci.

Ils s'étaient regardés jusqu'au fond des yeux, comme s'il y avait un sens caché sous ces interrogations. Nicolas consulta sa montre :

— Dans vingt minutes, Sébastien Louarec commencera la traque. Je n'ai que le temps.

Et il s'éloigna pour gagner sa place. Il disparut à l'extrémité du lac, derrière quelques blocs de pierre, à trois ou quatre cents mètres à peine. Max Gal, demeuré seul, procéda méthodiquement aux opérations préliminaires : reprendre son souffle, boire un coup de vin, manger un morceau, disposer à côté de lui ses cartouches, armer sa carabine, puis il inspecta l'horizon avec ses jumelles, dont le grossissement et la précision lui livreraient à distance la moindre trace suspecte, le moindre mouvement. Les vernes, au-dessous de lui, gardaient leur secret. Ou elles étaient vides ou la harde vautrée y disparaissait. Une corneille se posa dans son voisinage, puis, l'ayant aperçu, poussa son cri lugubre et s'envola. Il chercha s'il découvrait Nicolas Hagard. A ce moment, la battue commença avec les appels du

traqueur et ses jets de pierres. Appels multiples, comme si Sébastien Louarec avait trouvé des camarades. Il fouilla de nouveau les buissons, et comme il désirait connaître le poste de Nicolas Hagard, — curiosité ou pressentiment, — il ramena brusquement en face de lui ses jumelles. Et ses jumelles lui révélèrent le chasseur qui, appuyé au rocher, le mettait lui-même en joue. Ainsi donc, il avait bien flairé le guet-apens : sans doute l'ennemi attendait-il le passage des chamois à sa hauteur pour tirer, afin que l'unique témoin, — le traqueur qui montait, — pût attester la coïncidence et affirmer l'accident.

Max Gal sentit la mort sur lui et, dans un éclair, il vit crouler au précipice son œuvre à venir, l'immense asservissement de forces motrices promis à son ambition dévorante. Il eut le temps de le regretter pour lui, pour son pays et pour toute la science, comme s'il prononçait à la place d'un ministre compétent son oraison funèbre. Mais il n'était pas homme à s'abandonner. La balle de Nicolas Hagard devait être infaillible. S'il visait à son tour, il serait devancé. On l'avait posté derrière des arbrisseaux, afin qu'il fût sans protection. Alors il ne lui restait qu'à défier le destin. Et il se leva de son poste, tout droit, s'allongeant, s'offrant comme une cible volontaire. La harde qui montait, fuyant devant le traqueur, se fixa en plein galop devant cet épouvantail et, changeant de direction sur le signal du mâle qui la conduisait, prit par le travers. Un coup de feu retentit et Max Gal étonné se retrouva vivant. Manqué, on l'avait manqué. Il sentit, par quelle psychologie secrète? qu'on ne tirerait pas une seconde fois. Après le plaisir de vivre, il s'adonna instantanément à son autre plaisir favori qui était le mépris. Et ce mépris était double, pour l'assassin et pour le maladroit. Mais il avait perçu derrière lui un bruit sourd, comme la chute d'un bloc de pierre. Se retournant, il crut voir un corps d'un fauve sombre étendu sur des touffes d'airelles. Il s'approcha : entre le lac et lui, à cinquante pas de son poste, un chamois gisait, la tête aux longues cornes courbes rejetée en arrière et les yeux révulsés, touché au défaut de l'épaule qui est l'endroit le plus vulnérable, et pour qui la mort avait dû être instantanée. Du regard, il évalua la distance qui séparait le gibier du chasseur, quatre ou cinq cents mètres. Si Nicolas Hagard l'eût tenu au bout de son fusil, ce serait lui qui serait étendu sur l'herbe. Ainsi donc, ses jumelles hallucinées

l'avaient trompé. Lui-même avait fait rater la traque en se levant, et Nicolas Hagard, perdant la harde, s'était vengé sur le bouc solitaire dont il avait parlé et qui s'était égaré sur le champ de bataille.

Déjà Nicolas marchait vers sa victime. Là se rejoignirent les deux hommes.

— Un bouc de quarante kilos, évalua le chasseur.

— Un bel animal.

Et tandis que l'un, avec son couteau, ouvrait la bête pour lui retirer les entrailles et la vider sans retard, l'autre, qui semblait s'intéresser à ce travail, calculait qu'une arme braquée sur le chamois n'aurait pu, à cette distance, lui paraître braquée sur lui-même.

— Pourquoi vous êtes-vous levé? demanda posément Nicolas, quand il eut achevé sa besogne. Vous auriez pu en tuer un. *Ils* montaient contre vous.

Max Gal voulut en avoir le cœur net. Avec un tel adversaire, ne fallait-il pas employer le coup droit?

— Je me suis levé parce que le gibier, pour vous, c'était moi. Osez dire le contraire.

Nicolas Hagard ne se pressa pas de répondre, — ce qui déjà était un aveu, — et il répondit le plus tranquillement du monde :

— Il y avait derrière vous ce bouc que vous ne pouviez pas voir. Il vous a flairé, il allait se dérober quand j'ai tiré.

— Vous mentez, Nicolas Hagard.

— Non, monsieur, c'est bon pour les gens de la plaine. Vous voulez tout savoir et vous ne savez même pas attendre. Le chamois a pris votre place, mais le condamné, c'était bien vous.

— Le condamné? fit Max Gal qui eut un frisson rétrospectif.

— Oui, le condamné à mort. Je ne vous ai pas mené ici pour mon plaisir, vous pensez bien.

Ainsi donc, depuis le départ du col de la Fourche, Max Gal avait été conduit au supplice, comme un mouton à l'abattoir.

— On ne condamne pas sans jugement, voulut-il plaisanter.

— Je vous ai jugé sur le parapet de votre barrage, quand vous avez offert de payer nos morts.

— Et de quoi m'avez-vous déclaré coupable?

— D'avoir assassiné mon village.

— Votre village, mais c'est moi qui l'ai rebâti.

Et Max Gal, révolté de tant d'injustice, commença de perdre patience :

— Vous habitiez des masures malpropres et je vous ai logés en de beaux chalets confortables, avec de l'eau et de la lumière. Que vous faut-il donc?

— Ce qu'il nous faut, monsieur? Un cimetière et la paix.

— Mais on vous l'a tracé, votre nouveau cimetière. Et vous toucherez par surcroît des indemnités.

— Oui, de l'argent : tout se paie, et ma morte me sera payée. J'ai bien cru que ce serait aujourd'hui. Votre nouveau cimetière est vide, et votre village-modèle le sera bientôt.

— Qu'est-ce que vous me chantez là, avec vos prophéties, quand vos camarades se prélassent dans leurs maisons neuves et ne cherchent qu'à m'exploiter!

— Plus de tombes à qui parler, reprit Nicolas Hagard, et plus d'amitié pour notre vie : voilà ce que vous avez fait, monsieur. Vous avez beau être un savant, et moi un ignorant. Avec toutes vos connaissances, vous ne savez même pas ce que c'est que des morts et des vivants.

— J'attends vos explications, ricana Max Gal.

— Oh! je ne parle pas comme vos bavards de la Chambre ou du Sénat.

— Pas les miens, je les méprise autant que vous.

— Ils sont à vous pourtant, et pas à moi. C'est vous qui les menez, comme vos usines, comme votre armée d'ouvriers, comme tous ces étrangers que vous attirez ici. Oui, le coupable, c'est bien vous. Dans la compagnie, c'est le capitaine qui dirige.

— J'ai dirigé la construction de mon barrage, et il est réussi.

— Vous voulez changer la terre. Et il y aura toujours des morts dedans, et des vivants dessus. Des morts à qui l'on venait parler les jours de fête ou les dimanches, quand on avait le temps, trop rarement, et qui vous calmaient parce qu'avec eux il n'était plus question des intérêts quotidiens. Et des vivants qui se plaisaient dans leurs travaux et leurs soucis et qui ont maintenant envie d'autre chose, parce que vous leur avez mis le feu dans le cœur. Vous ne voyez donc pas qu'ils s'en iront tous, un à un. Déjà Chevillard a vendu son chalet à un aubergiste qui veut recevoir des clients l'été. Blanc et Ducroz sont embauchés à l'usine de Fontaine-Couverte. Les

autres suivront. J'ai beaucoup réfléchi, monsieur, en fauchant mes prés ou en chassant dans mes montagnes, parce que tout ça, — et il montra d'un geste large son horizon familier, — parle autrement que Mariton père et fils, et dans ma jeunesse, j'ai couru le monde avec des voyageurs qui m'ont traité en collègue et m'ont un peu instruit tout de même. Ainsi j'ai pu mesurer le mal que vous nous avez fait.

— C'est stupide, protesta Max Gal, jugeant inutile de se défendre contre de tels préjugés, dignes du moyen âge. Mais alors, pourquoi n'avoir pas tiré sur moi ?

— Ah ! voilà ! Vous l'avez échappé belle. C'est à cause de l'Autre.

— L'Autre ?

— Oui. Celui qui a fait tout cela et qui nous voit en dedans, Celui qui porte le poids du monde, et le nôtre.

Max Gal, qui ne croyait qu'à la matière et au mouvement, mit un instant à comprendre de qui il s'agissait. Mais de nouveau il sentit chez cet homme une puissance inconnue qui lui inspira le respect. Et il cessa de voir en lui un fou qui avait failli le supprimer.

— Écoutez, Nicolas Hagard, vous m'avez jugé à tort. Je ne connais pas l'Autre, à moins qu'il ne soit la suprême Force motrice. Mais vous êtes assez intelligent pour me comprendre. L'humanité n'est pas immobile. Elle est toujours en marche, elle cherche, elle s'agite, elle trouve, elle invente, elle crée. Elle tend à découvrir les secrets de l'univers pour les utiliser. Elle en a tiré le feu, l'or, l'essence. Elle améliore d'âge en âge son propre sort, et c'est le progrès. Elle organise la société avec les États, les codes, la justice. Partout elle introduit plus de bien-être et plus de confort, plus d'équité aussi. Vouloir se mettre en travers de son élan continu, c'est comme si vous vouliez faire remonter à leur source les eaux de la Capucine. Je ne suis, moi, qu'une vague, la première si vous voulez, de cette mer qui avance. Me supprimer ne l'arrêterait pas une seconde. Un autre m'eût remplacé, qui peut-être ne m'eût pas valu.

— Oui, conclut le chasseur en répétant une parole déjà entendue, on ne tire pas sur une avalanche. Mais votre humanité qui marche écrase beaucoup en marchant. On ne s'est jamais tant massacré et personne n'a plus le cœur à sa place.

Il faudrait un autre barrage que le vôtre pour arrêter ce mauvais torrent.

L'ingénieur eut un sourire supérieur à l'idée de ce singulier barrage. Comme Sébastien Louarec approchait, flanqué d'un compagnon qui avait dû traquer avec lui, afin de clore l'entretien il tendit la main à celui qui l'avait visé et épargné pour l'amour de Dieu :

— Amis cette fois ?

— Jamais, refusa Nicolas Hagard. Il y a un ravin entre nous.

Décidément, ce ravin ne serait jamais comblé et cet homme lui échapperait toujours. Le compagnon de Sébastien Louarec était un garçon de quinze ans, Antoine, le neveu de Nicolas qui lui avait indiqué l'heure de la battue et la remise du chamois. Le petit, les yeux écarquillés, se pencha sur le bouc mort et sollicita de son oncle la faveur de le porter sur ses épaules déjà robustes.

— Non, refusa celui-ci, il est trop lourd pour toi. Je vais le cacher sous un rocher, dans la neige, à cause de la chaleur, et je viendrai le chercher demain.

C'était bien étrange. Avait-il jamais remis au lendemain le transport de son gibier ? Mais on ne discutait pas ses ordres. Il devait poursuivre quelque but mystérieux. Et la caravane redescendit sur le Col de la Fourche par les vernes, les éboulis et les gazons, en évitant la cheminée et la paroi du roc qui avaient servi à la surprise. Max Gal se réjouissait intérieurement d'être revenu sain et sauf de la bataille que, sans le savoir, il avait livrée et n'avait pas gagnée, et Nicolas Hagard songeait qu'il avait un autre compte à régler.

HENRY BORDEAUX.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

SAINTE THÉRÈSE

V [1]

LES GRANDES GRACES *(suite)*

I. — LES RAVISSEMENTS, LES ILLUMINATIONS ET LE MARIAGE MYSTIQUE

Ces « grands ravissements », qui se multiplièrent après le miracle de la Transverbération, n'étaient pas une nouveauté pour sainte Thérèse. La première fois qu'elle entendit des paroles intérieures : « *Je ne veux plus que tu converses avec les hommes, mais avec les anges* », ce fut en récitant les strophes du *Veni creator*. Au milieu de cette récitation, elle fut prise, nous dit-elle, d'un « ravissement », et c'est à ce moment qu'elle perçut les paroles surnaturelles. Depuis, toutes ses autres visions et révélations lui furent accordées, soit dans l'oraison, soit dans l'extase commençante. Toutes s'achevèrent dans l'extase. Quand la Sainte nous parle de ses visions imaginaires, elle ajoute : « Pour moi, je dis que les visions de cette espèce sont douées d'une telle puissance, quand le Seigneur veut découvrir à l'âme une grande partie de sa gloire et de sa majesté, que je tiens pour impossible qu'aucune âme les puisse supporter, à moins qu'il ne lui accorde un secours très surnaturel, en la laissant *dans le ravissement et dans l'extase*. Et ainsi la vision de cette divine présence se perd dans la jouissance. »

Copyright by Louis Bertrand, 1927.

(1) Voir la *Revue* des 1er et 15 décembre 1926, 1er et 15 janvier 1927.

Thèrèse ne semble pas distinguer entre l'extase et le ravissement, ou ce qu'appelle « le vol de l'esprit ». Pour elle, ce sont des états de même nature, mais non de même degré et c'est ce qui permet d'établir entre eux des différences. L'extase paraît bien n'être, pour la Sainte, que l'union mystique à la suprême puissance, quoiqu'elle s'en distingue « par l'intensité de ses effets et par un certain nombre d'autres opérations ». Elle est plus paisible que le ravissement. Le ravissement est, au contraire, d'une extrême violence. Il en est de plusieurs sortes. Tantôt il se produit sous l'action apparente d'une circonstance extérieure : à propos d'une phrase, d'un mot, d'une pensée brusquement surgie, qui bouleverse toutes les puissances de l'âme. D'autres fois, sans aucune cause extérieure, tout à fait à l'improviste, sans nulle préparation, au cours d'une conversation, quand on pense à autre chose, l'âme est subitement terrassée et le corps est pris d'une transe.

Mais voyons d'abord les effets physiques de ce phénomène étrange.

« Dans ces ravissements, dit la sainte, l'âme ne semble plus animer le corps. Et on sent ainsi d'une manière très sensible que la chaleur naturelle l'abandonne. Il va se refroidissant, quoique avec infiniment de douceur et de plaisir. Ici il n'y a pas moyen de résister, tandis que, dans l'union (mystique) où nous sommes, en quelque sorte, dans notre pays, la résistance est possible. Il y faut de la peine et de l'effort, mais on le peut presque toujours. Dans le ravissement, il n'y a aucun remède, la plupart du temps. Souvent, *prévenant toute pensée et toute préparation intérieure*, il arrive sur vous avec une impétuosité si soudaine et si forte, que vous voyez, que vous sentez cette nuée ou cet aigle céleste vous enlever et vous emporter sur ses ailes. Et je dis que vous vous sentez, que vous vous voyez enlever, mais vous ne savez où. Car, malgré le plaisir, la faiblesse de notre nature nous fait craindre au début et il faut une âme résolue et déterminée, beaucoup plus que dans les états antérieurs, pour risquer tout, en dépit de tout, et s'abandonner entre les mains de Dieu et aller où il veut bien nous enlever, car il nous enlève, quelque peine que nous en ressentions. Et, dans une telle extrémité, il arrive très souvent que je voudrais résister et je lutte de toutes mes forces, spécialement quand cela me prend en public, et aussi, souvent, en par-

ticulier, *dans la crainte où je suis d'être trompée.* Parfois j'obtenais quelque résultat, mais avec une grande fatigue, comme quelqu'un qui lutte avec un fort géant : j'en demeurais, ensuite, accablée. D'autres fois, c'était impossible : mon âme était enlevée et, après elle, habituellement, ma tête, sans pouvoir la retenir, et, quelquefois, tout mon corps, jusqu'à se soulever... »

C'est ce qu'on appelle, aujourd'hui, un phénomène de lévitation, — cas fort rare, paraît-il, et qui n'a jamais été « scientifiquement » observé. C'est pourquoi certains auteurs en ont contesté la réalité : les mystiques, nous disent-ils, sont alors victimes d'une illusion. Dans cette tension extrême de tout leur être, tant physique que moral, ils s'imaginent être soulevés au-dessus du sol. Mais il n'en est rien. A ces assertions on ne peut qu'opposer le témoignage très catégorique de sainte Thérèse elle-même: « J'ai été, dit-elle, rarement enlevée de cette manière. Cela m'est arrivé un jour que j'étais au chœur avec toute la communauté et prête à communier. Mais ma peine en fut très grande *parce que cela me paraissait une chose extraordinaire qui allait avoir tout de suite beaucoup de retentissement.* Comme ce fait est tout récent et s'est passé depuis que j'exerce la charge de prieure, j'usai de mon pouvoir pour défendre aux religieuses d'en parler. En plus d'une circonstance, comme je commençais à voir que le Seigneur allait faire la même chose, et, notamment, une fois, comme des personnes de qualité se trouvaient présentes, — c'était pour la fête de la Vocation, pendant un sermon, — *je me couchai sur le sol. Les sœurs accoururent pour me tenir le corps, et cependant on put voir la chose.* Je suppliai beaucoup le Seigneur qu'Il voulût bien ne plus me donner de ces grâces... »

Un peu plus loin, elle insiste encore sur l'étrangeté du fait : « Au commencement, je l'avoue, j'étais saisie d'une excessive frayeur. Et qui ne le serait *en voyant ainsi son corps enlevé de terre*? Bien que ce soit l'esprit qui l'enlève après lui et cela avec une grande suavité, si l'on ne résiste pas, le sentiment ne se perd point. Pour moi du moins, je le conservais de telle sorte que je pouvais comprendre que j'étais enlevée de terre. »

Si, à cette dernière affirmation de la sainte, on peut toujours répondre qu'elle était le jouet d'une illusion, comment

révoquer en doute ces deux faits matériels : que, dans une de ces transes, elle se coucha par terre et que les religieuses furent obligées de lui tenir le corps?... Dira-t-on qu'il ne s'agit ici que de convulsions? Mais des témoins oculaires, des religieuses de l'Incarnation ou de Saint-Joseph, les propres compagnes de la sainte ont affirmé, à plusieurs reprises, qu'elles l'avaient vue se soulever de terre au cours de ses extases. La Mère Marie Baptiste « la vit deux fois » : ce qui est confirmé par le témoignage de la propre sœur du Père Gratien, la Mère Marie de Saint-Joseph. Une cousine de sainte Thérèse, la Mère Marie de Saint-Jérôme, dit la même chose. Enfin le témoignage le plus frappant et le plus catégorique, c'est celui de Maria Pinel, dans ses notes sur le couvent de l'Incarnation : « Dans le troisième parloir, dont la Sainte fit son cabinet, quand elle devint prieure (et, pour ce motif, on l'appelle « le parloir de notre Sainte Mère »), en cet endroit, elle et notre Père saint Jean de la Croix eurent de nombreux ravissements. De l'un d'eux fut témoin la Mère Béatrice de Jésus, nièce de la Sainte, qui était portière et qui venait lui demander quelque permission. La Sainte était à genoux, cramponnée à la grille, et le Saint, avec sa chaise et le reste, tout contre le plafond, dans une pièce qui fait suite à la porterie, à l'intérieur de la clôture. Une autre fois, qu'ils étaient en conversation, pareille chose arriva, et le Saint se mit debout pour résister au transport de l'esprit. Ce fut à cette occasion que la Sainte dit ces paroles : « On ne peut pas parler de Dieu avec mon Père, le frère Jean : tout de suite il entre en ravissement ou vous y fait entrer. » Malgré ces détails si précis (admettons même que les religieuses aient inconsciemment exagéré), il reste ce fait incontestable que, dans le ravissement, sainte Thérèse éprouvait comme un allègement de son corps et une inexplicable poussée de bas en haut : « Souvent, dit-elle, mon corps devenait si léger qu'il n'avait plus de pesanteur : quelquefois c'était à tel point que je ne sentais plus mes pieds toucher la terre. » Et ailleurs : « Lorsque je voulais résister, je sentais sous mes pieds des forces étonnantes qui m'enlevaient : je ne saurais à quoi les comparer. »

Mais cette attaque soudaine n'est que la première de toute une série de manifestations extérieures, que sainte Thérèse a minutieusement décrites : « Tant que le corps, dit-elle, est dans

le ravissement, il reste comme mort et souvent dans une impuissance absolue d'agir. Il conserve l'attitude où il a été surpris : ainsi, il reste sur pied, ou assis, les mains ouvertes ou fermées, en un mot, dans l'état où le ravissement l'a trouvé. Quoique, d'ordinaire, on ne perde pas le sentiment, il m'est cependant arrivé d'en être entièrement privée : *ceci a été rare et a duré fort peu de temps. Le plus souvent, le sentiment se conserve,* mais on éprouve je ne sais quel trouble. Et, bien qu'on ne puisse agir à l'extérieur, on ne laisse pas d'entendre : c'est comme un son confus, qui viendrait de loin. Toutefois, même cette manière d'entendre cesse, lorsque le ravissement est à son plus haut degré, je veux dire lorsque les puissances entièrement unies à Dieu demeurent perdues en lui. Alors, à mon avis, on ne voit, on n'entend, on ne sent rien. Comme je l'ai dit précédemment, dans l'oraison d'union, cette transformation totale de l'âme en Dieu est de courte durée. Mais, tant qu'elle dure, aucune puissance n'a le sentiment d'elle-même, ni ne sait ce que Dieu opère. Un tel état dépasse sans doute la faible portée de notre entendement dans cet exil : nous devons apparemment être incapables de recevoir une si haute lumière... »

Cet état et ceux qui précèdent sont extrêmement douloureux : c'est, dit la Sainte, un véritable martyre, mais un martyre où l'on voudrait passer tout ce qui reste de vie. Toutefois « il est d'une rigueur si excessive que la nature a bien de la peine à le supporter. J'ai été quelquefois réduite à une telle extrémité que j'avais presque entièrement perdu le pouls... De plus, mes os se séparent et demeurent déboîtés ; mes mains sont si raides que, souvent, je ne puis les joindre. Il m'en reste, jusqu'au jour suivant, dans les artères et dans tous les membres, une douleur aussi violente que si tout mon corps eût été disloqué... » Il arrive aussi qu'au moment de l'attaque on pousse de grands cris, et, pendant qu'elle dure, des gémissements plus ou moins forts. Les cris ont parfois quelque chose d'effrayant : « Dans le monde, dit sainte Thérèse, de tels cris sont si rares qu'il n'est pas étonnant qu'on les prenne pour des marques de folie. » Elle va même jusqu'à l'aveu que voici : « Si les ravissements ne produisaient pas dans l'âme de tels effets et si elle n'en tirait pas de si précieux avantages, non seulement je douterais beaucoup que ces transports vinssent de Dieu, mais je

craindrais plutôt que ce ne fussent de ces transports de rage, dont parle saint Vincent Ferrier... »

Il ne faut pas craindre de le confesser après sainte Thérèse elle-même : ces phénomènes externes du ravissement mystique ont quelque chose de choquant et, quelquefois, de répugnant, où la Sainte voit comme la rançon de la faiblesse et de la misère humaines. Incapable de supporter des états aussi prodigieux, notre pauvre nature en est bouleversée jusque dans ses régions les plus basses, celles qui nous sont communes avec l'animalité. Et c'est pourquoi elle était honteuse de ces crises, lorsqu'elles la prenaient en public. Elle essayait, tant qu'elle pouvait, de les dissimuler, — et d'abord aux autres religieuses. Mais celles-ci avaient fini par s'y habituer. Et c'est ce qu'affirme très explicitement sa cousine, la Mère Marie de Saint-Jérôme : « Bien qu'elle éprouvât une grande peine d'être ravie devant nous, finalement elle s'y résignait. Mais, pour les personnes du dehors, elle en souffrait beaucoup et elle dissimulait la chose, en disant qu'elle souffrait du cœur. Et, ainsi, quand cela lui arrivait devant quelqu'un, elle demandait qu'on lui donnât quelque chose à manger ou à boire, pour donner à entendre que c'était une nécessité de sa maladie. » Voilà donc ce que la Sainte concédait à la crainte de scandaliser le prochain. Mais, tout de suite, elle se hâtait d'oublier ces troubles physiques, si douloureux fussent-ils, — elle jetait un voile sur ces misères de la nature, — pour ne considérer que les effets intérieurs et les avantages durables du ravissement. Elle les jugeait d'un prix inestimable.

D'abord, elle sortait de ces crises avec un redoublement d'humilité et d'amour de Dieu : « Malgré nous, dit-elle, nous voyons que nous avons un maître et que de telles faveurs sont données par lui et que, par nous-mêmes, nous ne pouvons rien. Et il en résulte une grande impression d'humilité... Celui qui peut produire de tels effets se montre à nous avec une telle majesté que les cheveux se hérissent et qu'il en reste un grand effroi d'offenser un si grand Dieu. Mais cela s'enveloppe dans un immense amour, qui s'augmente encore à voir celui qu'Il accorde à un ver immonde, au point qu'Il ne se contente pas d'élever réellement son âme jusqu'à Lui, mais même aussi son corps, ce corps de mort et de boue, qui s'est souillé par tant d'offenses. »

Un autre effet, c'est « un détachement étrange, qu'il est impossible d'exprimer, écrit la Sainte. Tout ce que j'en puis dire, c'est qu'il diffère des autres et qu'il l'emporte de beaucoup sur celui qu'opèrent des grâces qui n'affectent que l'esprit. Dans le ravissement, Dieu veut que le corps lui-même soit détaché de fait. On devient ainsi plus étranger aux choses de la terre, et la vie paraît une peine infiniment plus grande. » Ce n'est pas seulement parce que le mystique est comme allégé de son corps qu'il éprouve ce sentiment, mais parce que la souffrance a brisé et anéanti ce corps. Il voit vraiment alors l'envers de la toile, la duperie de l'apparence. Il devient étranger à ce monde, dont il sait le néant illusoire, à cette vie qui n'est qu'un perpétuel enfantement de douleurs. Mais alors, commence pour lui, une nouvelle épreuve, — une peine terrible et inouïe, — que sainte Thérèse a analysée et pénétrée jusque dans ses replis les plus secrets.

« Il nous vient, dit-elle, une peine, que nous ne pouvons pas plus attirer sur nous que nous ne pouvons nous en délivrer quand elle nous est venue. Je voudrais essayer de faire comprendre cette grande peine, mais je crois que je n'y réussirai pas. Pourtant, je vais en dire quelque chose comme je pourrai... Je le répète, nous n'y avons aucune part. Souvent même, c'est à l'improviste qu'il nous vient, je ne sais comment, un désir, qui pénètre toute l'âme en un instant. Alors, elle commence à s'agiter si douloureusement qu'elle s'élève bien au-dessus d'elle-même et de tout le créé. Et Dieu la met dans un tel désert, si loin de toutes choses, qu'elle aurait beau faire tous ses efforts, il lui semble qu'elle ne trouverait au monde aucune créature pour lui tenir compagnie. Mais elle n'en voudrait pas avoir, elle ne voudrait que mourir dans cette solitude... Et bien que Dieu me paraisse alors très éloigné de cette âme, Il lui communique quelquefois ses grandeurs de la façon la plus extraordinaire qu'on puisse imaginer. Et, ainsi, c'est une chose inexprimable, et je crois que ceux qui ne l'ont point éprouvée ni ne le croiront ni ne l'entendront : cette communication n'est pas pour nous consoler, mais pour montrer à l'âme qu'elle a raison de se tourmenter ainsi de l'absence d'un Bien qui contient tous les biens. Par elle, s'accroît ce désir de l'âme et cette extrémité de solitude où elle se voit avec une peine si délicate et si pénétrante... qu'elle peut dire au pied de la lettre

ce que disait sans doute, étant dans la même solitude, le Prophète royal, — avec cette différence que le Seigneur le lui faisait sentir, à lui qui était un saint d'une manière bien plus profonde : *Vigilavi et factus sum sicut passer solitarius in tecto...* Cela me console de voir que d'autres âmes, — et de telles âmes, — ont éprouvé cet infini de solitude. Dans cet état, l'âme ne semble plus être en elle-même, mais sur le toit, sur le pinacle d'elle-même et de tout le créé ; car c'est dans sa partie la plus supérieure qu'elle habite alors... »

Cet affreux sentiment de solitude, tempéré par des visions ou des révélations consolantes, s'exaspère quelquefois à un tel degré, — l'âme se sent dans une telle détresse et dans un tel abandon, — qu'elle en arrive à se demander : « Où est ton Dieu? *Ubi est Deus tuus?* » Seul peut la consoler le souvenir des connaissances admirables et surnaturelles que Dieu lui donne au milieu de ces angoisses. Mais, certaines fois, l'intensité de sa souffrance est telle qu'elle lui fait perdre le sentiment. Alors, ce sont véritablement les affres de l'agonie : c'est l'affreux passage de la mort. « Mais cette torture, dit la Sainte, s'accompagne d'une telle jouissance que je ne sais à quoi la comparer. C'est un martyre à la fois cruel et savoureux... L'âme connaît bien qu'elle ne veut que son Dieu, mais elle n'aime rien de particulier en Lui. C'est Lui tout entier qu'elle aime, mais elle ne sait pas ce qu'elle aime. Je dis qu'elle ne le sait pas, parce que l'imagination ne lui représente rien et qu'à mon avis, pendant tout le temps que dure cet état, les puissances n'agissent plus. Elles sont ici suspendues par la peine, comme elles le sont par le plaisir dans l'union et le ravissement... »

Il y a, enfin, une souffrance pire que toutes celles-là : c'est, dans certains moments de détresse et de désespoir, d'éprouver comme un sursaut de l'instinct de conservation, de vouloir se rattacher à la vie, de chercher autour de soi une autre âme, un vivant qui nous aide et qui nous retienne sur la pente. Sainte Thérèse compare l'âme qui se débat ainsi, dans son agonie, au supplicié, qui, « ayant déjà la corde au cou et se sentant mourir, cherche à reprendre haleine ». Mais cette lutte suprême ne fait que trahir la faiblesse de notre nature : « C'est l'horreur naturelle qu'ont l'âme et le corps de se séparer qui leur fait demander secours afin de respirer. S'ils cherchent à parler de leur souffrance, à s'en plaindre, à faire diversion, c'est pour

conserver la vie : tandis que, par un désir contraire, l'esprit ou la partie supérieure de l'âme ne voudrait pas sortir de cette peine... »

Cette extrémité de la peine mystique, sainte Thérèse nous avertit qu'elle n'y arriva pas tout de suite. Quelques années s'écoulèrent entre ses premiers ravissements et cet état hyperaigu. Et elle ajoute : « Ce chemin paraît le plus sûr, parce que c'est celui de la Croix. Le bonheur que l'âme y goûte est, selon moi, de très grand prix : le corps n'y a point de part, il en a seulement la peine et l'âme savoure seule les délices de cette souffrance. Je ne comprends pas comment cela peut se faire. Je sais seulement qu'il en est ainsi. Et je n'échangerais pas, je l'avoue, cette faveur que Dieu me fait (et qui est bien de sa main et non acquise par moi, car elle est très surnaturelle) contre toutes les grâces que je vais dire ensuite... »

Au cours de cette subtile et si difficile analyse, il arrive que la Sainte s'arrête, prise de scrupule, et qu'elle se demande : « Est-ce bien ainsi ? Me suis-je bien expliquée? » Elle désespère d'y être parvenue. Elle sent bien qu'elle n'a pas tout dit, qu'elle n'a pas pu tout dire. Néanmoins, elle en a dit assez pour nous faire entrevoir ce que peut être cette étrange « peine » : d'abord le sentiment de l'agonie et de la mort physiques (le pouls devient imperceptible), et, avec ces affres du corps, une souffrance inexprimable de l'âme, — le sentiment que le monde s'écroule, qu'il n'y a plus rien (où est ton Dieu? *Ubi est Deus tuus?*) Tout s'est aboli, les images, les formes, les sensations elles-mêmes (on perd le sentiment). C'est le désert, et, comme elle le dit, l'*extrémité de la solitude*. Et puis, dans ce paroxysme de la souffrance et de l'abandon, un sentiment de plaisir et de consolation. Après avoir été terrassée, après avoir perdu le sentiment, l'âme se sent revivre dans la douleur même, peut-être par l'excès de la douleur. Elle se sent égale à sa douleur, elle en triomphe par une aide qui ne peut être que surnaturelle, car cette douleur surpasse de beaucoup notre faculté de souffrir. Et enfin l'âme se console par les lumières soudaines que Dieu lui accorde, par ces révélations, qui, au plus fort de la souffrance, lui donnent le courage de la supporter, pour mériter ce Dieu, dont l'absence la tue.

C'est surtout, dans « le vol de l'esprit », que ces illuminations sont accordées à l'âme avec une abondance et une clarté

qui comblent tous ses désirs. Le vol de l'esprit n'est qu'une autre sorte de ravissement, mais « plus intense et plus impétueux ». Il est tel, dit sainte Thérèse, « qu'il semble véritablement séparer l'esprit du corps ». Et, faisant allusion à elle-même, elle ajoute : » Néanmoins, cette personne dont j'ai parlé plus haut n'en est pas morte. Mais elle ne sait, durant quelques instants, si son âme anime ou n'anime plus son corps. *Il lui semble qu'elle est entrée dans une autre région très dissemblable de celle où nous vivons.* Là, elle a la révélation d'une lumière si différente de celle d'ici-bas, qu'elle pourrait passer toute une vie à s'en faire artificiellement une image, en mettant ensemble toute espèce de comparaisons, sans pouvoir y parvenir. Et elle se trouve instruite en un instant de tant de choses à la fois, qu'elle n'aurait pu, avec tous ses efforts, s'en imaginer, en plusieurs années, la millième partie... »

A la clarté de cette lumière incomparable, l'âme découvre un pays inconnu. Elle y entrevoit, dans un éclair, d'éblouissantes merveilles. Mais ces illuminations ne se produisent pas au suprême moment de l'extase. En ce moment-là, « Dieu est tellement uni à elle qu'elle n'est plus qu'une même chose avec lui. Cette âme est ravie hors d'elle-même et se trouve si abîmée dans la joie de le posséder qu'elle est incapable de comprendre les secrets qu'Il expose à sa vue. Mais, lorsqu'Il lui plaît quelquefois de la tirer de cette ivresse, pour lui faire voir ces merveilles comme en un clin d'œil, elle se souvient, après être entièrement revenue à elle, qu'elle les a vues. Elle ne saurait, néanmoins, rien dire en particulier de chacune d'elles, attendu que, par sa nature, elle ne peut rien voir de ce que Dieu a voulu lui montrer de surnaturel. Vais-je dire qu'elle voit réellement et que c'est, ici, une vision imaginaire (par images) ? Pas le moins du monde. *Il ne s'agit, ici, que de vision intellectuelle.* »

Et pour faire comprendre cette espèce de vision rapide et illuminante, sainte Thérèse se sert d'une très jolie et toute féminine comparaison : « Entrez, dit-elle, dans un de ces appartements royaux ou princiers, qu'on appelle, je crois, un cabinet et où l'on garde un nombre infini de cristaux, de vases de tout genre, et une foule d'autres objets disposés de telle sorte que le regard les embrasse presque tous, en entrant. Un jour, chez la duchesse d'Albe, on me fit entrer dans une de ces pièces (mes

supérieurs, importunés par les instances de cette dame, m'avaient donné l'ordre de m'y arrêter pendant un de mes voyages). Dès le seuil, je fus saisie d'étonnement et, me demandant à quoi pouvait servir un tel amas de curiosités, je vis qu'on pouvait louer le Seigneur de voir une telle variété d'objets, — et maintenant je le remercie de ce que cela me sert pour m'expliquer en ce point. Bien que je fusse restée là un moment, il y avait tant à voir, que bientôt tout cela sortit de ma mémoire, de sorte que je n'ai pas plus souvenance de ces pièces que si je ne les avais jamais vues et qu'il me serait impossible de dire comment elles étaient faites. Mais, dans l'ensemble, je me souviens de les avoir vues. »

Ces illuminations d'ensemble n'ont rien de vague ni de confus. Elles sont seulement, en grande partie, inexprimables. Et pourtant la Sainte arrive à nous en donner l'impression soit par des images, lorsque la vision est suffisamment imaginaire, soit simplement par des mots où elle a su faire passer quelque chose de son émotion ou de son éblouissement. Sa vision de l'enfer, en particulier, est quelque chose d'extraordinaire non seulement par quelques traits descriptifs qui semblent sortis de l'imagination de Dante, mais surtout par l'intensité du sentiment et, si l'on peut dire, par la couleur et la signification intellectuelle du morceau : « Ce fut, dit-elle, une vision très brève, mais que je n'oublierai jamais, je le crois bien. L'entrée me fit l'effet d'une de ces petites rues très longues et très étroites, quelque chose comme un four très bas, très obscur et très resserré. Le sol me paraissait plein d'une boue immonde et pestilentielle, où il y avait une foule de reptiles venimeux. A l'extrémité, se trouvait une concavité creusée dans la muraille, une manière de cachot très étroit où je me vis enfermée. Tout cela était délicieux à la vue en comparaison de ce que j'éprouvai alors. Mais je sens que ce que j'ai dit n'est pas exact. Ce qui va suivre me paraît inexprimable et incompréhensible. Je sentis dans mon âme un feu que je ne puis m'expliquer, dont je ne puis dire ce qu'il est. Les douleurs corporelles si insupportables que j'ai subies en cette vie et qui sont, de l'avis des médecins, les plus cruelles que l'on puisse souffrir... ne sont rien en comparaison de ce que je sentis alors : le pire était de voir qu'elles ne devaient jamais finir ni diminuer. Et cela n'est encore rien en comparaison de l'*agonie de l'âme* ; c'est une

étreinte, une angoisse, une affliction si sensible, jointe à un tel abattement et à un tel désespoir, que je ne trouve pas de paroles pour le dire... Mais ce que j'affirme, c'est que le pire de ces supplices, c'est ce feu et ce désespoir intérieurs... »

Après avoir commenté cette vision terrible, la Sainte s'écrie : « Voilà près de six ans que j'ai vu cela, et j'en suis restée si épouvantée et maintenant encore, en l'écrivant, là où je suis, j'en éprouve un tel effroi, que mon sang se glace dans mes veines... »

Redisons-le encore : l'âme tendre, le lumineux génie de sainte Thérèse répugnaient à ces images sombres et horrifiantes. En revanche, ses visions célestes furent très nombreuses et très fréquentes. Elle eut des intuitions non seulement de la gloire surnaturelle et des êtres glorieux, mais des dogmes les plus profonds, des concepts les plus subtils de la science sacrée. A maintes reprises, l'intelligence du mystère de la Trinité lui fut miraculeusement accordée : « Un mardi après l'Ascension, dit-elle, je restai un moment en oraison, au sortir de la communion, que j'avais faite avec difficulté, car j'étais tellement distraite que mon esprit ne pouvait se fixer à une pensée, et je me plaignais au Seigneur de notre pauvre nature... Soudain, mon âme commença à s'enflammer. Je croyais véritablement avoir *une vision intellectuelle* de la présence en moi de la Très sainte Trinité. *Il fut donné à mon âme, par une certaine représentation ou image de la vérité, de voir, autant du moins que ma faiblesse en était capable, comment il y a trois personnes en un seul Dieu.* »

Plus tard, relatant ces illuminations pour un de ses confesseurs, le Père Rodrigue Alvarez, elle lui disait : « Je vois clairement que les trois personnes divines sont distinctes, comme je vous vis, hier, quand vous parliez au Père provincial. Ainsi que je vous l'ai marqué, je ne vois rien des yeux du corps; je n'entends rien des oreilles du corps; les yeux de l'âme même ne voient pas : *J'ai seulement une certitude extraordinaire que les trois personnes divines sont là*, et, quand leur présence cesse, je le comprends aussitôt. Le comment de tout cela, je l'ignore. Mais je sais très bien que ce n'est pas de l'imagination. J'aurais beau ensuite m'ingénier pour me représenter cette présence, je n'y réussirais pas. J'en ai fait assez souvent l'expérience... Depuis tant d'années que je reçois des faveurs,

j'ai eu le temps de constater cela pour en parler avec assurance. »

Vivant corollaire de cette vision, elle aperçut, une autre fois, la très sainte Humanité de Jésus-Christ contenue dans le sein de son Père : « A la vérité, dit-elle, je ne saurais expliquer de quelle manière elle y est. Il me parut seulement que, sans la voir, je me trouvais en présence de la Divinité. Mon âme en resta si frappée d'étonnement que je passai plusieurs jours sans pouvoir revenir à moi : il me semblait que j'avais sans cesse devant les yeux cette majesté du Fils de Dieu, *mais non pas comme la première fois :* cela je le voyais bien. Cependant, si rapide que soit une telle vision, elle se grave si profondément dans la mémoire qu'elle ne peut plus l'oublier... » Après le Verbe, elle voit toutes choses contenues en Dieu : « Je ne les apercevais pas, dit-elle, dans leurs propres formes, et, néanmoins, la vue que j'en avais était d'une souveraine clarté... Ce spectacle fut bien sous mes yeux, mais dans quelle lumière m'apparaissait-il? Je ne saurais le dire. Cette vue est si subtile et si déliée que l'entendement ne la saurait atteindre. Ou bien c'est que je ne sais me comprendre moi-même *dans les visions qui n'offrent à l'âme aucune image,* quoique cependant, dans certaine, il y ait quelque chose d'imaginaire... » Outre le dogme et les idées métaphysiques les plus élevées, ou les plus délicates, certaines vérités de détail contenues dans l'Écriture, les sens cachés de certains versets prennent tout à coup, pour elle, dans l'oraison, ou dans l'extase, une évidence, une intensité, ou une profondeur éblouissante. En voici un exemple éclatant : « Me trouvant un jour en oraison, je sentis mon âme si unie à Dieu et perdue en lui que le monde semblait disparaître pour moi. Il me fut donné alors de comprendre, d'une manière telle que je ne saurais l'oublier, ce verset du *Magnificat :* « *Et exultavit spiritus meus...* »

Cette joie indicible accompagnant de telles illuminations exaltait à un tel degré toutes les puissances de son âme que Thérèse, à de certains moments, se sentait élevée au-dessus de toute la création : « Quel empire est comparable à celui d'une âme qui, de ce faîte sublime où Dieu l'a élevée, voit au-dessous d'elle toutes les choses du monde sans être captivée par aucune. Qu'elle est confuse de ses attaches d'autrefois! Comme elle s'étonne de son aveuglement!... » Et ailleurs : « Cet état qui

tient ainsi l'âme élevée au-dessus de tout le créé, *est une espèce de souveraineté si haute* que je ne sais si on peut la comprendre à moins de la posséder... » Et la Sainte conclut en ces termes : « Ces vérités font que je crains peu la mort, moi qui la craignais tant autrefois. A présent, elle me paraît la chose la plus facile du monde pour quiconque sert Dieu, puisqu'en un moment l'âme se voit libre de sa prison et mise au lieu du repos. Il existe, selon moi, une grande ressemblance entre l'extase et la mort... Laissons de côté les douleurs de l'arrachement, dont il faut faire très peu de cas : car ceux qui auront vraiment aimé Dieu et rejeté les choses de cette vie, ceux-là doivent mourir très doucement... »

Ainsi l'âme est délivrée de toutes ses craintes, en même temps que de toutes ses attaches. Elle méprise la mort, comme toutes les vaines contingences de ce monde. Elle est visiblement souveraine, d'une souveraineté bien supérieure à celles de tous les rois de la terre. Et quand Thérèse écrit ces affirmations superbes, qui ne se comprennent que par la profondeur de son humilité devant Dieu, elle songe manifestement au tout-puissant Philippe II, solitaire et inaccessible dans son Escorial, alors que Dieu recherche la société et l'amour des hommes et qu'Il se fait tout à tous.

Mais cet état sublime, avec ses transports violents, est encore dépassé par un état plus paisible et, en tout cas, d'une dignité plus haute : c'est le mariage spirituel, union constante avec Dieu, autant, du moins, que le permet la faiblesse humaine.

Tous les états mystiques qui précèdent peuvent être considérés comme les fiançailles de l'âme avec son Créateur. Un moment vient où l'union s'accomplit. Thérèse en fut avertie par la vision que voici : « La seconde année de mon priorat à l'Incarnation, le jour de l'octave de Saint-Martin, j'étais sur le point de communier, quand le Père Jean de la Croix, qui me donnait la sainte Hostie, la partagea en deux, pour en donner la moitié à une sœur. Je pensai que ce Père agissait ainsi, non parce qu'il n'y avait pas assez d'hosties, mais parce qu'il voulait me mortifier, car je lui avais dit que j'aimais beaucoup recevoir de grandes hosties : je savais bien que cela importait peu et que le Seigneur est tout entier dans la plus petite partie. Pour me faire comprendre que cela importait peu, en effet, Sa

Majesté me dit : « N'aie pas peur, ma fille, que personne te sépare jamais de moi ! » Et alors le Seigneur m'apparut dans une vision imaginaire, comme d'autres fois, au plus intime de mon âme, et Il me donna sa main droite et me dit : « Vois ce clou ! C'est le signe que, à partir d'aujourd'hui, tu seras mon Épouse. Jusqu'à présent, tu ne l'avais pas mérité : à l'avenir, non seulement tu verras en ton Créateur, ton Roi et ton Dieu, mais tu auras soin de mon honneur comme ma véritable Épouse : mon honneur est le tien, et ton honneur est le mien. » Cette grâce fut si puissante que j'étais comme ravie hors de moi, et, dans ce transport, je dis au Seigneur : « Ou transformez ma bassesse, ou ne m'accordez pas une telle faveur ! » Il me semblait, en effet, qu'elle était excessive pour ma faible nature. Je demeurai ainsi tout le jour profondément ravie. Depuis lors, j'ai éprouvé les effets merveilleux de cette grâce, et, d'un autre côté, je suis plus confuse et plus affligée que jamais, quand je vois combien je suis loin d'y répondre... »

Quelque temps après, elle obtint une confirmation de cette haute faveur : « Étant un jour, dit-elle, au couvent de Veas, Notre Seigneur me dit que, puisque j'étais son Épouse, je pouvais tout lui demander et qu'Il me promettait de m'accorder tout ce que je lui demanderais. Et, en signe de cela, il me donna un bel anneau avec une pierre semblable à l'améthyste et d'une splendeur bien différente de celle d'ici-bas et Il me le mit au doigt. J'écris cela, pleine de confusion, en voyant la bonté de Dieu et, d'autre part, ma vie misérable... »

Toutes ces visions, imaginaires ou intellectuelles, ne sont que des preuves, pour ainsi dire tangibles, de l'union. Le mariage spirituel proprement dit est tout autre chose : « Dans les autres grâces, affirme sainte Thérèse, dont j'ai dit que Dieu favorisait l'âme, les sens et les puissances étaient comme les portes par lesquelles l'âme entrait dans ces demeures... Mais, dans l'accomplissement de ce mariage spirituel, le divin maître procède d'une manière fort différente : il apparaît dans le centre de l'âme, non par une vision imaginaire, mais par une vision intellectuelle plus délicate encore que les précédentes et de la même manière que, sans entrer par la porte, il apparut aux apôtres, lorsqu'Il leur adressa ces paroles : *La paix soit avec vous*. Ce que Dieu, dans ce centre, communique à l'âme, en un

instant, est un si grand secret, une si haute faveur et transporte l'âme d'un si inexprimable plaisir que je ne sais à quoi le comparer. Tout ce que j'en puis dire, c'est que Notre Seigneur veut lui faire voir, en cet instant, la grandeur de la gloire qu'il y a dans le Ciel, et cela par un mode sublime, dont n'approche aucune vision ni aucun goût spirituel. Ce que je comprends, c'est que l'esprit de l'âme, comme je l'appelle, devient une même chose avec Dieu. Ce grand Dieu, qui est esprit, — afin de montrer combien il nous aime, a ainsi voulu faire connaître à quelques âmes, par une connaissance expérimentale, jusqu'où va cet amour... Malgré sa Majesté infinie, Il daigne s'unir de telle sorte avec sa créature que, comme ceux qui ne peuvent plus se séparer, Il ne veut plus se séparer d'elle. »

Voilà donc le sommet de l'union mystique : c'est le sentiment paisible et permanent d'une union intime avec Dieu, sentiment dont l'âme ne peut être distraite ni par ses occupations ni par les choses extérieures.

***

Ce qui frappe dans ces états, — visions, révélations, illuminations, extases, — de sainte Thérèse, c'en est d'abord le caractère hautement intellectuel. Pour cette raison, ils ne sauraient être comparés au psychisme inférieur du rêve et de l'hallucination. La Sainte elle-même a prévu les objections qu'on peut lui adresser, les rapprochements tendancieux qu'on peut faire entre ces états et d'autres d'un caractère nettement pathologique. Ici encore, il faut s'émerveiller de la vigueur dialectique de son esprit, de la prudence, de la finesse, de la pénétration de sa critique. Elle fait remarquer la fréquence, pour ne pas dire la continuité de ces visions, qui finissent par devenir, chez elle, des phénomènes en quelque sorte normaux. Et ainsi elle a pu se livrer à des expériences répétées. Elle les a comparées, examinées et critiquées en détail : de là le ton d'assurance qu'elle ose prendre. Elle sait ce qu'elle dit, lorsqu'elle prononce une affirmation. Elle insiste intentionnellement sur ce fait que ses visions imaginaires sont relativement rares : la plupart sont de l'ordre intellectuel, c'est-à-dire sans mélange d'éléments sensibles. Or, dans l'hallucination, le malade est illusionné dans tous ses sens. Il croit à la réalité extérieure de l'image halluci-

natoire : il la touche, comme il la voit. Sainte Thérèse n'a jamais eu d'hallucinations proprement dites, et voilà ce qu'il faut souligner fortement. Même dans ses visions imaginaires, elle sait très bien, — et elle ne cesse de le répéter, — que l'image est tout intérieure et n'a aucune réalité physique. Rappelons enfin un autre critère, dont elle-même s'est servie et qui semble bien péremptoire : c'est l'influence bénéfique, nourrissante et exaltante de l'extase, alors que celle de l'hallucination est déprimante, épuisante et stérile. Après ses extases, non seulement Thérèse se trouve augmentée d'âme et d'intelligence, débordante d'énergie et de désir d'action, mais elle, la perpétuelle malade, elle se sent mieux dans son corps. Après ses ravissements, elle entre dans une période plus ou moins longue de santé relative.

Cet accroissement d'être, cette introduction dans l'âme de la voyante de notions et d'idées nouvelles, qui paraissaient entièrement hors de ses prises, étrangères à ses préoccupations, tout cela permet de supposer l'action d'une puissance extérieure et supérieure à celles que nous connaissons. En tout cas, pour un esprit véritablement critique qui a examiné avec soin les états de sainte Thérèse ou de tout autre mystique qualifié, il est impossible de ne pas se poser la question de la réalité d'une cause extérieure et objective de ces états. Nier *a priori* cette question et tout expliquer par le subconscient, c'est ne rien expliquer du tout. Le moi humain n'est pas l'unique réalité Combien il semble plus raisonnable d'admettre que ces états extraordinaires sont dus à une cause que nous ignorons et qu'ils traduisent dans un langage, proportionné à notre intelligence, des réalités que nous ignorons également!

En tout cas, personne ne nous aura donné, comme cette femme extraordinaire, le sentiment de la découverte. Autant et plus que ses frères, les « Américains », elle a conquis des continents inconnus. Mieux encore : elle a pénétré dans des régions fermées à la plupart des hommes, et elle nous en a rapporté des nouvelles, qui, comme le dit le P. Léonce de Grandmaison, sont comparables à « ces documents rapportés par les explorateurs de terres inaccessibles ». Même aux incroyants nul n'aura donné, à un pareil degré, le sentiment de l'illumination et de l'éblouissement devant le mystère...

II. — L'IDÉAL DE L'ASCÈTE ET DU SAINT

C'est seulement pendant la dernière période de sa vie, environ dix ans avant sa mort, que Thérèse parvint à cette suprême étape du mariage spirituel. Petit à petit, elle prit conscience des effets de cette union. Habile comme toujours à s'observer et à s'analyser elle-même, elle les a décrits tout au long dans les conclusions de ses *Moradas*.

D'abord, un entier oubli de soi-même. Devenue l'Épouse du Christ, l'âme n'a plus d'autre souci que le service de l'Époux. Travailler pour sa gloire, voilà, désormais, toute sa vie : « Occupe-toi de mes affaires, dit le Seigneur à sa servante : je m'occuperai des tiennes. » Et ainsi, elle n'a plus d'autre désir que de pâtir et de souffrir pour Lui. Elle n'aspire plus aux grâces et aux consolations du début, à toutes ces « douceurs » que Dieu accorde à l'âme novice pour l'engager et l'entraîner dans les voies spirituelles. Elle sait, maintenant, que la vraie voie, c'est la voie de douleur, — le Chemin de la Croix. C'est pourquoi elle ne s'effraie plus de souffrir. Les persécutions mêmes lui causent une grande joie. Elle prie pour ses persécuteurs et pour ses ennemis. Au milieu de ses tribulations et de ses épreuves, la certitude d'être constamment unie à Dieu lui suffit, et, d'avance, elle accepte et elle est satisfaite de tout ce qu'il plaît à l'Époux d'ordonner pour elle.

Elle ne souhaite plus de mourir, mais seulement de souffrir. Maintenant elle consentirait à vivre plusieurs existences et même des existences sans fin, uniquement pour se sacrifier, pour que Dieu soit plus aimé, plus loué, mieux servi. Absorbée par le soin du service, elle n'éprouve plus de sécheresse, ni de peines intérieures, Dieu étant toujours présent en elle et, en quelque sorte, sous-entendu dans ses moindres paroles et dans ses moindres actions. Si, par hasard, elle pouvait l'oublier un instant, Dieu se rappellerait aussitôt à sa conscience en excitant, dans la partie la plus tendre de son âme, un vif élan d'amour. Les extases et les ravissements lui sont devenus inutiles. Tous ces mouvements impétueux se font, en elle, de plus en plus rares. On dirait que Dieu l'a fortifiée contre ces troubles profonds qui, autrefois, la bouleversaient jusque dans son corps. A présent, le corps et l'âme sont capables de supporter, sans

fléchir, les plus hautes faveurs. L'union mystique apporte à l'Épouse un calme, une sérénité à peu près inaltérables. Cette paix n'est pas absolue, car l'âme peut être encore troublée ou obscurcie par des fautes vénielles. Toutefois, ce ne sont là que des défaillances passagères : ce qui caractérise cet état suprême, c'est le repos merveilleux dont l'âme jouit.

Ce repos est, pour elle, une véritable nouveauté. Elle en avait été privée pendant la majeure partie de sa vie, surtout dans cette période critique, qui va de 1555 à 1561, — la période de persécution et de combat, qui coïncide avec les grandes grâces et les grands ravissements. Nous venons de la suivre jusque-là. On peut dire qu'à cette époque, elle n'a pas encore atteint les derniers sommets de la perfection et qu'il lui reste une assez longue route à parcourir pour connaître le calme complet de l'âme. Néanmoins, dès cet instant, elle a clairement conscience de la tâche à accomplir, tant au dedans d'elle-même qu'au dehors. Elle a vu ou entrevu ce que doit être l'idéal monastique. Un type d'ascète et de saint, ou, pour mieux dire, le type même du Saint s'est posé devant ses yeux.

Dans la ferveur surexaltée de son amour, elle est, dès maintenant, arrivée au détachement complet par la complète désillusion. Elle connaît l'envers de la toile. Et, dès lors, c'est le renversement absolu des valeurs conventionnelles. Le monde des sens n'existe plus à ses yeux. « Tout est néant, *todo es nada* », se plaisait-elle à répéter, même dès son enfance et dès sa première jeunesse. Aujourd'hui, elle dit : « Tout est un songe, *todo es un sueño* » : il n'y a de vivants que ceux qui vivent de la vie spirituelle. « Oui, écrit-elle, ce sont ceux-là qui me paraissent les vrais vivants, tandis que ceux qui vivent de la vie de la terre me semblent tellement morts que le monde entier n'offre à mes yeux aucune compagnie. Tout ce que je vois me paraît un songe, tout ce que je perçois par les yeux du corps une dérision : au contraire, ce que j'ai vu avec les yeux de l'âme est tout ce que je désire, et, comme je m'en vois bien loin, c'est la mort pour moi. » Ainsi, l'illusion est dissipée, le voile est déchiré, la duperie a fait place à la réalité. Le mouvement de la Chute est enrayé et redressé. A la fascination des choses d'en bas s'est substitué l'amour des choses d'en haut...

Mais, pour en arriver là, toute une ascèse contraire à la

nature, toute une négation violente autant qu'héroïque a été nécessaire. Cette négation si difficile n'a pu s'obtenir que dans certaines conditions : retranchement, solitude, silence. Vivre loin du monde et du bruit, — loin de l'irréel, ou, — ce qui est pire, — du mauvais. De là la nécessité du cloître, de la séparation et de la clôture sévères... Thérèse regarde son couvent de l'Incarnation, et elle en voit tous les défauts : tant de portes ouvertes sur le dehors ! tout ce flot de visiteurs profanes ! Les nonnes rompant sans cesse la clôture ! Le monastère est si pauvre que la communauté ne peut pas nourrir toutes ses religieuses et que beaucoup d'entre elles sont obligées de faire de longs séjours, soit dans leurs familles, soit chez des personnes amies, pour diminuer d'autant la dépense de leur entretien. Comment s'étonner que, dans une maison ainsi ouverte à tout venant, la piété ne soit pas très fervente, ni la règle très observée?... Celles qui veulent vivre d'une vie plus parfaite se voient en butte à l'hostilité des autres. Exposée à cette malignité sournoise, ou à une guerre franchement déclarée, Thérèse finit par perdre patience. Un beau jour, elle forme le projet de quitter cette maison où elle sent que tout lui est contraire : « Je voulus, dit-elle, sortir du monastère où j'étais et m'en aller avec ma dot dans un autre couvent du même ordre. Je savais que l'observance en était plus étroite et qu'on y pratiquait de très grandes austérités. De plus, il était fort éloigné, ce qui me souriait beaucoup par l'espoir d'y vivre inconnue. Mais mon confesseur ne voulut jamais me le permettre. »

Cette interdiction du confesseur est quelque chose de réellement providentiel. En obligeant Thérèse à rester à l'Incarnation, elle va la fortifier dans ses projets de réforme. Pour vivre de la vie pleinement chrétienne, il faut aller jusqu'au bout de la règle ascétique, et, par conséquent, instaurer ou restaurer celle-ci dans toute sa rigueur. Ce n'est pas là une idée très spéciale de nonne hypnotisée par de puériles minuties de dévotion : c'est le souci de manifester aux yeux du monde l'idéal du renoncement chrétien dans toute sa splendeur et dans toute sa logique intransigeante. C'est la vérité des vérités qu'il importe de proclamer et d'environner d'une lumière persuasive. Le monde est un songe : il n'y a de vrai que l'éternel Amour. Pour le signifier au monde, il faut se séparer de lui, se recueillir dans la contemplation de la vie véritable, — souffrir, aimer la

douleur, pour insulter à ce que le monde aime par-dessus tout. Alors, nécessité de revenir à la règle stricte ! Nécessité de la clôture, des grilles, des voiles, des disciplines !... Si l'on a bien compris tout cela, on ne trouve plus étrange l'appareil de défense qui entoure les Carmels, surtout certains vieux Carmels espagnols. Ces grilles massives, véritables barreaux de cachots, tout hérissés de longues pointes, ce n'est pas pour arrêter d'hypothétiques ravisseurs, des don Juans déguisés, c'est pour frapper les imaginations, obliger le passant frivole à réfléchir, — c'est pour signifier le retranchement de l'ascète et de la vie religieuse, son hostilité contre un monde illusoire et dépravé. Cette nudité des murs, cette austérité, cette pauvreté de tout, c'est pour symboliser le désert du monde, — ce désert qui oblige l'âme à se retourner vers l'Unique.

Il faut donc se séparer du monde ! Et, voici le paradoxe merveilleux : s'en séparer pour être davantage avec lui par la prière et par l'amour. L'âme qui a reçu la révélation du seul Vrai et du seul Aimable, brûle de répandre le bienfait de cette connaissance, d'en faire part aux pauvres hommes égarés. Ainsi l'amour divin, cet amour élevé si haut qu'il semble se perdre dans les nues, retombe en charité sur le monde.

C'est surtout à l'époque où elle eut les grands ravissements dont nous venons de parler, que sainte Thérèse brûlait de sortir de son couvent, non pas pour publier ces hautes faveurs (elle le répète sans cesse : elle est gênée par tout le bruit qui se fait autour de son nom, elle voudrait vivre inconnue), mais pour annoncer les vérités dont elle vient d'avoir la soudaine et irrésistible illumination, et, en même temps, pour propager la notion du Bien véritable. Elle songe à tous ceux qui méprisent ou qui nient ce Bien, qui obscurcissent ou qui diminuent ces vérités, — aux mauvais chrétiens, aux mauvais religieux, dont la vie dément la doctrine et qui sont un scandale pour le monde, aux hérétiques, aux luthériens et aux calvinistes qui, en ce moment même, préparent la ruine de la religion du Christ, en commençant par la découronner de son idéal de perfection monastique, en la mutilant dans son ascèse et dans ses dogmes, — aux pauvres Indiens de l'Amérique, dont ses frères lui parlent dans leurs lettres et qui vivent dans une telle misère de corps et d'âme, — aux Musulmans qui méditent un nouvel assaut contre la chrétienté : après les Maures vaincus,

voici les Turcs qui s'avancent, dont les flottes menacent les villes et les provinces maritimes de l'Espagne...

Elle voudrait sortir de son couvent, partir, comme autrefois avec son frère Augustin, pour une croisade à travers le monde. Elle voudrait prêcher les tièdes, les hérétiques, les infidèles. Elle voudrait leur apprendre ce qui est vrai et ce qui est bon, la voie du salut, la seule grande chose qui importe. Mais elle est une femme, une pauvre nonne cloîtrée. Elle doit vivre enfermée, solitaire et inconnue... Eh bien ! qu'à cela ne tienne ! Elle tirera du moins de son état tout ce qu'il peut donner de ferveur spirituelle et d'apostolat. Elle sera une religieuse parfaite, elle formera des religieuses parfaites. Peu importe le nombre. Tout dépend de la qualité des âmes. Il est vain d'être deux cents carmélites réunies, comme à l'Incarnation, si la plupart sont médiocres et sans vertu : « une seule âme parfaite, dit-elle, vaut mieux qu'une multitude d'âmes vulgaires. » On ne sera qu'une élite, mais on offrira un modèle des plus hauts renoncements, des plus hautes vertus chrétiennes. On priera pour les hérétiques, pour tous les ennemis de la foi, on priera pour l'Église, pour les docteurs et les prédicateurs surtout, pour ceux qui sont chargés d'instruire le reste du troupeau. Les prédicateurs ne seront que les truchements des vérités révélées aux âmes solitaires et contemplatives. Ils seront les missionnaires de ces âmes saintes. Les couvents seront des réservoirs de vertu et de vérité. Et ce seront aussi des citadelles bien closes, des forteresses hérissées de défenses, partout dressées contre l'erreur et contre le mal...

Mais cela ne s'accomplira pas sans un long et cruel effort. Tout un travail de réforme et d'organisation est nécessaire. Et ainsi la contemplative est tourmentée du désir de l'action. Elle est impatiente de s'y lancer. Elle cherche, elle guette l'occasion : elle va bientôt la trouver...

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

CHOPIN

OU LE POÈTE

I

LES ENFANCES CHOPIN

UN ANGE BEAU DE VISAGE COMME UNE GRANDE FEMME TRISTE

« Un ange beau de visage comme une grande femme triste... »

Ce portrait de Chopin tracé par une main qu'il aima, il convient de le placer en frontispice à cette étude. Au moyen-âge, des peintres naïfs, — et qui eux aussi venaient solliciter leur pardon, — accrochaient dans l'ombre des cathédrales une œuvre expiatoire. Cette main de femme, aujourd'hui morte, autrefois caressante, a sans doute obéi en écrivant ces mots à l'obscur besoin de se sentir absoute. Elle ajoutait : « Rien n'était plus pur et plus exalté en même temps que ses pensées... » Et peut-être avec un léger tremblement : « ... mais cet être ne comprenait que ce qui était identique à lui-même. Il aurait fallu un microscope pour lire dans son âme où pénétrait si peu de la lumière des vivants. »

Le microscope n'a jamais servi à déchiffrer une âme. Laissons de côté les instruments d'optique pour suivre le conseil de Liszt : tâchons de voir avec le cœur.

Il faut encore écrire un nom en tête de ces pages, parce qu'il gonfle tout entier l'être dont nous allons parler, c'est celui de Pologne. Depuis 1795, ce vieux pays avait été complètement démembré, lorsque Napoléon, ce grand poète de la géo-

Copyright by Guy de Pourtalès, 1927.

graphie, créa, après sa première campagne de Prusse, le duché de Varsovie (1807). Il devait durer jusqu'à la chute de l'Empereur, c'est-à-dire huit ans à peine. Mais il suffit de ces huit ans pour nimber la France, dans l'esprit des Polonais, de je ne sais quel juvénile prestige.

Or, en 1806, un M. Nicolas Chopin, professeur de français chargé de l'éducation du fils de la comtesse Skarbek, se mariait dans le village de Zelazowa Wola avec Mlle Justine Krzyzanowska. Il était Français d'origine, natif de Marainville, un petit village tout proche de la colline de Sion, au cœur spirituel de cette Lorraine dont l'histoire est si curieusement mêlée à celle de la Pologne. La fiancée de cet ancien comptable devenu précepteur, était une jeune fille de vingt-quatre ans, de famille noble et ruinée. Elle tenait chez la comtesse, avec d'autres personnes de condition, le rôle de suivante et de dame d'honneur, comme le voulait la tradition chez ces grands seigneurs pauvres et orgueilleux.

A côté de l'habitation seigneuriale, que protégeait un bouquet d'arbres, s'élevait une maisonnette flanquée d'un perron. Un vestibule la perçait d'outre en outre, par où s'apercevaient la cour, les étables, et, au loin, les champs de luzerne et de colza. Le jeune ménage s'y installa. A droite de l'entrée, trois pièces basses dont on touchait le plafond du doigt. Il y naquit bientôt une fille, qu'on appela Louise. Peu de temps après cet événement obscur, ce fut la campagne des Français en Prusse, Tilsitt, Austerlitz, Iéna, Wagram, et les aigles polonaises volant à la suite des aigles impériales. Haydn mourut pendant que tonnait pour la seconde fois sous Vienne le canon de Napoléon. Quatre obus étant venus tomber près de chez lui, le vieux compositeur dit à ses domestiques effrayés : « Pourquoi cette terreur? Sachez que là où est Haydn, aucun désastre ne peut arriver. » Stendhal, commissaire aux armées, assista aux obsèques. Puis il nota dans ses papiers : « Pourquoi tous les Français illustres dans les belles-lettres proprement dites, La Fontaine, Corneille, Molière, Racine, Bossuet, se donnèrent-ils rendez-vous vers 1660? Pourquoi tous les grands peintres parurent-ils vers l'an 1510? Pourquoi, depuis ces époques fortunées, la nature a-t-elle été si avare?... La musique aura-t-elle le même sort? »

Pourtant Beethoven, à cette date, écrivait le *Quatuor serioso*

et la sonate en mi bémol majeur qu'on nomme *les Adieux*. Il avait composé déjà six de ses *Symphonies*, la *Sonate à Kreutzer*, *l'Appassionata*, *Fidélio*. Schumann, Liszt et Wagner approchaient. Goethe vivait. Byron publiait ses premiers vers. Shelley et Keats ébauchaient les leurs. Balzac, Hugo, Berlioz étaient sur les bancs de l'école. Et le 22 février de 1810, à six heures du soir, dans la maisonnette de Zelazowa Wola, naissait Frédéric-François Chopin.

Il vint au monde en musique, car précisément des violons rustiques donnaient l'aubade sous les fenêtres de sa mère, pour une noce de village.

« COMME CHANTENT LES OISEAUX »

Le 1er octobre de la même année, Nicolas Chopin fut nommé professeur de français au lycée de Varsovie et toute la famille s'installa dans la capitale. Elle s'y mêla tout de suite aux espèces citadines et ne retourna jamais aux champs. Varsovie était du reste une forte terre où l'on prenait aisément racine entre ses palais italiens et ses baraques de bois. Sa population grouillante joignait à la pompe asiatique la saleté du Groënland. On y voyait le Juif barbu, la religieuse, la jeune fille en manteau de soie claire et le Polonais moustachu, en caftan, avec le ceinturon, l'épée et les bottes rouges.

M. Chopin se multiplia pour augmenter ses ressources, parce que sa famille s'accroissait. Après Louise et Frédéric, naquirent Isabelle, puis Émilie. En 1812, il devint professeur à l'École d'artillerie et du génie, et obtint le même poste à l'École militaire préparatoire en 1815. Puis il ouvrit chez lui un petit pensionnat pour les jeunes gens riches.

On voit sans peine le milieu, les mœurs, les habitudes parmi lesquels Frédéric grandit dans cet intérieur uni et occupé. Les vertus domestiques des siens, une modestie un peu rigide, le préservèrent des contacts sévères du réel. C'est ainsi, dit Liszt, que « son imagination prit ce velouté tendre des plantes qui ne furent jamais exposées aux poussières des grands chemins ».

Voici donc un enfant très doux, très pâle, enjoué, d'une sensibilité de petite fille, et que deux passions dominent : l'amour de sa mère et le piano. On l'avait mis de très bonne heure devant le clavier et il y retournait tout seul, attiré par

les touches. La musique lui arrachait des larmes, des cris. Elle devint tout de suite un mal nécessaire. Il aimait beaucoup ses sœurs aussi, et, parmi les élèves de son père, se choisit quatre amis : Fontana, Titus Woyciechowski et les frères Wodzinski.

Pour l'anniversaire de ses huit ans, il joua dans une soirée de bienfaisance. On l'avait habillé à l'anglaise, avec une veste de velours et un large col rabattu. Et comme sa mère, ensuite, l'interrogeait sur son succès, voulant savoir ce que le public avait préféré, « Mon col », répondit-il avec fierté.

L'aristocratie polonaise, et même le grand-duc Constantin, gouverneur de Varsovie, s'intéressèrent à l'enfant. Il reçut l'ordre de paraître devant ce prince redoutable et joua pour lui une marche de sa composition.

— Petit, lui dit le frère du tsar, pourquoi regardes-tu toujours en haut?

Mais n'est-ce pas vers le plafond que regardent les poètes? Chopin n'était « ni un prodige intellectuel, ni un petit animal savant, écrit l'un de ses biographes, mais un enfant naïf et modeste qui jouait du piano comme chantent les oiseaux... »

On lui donna des maîtres. Zywny d'abord, un assez vieux monsieur de plus de soixante ans, originaire de Bohême, violoniste, bon pédagogue, et qui avait le culte de Bach. Il l'inculqua à son élève et l'on sait à quelle profondeur se gravent les enthousiasmes de l'enfance. Puis, en 1824, en même temps qu'on mettait Frédéric au collège, son père remplaça Zywny par Elsner, un professeur silésien qui lui enseigna l'harmonie et la composition. Sans être un musicien considérable, Elsner n'en était pas moins un personnage, auteur d'opéras, de symphonies, de messes, et directeur du Conservatoire. Il eut le mérite de ne contrarier en rien les dons personnels de Chopin : « Laissez-le faire, disait-il, s'il s'écarte un peu du chemin battu et de l'ancienne méthode, c'est parce qu'il a la sienne à lui, et ses œuvres témoigneront un jour d'une originalité qui ne s'est encore rencontrée chez personne. Il suit une voie extraordinaire, parce que ses dons sont extraordinaires. »

On approuvera ce bon prophète. Elsner était un modeste. Il habitait deux cellules dans un vieux monastère de la rue des Jésuites. Ses élèves l'embrassaient sur l'épaule droite, à la mode polonaise, et il ripostait par des baisers sur les deux joues. Dans son rapport annuel au Conservatoire, il note :

« Chopin, Frédéric (élève de troisième année), étonnantes capacités, génie musical. »

Au collège, Chopin travaille bien aussi, remporte des prix. Enfin, c'est un adolescent facile et doux, gai jusqu'à la pitrerie, comme beaucoup de mélancoliques. Ses camarades l'adorent, à cause surtout d'un talent de mimique et d'imitation qui prouve jusqu'à quel point il sentait la grimace des âmes. Il jouait la comédie avec ses sœurs, qui écrivaient des pièces pour les enfants. Il rédige un journal.

Ces événements minimes émaillent une vie sans traverses. Notons trois faits seulement. En mai et juin 1825, dans deux concerts donnés au Conservatoire, Chopin joue un *Allegro* de Moschelès et improvise devant l'empereur Alexandre, qui lui offre une bague. Dans le cours de la même année, il publie son *Premier Rondo* en do mineur (op. I.), dédié à Mme Linde, la femme du recteur du Lycée. Enfin, l'été suivant, il est invité par le prince Radziwill au château d'Antonin.

Jouer en public n'offrait déjà plus de sensations neuves. En revanche, publier sa musique est une joie fraîche qu'il goûte avec un naïf plaisir. Et si le morceau n'est ni très profond, ni très savant, il a pourtant sa marque personnelle. « Une dame, disait Schumann un peu plus tard en parlant de cette œuvrette, une dame trouverait qu'elle est très fine, très jolie... » Voyez comme l'on pressent déjà que les dames vont s'en mêler ! Telle est la première fleur de cette âme chaste.

Le séjour au château d'Antonin, dans l'été de 1826, fut pour Chopin la révélation des joies que peuvent donner, lorsqu'elles sont réunies entre des mains expertes, l'opulence matérielle et les raffinements de l'esprit. Voilà ce dont ce jeune aristocrate avait besoin pour éveiller ses tables de résonance. C'est un luxe que méprisent les forts. Mais un cœur féminin ne saurait se passer de ces jouissances savamment distribuées, qui vont d'une cuisine exquise aux œuvres d'art, du confort matériel aux subtilités de l'intelligence et qui soumettent ce cœur malgré lui à la domination du délicieux. Pour ma part, je trouverais intéressant de connaître et l'ameublement, et les tableaux, et les hôtes, et les conversations qu'on pouvait voir et entendre pendant cet été de 1826 chez le prince Radziwill. Par malheur, ces renseignements ne peuvent plus être fournis d'une manière très sûre. Après tout, peut-être suffit-il de savoir que Chopin

appelait Antonin « un paradis » et qu'il déclara « divines » les jeunes princesses. Mais il est bien certain que dès lors la nostalgie de cet accord que forment entre eux la terre natale, une somptueuse demeure et des jeunes êtres heureux, a décomposé tous ses élans en d'invincibles regrets.

NAISSANCE DU POÈTE

Lorsqu'on lui demandait, après quelqu'une de ses improvisations au piano d'une audace toujours un peu sombre, mais d'une si poignante, d'une si dramatique tendresse, de quel nom il fallait appeler cette atavique désolation qui semblait chose trop âgée pour son jeune être, il répondait par le mot polonais de *zal*. Mot qu'il répétait, qu'il aimait, susceptible de régimes différents et qui tantôt renferme tous les attendrissements, toutes les humilités, tantôt la rancune, la révolte, les vengeances glaciales. Mot qui signifie aussi bien *regret inconsolable* que *menace*, ou *amertume stérile*, et qui pourrait convenir enfin à tous ces Hamlets cruels et poètes que sont les Slaves. Dès sa seizième année, le *zal* fut le bel ennemi de son bonheur, l'ennemi qu'on arme toujours de neuf quand on a le cœur romantique et que la destruction de soi apparaît comme la plus éclatante des formules de la vie. Pour s'être connu, puis cultivé sans résistance, Chopin a réussi ce miracle exceptionnel d'être lui-même tout entier avant que la vie lui eût rien appris, de rester lui contre elle, en dépit d'elle. La somme de connaissances qui lui était nécessaire, il la possédait à seize ans. Elle se réduisait aux sept notes de la gamme, qui suffisent à l'expression de tous les sentiments. Il n'était tourmenté du besoin d'aucune autre nourriture que la recherche de son propre style. C'était là sa manière d'atteindre à une vérité. En dehors de son piano, l'univers, vraiment, n'était que littérature.

Aussi son père lui permet-il de quitter l'école à dix-sept ans pour se donner tout entier à la musique. On installe pour lui, sous le toit, une petite chambre de travail, qu'on meuble avec un vieux piano et une table. C'est là qu'il écrit ses premières œuvres. Et c'est dès cette époque déjà qu'en essayant ses forces il acquiert ce toucher, ce style si neufs, qui vont faire bientôt l'étonnement du monde artistique. L'année suivante, il compose ses *Variations* sur le *la ci darem la mano* de Mozart, dont

Schumann disait en les feuilletant : « Eusèbe entra l'autre jour doucement. Tu connais le sourire ironique avec lequel il cherche à vous intriguer. J'étais au piano... Eusèbe plaça devant nous un morceau de musique en disant ces mots : « Chapeau bas, messieurs, un génie ! » Nous ne devions pas voir le titre. Je feuilletai machinalement le cahier : la jouissance voilée de la musique sans les sons a quelque chose d'enchanteur. Et puis, à ce qu'il me semble, chaque compositeur offre aux yeux une physionomie de notes qui lui est propre : Beethoven a une autre apparence que Mozart, sur le papier... Mais ici je me figurai que des yeux absolument inconnus, des yeux de fleur, des yeux de basilic, des yeux de paon, des yeux de jeune fille me regardaient merveilleusement. Aussi quel ne fut pas l'étonnement des auditeurs en lisant sous le titre : Opus 2... Chopin ? Je n'ai jamais entendu ce nom. »

Retenons le son prophétique de cette surprise : des yeux de fleur, des yeux de basilic, des yeux de paon, des yeux de jeune fille. Ce beau portrait musical peint tout entier le cygne polonais qui essaye ses premiers battements d'ailes.

Il s'envole très peu de temps après, au début de septembre 1828, pour son premier voyage. Un ami de son père, le professeur Jaroçki, l'emmène à Berlin où il doit assister à un congrès scientifique. C'est, chez Frédéric, un délire d'enthousiasme. Après cinq jours de cahots en diligence, les voyageurs arrivent dans la capitale prussienne et descendent à l'hôtel du Kronprinz. La première visite de Chopin est pour la fabrique de pianos de Kisting, la seconde pour l'Académie de chant, la troisième pour l'Opéra où l'on donne *Ferdinand Cortez*, de Spontini, et *le Mariage secret*, de Cimarosa. « J'ai suivi ces opéras avec grand plaisir, écrit-il aux siens, mais je dois reconnaître que la musique de Hændel se rapproche le plus de l'idéal musical que je me suis fait... Demain on joue *Freyschutz* ; c'est de cette musique-là précisément que j'ai besoin. » Il voit de loin Spontini et le jeune Mendelssohn. Il dîne au Congrès des naturalistes. « Hier, banquet en l'honneur de MM. les savants. Quelles caricatures ! Je les ai classés en trois groupes. » Il a pour voisin de table un professeur de Hambourg. Celui-ci, causant avec Jaroçki, s'oublie si bien qu'il prend l'assiette de Chopin pour la sienne et se met à tambouriner dessus. « Un vrai savant, n'est-ce pas ? auquel il ne manque rien, pas même

le gros nez difforme. J'étais sur des épingles pendant ce tambourinage, et, quand il eut fini, je n'eus rien de plus pressé que d'essuyer avec une serviette la trace de ses doigts. » Cette affaire est l'objet d'un rapport circonstancié, tant on sent son dégoût tenace. Puis il est question des toilettes féminines. Détails ? Non pas. Cela le frappe bien plus au vif que les visites au Musée géologique.

Enfin, après un séjour d'une quinzaine, l'on remonte en berline pour reprendre la route de Varsovie. En arrivant à Zullichau, entre Francfort-sur-l'Oder et Posen, les chevaux manquent et il faut s'arrêter pour en attendre de frais. Que faire ? Par chance, le relais de poste est en même temps l'auberge. Le professeur Jaroçki en profite pour se mettre à table ; Chopin aperçoit un piano. Il l'ouvre, s'assied, et commence de laisser courir ses doigts. Alors un voyageur âgé vient silencieusement s'asseoir auprès de lui, puis un autre, puis à petit bruit tous les habitants de la maison, le maître de poste, sa femme, ses filles, les voisins. Quelle surprise que ce rossignol apporté par un coup de vent du pays des fées ! Tout à coup, la tête du postillon s'encadre dans la fenêtre et il s'écrie d'une voix tonnante :

— En voiture ! Les chevaux sont attelés.

— Au diable le trouble-fête, répond le maître de poste furieux.

On supplie le jeune homme, qui déjà s'est levé, de se rasseoir.

— Continuez, de grâce, continuez, font les dames.

— Je vous donnerai des chevaux supplémentaires s'il le faut, ajoute le maître de poste.

Et le vieux voyageur dit à son tour :

— Monsieur, je suis un musicien d'autrefois qui connaît son affaire. Moi aussi, je joue du piano. Si Mozart vous avait entendu, monsieur, il vous aurait serré la main. Moi, obscur individu, je n'ose me le permettre...

Et quand Chopin s'arrête, cet étrange public le saisit et le porte en triomphe.

Un Schumann bouleversé, ce maître de poste enthousiaste, ce timide musicastre tout tremblant d'émotion, tels sont les signes qu'un poète nouveau est né parmi les hommes.

MALHEUR ET IDÉAL

Mais c est l'année suivante seulement qu'il va trouver sa voix. Un soir qu'il est à l'Opéra, il remarque dans un petit rôle une jeune cantatrice au timbre clair, aux cheveux blonds, à la bouche attrayante. Il apprend qu'elle se nomme Constance Gladkowska et qu'elle est encore élève du Conservatoire. L'impression que produit sur lui cette jeune fille est vive, mais toute pure et enfantine. Obtenir le ruban qui noue sa chevelure, mourir en le tenant caché sur sa poitrine, suffirait à ses désirs. Et si léger est ce sentiment qu'il n'en fait d'abord confidence à personne. Au demeurant, une autre pensée le travaille davantage : celle de quitter Varsovie, parce qu'il sent bien en avoir épuisé les ressources musicales.

Au mois de juillet 1829, son père le munit de quelque argent durement économisé, et le jeune compositeur, en qui maintenant de tous côtés tant d'espoirs sont fondés, peut partir pour Vienne. Sa première visite est pour Haslinger, l'éditeur de musique, grand bénisseur qui le reçoit à bras ouverts et déjà le surnomme « la nouvelle étoile du Nord ». Mais Chopin, qui n'a pas vingt ans, est méfiant et sceptique. On le présente à Gallenberg, intendant des théâtres impériaux ; on l'encourage à donner un concert. « Ce qui rassure Gallenberg, écrit-il à ses parents, c'est que je ne m'attaquerai pas à ses poches ; je jouerai sans exiger d'honoraires. Je pose ici pour le désintéressement et pour le dilettante. Je suis musicien par amour de l'art. »

Le concert eut lieu au Théâtre Impérial, le 11 août, à sept heures du soir. L'orchestre joua une ouverture de Beethoven, des airs de Rossini. Puis le frêle Chopin, d'apparence déjà maladive, s'avança sur l'estrade. Une vieille dame assise au premier rang s'exclama à mi-voix : « Quel dommage que ce jeune homme n'ait pas meilleure tournure ! » Mais Chopin était plus blême de colère que d'émotion, car l'orchestre, n'ayant pas réussi à déchiffrer ses *Variations*, l'obligeait à changer de programme. Il improvisa donc sur un thème de *la Dame blanche*, puis sur l'air polonais de *Chmiel*.

Liszt excepté, personne jamais n'improvisa comme Chopin. Sous sa main élégante s'ouvrait un monde velouté de douleurs

légères, où chacun frémissait de surprendre un souvenir de ses mélancolies. Et le vieillard comme la jeune demoiselle suivait avec délices ces chuchotements exquis. Mais le pouvoir des poètes, quel est-il, sinon de faire chanter votre âme, dont mieux que vous ils possèdent le secret ?

Tel fut le succès de ce premier concert, que Chopin se décide à en donner un second une semaine plus tard. Et cette fois il joue sa *Krakoviak* que l'orchestre a répétée, et ses *Variations* sur le *la ci darem*. Le comte Lichnowsky, l'ami de Beethoven, est présent et applaudit à tout rompre. Public, musiciens et critiques laissent percer leur surprise, car tout est neuf en Chopin, et la forme comme le fond. « Le public a reconnu dans ce jeune homme un grand artiste... En raison de l'originalité de son jeu et de ses compositions, on pourrait presque lui attribuer du génie », dit la *Wiener Theaterzeitung;* et *l'Allgemeine Musikalische* : « L'exquise délicatesse de son toucher, l'indescriptible dextérité de son mécanisme, le fini de ses nuances qui reflètent la plus profonde sensibilité, la clarté de son interprétation et de ses compositions qui portent la marque d'un grand génie, révèlent un virtuose favorisé par la nature et qui, sans réclame préalable, apparaît à l'horizon comme un de ses plus brillants météores. » Une seule critique, celle-là même que Chopin s'adresse : il joue trop doux, il manque d'éclat et de sonorité. « Il n'y a presque qu'une voix pour dire que je joue trop doucement, ou plutôt trop tendrement pour le public d'ici, écrit-il à ses parents. On est habitué aux grosses caisses des virtuoses. Mais j'aime mieux qu'on dise que j'ai été trop doux que trop brutal. » Et dans une autre lettre : « C'est ma façon de jouer, et je sais qu'elle plaît infiniment aux femmes et aux artistes. »

Là-dessus il part pour Prague, accompagné jusqu'à la diligence par tous les musiciens viennois dont il a en si peu de temps fait la conquête. Même Czerny est là, que Chopin trouve « brave homme et plus ardent que ses compositions ». Il visite Prague et repart pour Dresde en passant par Teplitz, ville d'eaux située sur la frontière de la Bohême et de la Saxe, où il passe la soirée dans le château du prince Clary.

Une petite, mais « honnête » compagnie s'y trouve réunie : les maîtres de maison, un général autrichien, un capitaine de vaisseau anglais, un général saxon tout chamarré de décora-

tions, quelques jeunes gens et jeunes filles. Après le thé, la princesse demande à Chopin s'il « daignera » se mettre au piano. L'artiste répond qu'il « daigne » et sollicite un sujet d'improvisation. Le maître de musique du prince propose un thème du *Moïse*, de Rossini, et Chopin se lance dans des broderies si belles qu'il lui faut quatre fois encore se remettre au piano. On voudrait le retenir à Teplitz, mais il n'y consent pas. Une inquiétude, un peu d'agitation le poussent à poursuivre son voyage. Quelque chose le travaille en profondeur. Dresde ne l'intéresse qu'à peine. Il y reste peu de jours sans rien faire d'utile, repart pour Breslau et rentre enfin le 12 septembre à Varsovie.

Trois semaines après, il découvre sa maladie en écrivant une valse : « J'ai, peut-être pour mon malheur, trouvé mon idéal. Il y a déjà six mois que j'en rêve chaque nuit et je ne lui ai pas encore adressé la parole. C'est à son intention que j'ai composé l'*Adagio* de mon Concerto (en fa mineur), aussi bien que la *Valse* (opus 70, n° 3), écrite ce matin même et que je t'envoie. Remarque le passage marqué d'une croix. Personne, toi excepté, n'en sait la signification. Que je serais heureux, mon bien-aimé, si je pouvais te la jouer! Dans la cinquième mesure du trio, la mélodie grave domine jusqu'au mi bémol d'en haut, en clé de sol. Je ne devrais pas te le dire, étant sûr que tu l'aurais senti de toi-même. »

Cette confidence s'adresse à Titus, l'ami cher entre tous, parce qu'il est musicien comme lui, et Chopin trouve du premier coup les deux mots qui seront désormais les clés de toute sa vie : « malheur » et « idéal ». Ils donnent une atmosphère. Peut-être même ils la donnent trop. Mais s'ils ont perdu de leur prestige depuis, restituons-leur en esprit une valeur active de poésie. Dans cette Europe qui s'ouvrait au romantisme et respirait avec ferveur un vocabulaire trop magnifique, il y a la foi qui transporte et la candeur qui enfante les œuvres de l'amour et celles de l'histoire. Un mauvais temps, « un temps de fous et de folles », dit M. Charles Maurras. Il se peut. Mais un temps où les idées et les sentimnts n'ont pas qu'une valeur rhétoricienne a pour l'art un prix élevé. Or, personne moins que Chopin ne s'est payé de mots. Ceux qu'il emploie traduisent exactement les accents de son piano. En écrivant que, pour son malheur, il découvrait l'idéal, sans doute ne

pensait-il pas frapper si juste. Voilà toutefois fixé le thème musical où des millions d'êtres vont découvrir grâce à lui tous les plaisirs du désespoir.

Dans ce malheur, dans cet idéal, il s'agit naturellement de Constance Gladkowska. Et il ajoute quelque temps après : « Tu ne peux imaginer combien Varsovie me semble triste. Si je ne me sentais heureux dans le cercle de ma famille, je n'y tiendrais pas ici. Oh! qu'il est amer de n'avoir personne avec qui partager la tristesse et la joie. Oh! qu'il est affreux, quand le cœur est oppressé, de ne pouvoir l'épancher! Tu sais ce que je veux dire. Maintes fois je raconte à mon piano ce que je voudrais te confier à toi. »

Il compose. Il va à l'Opéra. Mlle Gladkowska y débute dans l'*Agnès* de Paër et il admire son jeu, sa beauté, l'étendue de sa voix. « Elle phrase et nuance délicieusement. Sa voix, au début, tremblait légèrement, mais elle se remit bientôt de son trouble. On l'a couverte d'applaudissements. » Il fait sa connaissance, l'accompagne au piano, se sent mourir de tristesse et d'incertitude. Doit-il partir? Faut-il rester? Il se décide à accepter une invitation du prince Radziwill et va passer une semaine d'automne à Antonin. Il y est reçu en grand homme, fait de la musique avec le prince, qui est l'auteur d'une partition de *Faust*.

Deux Èves charmantes ornaient ce paradis, « je veux parler des deux jeunes princesses, aimables, musicales et tendres créatures. Quant à la princesse mère, elle sait que ce n'est pas la naissance qui fait la valeur de l'homme. » Les princesses le savent aussi et elles s'amusent à se faire donner des leçons par cet artiste à la peau de jeune fille. Wanda le laisse jouer avec ses doigts auxquels il faut apprendre une position correcte. Élise fait son portrait. « La princesse Wanda a un sentiment vrai de la musique. Point n'est besoin de lui répéter sans cesse : ici, crescendo; là, piano... ici, plus lentement; là, plus vite... J'ai dû lui promettre de lui envoyer ma *Polonaise en fa mineur*. » Il écrit une autre polonaise, pour piano et violoncelle. « C'est un brillant morceau à l'usage des dames. » Il n'oublie pas Constance, bien que la princesse Élise le ravisse. Mais il se reconnaît le pouvoir d'être charmé en toute pureté par deux êtres en même temps. Il n'oublie pas son cher Titus au cœur sauvage et silencieux. Dans un moment d'expansion

il lui écrit : « J'aurais beau oindre mon corps des parfums les plus rares de Byzance, tu refuserais encore de m'embrasser si je ne savais t'y contraindre par une sorte d'attraction magnétique. Mais il y a dans la nature des forces secrètes... »

Rentré à Varsovie, il décide d'y donner un concert où Constance viendra. Elle ne saurait manquer de comprendre que c'est à elle qu'il dédie sa jeune gloire. Et en effet ce concert a lieu le 17 mars 1830, alors qu'il vient de toucher ses vingt ans. Cet événement suscite un intérêt extraordinaire. La salle est comble. Au programme, panaché comme c'est la mode, de la musique d'Elsner, de Kurpinski, un solo de cor de chasse, du chant. La part de Chopin comporte son *Concerto en fa mineur* et un *Pot-pourri* sur des airs nationaux. Mais l'effet produit n'est pas tel qu'il l'a espéré. Les connaisseurs seuls ont compris et apprécié l'originalité de l'artiste. Toutefois, Constance, assise au premier rang, lui sourit et il se trouve payé.

Un second concert, à quelques jours du premier, réussit plus brillamment et le *Rondo à la Krakoviak* déchaîne l'enthousiasme. De toutes parts fusent des cris : « Un troisième concert! Un troisième concert! » Cette fois, il semble bien que la critique, la foule et les amateurs soient tous d'accord pour déclarer Chopin le pianiste et le compositeur le plus éminent de Pologne. Et pourtant les semaines s'écoulent sans lui apporter de véritables joies. Ses amours pour Titus et Constance le soutiennent et le travaillent. Il porte sur son cœur leurs lettres. C'est pour eux seuls qu'il compose et il lui semble que, tant qu'ils n'ont pas entendu sa plus récente musique, elle ne vaut rien. « J'écris à force. Souvent je fais du jour la nuit et de la nuit le jour. Je vis dans un rêve et je dors pendant mes veilles. Oui, pis encore, c'est comme si je devais dormir toujours, puisque je sens éternellement la même chose. Mais au lieu de puiser des forces dans cette somnolence, je me tourmente davantage et m'affaiblis encore... » Il travaille son adagio en mi majeur, qui doit être « romantique, calme, mélancolique, et évoquer quantité de souvenirs agréables. Cela doit être semblable à une rêverie pendant une nuit de printemps éclairée par la lune... Si c'est mauvais, qu'importe. Tu y reconnaîtras mon défaut de mal faire contre ma volonté. Mais quelque chose m'est entré par les yeux dans le cœur contre ma

volonté aussi. Cela me presse, me tourmente, bien que je le chérisse. »

Un peu d'imprévu lui est fourni par l'arrivée d'une cantatrice allemande célèbre, la Sontag, qui donne une série de six concerts. Le prince Radziwill lui présente Chopin, qui connaît un moment d'enthousiasme. Elle n'est pas belle, mais charmante au delà de toute expression et enchante son monde. Frédéric est admis à l'honneur de la voir dans son peignoir du matin et il lui amène Constance. Mais le passage de la cantatrice à Varsovie n'est qu'un lumineux épisode et Chopin retombe ensuite dans ses incertitudes. Le départ lui apparaît de plus en plus nécessaire à son développement musical, et d'autre part la crainte de perdre son amour le paralyse. Le 4 septembre, il écrit à Titus :

« J'ai la tête perdue. Je ne bouge toujours pas. Je n'ai pas assez de force pour fixer le jour de mon départ. J'ai le pressentiment que, si je quitte Varsovie, je ne reverrai plus jamais ma maison. Je m'imagine que je pars pour mourir. Ah! quelle tristesse ce doit être de ne pas mourir où l'on a toujours vécu. Que ce serait affreux pour moi de voir à mon lit de mort un médecin ou un domestique indifférents au lieu de tous les miens. Je voudrais passer quelques jours chez toi; peut-être y retrouverais-je un peu de tranquillité. Mais, comme je ne le puis, je me borne à parcourir les rues, abîmé dans ma tristesse, et je rentre, mais pourquoi? Pour y poursuivre mes chimères. L'homme est rarement heureux. S'il ne lui est destiné que de courtes heures de félicité, pourquoi renoncerait-il à ses illusions qui sont, elles aussi, fugitives? »

Plus étrange encore est sa lettre du 18 septembre, où il fait ce singulier aveu : « Tu te trompes en croyant comme tant d'autres que mon cœur est pour quelque chose dans la prolongation de mon séjour ici. Sois sûr que je saurai me placer au-dessus de tout lorsqu'il s'agira de mon *moi*, et que, si j'aimais, je parviendrais à dominer pendant plusieurs années encore mes tristes et stériles ardeurs. Sois convaincu d'une chose, je t'en prie, c'est que moi aussi je me préoccupe de mon bien et que je suis prêt à tout sacrifier pour le monde. Pour le monde, j'entends : pour l'œil du monde; pour que cette opinion publique, qui a chez nous tant de poids, ne contribue pas à mon malheur. Non pas à cette souffrance

intime que nous cachons au dedans de nous-même, mais à ce que j'appellerai notre misère extérieure... Tant que je serai en bonne santé, je travaillerai volontiers toute ma vie. Mais dois-je travailler plus que mes forces ne me le permettent? Si c'est nécessaire, je puis en faire deux fois plus qu'aujourd'hui. Tu n'es pas maître de ce que tu penses, mais moi je suis toujours maître de mes pensées. Rien ne me forcerait de les quitter comme se détachent les feuilles des arbres; chez moi, même pendant l'hiver, il reste toujours de la verdure. Bien sûr, il ne s'agit que de la tête! Dans le cœur, en revanche... par Dieu! la plus grande chaleur. Rien de surprenant que la végétation y soit luxuriante... Tes lettres reposent sur mon cœur, à côté du ruban (de Constance), car, bien qu'ils ne se connaissent pas, ces objets inanimés sentent pourtant qu'ils viennent de mains amies. »

En somme, cet irrésolu sait bien que le plus solide de sa nature est son instinct musical; que cet instinct vaincra tout, ses désirs, son confort, sa paix; que sa « souffrance intime », si elle est nécessaire, l'est pourtant moins que cette marche têtue vers tout un avenir de mélodie et de solitude.

En sortant de l'église, un jour, il aperçoit Constance. « Mes yeux ont surpris son regard. Alors je m'élançai dans la rue et il me fallut un quart d'heure pour revenir à moi. Je suis parfois si fou que c'en est effrayant. Mais de samedi en huit je partirai quoi qu'il arrive. Je mettrai ma musique dans ma valise, son ruban dans mon âme, mon âme sous mon bras, et en avant, dans la diligence! »

Le 11 octobre enfin, il donne un dernier concert, auquel Mlle Gladkowska prête son concours. Frédéric joue une toute nouvelle œuvre qu'il vient d'achever, le *Concerto en mi mineur* et une *Fantaisie sur des airs polonais*. Vêtue de blanc et couronnée de roses, Mlle Gladkowska chante la cavatine de *la Dame du Lac*, de Rossini. « Tu connais le motif : *o quante lagrime per te versai*, écrit Chopin à Titus. Elle a dit le *tutto detesto* jusqu'au *si* grave d'une façon admirable. Après l'avoir reconduite de la scène, je jouai mon *Pot-pourri* sur le coucher de la lune. Cette fois du moins, je me suis compris moi-même, l'orchestre s'est compris, et le parterre nous a compris... Maintenant il ne me reste plus qu'à boucler ma malle. Mon trousseau est prêt, mes partitions sont recopiées, mes mouchoirs

ourlés, mon pantalon neuf essayé. » Qu'est-ce qu'il attend encore? C'est comme une dernière chance que le destin lui offre. Il ne la saisira pas.

Le 1er novembre 1830 est la date fixée: il va partir pour Vienne. Dès le matin toute une troupe se met en chemin. Elsner, les amis, des musiciens, le conduisent jusqu'à Wola, le faubourg historique où jadis se faisaient les élections des rois. On banquette. On exécute une cantate composée par Elsner en son honneur. Ils chantent:

Que ton talent, né sur notre sol
Éclate en tout et partout,
Que tu sois sur les bords du Danube,
Sur ceux de la Sprée, du Tibre ou de la Seine,
Cultive les mœurs de tes parents
Et, par les sons de ta musique,
Nos mazurkas et nos Cracoviennes,
Chante la gloire de ta patrie.
Oui, tu réaliseras tes rêves.
Sache toujours, Chopin, que par ton chant
Tu donneras la gloire à ton pays.

Chœur:

Ce n'est rien de quitter ton pays,
Puisque ton âme reste parmi nous.
Nous formons des vœux pour ton bonheur
Et garderons dans nos cœurs ta mémoire.

Il est bien pâle ce jeune prince lorsqu'on lui remet une coupe d'argent remplie de sa terre natale. Le voici même qui éclate en sanglots.

Quant à Constance, elle ne le revit plus. Deux ans après, elle épousa un gentilhomme campagnard. Puis, les yeux bleus que le poète avait aimés, par quelle étrange faveur du ciel se fermèrent-ils à la lumière? Constance devint aveugle. Parfois, cependant, elle se mettait encore au piano et chantait la belle chanson : *O quante lagrime per te versai...*

Quelqu'un qui la connut dans les derniers temps de sa vie racontait que de ses yeux, restés limpides malgré leur cécité, tombaient alors des pleurs.

SOLITUDE A VIENNE ET RÉVOLUTION A VARSOVIE

Titus Woyciechowski rejoignit Chopin à Kalisz. Plus âgé que lui de quelques années, il était au physique et au moral tout l'opposé de Frédéric : un grand et fort garçon aux traits accusés, volontaires, à la parole rare, et tout aussi passionné mélomane. Ses énormes mains, taillées pour manier l'épée de ses ancêtres, dès qu'elles se posaient sur les touches du piano devenaient d'une légèreté ailée. Le mince Frédéric aux yeux profonds, au teint d'enfant, conduisait pourtant à la laisse ce dogue puissant et soumis. Ils passèrent à Breslau, puis à Dresde, où toute une semaine s'évapora en visites, en soirées et au spectacle.

Muni de ses lettres d'introduction, Chopin alla présenter ses hommages à Mme Dobrzyçka, une Polonaise, grande-maîtresse à la cour de la princesse Augusta. Cette dame occupait un appartement au château royal. Elle le reçut fort bien et l'invita à venir un soir chez elle, dans un petit cercle d'intimes. Chopin accepta, se doutant bien qu'il lui faudrait payer de son talent, mais il avait pour principe de ne jamais rien refuser à ses compatriotes. Au jour dit, il fit son entrée dans les salons de la grande-maîtresse où se trouvaient réunies trois ou quatre personnes seulement : quelques dames et un homme d'une trentaine d'années, au visage rasé, qu'il prit pour un savant ou un abbé de cour. Mme Dobrzyçka le présenta à ses hôtes : « un de nos jeunes compatriotes, M. Frédéric Chopin, artiste du plus grand talent, qui ne se refusera pas à nous faire entendre une de ses mazurkas, échos de la patrie lointaine. » Chopin se mit au piano. Il se sentait en verve, la tête remplie de poésie, le cœur de souvenirs. Constance, ses sœurs, la vieille Varsovie flottaient devant ses yeux. Et de dix manières il les exprima avec cette grâce nonchalante, cette émotion nue dont personne avant lui n'avait fourni de modèle. On l'écouta dans un silence profond. Puis, la grande-maîtresse se leva et vint lui dire, les larmes aux yeux : « Merci, vous avez fait passer une heure délicieuse à Leurs Altesses Royales. » S'inclinant alors en une révérence, elle lui désigna les deux dames et le monsieur rasé. C'étaient l'infante Augusta, sa belle-sœur, et le prince Jean, le futur roi de Saxe, qu'il avait pris pour un

docteur en théologie. Ces personnes lui firent remettre le lendemain des lettres scellées à l'adresse de Leurs Majestés le roi et la reine des Deux Siciles et de Son Altesse Sérénissime le prince de Lucques, qui leur recommandaient « le sieur Frédéric Chopin, un artiste hors ligne auquel le plus brillant avenir est réservé ».

Sous ces heureux auspices, Frédéric et Titus arrivèrent vers la fin de novembre à Vienne. Ils se mirent en quête d'un appartement, et, moyennant 50 florins par mois, en louèrent un de trois pièces situé au Kohlmarkt.

Mais cette oublieuse capitale ne se souvient déjà plus de l'artiste qu'elle avait applaudi. Haslinger, l'éditeur, se refuse à acheter ses œuvres et Chopin ne consent pas à les donner gratis. « Il croit peut-être, dit-il, qu'en affectant de les traiter comme bagatelles, je le prendrai au sérieux et que je les lui donnerai pour ses beaux yeux. Il se trompe. Ma devise sera : paye, animal. » Mais ces petits soucis s'effacent d'un coup lorsque les événements qui se déclenchent en Pologne commencent de filtrer dans les journaux. Le 29 novembre, en effet, l'insurrection avait éclaté à Varsovie. Ce vieux peuple réduit à l'esclavage tentait une fois de plus de recouvrer ses libertés. On apprit les nouvelles par bribes : le 29 novembre, dix-huit conjurés s'étaient dirigés vers le palais du Belvédère où résidait le grand-duc Constantin pour tenter de s'emparer de sa personne. Mais ils y arrivèrent trop tard. « L'oiseau s'était envolé », et, emmenant ses troupes russes, il s'éloignait déjà des murs de Varsovie. Libérée pour quelque temps, la ville entière se soulevait contre ses oppresseurs. Le lendemain, un gouvernement nouveau était nommé, la guerre de l'indépendance proclamée et des milliers de volontaires s'enrôlaient partout.

Dès ces premiers mouvements, Titus et Frédéric sont transportés d'enthousiasme. Titus s'équipe de pied en cap, et, sans attendre davantage, il part pour rejoindre ses compagnons d'armes. Resté seul, Chopin se lamente sur son inaction ; mais que faire de ses mains trop fines, de son inutile talent? Malgré tout, au hasard, sans but précis, il loue une chaise de poste et se lance sur les traces de Titus. Mais il ne parvient pas à le rejoindre, et dans le sombre crépuscule d'hiver son ardeur guerrière lui apparaît subitement si vaine, qu'il fait

faire demi-tour à son cocher et rentre à Vienne. Il y trouve une lettre de son père, qui, devinant les sentiments de son fils, suppliait Frédéric de ne pas se laisser détourner de sa carrière. Que tant de sacrifices portent au moins leur fruit. Donc, Chopin restera. Mais l'épreuve est dure à soutenir dans cette Autriche de Metternich, toute hostile à la Pologne. Les artistes de sa connaissance l'évitent, et il entend murmurer plus d'une fois sur son passage que la seule erreur du bon Dieu est d'avoir créé les Polonais. Son courrier ne lui parvient à présent qu'avec de longs retards et il vit dans l'angoisse. Il apprend la marche du général russe Paskévitch sur Varsovie. Déjà il voit la ville incendiée, ses parents et Constance massacrés. Il passe son temps à écrire, lui qui a une telle horreur pour le papier à lettres. « Il me semble que je rêve, que je suis encore au milieu de vous. Ces voix que j'entends et auxquelles mon oreille n'est pas accoutumée me font l'effet de crécelles... Vivre ou mourir, tout m'est égal aujourd'hui... Pourquoi suis-je abandonné? Pourquoi ne suis-je pas avec vous, prenant ma part du danger? » Et les fêtes de Noël ne sont qu'une aggravation de ce drame d'inquiétude. Dante eut raison de dire qu'un souvenir heureux est la pire misère dans les jours du malheur. Cette nuit de Noël, il se rend à l'église Saint-Étienne et là, debout dans la partie la plus sombre du dôme, appuyé contre une colonne gothique, il songe au sapin familial illuminé de bougies, aux modestes présents que ses sœurs et lui s'entr'offraient, au souper traditionnel, lorsque toute la famille, réunie autour de la table, rompt le pain bénit que les frères lais des couvents ont distribué pendant l'Avent.

Il passe les journées de fête en grande partie seul dans sa chambre, qu'il décrit ainsi : « Elle est grande et a trois fenêtres; le lit est en face, mon merveilleux piano est à droite, le divan à gauche; entre les fenêtres, une glace, et au milieu de la pièce une grande table d'acajou. Le plancher est ciré. Il fait calme. Tous les matins, un domestique d'une insupportable bêtise me réveille. Je me lève, prends mon café, et je le bois souvent froid, car j'oublie de déjeuner en jouant. Vers 9 heures, arrive mon professeur d'allemand. Ensuite je joue. Puis Hummel vient travailler à mon portrait pendant que Nidecki étudie mon concerto. Je reste en robe de chambre jusqu'à midi. A cette heure, un bon petit Allemand fait son

entrée, Herr Leidenfrost, avec qui je fais une promenade sur les glacis. Puis je vais déjeuner où je suis invité, sinon à l'auberge *Zur böhmischen Köchin*, qui est fréquentée par tous les étudiants de l'Université... Après cela, je fais des visites, je rentre au crépuscule, je me coiffe, je me chausse et je vais à quelque soirée. Vers onze heures ou minuit, — jamais plus tard, — je rentre, joue, pleure, ris, lis, me couche, et rêve de vous. »

Dans cette même lettre à son ami Matuszynski, il écrit encore le jour de Noël (1830) : « Je désirais ardemment recevoir ta lettre ; tu sais pourquoi. Quelles joies me causent les nouvelles de mon ange de paix! Que j'aimerais toucher toutes les cordes, non seulement celles qui évoquent des sentiments orageux, mais celles où sonnent les *lieder* dont l'écho à demi éteint erre encore sur les rives du Danube... Mais je ne puis vivre comme je voudrais... Tu me conseilles de faire choix d'un poète. Ne sais-tu donc pas que je suis l'être le plus irrésolu de la terre, et qui n'a choisi avec bonheur qu'une seule fois en sa vie? Tous les dîners, soirées, concerts, bals, m'ennuient. J'en ai par-dessus les oreilles. Je ne puis faire ce que je veux ; je dois m'habiller, me pomponner, me chausser, me coiffer et jouer l'homme tranquille dans les salons pour rentrer ensuite chez moi et tonner sur le piano. Je n'ai pas de confident, je dois faire le poli avec tout le monde... Pardonne ces plaintes, mon cher Jean, mais elles me calment et me donnent du soulagement... Un point de ta lettre m'a beaucoup assombri. S'est-il produit un changement ? A-t-on été malade ? Chez un être si sensible je le croirais volontiers. Rassure-la et dis-lui qu'aussi longtemps que mes forces y suffiront, jusque dans la mort, oui, jusqu'après la mort mes cendres seront répandues sous ses pieds. Encore, tout ceci est-il trop peu et tu peux lui en dire bien davantage... Avant-hier j'ai dîné chez une Mme Bayer, une Polonaise dont le nom est Constance. J'aime sa société à cause de cette réminiscence. Sa musique, ses mouchoirs, ses serviettes sont marqués de son initiale. »

« 1er janvier 1831. — J'ai reçu ta lettre. Je ne sais ce qui se passe en moi. Je vous aime tous plus que ma vie. Écris-moi. Tu es donc aux armées ? Je vis avec vous. Je voudrais mourir pour toi, pour vous tous. Si tu pars, comment pourras-tu remettre mon message ? Attention à mes parents. On pour-

rait supposer le mal... Comme l'année commence tristement pour moi! Peut-être ne la finirai-je pas. Embrasse-moi. Tu pars pour la guerre? Reviens colonel. Ah! que ne puis-je être au moins votre tambour! »

Puis il note dans son petit carnet de poche : « Ce lit où je me couche, peut-être a-t-il déjà reçu un cadavre. Qui fut ce mort? Était-il plus mauvais que moi? Avait-il des parents, des sœurs, une amante?... Il est à présent indifférent à tout. Sans doute mourir est-ce le meilleur des actes humains. Ou au contraire, est-ce de naître?... » Enfin quelques lignes spasmodiques sur Constance : « M'aimait-elle, ou jouait-elle son rôle? Combien c'est difficile à deviner! Oui ou non? Oui, non, oui, non?... c'est sûr. Mais qu'il en soit selon sa volonté. »

Tel, Chopin se révèle tout entier, inquiet, solitaire, affreusement tendre. Toutes les peines sont en lui à l'état de bourgeons, et quelques joies simples. Mais l'*homme* ne progresse qu'avec une extrême lenteur. Le poète s'accroche à son enfance, qui l'a pourvu des difficultés dont il a besoin. Comme les femmes, il se réserve inconsciemment pour la souffrance et c'est par elle seulement qu'il deviendra adulte.

L'hiver se traîne comme il peut, et Chopin, avec un peu plus de plaisir qu'il ne l'avoue, va de soirée en soirée. Il laisse pousser ses favoris, ou plutôt un favori ; l'autre n'est pas nécessaire, car l'on ne montre au public que son côté droit. Il a pris ses habitudes chez le docteur Malfatti, l'ancien médecin de Beethoven et de la Cour, sybarite joyeux et bienfaisant qui habite une élégante villa entourée d'un jardin. Et voici que le printemps revient, puisque les pêchers et les cerisiers du docteur se couvrent d'une neige rose. A la Saint-Jean, l'on y donne une fête au clair de lune. Devant les terrasses, dans l'air nuptial qui monte de l'orangerie chassé par les jets d'eau, Chopin joue, tandis que les Viennoises écoutent l'étranger aux yeux tristes qui paraphrase en couleurs sombres une joyeuse valse de Strauss.

Il va au concert, rencontre beaucoup d'artistes, mais, le violoniste Slavik excepté, personne ne lui paraît grand. Vienne ne lui offre plus rien à aimer et il projette un nouveau départ. Il fait établir son passeport sans savoir au juste s'il optera pour l'Italie, la France, l'Allemagne ou l'Angleterre. Irrésolu, il jouerait bien à pile ou face, si ce n'était un

peu tenter le sort. Il finit par se décider pour Londres et, à tout hasard, fait ajouter sur son passeport : « passant par Paris ». Le voilà rassuré et muni de quelques points de repère où accrocher son imagination. Il prépare son bagage, fait ses visites d'adieu et retient sa place dans la diligence pour le 20 juillet (1831).

Quelques jours avant de partir, une lettre lui parvient de son compatriote, l'écrivain Witwicki, un ami de ses parents. Elle l'atteint à l'endroit le plus sensible. « Ayez toujours en vue la nationalité, la nationalité et encore une fois la nationalité. C'est un mot à peu près vide de sens pour un écrivain ordinaire, mais non pour un talent comme le vôtre. Il y a une mélodie natale comme il y a un climat natal. Les montagnes, les forêts, les eaux et les prairies ont leur voix natale intérieure, quoique toute âme ne la saisisse pas... Chaque fois que j'y pense, cher monsieur Frédéric, je me berce de la douce espérance que vous serez le premier qui saurez puiser dans les vastes trésors de la mélodie slave... Cherchez les mélodies populaires slaves, comme le minéralogiste cherche les pierres et les métaux dans les montagnes et les vallées... On m'a dit que là-bas vous vous ennuyez et que vous languissez. Je me mets à votre place : aucun Polonais ne peut être tranquille quand il y va de la vie ou de la mort de sa patrie. Mais souvenez-vous toujours, cher ami, que vous êtes parti non pour languir, mais pour vous perfectionner dans votre art et devenir la consolation et la gloire de votre famille et de votre pays. »

Le 20 juillet, il monta en voiture et, par Salzbourg, gagna Munich où il séjourna plusieurs semaines. Puis il reprit sa route et arriva à Stuttgart. C'est là, le 8 septembre, qu'il apprit la prise de Varsovie par les Russes. Sous le choc de l'affreuse nouvelle, il se mit au piano et sa douleur éclata en une improvisation déchirante. Ce fut le premier jet de l'*Étude en ut mineur* (n° 12 de l'opus 10) qu'on appelle *la Révolution*. « Quel changement, quelle détresse!... Qui aurait pu le prévoir? » écrira-t-il quelques semaines plus tard. On trouvera peut-être ces mots un peu faibles. Mais Chopin ne les aimait ni grands, ni forts. L'émotion a toujours chez lui un accent modéré. Toutefois, dans son carnet de poche il donne libre cours à ses imprécations : « Les faubourgs incendiés ! Matuszinski et Titus

tués sans doute! Paskewitch et ce chien de Mohilew s'emparent de la bien-aimée ville. Moscou commande au monde! O Dieu, où es-tu? Es-tu là et ne te venges-tu pas? N'es-tu pas rassasié des meurtres moscovites? Ou bien, — ou bien, — n'es-tu toi-même, enfin, qu'un Moscovite? »

Le jeune exilé se doutait bien peu qu'il allait être, selon une belle métaphore de Paderewski, le génial contrebandier qui, dans les feuillets de sa musique, ferait s'envoler par-dessus les frontières le polonisme prohibé, le prêtre qui porterait aux Polonais dans la dispersion, le sacrement de la patrie.

« JE NE SAIS S'IL Y A UNE VILLE SUR TERRE OU L'ON TROUVE PLUS DE PIANISTES QU'A PARIS. »

Quand la patache qui amenait Chopin eut franchi les barrières de Paris, le jeune musicien grimpa sur le siège, à côté du cocher. Il ne savait où porter les yeux, si sur les monuments ou sur une foule tellement dense qu'on pouvait croire à une nouvelle révolution. Ce n'était pourtant que la joie de revivre qui jetait cette multitude dans la rue et forçait les chevaux à prendre le pas. Le cocher s'y reconnaissait comme pas un parmi les vêtements symboliques de messieurs les bourgeois et il les désignait à son voyageur. Chaque parti politique arborait sa livrée. L'*École de Médecine* et les *Jeune France* se distinguaient par la barbe et les cravates. Les carlistes avaient des gilets verts, les républicains des gilets rouges, les saint-simoniens des gilets bleus. Beaucoup s'enorgueillissaient de longues redingotes dites « à la propriétaire » qui tombaient jusqu'aux talons. On voyait des artistes costumés en Raphaël, cheveux sur les épaules et bérets à larges bords. D'autres adoptaient le moyen âge. Nombre de femmes s'habillaient en pages, en mousquetaires, en chasseurs. Et dans cette fourmilière les camelots brandissaient leurs brochures : « Demandez *l'Art de faire des amours et de les conserver* : demandez *les Amours des prêtres;* demandez *l'Archevêque de Paris et Mme la Duchesse de Berry.* » Frédéric s'en trouva d'abord un peu scandalisé. Puis il fut tout agréablement surpris de voir défiler un groupe de jeunes gens qui criaient : Vive la Pologne! « C'est en l'honneur du général Ramorino, cet Italien qui cherche à

délivrer nos frères polonais de la botte russe », expliqua le cocher. Il fallut s'arrêter pour laisser passer le populaire. Puis l'on arriva devant les postes et Chopin descendit, fit charger son bagage sur un cabriolet et se rendit dans un bureau de logement où on lui indiqua deux chambres au quatrième étage, n° 27 du boulevard Poissonnière.

Il s'y trouve bien parce que ses fenêtres ont un balcon d'où il peut voir en enfilade les boulevards. La longue perspective d'arbres emprisonnés entre deux rangées de maisons l'étonne. « C'est là en bas, songe-t-il, que s'écrit l'histoire de France. » A peu de distance, dans la rue d'Enfer, M. de Chateaubriand rédige ses Mémoires et écrit lui aussi : « Que d'événements ont passé devant ma porte!... Mais après le procès de Louis XVI et les insurrections révolutionnaires, tout est petit en fait de jugement et d'insurrection. » Et dans le même temps, une de ces jeunes femmes habillées en bourgeois, compose dans sa mansarde des romans qu'elle signe du nom de George Sand et s'exclame : « Vivre, que c'est doux! Que c'est bon, malgré les chagrins, les maris, l'ennui, les dettes, les parents, les cancans, malgré les poignantes douleurs et les fastidieuses tracasseries. Vivre, c'est enivrant! Aimer, être aimé! C'est le bonheur, c'est le ciel! »

Dès le lendemain de son arrivée, Frédéric se plonge dans la foule et s'enivre de solitude. Elle est plus totale ici qu'au fond des forêts d'Allemagne et l'artiste en éprouve tout ensemble les excitations et la crainte. Il se laisse aller au flot lorsque subitement celui-ci s'épaissit, s'organise, et Chopin se trouve emporté par une colonne compacte qui défile drapeau en tête pour acclamer Ramorino. Alors la peur le saisit vraiment, il se dégage, revient chez lui par des rues détournées, grimpe jusqu'à son balcon et assiste de haut à cette tempête d'enthousiasme. Les magasins se ferment, un escadron de hussards arrive au galop et balaye la populace qui siffle et conspue les soldats. Jusqu'au milieu de la nuit, c'est un vacarme qui sent l'émeute. Et Chopin d'écrire à Titus : « Je ne puis te dire l'impression désagréable que m'ont produite les voix horribles de cette cohue mécontente. » Décidément il n'aime pas le bruit, ni la foule; la politique n'est pas son fait.

Musique, musique, seule évasion possible, puisque seule méthode de penser par les sentiments. « Ici seulement on peut

apprendre ce qu'est le chant. A l'exception de Pasta, je crois qu'il n'y a pas de plus grande cantatrice en Europe que Malibran-Garcia. » Il passe ses soirées à l'Académie Royale ou à l'Opéra Italien. Véron dirige l'Académie où Habeneck conduit l'orchestre. Aux Italiens, c'est Rossini et Zamboni. Il entend Lablache et la Malibran dans *le Barbier de Séville*, puis *Othello*, *l'Italienne à Alger*. Et, pressé par son plaisir, il écrit de nouveau à Titus : « Tu ne peux te faire une idée de Lablache. Certains disent que la voix de Pasta s'affaiblit, mais je n'en ai entendu de ma vie d'aussi divine. Malibran parcourt une étendue de trois octaves; dans son genre, son chant est unique, enchanteur. Elle personnifie Othello; la Schrœder-Devrient, Desdémone. Malibran est petite, l'Allemande plus grande. On croit parfois que Desdémone va étrangler Othello. »

Chopin avait une lettre d'introduction pour Paër, qui le mit en rapport avec Cherubini, Rossini, et le pianiste alors fameux par-dessus tous les autres, Kalkbrenner. Le cœur battant, Chopin alla trouver chez lui ce maître incontesté. C'était un grand homme froid et compassé, aux allures de diplomate, au regard instable. Il se donnait des airs de gentilhomme, était sans doute trop poli, en tout cas fort pédant. Marmontel dit de lui que son jeu était lié, soutenu, harmonieux, d'une égalité parfaite et charmait plus qu'il n'étonnait; que sa main gauche était d'une bravoure sans pareille et qu'il jouait sans nulle agitation de la tête ni du corps, dans un style noble et de la grande école.

Le maître et l'inconnu exécutent l'un devant l'autre plusieurs morceaux. Quand Chopin a achevé son concerto en mi mineur, Kalkbrenner lui dit : « Vous avez le style de Cramer et le toucher de Field », ce qui est sans doute le plus beau compliment qu'il puisse trouver. Et flairant dans ce disciple inattendu le grand homme de demain, il lui explique ses fautes, fait ressortir son absence de méthode, donne même des coups de crayon dans le concerto. Il essaye de le déchiffrer. Mais s'il y parvient pour la première partie, il est arrêté dès le début de la seconde par des difficultés insurmontables, car la technique en est absolument nouvelle. Nonobstant, il affirme avec aplomb que seules trois années d'étude sous sa direction feront de Chopin un nouveau chef d'école. Frédéric se trouble. Trois ans d'études encore! Qu'en dira sa famille? « Cependant je

m'y soumettrai, pense-t-il, pourvu que je sois sûr de faire un grand pas en avant. » Mais, rentré chez lui, le doute le quitte : « Non je ne serai jamais une copie de Kalkbrenner... Non, il ne détruira pas en moi cette aspiration, audacieuse, j'en conviens, mais noble, *de me créer un monde nouveau.* » Un quart de siècle avant Wagner, c'est, chez ce jeune homme de vingt ans, la certitude d'une même destinée.

Sachons gré à M. Nicolas Chopin d'avoir soutenu la confiance de son fils. « Mais, mon bon ami, lui écrit-il, je ne conçois pas comment avec tes capacités, qu'il (Kalkbrenner) dit avoir remarquées, il pense qu'il faille encore trois ans de travail sous ses yeux pour faire de toi un artiste et te donner une école. Tu sais que j'ai fait tout ce qui a dépendu de moi pour seconder tes dispositions et développer ton talent, que je ne t'ai contrarié en rien. Tu sais aussi que le mécanisme du jeu t'a pris peu de temps et que ton esprit s'est plus occupé que tes doigts. Si d'autres ont passé des journées entières à faire mouvoir un clavier, tu y as rarement passé une heure entière à exécuter les ouvrages des autres... Le génie peut se faire remarquer au premier abord par les connaisseurs, mais ils n'en voient pas le point d'élévation. »

Mais plus remarquable est la lettre de sa sœur Louise, laquelle a couru voir Elsner pour lui soumettre l'embarras où se trouve plongée sa famille. Et le vieux maître, comme la jeune sœur, a bientôt dépisté dans la proposition du virtuose un calcul intéressé. Alors ils le disent, eux qui ont le cœur net, eux qui ont la foi. « Elsner n'a pas été content. Il s'est écrié : « voilà déjà de l'envie, trois années! » et il a hoché la tête. Puis il ajouta : « Je connais Frédéric, il est bon, mais il n'a pas d'amour-propre, aucune envie de progrès; on le domine aisément. Je lui écrirai comment je comprends tout cela. » En effet, ce matin il a apporté une lettre que je t'envoie et il a continué à parler avec nous de cette affaire. Nous qui jugeons les hommes dans la simplicité de notre cœur, nous pensions que Kalkbrenner était l'homme du monde le plus honnête; mais Elsner n'a pas été tout à fait de cet avis. Il disait : « Ils ont reconnu en Frédéric un génie et ils craignent d'être déjà devancés par lui. C'est pourquoi ils veulent le tenir trois années dans leurs mains afin d'arrêter ce que la nature ferait pousser d'elle-même. » Elsner ne veut pas que tu imites,

et il s'exprime bien en disant : « Toute imitation ne vaut pas l'original. » Dès que tu imiteras, tu cesseras d'être original, et, quoique tu sois jeune, tes conceptions peuvent être meilleures que celles de beaucoup d'autres... Puis M. Elsner ne veut pas seulement voir en toi un concertant, un virtuose célèbre, ce qui est plus facile et de moindre valeur, mais il veut te voir atteindre le but vers quoi la nature te pousse et pour lequel elle t'a formé. — Ce qui l'irritait extrêmement, c'était, comme il dit, cette hardiesse et cette arrogance de se faire donner un crayon après avoir parcouru la partition pour en effacer des passages sans avoir jamais entendu le concerto avec tout son effet d'orchestre. Il dit que c'eût été tout autre chose, s'il t'avait conseillé, quand tu écrirais un autre concerto, d'en faire l'allegro plus court; mais de te forcer à effacer ce qui était écrit, c'est ce qu'il ne peut lui pardonner. Elsner a comparé cela à une maison déjà construite à laquelle on veut supprimer une colonne qui paraissait superflue, et on change tout en détruisant ce qu'on croyait mauvais. — Je pense que Elsner a raison quand il affirme que pour être supérieur, il faut dépasser non seulement ses maîtres, mais aussi ses contemporains. On peut bien les dépasser en les imitant ; mais alors, c'est suivre leurs traces. Et il affirme que toi, qui sens maintenant ce qui est bon et ce qui est meilleur, tu dois te frayer toi-même ta voie. Ton génie te guidera. Encore une chose, a-t-il dit. « Frédéric a tiré de son sol natal cette particularité : le rythme, — comment bien dire? — qui le rend d'autant plus original et plus caractéristique que ses pensées sont plus nobles. » Il voudrait que cela te restât. Nous ne comprenons pas toutes ces choses comme toi, mon cher Fritz, et nous ne donnons aucun conseil; nous t'envoyons simplement nos remarques. »

Elle est belle, cette lettre. Elle est sans littérature, mais elle atteint le fond. Frédéric en suivit les conseils et préféra rester lui-même, fût-ce aux dépens d'un succès rapide. Au demeurant, Kalkbrenner sut ne se point fâcher de voir que cet élève d'élite ne s'était pas laissé convaincre. Leur amitié persista. C'est même Kalkbrenner qui le présenta aux directeurs de la fameuse maison Pleyel. Chopin se lia avec d'autres artistes, en particulier avec Hiller, pianiste, compositeur, musicographe, et Franchomme, le violoncelliste célèbre, qui tous deux l'aidèrent à organiser son concert de début.

Il eut lieu le 26 février de 1832, dans les salons Pleyel. Frédéric l'avait préparé avec un soin minutieux parmi des difficultés sans cesse renaissantes. On avait recruté pour la circonstance cinq violonistes (dont Urhan, l'ami de Liszt, et Baillot) qui devaient jouer le *Quintette* de Beethoven; Mlles Tomeoni et Isambert pour le chant; Kalkbrenner, Stamati, Hiller Osborne, Sowinski et Chopin allaient exécuter une *Grande Polonaise* à six pianos composée par Kalkbrenner en personne; puis Chopin jouerait son *Concerto en fa mineur* et ses *Variations* sur le *la ci darem* de Mozart. La *Grande Polonaise* à six pianos l'inquiétait. « N'est-ce pas une folle idée? écrit-il à Titus. Un des pianos à queue est très grand, c'est celui de Kalkbrenner; l'autre est petit, c'est le mien. » Il n'aimait pas l'ostentation. Du reste, les concerts devant le grand public lui étaient toujours odieux. Aussi, ce soir du 26 février, vit-on arriver sur l'estrade un jeune homme fort pâle dont l'attitude trahissait, bien plutôt qu'une théâtrale inspiration, un très sincère ennui. La salle n'était qu'à demi garnie et comptait surtout des Polonais, des critiques et des musiciens. On pouvait voir, au premier rang, le beau visage régulier de Liszt. Il se fit un étonnant silence quand Chopin eut glissé sur le clavier ses premières caresses.

Du piano s'éleva alors une voix que personne, jamais, n'avait entendue. Pourtant chacun y percevait le cri de son moi le plus intérieur. Ce n'était ni l'anecdote, ni le commentaire brillant, mais le simple chant de la vie, mais la confidence authentique, mais le mot essentiel d'un cœur. A force de justesse délicate, — qui est la force des purs, — Chopin transporta ces connaisseurs. Liszt lui-même, dont « les applaudissements les plus redoublés ne suffisaient pas à exprimer l'enthousiasme », y vit la révélation d'une « nouvelle phase dans le sentiment poétique à côté d'heureuses innovations dans la forme de l'art ». Il lui donna dès ce soir-là son amitié chaleureuse. Fétis, le critique acerbe, mais écouté, déclara : « Voici un jeune homme qui, s'abandonnant à ses impressions naturelles et ne prenant point de modèle, a trouvé sinon un renouvellement complet de la musique de piano, au moins une partie de ce qu'on cherche en vain depuis longtemps : une abondance d'idées originales dont le type ne se trouve nulle part. »

Chopin accepta ces éloges sans orgueil comme sans fausse

modestie, car toute vanité lui faisait totalement défaut. On fit les comptes de la recette : elle suffisait à peine à couvrir les frais. Mais cela n'était rien en comparaison d'une autre déception : le public français n'était pas venu. Le but que l'artiste poursuivait se trouvait donc manqué. Lorsque, vers minuit, il rentra dans sa chambre, Chopin s'imagina que le destin avait prononcé contre lui un arrêt défavorable et il fit le projet de partir pour l'Amérique.

Il ne possédait presque plus d'argent. Ses relations demeuraient peu nombreuses, se bornaient à un petit nombre d'artistes et de compatriotes. Ah ! que Meyerbeer était heureux, lui qui venait de faire jouer son *Robert le Diable*, mine d'or et de gloire ! Il se confie à Titus :

« Le sort m'a conduit ici. On y respire doucement, il est vrai. Mais peut-être y soupire-t-on davantage aussi. Paris est tout ce que tu voudrais qu'il fût. Tu peux t'y divertir, t'y ennuyer, y rire, y pleurer, y faire ce que bon te semble, sans que personne te gratifie d'un regard. Chacun suit tout uniment son chemin. Je ne sais s'il y a une ville sur terre où l'on trouve plus de pianistes qu'à Paris, mais où il y ait aussi plus d'ânes bâtés et de virtuoses. Ah ! comme je voudrais t'avoir auprès de moi ! Si tu savais comme c'est triste de ne pouvoir soulager son âme. J'aime bien le commerce des hommes. J'entre facilement en relations ; aussi ai-je des relations par-dessus les oreilles ; mais il n'y a personne, personne qui puisse me comprendre. Mon cœur bat pour ainsi dire toujours en syncopes, et je m'en plains, et je voudrais une pause, — la solitude, — et que, durant tout le jour, nul être ne me vît ni ne m'adressât la parole. Je déteste surtout entendre tinter ma sonnette quand je t'écris. »

Cependant elle tintait beaucoup, cette sonnette, et précisément tirée par le pire des fâcheux, l'assommant, le terrible, le ridicule Sowinski. « Il entre justement chez moi. C'est quelque chose de grand, de fort, qui porte de petites moustaches ; cela s'assied au piano et improvise sans savoir pourquoi. Cela cogne, frappe, croise les mains sans rime ni raison ; cela démolit pendant cinq minutes une touche qui n'en peut mais. Cela a d'énormes doigts faits plutôt pour manier les guides et le fouet quelque part sur les confins de l'Ukraine. Il n'a d'autres mérites que d'avoir de petites moustaches et un bon cœur. — Quand nous reverrons-nous ? Peut-être jamais, car je t'assure

que ma santé est misérable. Extérieurement je suis gai, mais intérieurement je suis mordu. Sombres pressentiments, agitation, insomnie, nostalgie, indifférence envers tout. Plaisir de vivre et, tout de suite après, le désir de la mort... »

D'autres amis vont et viennent autour du petit appartement de Chopin : Albert Grzymala, le comte Plater, Liszt, Berlioz qui arrive de Rome et a de grands projets, des réfugiés polonais. Mais d'argent, tous ces jeunes gens n'en ont guère, et Frédéric, malgré les « petits renforts » que lui envoie son père, voit s'épuiser ses ressources.

Quant à l'amour, c'est un luxe auquel il ne faut pas songer. Le souvenir de Constance s'efface depuis qu'Isabelle a informé son frère du mariage de l'infidèle : « Je m'étonne avec toi qu'on puisse être aussi insensible. On voit qu'un beau château était une plus grande attraction. Ah ! du sentiment, il n'y en avait que dans son chant ! » Mais la chasteté est naturelle au pauvre, et le plaisir est un mot que Chopin ne comprend même pas.

Cependant une femme jolie et fraîche habite au-dessous de chez lui. Ils se rencontrent dans l'escalier, se sourient, s'adressent quelquefois la parole. Elle entendait de sa chambre les accords passionnés qu'inventait, — pour qui ? — ce bel ange masculin. Elle lui dit une fois :

— Venez donc chez moi, un soir. Je suis si souvent seule et j'adore la musique.

Mais il refuse en rougissant. Et pourtant un regret lui échappe devant son papier, dans sa chambre humide : « J'y aurais trouvé une cheminée, un feu. Il ferait bon s'y chauffer. »

ANNÉES HEUREUSES, ANNÉES TRAVAILLEUSES

« Demain, écrivait-il à ses parents, demain je traverserai les mers. » Il traversa les boulevards et rencontra le prince Valentin Radziwill.

Cette famille Radziwill semble avoir eu sur la vie de Chopin une influence particulière. Quels beaux rapprochements on pourrait faire en comparant cette rencontre à telle autre où un pape, un roi, un grand seigneur ou quelque fermier général, modifièrent en un instant la fortune d'un artiste apparem-

ment condamné à l'avortement de son génie! Il semble qu'il y ait entre l'art et l'opulence de secrètes et inconscientes fécondations. François Ier ne nous paraît jamais mieux inspiré qu'en payant les dettes de Clément Marot ou en accueillant le Vinci sur les terrasses d'Amboise, ni Jules II plus sympathique qu'en grimpant aux échafaudages de Michel-Ange, ni Élisabeth d'Angleterre plus intelligente qu'en commandant à Shakspeare *les Joyeuses Commères de Windsor*, et l'on ne se souvient du surintendant Fouquet que parce qu'il pensionna La Fontaine. S'ils avaient eux-mêmes dicté leurs biographies, sans doute ces princes n'eussent-ils pas mentionné de si médiocres gestes. Tout de même, ce Radziwill n'imaginait pas ajouter à sa vie une ligne de mérite lorsque, rencontrant sur les boulevards ce compatriote pitoyable, il proposa de l'emmener le soir même chez le baron de Rothschild. C'est pourtant de cette offre négligente que date la gloire de Chopin.

Le baron recevait la société la plus délicate. On demande à Chopin de jouer et il s'exécute de bonne grâce. En un instant il conquiert cette foule élégante et dès le lendemain est bombardé d'invitations et de demandes de leçons. La maréchale Lannes, la princesse de Vaudemont, le comte Apponyi, le prince Adam Czartoryski s'instituent ses protecteurs. Les leçons qu'il donne ne coûtent pas moins de vingt francs l'heure. Il change deux fois de logis et s'installe enfin au n° 5 de la Chaussée d'Antin. On commence à parler un peu partout de ce poète qui, la nuit, dans les rares salons où il consent à jouer, peuple l'obscurité d'une assemblée de fées. Il appelait ça « conter de petites histoires musicales ». C'étaient des récits variés à l'infini, car c'est en improvisant surtout qu'il montrait ses hardiesses. L'inachevé de ces esquisses ouvrait dans l'imagination des avenues où l'esprit allait se perdre. Chopin possédait à un haut degré ce pouvoir de suggérer, qui est le don le plus précieux de l'artiste. Il conversait avec lui-même, ne concluait point, et laissait à ses auditeurs le plaisir d'avoir pendant un instant vêtu de notes des formes et des sentiments qui s'éparpillaient ensuite dans le néant. « Divines chatteries », faisait Berlioz en les écoutant. « Vapeur amoureuse, roses d'hiver », disait Liszt. « Par la porte merveilleuse, ajoutait-il, Chopin faisait entrer dans un monde où tout est miracle charmant, surprise folle, miracle réalisé. Mais il fallait

être initié pour savoir comment on en franchit le seuil. » Et Frédéric confiait une fois à son ami Franz :

« Je ne suis point propre à donner des concerts. La foule m'intimide; je me sens asphyxié par ces haleines précipitées, paralysé par ces regards curieux, muet devant ces visages étrangers. Mais toi, tu y es destiné, car quand tu ne gagnes pas ton public, tu as de quoi l'assommer. »

Chopin, lui, n'en aurait pas eu la force. Il ne cherchait jamais qu'à le gagner. Et encore, est-ce bien là ce qu'il voulait? Le public lui importait si peu ! C'est son propre mal qu'il chantait et enchantait. Il n'aimait pas à s'exprimer par le moyen des autres, et, Bach, Beethoven et Mozart exceptés, n'interprétait que lui-même.

Pour Chopin, comme plus tard pour Wagner, le superflu était le seul nécessaire. L'argent qui lui venait maintenant en certaine abondance, se dépensait en jouissances poétiques : un joli cabriolet, des vêtements d'excellente coupe, des gants blancs, des soupers chers. Il soignait l'ameublement de son intérieur, y mettait des lustres en cristal, des tapis, de l'argenterie, voulait qu'en toutes saisons il fût pourvu de fleurs. Et lorsqu'y venaient ses nouvelles amies, la comtesse Delphine Potoçka, la princesse Marceline Czartoryska, Mlle O'Meara, la princesse de Beauvau, la règle était qu'elles apportassent une rose ou des orchidées que l'artiste mettait tremper dans un vase et qu'il contemplait sans fin, comme un Japonais s'enivre d'une estampe unique.

Années heureuses, années travailleuses. Chopin compose une partie solide de son œuvre. En 1833, il publie cinq *Mazurkas*, le *Trio* pour piano, violon et violoncelle, trois *Nocturnes*, les douze grandes *Études* dédiées à Liszt, le *Concerto en mi mineur*. En 1834 la *Grande Fantaisie* sur des airs polonais, la *Krakowiak* pour piano et orchestre, trois autres *Nocturnes*, le *Rondeau en mi bémol majeur* dédié à Caroline Hartmann, quatre nouvelles *Mazurkas*, la *Grande Valse en mi bémol majeur*. Ses œuvres sont jouées dans beaucoup de concerts par les plus célèbres virtuoses, Liszt, Moschelès, Kalkbrenner et Clara Wieck. Field disait de lui : « un talent de chambre de malade », et Auber : « il se meurt toute sa vie. » Car Chopin, malgré ses succès, reste tout blessé de nostalgies, et un jour que son élève et ami Gutmann jouait la troisième *Étude* en mi majeur,

Chopin, qui disait n'avoir jamais écrit de plus belle mélodie, s'écria brusquement : « Oh ! ma patrie ! » Vraiment, pour ce jeune homme de vingt-quatre ans, la terre natale est toujours la plus forte passion. Il incorpore une douleur dantesque dans ce nom de Pologne, plus puissant sur son cœur que l'appel d'une maîtresse. Et il faut que le mal ait été bien profond pour qu'Orlowski, en écrivant aux siens, en prenne note comme d'une maladie consomptive. « Chopin est bien portant et vigoureux, dit-il. Il tourne la tête à toutes les femmes. Les hommes en sont jaloux. Il est à la mode. Sans doute porterons-nous bientôt des gants à la Chopin. Mais le regret du pays le consume. » C'est que la Pologne restait sa source vive, la nappe où il puisait images et sentiments, le seul rythme efficace, en somme le moteur de ses énergies. L'inspiration est un hasard saisi au vol. Mais l'art ne s'y trouve pas caché comme la colombe dans le chapeau du prestidigitateur. Peut-être n'est-il qu'une parfaite connaissance de soi, la vue exacte de ses limites, et les modulations qu'enseigne la vie à nos élans de jeunesse.

Le marquis de Custine écrivait à Chopin : « Quand je vous écoute, je me crois toujours seul avec vous, et peut-être avec mieux que vous encore, ou du moins avec ce qu'il y a de mieux en vous. »

Au printemps de l'année 1834, Chopin et son ami Hiller se rendent ensemble au festival de musique d'Aix-la-Chapelle. Ils y trouvent Mendelssohn, qui se prend d'affection pour le Polonais et ne se lasse pas de l'entendre jouer. Il le déclare le premier des pianistes, toutefois lui reproche, aussi bien qu'à Hiller, cette manie parisienne de poser pour des désespérés. « Moi, j'ai tout l'air d'un magister, dit-il ; eux ressemblent aux mirliflores et aux incroyables. »

Par Dusseldorf et Cologne ils rentrent à Paris, où Chopin a le bonheur de revoir et d'héberger son ami Matuszynski, lequel vient d'être nommé professeur à l'École de médecine. Ce temps est celui de la plus grande sérénité, puisqu'à sa gloire discrète Chopin peut ajouter la joie d'un commerce quotidien avec l'un de ses « frères ». Plus qu'à l'ordinaire il se dépense, reçoit chez lui, joue en public. Le 7 décembre, au Théâtre Italien, il paraît dans un concert organisé par Berlioz au bénéfice d'Henriette Smithson, l'actrice anglaise qu'il vient

d'épouser. Le jour de Noël, à la salle Pleyel, il exécute à deux pianos avec Liszt un duo de celui-ci sur un thème de Mendelssohn. Le 15 février 1835, il participe à un concert chez Erard et, le 4 avril, joue au profit des réfugiés polonais. Berlioz écrit dans *le Rénovateur* : « Chopin, comme exécutant et comme compositeur, est un artiste à part, il n'a pas un point de ressemblance avec un autre musicien de ma connaissance. Malheureusement, il n'y a guère que Chopin lui-même qui puisse jouer sa musique et lui donner ce tour original, cet imprévu qui est un de ses charmes principaux; son exécution est marbrée de mille nuances de mouvement dont il a seul le secret et qu'on ne pourrait indiquer... Il y a des détails incroyables dans ses mazurkas ; encore a-t-il trouvé de les rendre doublement intéressantes en les exécutant avec le dernier degré de douceur, au superlatif du *piano*, les marteaux effleurant les cordes, tellement qu'on est tenté de s'approcher de l'instrument et de prêter l'oreille comme on ferait à un concert de sylphes et de follets. »

Mais la foule donne toujours la palme au brillant, et Chopin, jugeant qu'il n'est ni compris ni fait pour les concerts, décide de s'abstenir pendant longtemps de paraître en public.

Il trouvait compensation à ces petits déboires professionnels dans l'amitié d'une beauté célèbre : la comtesse Delphine Potocka.

Elle avait vingt-cinq ans, un port majestueux, un nez au contour délicat, la bouche la plus passionnée, le front haut et soucieux des vraies voluptueuses. Toute l'allure évoquait une déesse élancée et puissante, mais ce qu'il y avait en elle de luxurieux était amorti par le sérieux du regard. Miçkiewicz disait qu'elle était « la plus grande des pécheresses » et Krasinski l'interpellait dans un poème comme faisait Méphisto : « ô toi, reste, car tu es la vraie beauté. » Frédéric se laissa flotter dans le rayonnement sensuel de ce bel animal d'amour. Pour la première fois, la tête lui tournait. La voix somptueuse de Delphine l'enchantait. Il l'accompagnait au piano, s'évertuait à faire renaître l'âme, à lui rendre sa fleur, guettait de belles vibrations possibles ; mais l'âme était serve dans cette chair impériale. Quelquefois pourtant, elle semblait sortir de léthargie, s'éployait dans une note admirable jaillie du fond le

plus inconscient d'elle-même; mais aussitôt après, les cris, les rires, les exigences de cette hystérique ravissante éteignaient ces lueurs. Et comme l'amour platonique vers lequel Chopin voulait la diriger semblait à Delphine comique et impossible, elle se donna avant qu'il eût songé à le lui demander.

L'aventure dura peu. La comtesse avait d'autres amants, et son mari, jaloux, lui coupa les vivres, ce qui obligea cette personne de toutes les manières prodigue à un prompt départ pour la Pologne. Mais elle garda à Chopin une affection durable. Les seules lignes d'elle à l'artiste qui se soient retrouvées en fournissent un témoignage discret.

« Je ne t'ennuierai pas par une longue lettre, mais je ne veux pas rester plus longtemps sans nouvelles de ta santé et de tes projets d'avenir. Je suis triste de te sentir abandonné et solitaire... Ici mon temps se passe de façon ennuyeuse et je souhaite de n'avoir pas plus de désagréments encore. Mais j'en ai assez. Toutes les personnes à qui j'ai fait du bien m'ont payée d'ingratitude. Au total, la vie est une longue dissonance. Dieu te bénisse, cher Chopin. Au revoir. »

« Une longue dissonance », ainsi déjà parlait Liszt. Il y a dans ces chairs tourmentées un invincible essor vers de plus suaves harmonies. Tout au moins dans ces êtres, — mâles ou femelles, — en qui le féminin l'emporte. Mais tel n'est pas le cas de Chopin, dont le travail musical est toujours viril. Il eût souscrit à cette parole de Beethoven : « L'émotion n'est bonne que pour les femmes ; pour l'homme, il faut que la musique lui tire du feu de l'esprit. » Et plus encore, peut-être, à celle-ci, citée par Schumann d'après le poète Jean-Paul : « L'amour et l'amitié passent sur cette terre un voile au front et les lèvres closes. Aucun être humain ne peut dire à un autre comment il l'aime ; il sent seulement qu'il l'aime. L'homme intérieur n'a pas pas de langage : il est muet. »

GUY DE POURTALÈS.

(*A suivre.*)

LES MALADIES DE LA DÉMOCRATIE

LA COMITARDITE

IV [1]

Avant d'aller plus loin, j'ai tenu à m'assurer qu'en baptisant de noms en *ite* et en *isme* les trois maladies que j'ai déjà décrites, la *parlementarite*, l'*électorite*, le *n'importequisme*, je ne m'étais point éloigné des règles et que ces mots n'avaient pas été formés au hasard. J'ai donc consulté là-dessus un médecin de mes amis; son autorité m'est une garantie que, si les maladies diagnostiquées ne sont pas guéries, il s'en faut, du moins ont-elles été baptisées *secundum artem*, ce qui, pour les disciples d'Esculape, a toujours été la première des choses. Écoutez le docteur :

— La terminaison *ite* indique une affection aiguë frappant un organe. Exemple : la méning*ite*.

« La terminaison *isme* est beaucoup moins précise ; elle a généralement un caractère indéterminé et écarte le caractère aigu pour s'appliquer à des manifestations chroniques. Exemple : l'arthrit*isme*, diathèse arthritique.

« La terminaison *ose* est encore plus générale ; elle s'emploie pour désigner les maladies, dans une classification, en rappelant leur origine. Exemples : la psych*ose*, affection de l'esprit ; la névr*ose*, affection du système nerveux.

Les affections aiguës dont sont atteints, chacun pour son compte et par contre-coup de l'un sur l'autre, le Parlement et le corps électoral sont, on le voit, correctement appelées la parle-

(1) Voir la *Revue* des 15 avril, 1er juin et 15 décembre 1925.

mentar*ite* et l'élector*ite*. De même, cet état morbide, à manifestations chroniques, de l'opinion française, qui fait que souvent elle a l'air de se désintéresser de tout, peut être à juste titre qualifié de n'importequ*isme*. Pour les mots en *ose*, nous n'avons pas encore d'exemples tirés de la politique. Ce n'est pas que la démocratie ne souffre d'une psychose, d'une névrose, et de plusieurs autres affections en *ose*. Il y en a une surtout, dont on n'a que trop d'occasions de se plaindre, mais elle est d'origine moins politique que sociale, et le nom qu'il faudrait lui donner est si vilain, le radical en serait si fâcheusement emprunté à l'argot, qu'au risque d'être incomplet, je préfère ne pas l'écrire ici. En revanche, il est une quatrième maladie de la démocratie, qui pourrait être presque indifféremment nommée, selon les moments et les circonstances, la *comitéite*, ou le *comitéisme*, ou la *comitéose* ; tantôt affection vague et dormante par temps calme, tantôt manifestation chronique lors de la constitution d'un nouveau ministère, tantôt enfin affection aiguë pendant les périodes électorales. C'est elle que je voudrais aujourd'hui soumettre à l'observation, en son triple degré ou sous son triple aspect.

***

Peut-être devrait-on dire de la *comitéose*, du mal des comités à son premier degré, que c'est une *démocratiose*. Il est, en effet, endémique dans la démocratie, il lui est inhérent. Dès qu'une démocratie atteint un certain volume, dès qu'elle s'est donné le suffrage universel, elle ne peut, pour son fonctionnement, se passer des comités. Parce que, dans son principe, elle repose sur le nombre, elle est le gouvernement des majorités, la constatation de l'opinion la plus communément admise, la déclaration de la volonté générale ; et parce qu'en fait le nombre resterait dispersé et insaisissable, la majorité ne se formerait pas, l'opinion commune ne serait pas connue, la volonté générale serait impossible à dégager, s'il n'y avait rien ni personne pour tracer, à même le nombre, des colonnes où se fera l'addition des unités de même nature, pour cristalliser la majorité, pour distiller et condenser les opinions, pour isoler, définir, formuler la volonté générale. A l'origine, le comité apparaît donc moins comme une excroissance que comme un appendice, comme une trompe, comme une antenne, comme un organe extérieur de la

démocratie. C'est par lui qu'elle flaire, qu'elle sent, qu'elle amène à portée de ses prises la matière dont elle s'alimente; c'est par lui, d'abord et surtout, qu'elle se dirige; si bien qu'en lui réside primitivement le germe de la démagogie.

Car la démagogie n'est pas ce qu'un vain peuple en pense ou plutôt ce que des dirigeants plus vains encore s'appliquent à lui en faire penser. Autrefois, il était de mode, chez les meilleurs auteurs, de distinguer six formes de gouvernement, trois pures et trois corrompues : la monarchie, forme pure, avec sa corruption, le despotisme; l'aristocratie, avec la sienne, l'oligarchie; la démocratie, aussi avec la sienne, la démagogie. Mais la démagogie ne s'oppose pas à la démocratie; elle la complète; elle en est la seconde face, le revers. Dans la réalité, il n'y a jamais eu de démocratie sans démagogues; il ne peut pas y en avoir, non plus qu'il ne peut y avoir de troupeau sans berger. Quand le berger est bon, c'est la face qu'on voit, le côté démocratie; quand il est mauvais, ou dès qu'il se gâte, c'est le revers, la démagogie; mais c'est toujours la même médaille; tournez-la, retournez-la, il n'y en a qu'une, une seule.

La démocratie, directe ou représentative, mais particulièrement la représentative, ne saurait se concevoir sans les partis; et, par une sorte de conséquence forcée, elle ne saurait se pratiquer sans les comités. Le comité est le tuf, le roc, c'est le noyau dur du parti; autour de ce noyau viennent se réunir et s'agréger les tourbillons d'atomes qu'il s'agit d'attirer, d'arrêter, de happer au passage; tout ce *magma* inconsistant et mobile d'intérêts, d'impressions, d'émotions, d'entraînements, d'aversions, d'envie, de peur, de convoitise, de besoins, d'ambitions médiocres, petites ou minuscules, et de cupidités, places, influence, rubans, qui aident tant chez nous, et probablement partout ailleurs, à soutenir les fortes convictions politiques. Mais résumons. Pas de démocratie sans démagogie; pas de parlementarisme sans partis; pas de partis sans comités. D'où conséquence de la conséquence : démocratiose, comitéose. Et conséquence si naturelle, si inévitable, qu'à ce premier degré, c'est à peine un état morbide; c'est presque un état normal; c'est le mal avec lequel on vit, faute de pouvoir vivre sans mal, et dont on finit par croire qu'on en vit, comme un névrosé s'imagine qu'il vit de ses nerfs, tandis qu'il s'use, à ce jeu, lentement, sûrement, heure par heure.

De la comitéose il est facile, et il est courant, de tomber dans le *comitéisme*, ainsi que, si l'on s'en rapporte à M. Purgon, de la bradypepsie dans la dyspepsie. Le comitéisme est la manifestation chronique de la comitéose, deuxième degré du mal des comités. C'est une diathèse : la démocratie est *comitéique*. Jules Ferry, ayant fait, dans un discours prononcé à la Chambre des députés le 5 mars 1883, une distinction entre « une certaine élite politique, » — en ce temps-là encore, la tribune était courtoise ! — et « la grande masse qui travaille et ne fait de politique qu'aux jours d'élection », Edmond Scherer s'empressait de mettre au point : « Quant à cette élite dont parlait le président du Conseil, elle se compose des politiciens de profession. Ce sont des hommes qui appartiennent aux carrières libérales ou semi-libérales, qui ont quelque instruction, quelque facilité de parole, des habitudes de sociabilité (la périphrase est jolie pour dire qu'ils se rencontrent au café), le goût de la politique, et naturellement de la politique avancée. » Cette dernière observation est fine, profonde, toujours vraie : elle l'était déjà, il y a quarante-quatre ans, mais les « avancés » d'alors seraient les modérés et même les réactionnaires d'aujourd'hui. « Il est remarquable, en effet, continuait Scherer, que l'orateur du chef-lieu soit toujours partisan des opinions extrêmes. La même ardeur qui le pousse à jouer un rôle en fait un personnage d'opposition. Contre qui le besoin de lutte, les instincts turbulents se tourneraient-ils, sinon contre l'autorité? Sans parler de l'affinité entre la culture superficielle et le programme radical. (Trait aussi juste que le précédent.) L'idée abstraite n'est-elle pas l'élément naturel de la rhétorique populaire? N'est-elle pas la forme fatale de la pensée qui, faute de connaissances solides, opère dans le vide? »

Après avoir ainsi donné du phénomène l'explication la plus philosophique, Edmond Scherer regardait de plus près, et un à un, ses types. D'abord, d'où sortaient-ils? Par où venaient-ils? Comment arrivaient-ils? « Il ne faut pas croire que le comité électoral soit formé de délégués régulièrement nommés, et encore moins qu'il exprime les sentiments de la population dont il se donne pour l'organe. Le comité électoral n'en devient pas moins, à l'époque des élections, le représentant attitré du suffrage universel, et, en cette qualité, il cite par devers lui les candidats à la députation, afin d'entendre leurs déclarations et

de leur imposer un programme. Les deux procédés, au surplus, reviennent au même, car le candidat a trop d'intérêt à se concilier ses juges pour risquer de choquer leurs idées. Il sera bien plutôt tenté de renchérir sur les vues et sur les vœux de l'aréopage devant lequel il comparaît. Quel est celui d'entre nous qui, dans la dernière campagne électorale, n'ait pas été humilié pour la nature humaine en voyant à quel degré de complaisance peuvent descendre des citoyens, et je parle des plus graves, des plus sages, lorsqu'il y va du succès d'une candidature? Que ceux qui tiennent à conserver leurs illusions sur la noblesse des caractères se gardent d'entrer dans une réunion publique le jour où l'on y procède aux interrogatoires! »

Mais le malheureux candidat, même sage, même grave, à son corps défendant et puis ne se défendant plus, est monté sur le tréteau banal; il a livré sa tête, et peut-être son âme, à ces huées; il s'est plié à passer sous cette porte basse : il a passé, il est élu. « Il part pour la capitale, chargé d'engagements dont beaucoup seront difficiles à tenir... Mais ce n'est là qu'une partie des soucis qui vont l'assiéger. Il n'a pas plus tôt mis les pieds au Palais-Bourbon qu'il doit travailler à se fortifier dans une position si laborieusement conquise. La préoccupation qui va dominer toute sa vie publique, colorer toutes ses opinions, déterminer tous ses votes, c'est le soin de sa réélection à quatre années de là... Je laisse de côté les intérêts locaux, l'embranchement de chemin de fer à obtenir, la fontaine de la place publique, les réparations pour l'église, le tableau pour le maître-autel (écrit, qu'on se le rappelle, en 1883). Je ne parle même pas des promesses personnelles à tenir, des sollicitations à faire en faveur de ses amis politiques et des amis de ses amis :

Monsieur, je suis bâtard de votre apothicaire.

« Tout cela est de devoir strict; on est le député de son arrondissement, ou on ne l'est pas, et à quoi servirait un député, s'il ne s'occupait des affaires de son endroit? » Tout cela vise, tend, ce n'est pas assez dire, tout cela est tendu à apporter, à rapporter aux électeurs, et principalement, par privilège, aux gros électeurs, au comité, les satisfactions les plus matérielles, et ainsi le comité est, dès son entrée en jeu, une machine à exploiter l'État. Places, toutes les places et tout de suite, décorations de toute forme et rubans de toutes couleurs, collations de

bénéfices et exemptions de charges, là-dessus s'appuient fermement des principes qui finissent bien par céder. Le député vote à la Chambre, il fait ses démarches dans les ministères, sous la direction, sous la pression, sous le chantage perpétuel du comité, prêt à le lâcher, s'il bronche, et à lui jeter entre les jambes le concurrent tenu en réserve. Partout où il va, l'œil le suit, l'œil symbolique enfermé dans le triangle. Ainsi se noue et sans cesse se resserre, de bas en haut, une mutuelle servitude.

« Voilà, conclut Scherer, voilà, il n'est personne qui l'ignore, la situation à laquelle la France est arrivée aujourd'hui : le comité local nommant et gouvernant le député, le député faisant dépendre le concours qu'il prête au gouvernement de la satisfaction qu'il en reçoit pour ses fins personnelles, les intérêts, enfin, entendus au sens le plus étroit, et devenus les arbitres de la politique du pays. Mal profond et grande honte ! » Pour preuves ou pour exemples, l'épuration de la magistrature, l'exagération du plan Freycinet, les assauts livrés au Trésor par l'avidité et la mauvaise foi sous toutes leurs formes, demandes de subventions, de pensions, d'indemnités, dispense ou modération de contributions, remises d'amendes, etc. Léon Say, ministre des Finances, ne tarissait pas sur ce triste chapitre : « En réalité, écrivait-il, il n'y a plus de répression, et la fraude devient de droit commun. »

Depuis, nous en avons vu bien d'autres ! Précisément, à mesure que le glissement s'est opéré et que nous sommes allés de Chambres plus « avancées » en gouvernements plus « avancés » et de comités plus gourmands en comités plus effrontés. Edmond Scherer avait raison de le noter : « Il ne faut pas croire que le comité électoral soit formé de délégués régulièrement nommés » ; cette irrégularité même marque le comité et le classe dès sa naissance. Douze ou treize ans après l'auteur de la retentissante brochure *la Démocratie et la France*, sans l'avoir relue et sans me rappeler ce passage, j'écrivais à mon tour : « Un beau matin, quelqu'un s'avise que le renouvellement de la Chambre des députés se fera dans six mois... ce quelqu'un, qui n'est pas même quelqu'un, qui est quelconque, qui est le premier venu doué de beaucoup de vanité et d'un peu d'entregent, va trouver un second quelqu'un non moins quelconque, qui s'en va trouver un troisième. Dès qu'ils sont trois, X, Y, Z, un « comité » est constitué : président, vice-président et secré-

taire-trésorier. Le comité provoque une réunion « générale » où chacun de ses membres a soin de n'amener que les moins douteux de ses amis. Il leur expose ce qu'il a fait, les consulte sur ce qu'il doit faire. Ce qu'il a fait est ratifié par acclamation; quant à ce qu'il doit faire, carte blanche. Avant cette réunion générale, il était modeste et ne s'intitulait que comité provisoire; après, il est établi, assis, patenté ; il a pignon ou étalage sur rue, il se tient en permanence, comme le Comité de Salut public. Il est reconnu par la préfecture : un candidat ne passera peut-être pas sûrement grâce à lui; il passera difficilement sans lui. »

L'objet essentiel de l'élection, et même, je l'ai répété à satiété, son objet unique est le choix du député, qui implique, au préalable, le choix du candidat. « Un candidat? Mais le comité se réserve de désigner le candidat. X, Y, Z confèrent tous les soirs; c'est, de chez l'un chez l'autre, un va-et-vient mystérieux : ils cherchent un homme. La ville et la banlieue attendent. Enfin, ils prononcent. Nouvelle réunion générale. Le nom du candidat choisi est mis aux voix, à mains levées : des mains se lèvent. L'homme de X, Y, Z reçoit la consécration solennelle de deux cents petits Z, Y, X. Il est désormais candidat, *leur* candidat, *le* candidat. Qui l'a investi? La réunion générale du... Qui l'a proposé à cette réunion? Le comité. Qui en avait chargé le comité? Une première réunion. Qui avait convoqué cette première réunion? Le comité. Qui avait investi le comité? Personne. »

Se rend-on compte que la manière dont se produit le comité, et par suite le candidat, et par suite le député, n'est pas très différente de celle dont se produisait, aux XIVe et XVe siècles, dans les municipes italiens, le *tiranno*? Mon Dieu, oui! le « tyran ». Lui aussi, il était inconnu, la veille, obscur, anonyme autant qu'on peut l'être; il surgissait du pavé; il s'improvisait; il s'imposait; et nul n'osait lui demander ses titres, nul ne pouvait le faire sans scandale et sans danger. Cela durait plus ou moins longtemps; cela allait jusqu'à ce que la corde cassât; elle ne cassait que s'il tirait trop fort dessus, ou si un autre anonyme, un autre inconnu, la coupant d'un coup de poignard, devenait, par tyrannicide, le tyran nouveau. En attendant, il régnait. Il usait et il abusait, en homme qui, lui, suivant la célèbre définition de Jacob Burckhardt, peut tout, ose tout, et ne trouve de limites qu'en lui-même. A l'effusion du sang près

(et encore pas toujours, la Révolution l'a prouvé), — mais on avoue volontiers que c'est quelque chose ! — le comité aussi règne, use et abuse, ne sait pas s'arrêter.

Ce n'est pas tout, pour le candidat, d'avoir été choisi et d'avoir été élu : il faut que le député paie le choix et l'élection. Pendant la période électorale, le comité ne s'est pas contenté de lui dicter son programme, il lui a fait contracter des promesses, il lui a arraché des engagements, à des heures où les plus rétifs ont la concession moins difficile. Comment l'aspirant législateur s'y serait-il refusé? « Ce qui s'était offert à lui, et ce qu'il aurait perdu en se dérobant, c'est le seul groupement qui subsiste; groupement artificiel d'amours-propres et d'appétits, mais un groupement; la seule organisation tolérée dans le suffrage universel inorganique : organisation illégale ou extra-légale, mais une organisation ; la seule force demeurée debout ; force usurpée, trompeuse, oppressive, mais une force. En face d'elle et contre elle, rien : le verbe lui-même, ce levier des démocraties, sans elle, n'a plus de mordant ni d'effet; rien que l'argent qui puisse se passer d'elle, et encore serait-il plus prudent de transiger. »

Enfin, le candidat du comité, médecin, avocat ou vétérinaire, a, par des moyens variables, obtenu la majorité. Le voici à la Chambre; qu'y fera-t-il, et, premièrement, que représente-t-il? Qui et quoi? Son département? Son arrondissement? Fiction pure. En réalité, « agent général à Paris des politiciens de son endroit, mandataire ou commissionnaire de X, Y, Z, coupé de toute communication personnelle et intime avec les électeurs qui l'ont nommé ou qui ont fait le simulacre de le nommer, le député ne représente, au fait et au prendre, que lui-même et son comité, son comité plus que lui-même. Et en quoi le représente-t-il? Il chasse pour lui aux croix du Mérite agricole, aux palmes académiques, aux médailles, aux vases de Sèvres, et quand il fait peur, ou quand il a peur, à des subventions, à des allocations plus nutritives. » De là, en très grande partie, de l'omnipotence sans contrepoids, ou de la prépondérance du comité, l'effrayante médiocrité de la représentation nationale : son infériorité d'esprit et de caractère; un niveau moyen fort au-dessous du niveau moyen de la nation; car, les éléments les meilleurs, les esprits les plus hauts, les caractères les plus indépendants ont été éliminés par l'opération même qui l'a

produite. Comme, pour être choisi et pour être élu, il fallait ne porter ombrage à personne et subir les conditions de X, Y, Z, tout ce qui dépassait a été écarté ou abattu : il n'est resté que « On » et que « Chose ».

Le comité ne restreint pas ses prétentions, ne borne pas son ingérence aux trois semaines de la période électorale. L'élection faite, le député ne peut pas dire : adieu le saint,... ou le diable! Le comité, dans la personne de son président et des plus agités de ses membres, se constitue en permanence, suit le député pas à pas, s'acharne à en jouer comme d'un pantin dont il tirerait les ficelles. On a souvent conté que, du fond de sa province, il le charge de ses commissions dans la capitale, réclame de lui, impérieusement, toute espèce de menus services; aller chercher un parapluie oublié chez des cousins à l'autre bout de la ville, acheter un tambour pour l'aîné des garçons du secrétaire, trouver une nourrice pour son petit dernier. Il y a de la fiction dans ces histoires, mais peu. Ces servitudes familières étaient certainement une des beautés du scrutin d'arrondissement. En dehors d'elles, et même sans sortir de la politique, le comité revendique non seulement le contrôle, mais l'entière disposition de *son* élu ; il s'arroge le droit d'injonction et de réprimande.

Il surveille jalousement tous les actes, toutes les relations, tous les discours, tous les votes de *son* député. J'en ai connu un, un député, qui n'était pas d'humeur à se laisser brimer, peut-être parce qu'il ne tenait pas à fournir une trop longue et trop exclusive carrière parlementaire. Un mois à peine après son élection, il fut un soir mandé d'urgence chez le président, qui était son voisin. Il accourut, ne sachant ce dont il s'agissait. On l'introduisit, avec une mine sévère, dans le sanhédrin où les princes des prêtres étaient assemblés. Sans préambule, sans circonlocutions, on le soumit brutalement à la question, et, les juges se relayant, on lui donna trois ou quatre traits de corde. A telle date, dans tel scrutin, il s'était abstenu : pourquoi? Quand la censure avait été réclamée contre un de ses collègues, coupable d'une vivacité de langage attentatoire à un grand homme du Bloc (du premier, du *bon* !), il ne s'était pas levé : pourquoi? Ce n'était pas ainsi que le Comité... Ce n'était pas pour cela que le Comité... « Messieurs, dit froidement le comparant, combien êtes-vous ici? Un, deux, trois, quatre,

cinq. Or, j'ai eu, vous vous en souvenez, dix-huit cents voix de majorité. Les vôtres retirées, — et je les regretterais, — il m'en resterait encore dix-sept cent quatre-vingt-quinze. Je ne me croirais donc nullement obligé de me démettre. Bonsoir, messieurs. » Sans doute étonna-t-il le Comité par son ingratitude, mais il se libéra du coup, et jamais plus il ne fut convoqué.

A côté de lui, j'en ai connu un autre, un autre député, qui n'avait pas regimbé à temps, et que la crainte de perdre des amis, un peu de paresse aussi ou de nonchalance, avec quelque penchant au commérage, avait enfoncé dans une camaraderie poussée au point d'être un partage, et un partage inégal pour lui, de son mandat. Les choses en étaient venues là qu'il ne lui était pas permis de distribuer à son gré les billets pour la revue du 14 Juillet. Le Comité, en fait trois ou quatre bonshommes, dévoués d'ailleurs, mais despotiques, s'en réservait la répartition. En pleines vacances, on rappelait de la campagne le pauvre élu, *ad audiendum verbum*. Et c'était le train ordinaire, c'était le pain quotidien. Mais que de sel, âcre et corrosif, y ajoutait l'approche d'une nouvelle période électorale! Et comme, entre deux élections législatives, s'intercalent les élections municipales, de deux ans en deux ans, l'accès éclate. La diathèse culmine, pointe et perce en une affection aiguë. A ce moment, il n'y a plus vague *comitéose*, ni *comitéisme* bénin, mais bel et bien *comitéite*. Pour la *comitardite*, c'est encore autre chose.

* * *

Dans tout ce qui précède, nous n'avons considéré que le comité électoral, mais il n'est ni le seul, ni le plus impudent, ni le plus nocif. Tous ces comités électoraux se rattachent, au moins nominalement, à un grand groupement d'opinions ou de préjugés et d'intérêts, dont le siège central est à Paris, et qui, dans ses rapports avec les pouvoirs publics, se décore du nom de parti, peint en lettres de couleurs vives sur son enseigne et sur ses bannières. Ce siège central est l'antre, la caverne, l'officine où la comitéite, se dépassant elle-même, s'exaspère en *comitardite*. Le « comitard » fleurit et fructifie dans les comités directeurs ou exécutifs, conseils nationaux, commissions administratives des partis. Ce n'est pas un éphémère dont la brève existence finit avec l'agitation de la période électorale ; ce n'est pas un de ces « champignons » qui poussent sur le fumier

d'affiches et de colle de pâte abondamment épandu durant une saison, pour tomber en poussière le lendemain, justifiant ce nom qu'on leur donne par leur disparition rapide autant que par leur apparence de génération spontanée et plus que par leur vénéneuse malfaisance. Non, le comitard persiste, il demeure, il s'incruste, il s'enferme dans le bureau du parti comme dans une carapace, à la manière dont certains microbes se cuirassent de leurs sécrétions. A partir du jour où la vocation s'est éveillée en lui, dès qu'il a mordu à la *politique* (je souligne le mot pour marquer le sens faux et rabaissé où il est pris ici), et quand il a vu ce qu'il pouvait en tirer, le comitard n'est plus que comitard. Il n'a plus d'autre métier, d'autre souci, presque plus d'autre vice. On ne rencontre pas toujours des députés dans la salle des Pas-perdus au Palais-Bourbon, mais lui, on l'y rencontre toujours. Il s'y tient à l'affût, l'œil errant, l'oreille dressée. Il sait toutes les nouvelles, et, au besoin, les fait. Il colporte, du dehors au dedans, les indiscrétions, et prolonge, du dedans au dehors, les intrigues. Il possède à toute heure le dernier « tuyau » sur la situation du ministère; favorable ou hostile, il le communique généreusement. En faction derrière la porte verte, qu'il est interdit aux profanes de franchir (et, quoique initié aux mystères du culte secret, c'est officiellement un profane), à chaque affilié qui se montre, il transmet le mot d'ordre.

Le plus fort est que ce mot d'ordre est, pour beaucoup, véritablement un ordre. Dans un pareil système, les institutions ne sont qu'un décor. La Chambre n'est plus qu'un guignol. Le gouvernement lui-même n'est plus où il devrait être, où il paraît être. Le gouvernement, ce qu'on présente au pays et au monde sous cette étiquette fallacieuse, n'est plus le gouvernement. Il y a un gouvernement du gouvernement, un gouvernement occulte, maître impérieux et irresponsable d'un gouvernement de suite. Quelques personnages en habit, avec écharpe tricolore, gesticulent sur le devant de la scène, entre le souffleur tapi dans son trou et les chanteurs cachés dans la coulisse. Le drame leur est extérieur. Les passions qu'ils feignent ne leur appartiennent pas plus que les volontés qu'ils expriment. Ni l'exposition, ni les péripéties, ni le dénouement ne dépendent d'eux. Simulacres de protagonistes, héros de paravent, autant les avoir peints sur la toile de fond. Les adver-

saires, qui pourraient lutter utilement, s'épuisent en vain contre cette baudruche. Qu'ils envoient le fantoche à terre d'un coup de poing ou d'un coup de pied, on en accroche un autre, et le jeu continue, car ceux qui le mènent sont hors d'atteinte. A ce jeu de faux massacre, le ministère postiche peut être renversé, jamais le vrai gouvernement.

Naguère, le ministère de M. Combes fut le premier de ces pseudo-gouvernements, il doit en rester comme le type : le combisme aussi est une diathèse démocratique. Tant qu'il dura, — trois ans entiers d' « abjecte domination, » — les loges, les comités, les congrès, n'eurent qu'à siffler: les autorités sans autorité vinrent à la botte. Cela est si certain qu'on a pu établir la concordance entre les résolutions des loges, les invitations des comités ou les déclarations des congrès et les décisions ministérielles, se succédant chronologiquement à de courts intervalles : les loges, les comités ou les congrès, le ministère ; la conception, l'impulsion, l'exécution. La boutique de la rue de Valois devint une sorte d'institution nationale. Elle eut pour représentants, agents ou commis dans la Chambre même, les membres de la fameuse Délégation des gauches, pour correspondants dans toutes les communes les non moins fameux « délégués administratifs », qui furent proprement sa plus belle invention. Ce qui là dedans est admirable, et d'une vertu d'édification sans seconde, c'est le tranquille mépris dont de tels procédés témoignent pour le régime parlementaire et pour le suffrage universel, confessés pourtant, prêchés et prônés comme des divinités : dans la Chambre, la Délégation des gauches supprime en effet à peu près la moitié de la représentation populaire, et, dans un grand nombre de communes, les délégués, en supplantant le maire librement élu, annulent le choix des électeurs. Mais ces démocrates se complaisent et s'ébattent, comme canards en mares stagnantes, dans la contradiction et dans l'absurdité.

En temps de crise (et chacun sait combien, sous la troisième République vieillissante, les crises sont devenues fréquentes), on voit des hommes barbus, fils de « Quarante-huitards, » proscrits posthumes du Deux-Décembre, victimes imaginaires du Seize-Mai, piliers d'airain de la Démocratie, traverser, le chapeau enfoncé sur les yeux pour cacher le pli de leur « trop faible front qui porte un lourd projet », le Salon de la Paix, la salle des Quatre-Colonnes, et s'engager dans le couloir intérieur

où sont les bureaux des conciliabules. Ils vont délibérément, hardiment, sans rien demander, en gens qui connaissent le chemin, et presque qui se sentent chez eux. Malheur à l'huissier au zèle échauffé qui paraîtrait douter de leur droit! Comme il se ferait « ramasser »! Vainement, dans sa mémoire de serviteur chevronné, bourdonnent encore les anciennes consignes. Bien sûr, cette intrusion n'eût pas été tolérée par les présidents d'autrefois, et je ne parle pas de M. Dupin, ou de M. Grévy, mais je dis même par M. Floquet et par M. Brisson. Pour eux, le Palais-Bourbon était le palais de la représentation nationale, la Chambre des députés ne se composait que de députés; ils n'auraient pas souffert qu'un groupe parlementaire, fût-ce le leur, la transformât en club. Si Jacobins qu'ils fussent ou se piquassent d'être, ils ne l'étaient qu'en ville. Ils conduisaient (le plus rarement possible, et avec une moue mal dissimulée) leur jacobinisme au café du Globe, mais ne ramenaient pas le café du Globe au Palais Bourbon. Maintenant, tout est changé. Autres présidents, autres mœurs. Les radicaux-socialistes d'aujourd'hui trouveraient ces ancêtres prudes et bégueules. La faiblesse de tel président, la complicité de tel autre, a subi, puis autorisé toutes les audaces. Soyons justes : les radicaux-socialistes n'ont fait en cela que suivre une fois de plus les socialistes unifiés.

Si la *comitardite* était un mal récent, une de ces maladies qui éclatent tout à coup et qui ne s'étaient jamais manifestées auparavant, on pourrait ne voir en elle qu'une corruption de la démocratie. Mais elle n'est qu'une des formes d'un mal connu dès longtemps, et peut-être de tout temps, si bien que, loin d'être une corruption de la démocratie, il semble inséparable de sa nature même. La *comitardite* n'est qu'une variante, ou un dérivé, une filiale de la *clubite*. Seulement, la *clubite*, sous l'aspect historique, avait été un phénomène des jours de révolution. Elle avait sévi dans le trouble et dans l'émeute. De préférence, les clubs formaient, chacun à part, comme les comités, des assemblées spontanées, dont chacune avait ses hommes, son programme, ses méthodes, et en quelque sorte son langage. Ils s'opposaient les uns aux autres, tout en s'opposant tous à l'assemblée régulière et légale. Ils députaient volontiers à la barre de cette assemblée pour l'exhorter ou pour la contraindre, mais, en général, ils en demeuraient distincts et travaillaient dans

leurs propres locaux. La vie de ces sociétés a été minutieusement décrite par Taine, par Aulard, par Augustin Cochin, et tant d'autres pour la Révolution française ; par Louis Reybaud, Molinari, et d'autres encore, pour 1848. En ces jours-là, le peuple envahissait la Chambre ; les clubs ne s'y installaient pas. Le mal était plus violent, il était moins perfide et n'avait pas de ces cheminements secrets comme ceux du ver qui, grain à grain, fait le trou dans le bois et le désagrège jusqu'à ce qu'il le réduise en poudre.

Par l'horreur même des temps et la grandeur souvent sinistre de l'enjeu, la *clubite* avait quelque chose de grand. Du moins il y eut des heures où, quoique exécrable et sanguinaire, le jacobinisme ne fut pas sans une espèce de noblesse. Au contraire, la *comitardite* a toujours quelque chose de bas. Il y a, de l'une à l'autre, il y a, des pratiques et, pour tout dire, de la physionomie de l'une à la physionomie et aux pratiques de l'autre, la distance qu'il y a de la maxime farouche et comme désespérée de la première au cri famélique, à l'appel alimentaire de la seconde : « Ote-toi de là que je m'y mette ! » Mais, dans le fond, c'est le même mal, un autre accès né de la même diathèse. Pour peu que la fièvre tombe, que la révolution s'apaise et s'assoie en un régime stable, la *clubite* se change en *comitardite*. Elle s'électorise, se parlementarise.

Dans sa réponse à une enquête du journal *l'Intransigeant*, probablement écrite avant qu'il fût revenu à la présidence du Conseil, M. Raymond Poincaré remarque : « Depuis la paix, les commissions permanentes ont pris, dans chacune des deux Chambres, *le caractère de comités exécutifs* qui prétendent participer de plus en plus à l'action gouvernementale. » Sans doute, la différence est évidente ; elle consiste premièrement en ceci, qui est énorme : les commissions, dans chacune des deux Chambres, quelque brouillonne et gênante que puisse être leur intervention, sont régulières, légales, et c'est tout le contraire des comités électoraux, qui sont, eux, irréguliers, illégaux ou extralégaux. Pourtant, ce serait un tort de conclure trop vite qu'il n'y a entre ces commissions et ces comités aucun rapport. Les uns et les autres sont dans la logique du système démocratique, où il est naturel que « des comités exécutifs prétendent participer à l'action gouvernementale, » (la définition même de la démocratie n'est-elle pas : le gouvernement de tous par tous ?), et où

le gouvernement proprement dit fait toujours un peu figure oligarchique, si ce n'est monarchique. Révélée par les uns ou par les autres, c'est la même affection, plus ou moins aiguë. M. Poincaré ne se flatte pas, je pense, de nous en défaire par un bon petit cataplasme ou par une bonne vieille infusion de règlement.

Vue et jugée dans son ensemble, la *comitéite* ou *comitardite* n'est point une corruption de la démocratie : c'en est le fonctionnement, la pulsation, la respiration, c'en est la température, le souffle et le rythme mêmes. La démocratie suppose, postule les comités. Plus de comités, plus de démocratie. En théorie, oui, mais non en pratique. Or, on connaît la formule du chirurgien, qui, scientifiquement exacte peut-être, doit paraître cruellement dérisoire à la famille : « Le malade est mort guéri. » Ainsi de la *comitardite*. On ne peut guérir de ce mal la démocratie sans la tuer. Je veux dire : sans tuer la démocratie.

Reste à décider lequel est le pire : « Vaut-il mieux vivre avec les comités que de ne pas vivre en démocratie ? » — Nous ne posons pas la question : elle se pose.

***

Je m'abstiendrai de citer une fois de plus la page célèbre de Fustel de Coulanges sur les dangers qui menaceraient un pays dont toute la population mâle serait habituellement occupée aux besognes et distraite par les jeux de la politique. Aussi bien ne saurait-ce être, insistons-y, le cas pour des États qui ont dépassé une certaine taille. Ils reviennent fatalement, par un détour, aux mœurs de la cité antique : ils sont livrés, en fait, à une classe de politiciens professionnels, oisifs pour tout le reste, et qui ne travaillent guère que de la langue, dans les parlotes qui ont succédé à la Pnyx et au Forum. La démocratie directe, à laquelle chaque citoyen participe immédiatement de sa personne, est un mode de gouvernement qui ne peut être pratiqué que dans des États municipaux, et qui exige l'enceinte close de la cité ou de la vallée. Elle n'est possible que sur un territoire restreint. Si le territoire national est trop vaste, il faut qu'il se divise en États particuliers, provinces ou cantons. Alors, il n'y a de possibles que des Confédérations d'États, et les Confédérations ne sont possibles que pour des

pays placés géographiquement et historiquement dans des conditions déterminées, dont l'unité n'est pas scellée ni consacrée par les siècles, et pour qui la concentration, sinon la centralisation, n'est ni une longue tradition à l'intérieur, ni une nécessité permanente vis-à-vis de l'extérieur.

Ce ne sont pas des conditions faites pour nous. Nous devons donc raisonner et agir dans l'hypothèse d'une démocratie représentative. Mais la démocratie représentative, qu'est-elle en réalité et que sera-t-elle toujours ? Une expérience de cinquante ans nous interdit maintenant les illusions. Il importe, si on la préfère ou si on l'accepte, de n'en attendre ni plus qu'elle ne peut donner, ni autre chose que ce qu'elle peut donner. Ces quatre maladies, la parlementarite, l'électorite, le n'importequisme, la comitardite, ces quatre entre autres, sont malignes et tenaces. Spécifiques évidemment de la démocratie représentative, il est à craindre qu'elles ne lui soient congénitales. Peut-être sont-elles incurables. Leurs ravages réunis en arrivent à ce résultat anti-social de sacrifier l'élite au nombre et d'imposer le règne d'une médiocrité qui va s'épaississant de plus en plus. Quant au remède, on l'a cherché dans une réforme, ou plutôt dans une série de réformes qui substitueraient au suffrage universel inorganique le suffrage universel organisé. Mais, au bout de bien des efforts, et après plus d'un échec, on est obligé d'en convenir : si la notion d'organisation n'est pas absolument contradictoire à la notion de démocratie, elle est malaisément conciliable avec elle. En serions-nous réduits à nous redire tristement que la République était si belle sous l'Empire ? Il en est de la passion politique comme de toute passion, de cet amour comme de tous les amours, et du choix d'un régime comme du mariage. C'est prudence et sagesse que de ne pas se faire, aux fiançailles, la mariée trop belle, car la vie est longue, et, le charme rompu, le désenchantement venu, quand décidément le ménage apparaîtrait par trop pénible en ses mesquineries et ses vulgarités, il n'y aurait de ressource que dans le divorce.

CHARLES BENOIST.

MÉMOIRES

DE LA

REINE HORTENSE

PUBLIÉS PAR LE PRINCE NAPOLÉON

XI[1]

LA REINE ERRANTE

APRÈS LE DÉPART DE L'EMPEREUR

Je montai en voiture avec Mmes Bertrand, d'Arjuzon et Caffarelli (2). Cette dernière, sans être dame près de moi, était venue chaque jour à la Malmaison se mettre à ma disposition et m'offrir ses services. Il est doux, dans ces tristes moments, de trouver autant de dévouement.

Je fus obligée de prendre les chemins de traverse et de rentrer à Paris par Saint-Cloud, car le pont de Neuilly était déjà barricadé. Mme Bertrand ne nous entretint que de son voyage et de ses craintes pour ses enfants. Je lui proposai de me charger de sa petite fille (3) qui était souffrante, mais l'idée d'être un instant séparée d'un seul des objets de son affection lui était insupportable. Je lui fis remarquer que tout à plaindre qu'était sa position, elle était pourtant à envier,

Copyright by Plon Nourrit et Cie, 1927.

(1) Voir la *Revue*, 15 juin 1926 — 1er janvier 1927.

(2) La Reine, qui avait accompagné l'Empereur à la Malmaison et entouré son malheur d'une affectueuse et attentive déférence, l'avait quitté seulement quand il était monté dans la voiture qui allait l'emporter vers Rochefort, première étape de la route de Sainte-Hélène. Nous reprenons le récit d'Hortense au 29 juin 1815 au moment où, un peu après 5 heures, elle quitte elle-même la Malmaison.

(3) Plus tard Mme Amédée Thayer. — On sait que Mme Bertrand et ses enfants accompagnèrent l'Empereur à Sainte-Hélène.

puisque le courage avec lequel elle s'y jetait prenait sa source dans un bonheur que la politique ne pouvait atteindre.

A mon retour chez moi, je trouvai tout le monde inquiet sur mon sort. On me croyait presque au pouvoir de l'ennemi. Mes enfants étaient restés cachés dans une maison particulière (1). Paris paraissait encore calme; la société seule était agitée, et moi, satisfaite d'avoir rempli mon devoir jusqu'à la fin, j'étais disposée à attendre les événements avec courage et résignation.

Les femmes de ma connaissance se réunissaient toute la matinée chez moi. Elles avaient chacune une opinion différente et me rapportaient celle de Paris. Elles étaient exaltées et moi d'un sang-froid qui les étonnait beaucoup. Rien de plus naturel cependant : leur position était incertaine et la mienne fixée. Je n'avais fait aucun mal; je ne voulais rien demander à personne; je désirais me retirer du monde et j'imaginais que rien n'était si facile. J'écoutais donc les projets de tous ceux qui venaient me voir avec l'intérêt que l'on porte à ses amis, et j'avais peut-être, seule, la faculté de remarquer leur incohérence. Le vœu unanime paraissait être de ne plus revoir les Bourbons. Ils nous ramèneraient, disait-on, des réactions, des malheurs. On commençait à désespérer d'obtenir Napoléon II. Le Duc d'Orléans était mis en avant un jour; le lendemain, on pensait au frère de l'empereur Alexandre, à une république, au prince d'Orange, au roi de Saxe; enfin, chacun se faisait un souverain à son idée et lui offrait la couronne de France. Quelques-uns désignaient le prince Eugène, mais je les arrêtais aussitôt en disant que jamais mon frère n'accepterait un trône au détriment du fils de son bienfaiteur, que je priais en grâce de n'en parler jamais. Le général Grenier me fit prévenir qu'il en avait été question à la Chambre, mais qu'il avait cru agir selon le désir de mon frère et le mien en empêchant qu'il n'en fût fait aucune mention. Je le fis remercier.

Le gouvernement provisoire, trop faible pour une crise si violente, ne voyait plus le salut de la France que dans les négociations, tandis que l'armée rejetait avec fureur toute idée de pactiser avec l'étranger. Elle s'approchait de la capitale. On criait de toutes parts à la trahison. La terreur augmentait. Le duc d'Otrante envoyait souvent la gouvernante de sa fille (2)

(1) Chez Mme Tessier, marchande de bas, boulevard Montmartre.
(2) Mlle Ribout.

chez Mlle Cochelet pour me prévenir ou des dangers que je pouvais courir ou des espérances qu'il conservait dans les négociations. Un jour, elle demanda à me parler et me lut la copie d'une lettre que Fouché venait d'écrire, je ne me souviens plus à qui, car, comme je ne voyais aucun préparatif de défense, aucune énergie, je regardais la cause française comme perdue. Puisque, encore cette fois, on se livrait à l'étranger et sans combattre, toutes les discussions et les désirs me paraissaient superflus. J'écoutais donc les discours de chacun sans y attacher aucune importance. Je me souviens pourtant que la lettre de Fouché avait pour but de repousser avec force toute idée d'accepter le Duc d'Orléans et il y était démontré avec talent que ce règne ne pouvait apporter que des malheurs à la France, et que mieux vaudrait encore la branche aînée des Bourbons. Il y était dit que Napoléon II pouvait assurer seul la tranquillité de la France et de l'Europe.

Un matin se présenta chez moi un homme marquant, M. Courtois, ancien républicain (1). Je ne le connaissais pas. Il venait de la part des colonels de l'armée réunis à La Villette. Le but était d'enlever le gouvernement provisoire, accusé d'intelligence avec les Bourbons, et d'appeler l'Empereur à la défense de la capitale. On venait me demander, de la part de l'armée, s'il était déjà parti. J'en donnai l'assurance et, en même temps, je combattis de toutes mes forces un projet dont les conséquences pouvaient être si funestes. Je connaissais la probité du duc de Vicence, le patriotisme de Carnot. Fouché même pouvait-il livrer son pays? L'Empereur éloigné, y avait-il un homme capable de réunir tous les partis et de sauver la France? Dans de semblables moments, le mal le plus redoutable est le désordre. Sans chef, sans union, que peut-on entreprendre? J'appris depuis que l'Empereur avait couché à Rambouillet. Connaissait-il l'intention de l'armée? Attendait-il qu'on eût recours à lui, qu'on vînt le chercher, le forcer à sauver encore la patrie? Je le suppose, mais je l'ignorais, et je le croyais déjà bien loin.

L'armée, qui murmurait, reçut l'ordre de tourner la capitale sans y entrer. On effrayait les habitants par l'idée du pillage. On leur présentait le soldat français, qui n'en voulait qu'à l'ennemi, comme plus menaçant que l'ennemi même. Pour

(1) Edme-Bonaventure Courtois (1754-1815) avait été député de l'Aube à la Législative puis à la Convention, et membre du Tribunat.

répondre à la calomnie, les généraux, en se rendant de l'autre côté de Paris, le traversèrent en entier, malgré la défense et dans le plus grand ordre. Tous les militaires expérimentés disaient que c'était une grande faute aux Prussiens de s'être portés du côté de Versailles, qu'on pouvait les battre facilement en faisant une sortie à Saint-Denis. Toujours confiant dans le succès de ses négociations, le gouvernement se croyait encore à 1814 et voyait approcher sans se troubler un ennemi auquel il supposait les mêmes dispositions. L'habitude de se sentir une grande nation donne et laisse longtemps après une attitude fière, mais, sans l'énergie qui soutient les droits, ce n'est plus qu'une vaine apparence. Si la Chambre, toujours occupée de sa constitution malgré l'envahissement, imitait le sang-froid du Sénat romain, elle aurait dû s'élever à cette fermeté d'âme qui fit recevoir en triomphe un consul vaincu pour n'avoir pas désespéré du salut de la Patrie. L'exil de l'Empereur, forcé de s'éloigner seulement parce qu'il est malheureux et parce que l'ennemi l'exige, sera donc toujours une honte pour ceux qui l'ont souffert. Ces libéraux, ces citoyens énergiques, dont la France devait s'honorer parce qu'ils mettaient tant de courage à défendre ses droits et ses libertés, perdaient leur cause en la séparant de la cause du seul homme qui pût les sauver. La position était critique, je le sais. Placés entre la crainte de voir revenir une autorité absolue et celle de se livrer à l'ennemi, ils aimèrent mieux croire aux promesses du vainqueur, et c'est au nom de la liberté qu'ils prirent des chaînes.

J'avais entendu dire assez, et je ne pouvais ignorer que le règne de la loi sera toujours préférable à la domination d'un homme, mais, en ce moment, tout ce que l'Empereur avait fait de grand se présentait à ma pensée : une nation arrachée à l'anarchie, un trône fondé sur l'égalité, la gloire nationale élevée au plus haut degré, les finances, la religion, l'industrie, l'ordre social rétablis ; enfin cette foule de choses glorieuses et utiles qui lui survivront parce qu'elles sont l'œuvre du génie. Et cependant l'auteur de tant de biens était délaissé, exposé avec quelques amis à tous les hasards et à toutes les vengeances. Quel sujet de réflexion ! Dans ce moment d'exaltation, j'accusais les Français d'ingratitude, d'injustice, d'inconséquence. Alors, je me rappelais avec un serrement de cœur inexprimable le jour où, fort jeune encore, je venais de lire la

vie d'Annibal. J'étais touchée et indignée de sa fin malheureuse. L'Empereur, consul à cette époque, me dit : « C'est ainsi que finissent presque tous les grands hommes. » Ma mère et moi nous regardâmes, car il était déjà bien grand.

EN HAINE AUX ROYALISTES

Notre position devenait dangereuse. Des émigrés royalistes étaient entrés déguisés dans la capitale. M. de Vitrolles avait été relâché de sa prison par le duc d'Otrante. Le général Exelmans, l'ayant su, le fit reprendre et l'enferma dans une chambre à Vaugirard où se trouvaient ses troupes. Il se rendit à Paris pour y passer la soirée, et, en retournant chez lui, il trouva que M. de Vitrolles était encore échappé. M. Hyde de Neuville, compromis et poursuivi lors de la machine infernale, était parvenu dans ce temps-là à se sauver par les soins du baron de Vaux. Il vint le trouver et lui dit qu'on ne me ferait aucun mal, si je voulais signer moi-même et faire signer un papier qui engagerait tous les généraux de ma connaissance à se rendre aux Bourbons. Il montra une liste déjà remplie de noms marquants parmi les maréchaux et généraux. Je répondis que chacun était maître de sa destinée, que je ne me mêlais d'influencer personne, que je ne voulais rien, que je ne signerais rien.

Cependant le passage des troupes françaises se faisait avec ordre dans Paris. Beaucoup de militaires venaient chez moi le soir. Je n'ai jamais vu autant d'ardeur de combattre parmi les jeunes officiers, tandis que beaucoup de leurs chefs faisaient déjà leur paix avec les Bourbons. Ils les regardaient comme inévitables, mais, quel que fût le souverain qu'on dût avoir, c'était l'étranger qu'il fallait craindre, et je plaignais ceux dont l'intérêt personnel aveuglait la prévoyance. Je regrettais de ne pas être homme. Il me semblait que tout n'était pas perdu pour la France, et qu'avec l'élan qui enflammait toute cette jeunesse, elle pouvait, au moins, soutenir elle-même les intérêts du pays et ne pas se livrer à la générosité des vainqueurs. Mais que peut une femme ? Exalter les imaginations, entraîner à des dangers qu'elle ne peut partager ni guider. Cela m'eût semblé non seulement un acte léger, mais coupable. Je n'étais pas reine en France. Je n'avais à répondre que de ma volonté

de femme et de Française ; aussi j'écoutais tout sans prétendre en rien pousser à une défense qui me paraissait si urgente, mais que l'intérêt personnel me rendait plus timide à conseiller. Cependant, lorsque le duc de Bassano vint m'apprendre qu'on parlait de porter le siège du gouvernement à Blois, je l'approuvai vivement. Tout me semblait préférable à se livrer à la discrétion de l'ennemi, et, du moins, de là, avec une armée dévouée, on pouvait encore obtenir quelques conditions avantageuses, mais les résolutions fortes se perdirent en de vaines paroles. Je n'entendis plus parler de rien.

Une capitulation qu'on ne suivit pas exactement livra Paris aux Alliés et força l'armée de se retirer du côté de la Loire (1). On voulut me persuader de m'y rendre aussi. M. de Brack (2) vint me proposer de m'escorter avec son régiment et répondait de moi au milieu de tous les dangers. Mais devais-je m'en aller à la suite d'une armée? Les souverains étrangers, seuls, pouvaient me donner le moyen de traverser leurs troupes sans inquiétude et de gagner la Suisse où je désirais vivre.

Les Anglais étaient maîtres de Paris. L'armée s'éloignait. Louis XVIII s'avançait et cependant on conservait encore la cocarde tricolore. Cet élan royaliste, qu'on aurait voulu rendre national, n'osait pas se montrer. On crut, ou l'on feignit de croire, que moi seule le comprimais, et je devins, pour les royalistes comme pour les étrangers, un objet de crainte et de haine. Il fallait bien que tant de vanités blessées pussent expliquer le silence à l'approche des Bourbons.

Le Roi était à Saint-Denis. Je me promenais seule dans mon jardin (3), lorsque je vis passer dans des fiacres des hommes d'une figure effrayante qui, en me reconnaissant, me menacèrent du geste et de la voix et semblèrent vouloir s'élancer hors de la voiture pour arriver jusqu'à moi. Le duc d'Otrante me fit prévenir qu'il apportait tous ses soins à ce qu'il ne m'arrivât rien, que j'avais pourtant tout à craindre et qu'il fallait prendre des précautions parce que l'exaspération n'avait jamais été plus grande contre moi. Aussi, le lendemain de

(1) 3 juillet 1815.

(2) Le futur général de Brack, l'auteur du livre célèbre sur *les Avant-postes de cavalerie légère*.

(3) Le jardin de l'hôtel de la rue Cerutti s'étendait jusqu'à une terrasse donnant sur la rue Taitbout, à l'emplacement des numéros 34, 36 et 38 actuels.

l'entrée du Roi, de jeunes gardes du corps, après s'être signalés comme on sait par le pillage d'un café (1), s'étaient mis en route pour venir chez moi recommencer sans doute les mêmes scènes. La police et la Garde nationale parvinrent à dissiper cet attroupement. Je ne balançai plus à quitter ma maison et à en louer une, sous un autre nom, ne voulant compromettre personne de mes amis (2). Pendant l'intervalle du débarquement de l'Empereur jusqu'à son arrivée à Paris, je n'avais pas eu le même scrupule. L'espoir de la réussite me donnait celui de reconnaître plus tard un service, mais, en ce moment, je ne pouvais que nuire. Je m'enfermai donc pendant quelques jours, seule avec mes enfants, sans voir personne.

ÉTRANGE ATTITUDE DE L'EMPEREUR DE RUSSIE

Le prince de Schwarzenberg ayant pris son logement militaire dans ma maison, j'y revins avec sécurité, persuadée que je n'avais plus rien à craindre des royalistes, mais leur haine ne s'exerçait pas moins contre moi. Si les ouvriers des faubourgs tenaient des propos, c'est par moi, disait-on, qu'ils étaient payés. Les œillets rouges étaient alors ma fleur de ralliement. On me reconnaissait, seule, à pied, dans les quartiers les plus reculés. Enfin, cette cause battue, dispersée, sans armée, sans appui, abandonnée de tous, cette cause faisait encore trembler l'Europe en armes, et c'était sur une femme que s'arrêtaient les regards de tant de souverains ligués entre eux.

L'armée s'était réunie tout entière sur les bords de la Loire. M. de La Bédoyère vint prendre congé de moi. Il ne pouvait se résoudre à s'éloigner de sa femme revenue actuellement à lui, et, comme je lui montrais mon étonnement de ce qu'ils n'étaient pas encore partis : « Vous avez raison, me dit-il, il ne faut pas me laisser prendre. On me condamnerait ; on me ferait grâce à cause de la famille de ma femme. Je ne veux pas de grâce d'eux. On va faire bien du mal à la France, mais ses défenseurs ne sont pas morts, et je me retrouverai avec eux pour la délivrer. »

L'empereur de Russie entra à Paris. L'appui qu'il m'avait

(1) Pillage du café Montansier au Palais-Royal.

(2) La Reine loua un appartement dans une maison de la rue Taitbout, sise en face de la petite porte de son jardin.

offert autrefois me devenait alors plus nécessaire que jamais. Lui seul semblait devoir me protéger, et, quoiqu'il eût été naturel de m'adresser à lui, j'avais le cœur trop navré, trop déchiré des malheurs de ma patrie pour consentir à le revoir encore comme un ami. Je balançais même si je le recevrais. Mon incertitude ne dura pas longtemps. Il ne s'informa pas de moi, affecta de me laisser au milieu de mes dangers, et sembla même vouloir m'humilier. Étant venu un jour avec son état-major faire une visite au prince de Schwarzenberg, il ne monta pas chez moi, où, autrefois, il avait mis tant d'empressement à venir. Loin d'être touchée pour moi de cette espèce de dédain, je n'en fus fâchée que pour lui. Il me livrait sans défense au malheur, lui dont les égards m'avaient créé tant d'ennemis ; il m'abandonnait sans pitié aux attaques de ceux contre lesquels il avait seul le pouvoir de me défendre. Je devais le plaindre, accuser la politique d'avoir altéré la noblesse de ses sentiments, mais sa conduite ne pouvait m'abaisser. Mon rôle me paraissait plus beau que le sien.

J'avais, en peu de temps, fait des progrès en politique. Je commençais à discerner le vrai, à apprécier la justice d'une cause. Le malheur et la grandeur de la mienne ne faisaient que me la rendre plus chère et plus sacrée ; mais, tout en sachant me maintenir dans un digne isolement, il m'eût été impossible de rester indifférente à quelques mots d'une conversation que la jeune Polonaise, Mme Waleska, avait eue avec l'empereur Alexandre et qu'elle me rapporta. Elle réclamait des égards pour Madame Mère près de laquelle les Alliés en avaient manqué. « Comment voulez-vous, avait-il dit, que je me mêle encore de cette famille-là ? Voyez la reine Hortense. Je l'ai protégée en 1814. Eh bien ! elle est la cause de tous les malheurs qui arrivent à la France. » Croyait-il réellement ce qu'il disait ? Ou était-ce une excuse pour ne pas me voir et pour se montrer aussi dur ? Quelle que fût la cause de cette inculpation, elle m'indignait et me révoltait. Moi, amener tant de calamités sur mon pays, quand je n'avais pas à me reprocher le moindre tort envers un seul Français ! C'était donc d'avoir entouré de soins les derniers moments de l'Empereur à La Malmaison ? J'en étais fière, et qui eût osé me blâmer ? Je fis un paquet de toutes les lettres que j'avais reçues de l'empereur de Russie et, en les lui renvoyant, je lui écrivis que, puisqu'il m'apprenait à douter des sentiments

d'estime et d'amitié qu'elles renfermaient, je ne voulais plus en conserver l'expression. Il m'envoya sur-le-champ M. Boutiaguine avec une réponse assez sévère sur le rôle politique que j'avais joué, et qui était, disait-il, indigne d'une femme. Il alléguait, pour se plaindre de moi, ma participation aux affaires et la preuve, il la cherchait dans le billet laissé à M. Boutiaguine; et, si j'avais vanté avec lui les bienfaits de la paix, il en tirait la conséquence d'un prétendu mécontentement qu'il me supposait contre l'empereur Napoléon.

Il avait pris mon dégoût général pour les grandeurs comme un indice d'opposition particulière contre celui qui me les conférait! Mais son ministre me tint un tout autre langage : il me parla des préventions élevées contre moi dans l'esprit de son maître et de l'estime particulière qu'il me conservait toujours. Le roi de France s'était mis à ses genoux, avait-il ajouté, pour qu'il ne me vît pas : idée singulière à laquelle, je l'avoue, je ne pus m'empêcher de sourire, que celle du roi de France aux genoux de l'empereur de Russie, afin de l'empêcher de voir une femme!

— Ses ministres, continuait M. Boutiaguine, et les princes, ses alliés, lui reprochent sans cesse l'appui qu'il a prêté à votre famille. Il était encore le même à votre égard, mais le renvoi de ses lettres l'a choqué vivement. Cependant que Votre Majesté soit tranquille : tout se calmera bientôt.

— Je ne demande qu'à partir, lui dis-je, et je ne désire que des passeports.

— Mais ne devez-vous pas, reprit-il, à son amitié que vous venez de froisser, un mot de réponse? Ne faut-il pas même que cette réponse soit écrite de manière à ce qu'il puisse la montrer à ses ministres?

— Eh bien! j'écrirai à l'Empereur. Je tiens encore à son estime et à ce qu'il sache la vérité. Quant à l'opinion de ses ministres ou de tout autre, elle m'est indifférente.

En effet, je fis une longue lettre où j'entrais dans quelques détails sur le mécontentement des Français, seule véritable cause du retour de l'empereur Napoléon, auquel personne n'avait contribué. Je me disculpais d'y avoir contribué. Je convenais d'une faute commise par moi, mais c'était celle d'être restée en France en 1814, et d'avoir oublié les passions haineuses qui devaient m'y environner. Je le désabusais de la pensée que

je pusse être malheureuse après avoir fait mon devoir auprès de celui qui avait été mon père, et je finissais enfin en lui disant que j'allais vivre loin du monde et de ses injustices, et que c'était lui que je plaignais de rester dans une de ces positions élevées où la vérité ne parvient jamais. J'eus encore une lettre de lui, mais elle disait à peu près la même chose que la première. Seulement, lui qui avait été le premier à me faire connaître la malveillance du Roi à mon égard et à me dissuader d'une visite de remerciement, comme il ajoutait dans cette lettre qu'étant restée en France par les bontés du Roi, je n'aurais pas dû reparaître auprès de l'empereur Napoléon, un pareil raisonnement ne méritait pas de réponse, et je n'en fis plus.

Un journal annonça que j'avais fait une visite à l'empereur de Russie. Je me trouvai offensée de cette nouvelle, car, alors qu'il se montrait l'oppresseur de ma famille et de ma patrie, j'aurais cru commettre une bassesse que de chercher à le voir. J'étais occupée de trouver le moyen de la faire démentir lorsqu'il ne m'en laissa pas le temps. Dès le lendemain, un second article affirma, d'un ton officiel et dédaigneux, qu'il n'était pas vrai que j'eusse été reçue par l'empereur de Russie. Alors toutes les haines contenues un instant par l'arrivée de cet ancien protecteur se déchaînèrent à la fois. Chacun se crut le droit et se fit un mérite de m'accabler. Ainsi, une main, amie autrefois, non contente de me frapper maintenant, animait les autres contre moi. Mme de Vitrolles, à la tête de mes ennemis, allait partout répandant les plus absurdes calomnies, sans doute pour se venger d'avoir eu besoin de moi et pour le faire oublier en même temps. M. de Vitrolles, quoique sa femme eût protesté de sa modération à mon égard au moment où elle réclamait ma protection, mettait mon nom dans le *Moniteur* sur la liste des personnes accusées de tous les maux de la France. Il ne fut pas jusqu'à la police qui soudoyât un ancien serviteur de ma mère, placé près des aides de camp du prince de Schwarzenberg, pour débiter sur moi les contes les plus misérables.

SUR LA ROUTE DE L'EXIL

Mes enfants étaient toujours restés cachés dans la maison que j'avais louée. Je n'étais occupée que des moyens de mettre leur vie en sûreté. Il n'en était pour eux que hors de France, et

je ne savais par quel moyen assurer leur départ. L'idée me vint de les faire partir seuls pour la Suisse avec leur nourrice et un valet de chambre dont ils passeraient pour être les enfants. M. Gabriel Delessert, qui avait un domestique suisse, parvint à se procurer un passeport au nom de cet homme et de sa femme et me l'envoya, mais de nouvelles craintes dont j'ignore le motif (1) déterminèrent les souverains alliés à me faire quitter Paris sur-le-champ. M. Boutiaguine vint me dire, tout effrayé, que des hommes portant des œillets rouges se réunissaient le soir en grand nombre sur le boulevard, et qu'on m'accusait de ce mouvement. M. Decazes (2), alors préfet de police, me fit donner l'ordre de ne pas rester plus longtemps à Paris. M. Müffling, gouverneur de la capitale au nom des Alliés, manda M. de Vaux, lui fit part des dangers que je courais et de l'obligation où j'étais d'accepter une escorte jusqu'aux barrières. Il craignait pour ma vie, et ne voulait pas que les Alliés eussent l'odieux d'une tentative sur ma personne. Toutes ces polices voulaient bien me perdre mais non pas me tuer. Le milieu était difficile à tenir. Je refusai tout, excepté un aide de camp du prince de Schwarzenberg, pour m'accompagner à travers toute l'armée autrichienne. On m'envoya des passeports pour la Suisse, signés par toutes les autorités françaises et étrangères. Cette précaution m'engagea à faire revenir mes enfants qui, maintenant que j'avais cette sauvegarde, me paraissaient courir moins de dangers avec moi.

Au moment de monter en voiture, je fus avertie qu'un conseil tenu au Pavillon de Flore avait donné contre moi des ordres semblables à ceux qu'avait reçus en 1814 M. de Maubreuil contre la reine de Westphalie, que des gardes du corps étaient déjà partis en avant et qu'il ne fallait rien emporter de précieux. Frappée de la similitude de ces ordres, dont je connaissais tout le contenu, ainsi que je l'ai rapporté plus haut, je

(1) J'ai su depuis qu'on vint dénoncer aux souverains alliés le projet de les assassiner tous, et qu'on me nommait comme étant à la tête de ce complot (*Note de la reine Hortense*).

(2) M. Decazes, fort lié avec M. d'Arjuzon, le fit prévenir de l'ordre qu'il allait me donner de partir à l'instant. M. d'Arjuzon ne voulut pas se charger de me le transmettre, et, lorsqu'enfin M. Müffling envoya chercher M. de Vaux pour lui réitérer l'ordre qui me concernait, il ne me resta pas une heure pour me préparer à me mettre en voiture, car il y avait un ordre exprès de ne pas me laisser coucher cette nuit même à Paris (*Note de la reine Hortense*).

devais frémir pour ce que j'avais de plus cher; mais que décider? Faire partir mes enfants séparément, à présent qu'ils étaient revenus près de moi, c'était les exposer à être suivis, enlevés et sans conserver la chance que m'offrait la protection de l'officier autrichien. C'était donc encore auprès de leur mère qu'ils étaient le moins menacés. Le besoin de les sauver, la nécessité de n'avoir plus recours qu'à moi seule, avaient exalté mes facultés et rendaient mon état inexplicable. On m'aurait crue plus près de la gaieté que de l'effroi, de l'indifférence que de l'émotion. Mon esprit était tout; j'avais imposé silence à mon cœur qui, peut-être, m'aurait fait tomber dans quelques-unes de ces faiblesses si fatales au moment du danger et du malheur. Toutes les personnes de ma maison étaient réunies pour me faire leurs adieux. Je les reçus avec l'apparence de ce calme, comme si j'avais dû revenir le lendemain. Je sais qu'ils s'en sont étonnés; mais je redoutais de m'attendrir, et je m'empressai de monter en voiture avec mes enfants, m'abandonnant avec courage aux événements, quels qu'ils fussent (1).

En traversant les boulevards, je remarquai de distance en distance des hommes à cheval. J'ai su depuis (et c'est le gouverneur prussien qui commandait à Paris qui le dit à M. de Vaux) que c'était pour ma sûreté, mais rien ne troubla mon passage. La première nuit, je couchai à Bercy chez Mme de Nicolaï, qui était venue m'offrir sa maison, et, le lendemain, je me trouvai tout à coup au milieu des troupes ennemies. Une voiture changea de chevaux avec la mienne.

— Madame, me dit un Anglais, sans savoir qui j'étais, je viens d'être arrêté par un régiment français de corps francs. Ils m'ont volé; vous avez tout à craindre.

— Ce ne sont pas des Français, Monsieur, repris-je vivement, cela n'est pas possible.

A ce discours, l'aide de camp qui était dans la seconde voiture avec M. de Marmol, vint me proposer de faire acheter des pistolets et de monter sur le siège de ma voiture. Il me représentait le danger que je pouvais courir de tous ces corps indisciplinés. « Si ce sont des Français, je ne saurais les craindre », lui répondis-je, et l'idée de voir se battre devant moi me faisait frémir et me paraissait mille fois plus à redouter que l'aspect

(1) La Reine quitta l'hôtel de la rue Cerutti le 17 juillet 1815 à 9 heures du soir.

de quelques corps en déroute, que mon nom seul devait suffire pour rappeler à de nobles sentiments.

Aussi, sans en prévenir l'aide de camp, je donnai l'ordre à mon valet de chambre, qui courait auprès de ma voiture, de la faire partir dès qu'elle serait attelée, sans attendre la seconde dans laquelle se trouvaient l'officier autrichien et M. de Marmol. J'allai donc en avant, seule et sans escorte, avec mes deux enfants. Je préférai n'avoir pas avec moi l'officier étranger au passage qui m'était désigné, mais, heureusement, il ne s'y trouva que quelques soldats malheureux, auxquels je fis donner de l'argent, et j'appris à la poste que ce corps dont on faisait un épouvantail allait rejoindre l'armée de la Loire et, en rencontrant un Anglais, il l'avait déclaré de bonne prise, mais s'était contenté de lui imposer une rançon de 50 louis pour faire boire le régiment. Les paysans qui me racontèrent l'affaire applaudissaient fort à ce qu'ils appelaient une ruse de guerre contre l'ennemi, et ils en riaient beaucoup.

Le troisième jour (1), comme j'allais entrer à Dijon, un cavalier placé sur la route et le pistolet au poing vint arrêter ma voiture. C'était une vedette autrichienne. L'aide de camp se fit reconnaître et nous passâmes. En montant l'escalier de l'auberge de Dijon, j'entendis une femme qui entr'ouvrait une porte, dire : « La voilà ». J'y fis peu d'attention. L'aide de camp, M. le comte Édouard de Woyna (2), me présenta le capitaine commandant les avant-postes autrichiens. Celui-ci m'offrit une garde que je refusai, ne voulant aucune marque d'honneur. M. de Woyna était sorti pour aller voir la ville, et je causais avec ce capitaine autrichien, lorsque trois officiers français entrèrent dans mon salon, pâles et tout émus d'une mission, sans doute bien importante à leurs yeux et bien dangereuse à remplir : celle d'arrêter une femme et deux enfants.

— Madame, me dirent-ils, nous avons ordre de ne pas vous laisser sortir d'ici.

— Eh bien! Messieurs, je resterai, leur dis-je avec beaucoup de sang-froid.

(1) 20 juillet 1815.

(2) Édouard de Woyna (1795-1850), fils du vice-chancelier, devint feld-maréchal et fut ministre d'Autriche en Suisse et en Belgique.

— Qui commande ici ? s'écria l'officier autrichien. C'est moi, et Madame est maîtresse de partir quand elle voudra.

A ce ton de maître qu'il n'avait que trop le droit de prendre, ils se retirèrent et cherchèrent à former un attroupement autour de la maison. Mon courage allait presque m'abandonner. Comment! des étrangers se déclaraient mes soutiens et des Français mes ennemis!

Mon nom était affiché dans toutes les rues comme celui de la personne qui avait amené les malheurs de la France. La position devenait à chaque instant plus critique. Par bonheur, le général français Liger-Bellair, commandant la division (1), arriva dans la nuit. M. de Woyna courut le trouver et lui fit connaître sa mission. Le général français, fort embarrassé lui-même de contenir des passions si ardentes et des hommes qui lui semblaient avoir des instructions, s'entendit avec M. de Woyna qui était décidé à employer les troupes autrichiennes pour me défendre. Il crut que le seul moyen à prendre était d'ordonner une revue à l'heure de mon départ. Par là, les officiers royalistes et de la garde d'honneur étaient forcés d'abandonner leur entreprise contre moi pour se rendre à leur poste.

Quatre Autrichiens m'escortèrent à cheval. Le peuple silencieux me regardait avec un intérêt affectueux et sur la porte des boutiques, je vis même plusieurs personnes tendre les bras vers moi avec émotion. A Dôle, il fut plus énergique en ma faveur ; il entoura ma voiture, me jeta des œillets rouges; des femmes, des hommes pleuraient à chaudes larmes. « Est-il possible, s'écria l'un d'eux, mis en paysan, et c'est-y pas endévant que les bons s'en aillent et que les méchants restent! » Un autre s'approcha de ma voiture et s'informa si j'étais prisonnière, si l'officier autrichien était bon pour moi. Je m'empressai d'assurer que j'étais satisfaite de ses soins et qu'il m'était fort utile. Ainsi, à Dijon, il m'avait défendue, et là c'était moi qui le protégeais.

Près de Poligny, je rencontrai un corps d'officiers qui venaient de rendre une place. Ils entourèrent ma voiture en pleurant. Plusieurs proposèrent de me suivre, mais je refusai et je tâchai de les calmer, en leur montrant la nécessité de se résigner aux tristes événements.

(1) Louis Liger-Bellair (1772-1834) avait été nommé commandant de la 18e division militaire (quartier-général à Dijon) le 16 septembre 1813 et venait d'être réintégré dans ce poste.

LA SUISSE INHOSPITALIÈRE

Enfin, je touchai la frontière et je quittai le sol de la France. Autrefois, lorsqu'il me fallut régner, j'avais pleuré ma patrie; alors, la proscription m'en arrachait, et j'étais presque satisfaite. Dans l'amertume de mes chagrins, je croyais la France ingrate, injuste ; elle outrageait encore, après l'avoir abandonné, celui qui avait tant fait pour elle; elle repoussait ceux qui l'avaient tant aimée; la haine, la fureur m'environnaient là de toutes parts. Je croyais ne pouvoir plus respirer que sur une autre terre. Je me trompais : j'avais affaire à des passions qui ne pardonnent pas, qui ne laissent pas. Elles m'ont suivie partout. Je reconnus bientôt que j'avais tort d'accuser ma patrie; elle souffrait aussi, victime des craintes et des jalousies qu'avaient excitées tant d'années de grandeur. Partout était la main de l'ennemi, partout elle s'appesantissait. Il me devint doux alors, je l'avoue, de rejeter mes plaintes sur des étrangers. Je devenais fière d'avoir une part de cette persécution qui frappait en même temps que moi un grand peuple sans pouvoir l'abaisser.

J'arrivai à Genève, et je me logeai au Sécheron (1), près de ma petite campagne qui n'était pas meublée (2). Qu'il m'eût été doux de pouvoir déjà goûter le repos que semblait me promettre ma nouvelle retraite! Je m'y établissais en idée; je l'embellissais; les passions haineuses n'osaient en approcher; un calme, une sécurité inaltérables devenaient mon partage; mais ce rêve de bonheur était bientôt troublé, forcée que j'étais de m'arrêter à de cruelles incertitudes sur l'Empereur, sur cette armée de la Loire, seule ressource d'un pays humilié. Mon imagination ne savait plus que me créer une foule de dangers dont je voyais menacé tout ce qui m'était cher. L'égoïste serait-il donc quelquefois à envier, lui qui, tout entier à lui-même, n'a jamais à trembler pour les autres? Mille chimères ne viennent pas l'enlever à sa paisible indifférence, une fois que sa personne est en sûreté.

Combien pourtant j'avais raison de m'alarmer! J'appris le

(1) La Reine, cette fois encore, descendit à l'hôtel tenu par les frères Dejean.

(2) La propriété de Prégory, qui venait d'être attribuée à Hortense dans la succession de Joséphine.

sort de l'Empereur. Quelle douleur de voir qu'il n'avait échappé à tant d'ennemis conjurés contre lui que pour tomber entre les mains du plus opiniâtre de tous, et de penser que la fortune ne lui avait conservé la vie que pour le livrer à la captivité! Je lus aussi sur des listes de mort et de proscription les noms de mes amis. Si le mien n'y figurait pas, ma personne n'en était guère plus en sûreté. Arrivée à Genève avec les passeports des puissances alliées et même du roi de France, on ne voulut me permettre ni de rester, ni d'aller plus loin; et comme je ne pouvais retourner, que faire? M. de Woyna s'adressa au gouvernement de Genève; il parla au nom de son souverain, dit qu'il le rendait responsable de ma vie, et que je devais attendre là jusqu'à ce qu'il eût une réponse de Paris. Il vint me rendre compte de ce nouvel embarras. Je l'appris avec un calme qu'il ne pouvait concevoir, ce qui lui fit dire à M. de Marmol que les Françaises étaient bien légères, que ma vie était menacée, qu'il était inquiet des moyens de la protéger, et que cependant j'étais encore prête à sourire. Instruite de son mécontentement, je le rappelai, je le remerciai de ses soins et je l'engageai à mieux juger les Françaises et à ne plus confondre désormais la résignation avec l'insouciance et la légèreté.

Le cardinal Fesch arriva avec Madame, mère de l'Empereur. Ses passeports étaient pour l'Italie. Les autorités de Genève la forcèrent à continuer sa route, sans égard pour son grand âge et pour son infortune, sous laquelle pourtant l'énergie de son âme n'avait pas succombé, car elle dit à l'aide de camp autrichien qui l'accompagnait : « Eh bien! monsieur, malgré l'acharment de vos souverains contre l'empereur Napoléon, je suis plus fière d'être sa mère que si j'étais celle de l'empereur de Russie, de votre Empereur et de tous les rois du monde. » Je lui prodiguai les marques du plus tendre attachement, et le souvenir de celui que j'avais pu montrer à l'Empereur à la Malmaison l'avait, je crois, réconciliée avec moi. De ce jour elle n'oublia plus qu'elle m'avait comptée au nombre de ses enfants. Mais je n'avais pas même la consolation de pouvoir lui être utile en l'accompagnant. Mon sort restait indécis, à la discrétion de qui voulait me nuire.

Un homme, maltraité, dépouillé par les soldats ennemis et réduit à l'état d'une affreuse misère, se présenta à moi. Il fuyait la mort à laquelle le dévouait son nom placé sur la première

liste. Enfin, prêt à céder au découragement, il allait retourner sur ses pas et se livrer lui-même : c'était le général Ameil (1). Il se présenta chez moi dans le dernier état de désespoir. Observée comme je l'étais, je craignais qu'on ne l'arrêtât près de moi, et, me rappelant ce passeport sous un nom suisse que je destinais à mes enfants, je m'empressai de le lui donner avec tous les secours nécessaires. Je lui sauvai la vie et j'en fus si heureuse que j'oubliai un instant la rigueur de ma position.

Je vis arriver aussi le duc et la duchesse de Bassano (2). Celle-ci, vive et sensible, ne pouvait supporter l'idée de me trouver ainsi seule, abandonnée avec mes enfants et presque gardée par des Suisses. Elle oubliait son sort pour s'attendrir sur le mien. Enfin, d'après les sollicitations pressantes de l'ambassadeur de France, M. Auguste de Talleyrand (3), des ordres réitérés de la Diète me forcèrent de quitter le territoire suisse, malgré les passeports de son souverain.

Repoussée de la Suisse, je ne savais plus dans quel lieu il m'était permis de porter mes pas. M. de Woyna, embarrassé lui-même, m'offrait de me ramener en France et de me conduire à Bourg jusqu'à ce qu'il fût allé chercher de nouvelles instructions à Paris. Dans cette perplexité, je me déterminai à aller attendre aux eaux d'Aix (4) ce qu'on voudrait décider de moi.

J'aurais également désiré avant mon départ voir Mme de Staël, établie près de là. Je savais qu'elle disait hautement de l'Empereur : « Je ne puis plus m'expliquer cet homme que je croyais grand. Il s'enfuit de son armée ! Il se sauve ! Quelle fin ! » Peut-être un moment de conversation aurait-il suffi pour lui prouver que jamais il n'avait été plus grand que dans son malheur, mais la dignité de ma position présente ne me permettait de faire aucune avance auprès d'elle. D'ailleurs, que sert tout l'esprit du monde, quand la passion se fait juge? Et je me dis que Napoléon pouvait bien se passer du suffrage de Mme de Staël.

(1) Le général Ameil (1775-1822), qui avait commandé une brigade de cavalerie à Waterloo, avait été compris sur la liste de proscription du 24 juillet. Il fut condamné à mort par contumace le 15 novembre 1816.

(2) Le duc de Bassano avait été compris également dans l'ordonnance du 24 juillet.

(3) Augustin-Louis de Talleyrand (1770-1832) était le neveu du prince de Bénévent. Il avait refusé de quitter son poste pendant les Cent Jours en restant en relations avec la Cour de Gand.

(4) La Savoie, encore française pour quelques jours, avait déjà une double administration, l'une française, l'autre piémontaise.

DE VILLE EN VILLE

J'avais choisi les eaux d'Aix avec l'idée qu'il avait pu y rester de moi quelques souvenirs. La perte d'une amie m'avait rendu ces lieux chers et sacrés. J'allais y retrouver les impressions les plus pénibles, mais je ne fuyais pas la douleur. J'y avais établi un hôpital; j'y avais fait du bien à tous les pauvres, et celui-là rapporte plus que le bien fait aux riches. Je l'éprouvai dans l'accueil que je reçus des habitants. Je me trouvais encore sur une terre amie. M. de Woyna me quitta pour retourner à Paris demander une consultation des puissances à mon égard. M. Appel, aide de camp du prince de Schwarzenberg, venu avec mes autres voitures, resta près de moi.

Je rends grâce à la destinée, puisque ma vie était encore nécessaire à mes enfants, que, dans ce moment, le sort m'ait conduite aux eaux d'Aix : les bains, les étuves détendirent mes nerfs et me sauvèrent sans doute. Les soins qu'exigeait aussi la santé de mon second enfant, naturellement délicat, et dans ce moment altérée, me rappelèrent à des devoirs que je semblais négliger.

Ma position devenait chaque jour plus critique. Les Autrichiens quittaient la Savoie, et j'allais me trouver à la merci du gouvernement français ou piémontais. Mon fils et quelques enfants de son âge s'étaient amusés à faire des marches militaires dans ma cour, avec un tambour et des bâtons : il n'en fallut pas davantage pour représenter sa mère comme levant des régiments. Fouché, en ministre habile et consommé, savait apprécier ces rapports à leur juste valeur, mais ils furent accueillis aveuglément par l'inexpérience de ses successeurs, M. de Richelieu et M. Decazes, et la persécution contre moi recommença avec plus de force, effet inévitable de ce zèle crédule qui entraîne tous les novices du pouvoir. On leur fait croire possibles les choses les plus absurdes, et ils s'excusent eux-mêmes dans le mal qu'ils font par des idées de justice et de représailles. Je n'ai jamais pu m'expliquer pourquoi M. le comte de Woyna qui devait, m'annonçait-on tous les jours, me rapporter mes passeports, écrivit à M. Appel de revenir promptement et de ne plus se mêler de moi d'aucune manière. Je restai donc au milieu de tous ces dangers contre lesquels on avait cherché jusque-là à me garantir, et qui pou-

vaient s'augmenter chaque jour, abandonnée à moi-même, sans conseil, sans appui.

Les souverains étrangers se séparaient sans s'occuper de mon sort. Mes amis me pressaient vivement de ne pas rester un jour de plus à Aix. Les excès commis dans le Midi pouvaient arriver jusqu'à moi, et, dans ce moment, mon dernier appui, les Autrichiens, quittaient Aix qu'on rendait aux Piémontais. Le général Roxhmans, dont la conduite m'avait prouvé qu'il exerçait une surveillance protectrice et nécessaire, quittait le commandement du pays. Mais que pouvais-je faire, puisque Genève ne voulait point me laisser approcher de son territoire? L'idée me vint enfin d'écrire directement à la Diète suisse pour lui demander l'autorisation de traverser ce pays et d'aller à Constance. Le grand-duc régnant de Bade était mon parent; il m'avait toujours montré de l'amitié; pouvait-il me refuser un asile? J'étais vivement touchée de l'abandon absolu dans lequel me laissait l'empereur de Russie. Que sa politique me privât de tout appui, je l'excusais, mais devait-elle lui interdire les plus faibles marques d'intérêt dans la position dangereuse où je me trouvais et qu'il devait connaître? Il finit pourtant par se montrer un peu moins dur dans son oubli. Il fit acheter une partie de la galerie de la Malmaison dont les Alliés voulaient s'emparer (1); c'était sans doute plutôt pour obliger mon frère que pour moi. M. de Vaux m'écrivit bien aussi que son ministre, le comte Capo d'Istria, était le seul qui l'eût écouté et je reçus, il est vrai, de ce ministre, des passeports pour me rendre à Constance en même temps que la réponse de la Diète qui me donnait la permission de traverser la Suisse. Ainsi, c'était encore à l'empereur de Russie seul que je devais ces faibles égards. Après quatre mois d'agitations, d'incertitudes et de périls, le 28 octobre 1815, je quittai les eaux d'Aix, ce lieu où mon cœur avait été si cruellement déchiré.

Après un voyage dont les persécutions et l'excessive rigueur du froid avaient multiplié les désagréments, j'arrivai à Constance, ville frontière du grand-duché de Bade (2). L'aspect de ses tristes habitations, la solitude de ses rues désertes, le calme qui semblait y régner me la présentèrent d'abord comme un

(1) Alexandre acheta, moyennant 940 000 francs, ceux des tableaux de la Malmaison dont la propriété aurait pu être contestée à la succession de Joséphine.

(2) 7 décembre 1815.

coin reculé du monde. Ce silence après tant d'agitation, cet isolement après tant de passions déchaînées contre moi, tout me plaisait et me promettait là ce repos qui me fuyait sans cesse. Mais un chambellan de la Cour de Bade fut envoyé pour me représenter que les traités ne permettaient à aucun des membres de la famille impériale de s'établir ailleurs que chez l'une des quatre grandes puissances. Cette rigueur pour une parente qui avait souvent donné des preuves d'amitié au grand-duc, me toucha d'abord vivement. Depuis, sachant qu'il avait résisté à toute sa famille qui voulait faire casser son mariage, j'ai trouvé tout simple qu'il ne voulût pas s'attirer de nouveaux tourments pour un intérêt éloigné. Encore une fois, où fallait-il donc aller?... Mon courage à supporter les vicissitudes du sort étonnait toujours. Je n'en avais aucun mérite : sans force contre les peines du cœur, j'en avais reçu des impressions ineffaçables. La fortune seule me trouvait au-dessus de ses atteintes. On s'élève quand on perd sans émotion de frivoles grandeurs. On découvre avec orgueil la noble faculté qui les fait mépriser, et la haine elle-même, qui croit nous accabler, nous aide par ses exagérations à supporter ses injustices.

Cependant les passeports du ministre de Russie qui, au nom des Alliés, fixaient mon séjour à Constance parvinrent à rassurer et l'on me permit d'y rester provisoirement. Je ne fus donc pas forcée d'exposer encore une santé entièrement détruite à tous les dangers d'une saison si rigoureuse, et je m'établis dans une petite maison au bord du lac (1). La persécution vint me retrouver là sous tant de formes que je ne savais auquel des gouvernements supposer le plus d'animosité contre moi. On pense bien que les ministres de France se distinguaient (2) : ils n'avaient garde de laisser échapper une aussi bonne occasion de faire preuve de dévouement à un nouveau souverain, surtout ceux qui, comme M. Auguste de Talleyrand, avaient servi l'Empereur. J'aurais pu douter néanmoins de la malveillance personnelle de Louis XVIII. Il avait dit au duc d'Otrante : « On m'a répété beaucoup de mal d'elle. Je ne le crois pas; qu'elle aille quelque temps en Suisse; tout s'arrangera et elle reviendra. »

(1) La Reine, descendue d'abord à l'auberge de l'Aigle, s'installa en janvier 1816 dans une maison du faubourg de Petershausen, près du pont couvert.

(2) Allusion à M. de Talleyrand, ministre en Suisse, ancien chambellan de l'Empereur, et à M. de Montlezun, ministre près la Cour de Bade.

Je n'étais guère disposée à profiter de cette faveur. Je me rappelais trop ce que m'avait coûté mon séjour à Paris, et je jouissais en quelque sorte d'être franchement dans ma position. Ce n'est donc pas au souverain que je m'en prenais, mais à ces hommes ambitieux qui, pour se rendre nécessaires, s'imaginent que, jusqu'au malheur, il faut transformer tout en sujet d'effroi.

Je vis arriver à Constance des exilés français, d'anciens conventionnels presque tous accablés de vieillesse et d'infirmités (1). Chassés impitoyablement de la Suisse, ils venaient mourir près de moi. Une pauvre femme, atteinte d'une fluxion de poitrine, ne put obtenir la permission de s'arrêter à Berne et périt une heure après son arrivée à Constance. A la vue de tant de rigueur, des esprits faibles auraient en vérité pu croire Mme de Krudener réellement inspirée, lorsqu'elle s'écriait : « Ceux qui embrasseront la cause de l'empereur Napoléon seront persécutés, poursuivis ; ils ne trouveront pas un asile où reposer leur tête. »

MADAME DE KRUDENER

Je vais donc expliquer le caractère de Mme de Krudener comme j'ai cru le deviner et raconter ce que, depuis, j'ai appris sur elle. Après l'avoir écoutée quelque temps, il était facile de voir que la tendresse de son cœur l'avait conduite à la religion, et que son imagination l'avait égarée. Chaque inspiration lui semblait venir de la Divinité. Elle n'en avait que de douces et de bonnes ; sa doctrine était donc sans danger pour elle, mais, pour les autres, ne pouvait-elle pas leur persuader que le mouvement de leurs passions était un ordre sacré? Des dames de l'impératrice de Russie la voyaient souvent à Bade en 1814, et, sans doute, elle leur avait fait les mêmes prédictions qu'à moi. L'empereur de Russie en fut instruit, et lorsqu'il traversa le grand duché de Bade avec son armée, il désira vivement la voir.

Un peu de superstition vient toujours se mêler à nos craintes et à nos espérances. L'homme a besoin alors de percer dans l'avenir et de trouver un appui dans ce qui est surnaturel. Alexandre, pieux de sa nature, était tout près de recourir à l'erreur. Ne sachant où rencontrer Mme de Krudener,

(1) La loi du 12 janvier 1816 avait exilé à perpétuité les Conventionnels ayant voté la mort du Roi et approuvé l'acte additionnel aux consitutions de l'Empire.

seul, à genoux, il suppliait Dieu de la lui envoyer, lorsqu'on frappe à sa porte et on lui remet une lettre de celle même qu'il croit capable de lui donner des avis importants (1). Il est permis d'être surpris d'un tel à propos. Elle faisait des réclamations en faveur de malheureux. Elle est appelée auprès de l'Empereur et ne le quitte plus jusqu'à Paris. Pendant son séjour dans cette ville, il vient seul tous les soirs chez elle, prie avec elle, ne soutient aucun de ceux qu'il s'imagine que Dieu a frappés, et, au nom de l'amour divin, renonce à l'amour du prochain qu'un triste aveuglement peut seul en séparer. Pour elle, qui n'envisage que leur bonheur futur, elle court dans les prisons consoler les condamnés, pleure sur leur sort, voit La Bédoyère, l'exhorte à la prière et regarde comme impossible de sauver ceux dont elle attribue à Dieu seul la sentence.

Cependant, l'empereur Napoléon n'a pas rempli entièrement le rôle que son imagination lui prêtait. Depuis longtemps, elle ne doute pas qu'il ne soit cet Antechrist prédit aux nations dont il doit se faire adorer. Tant qu'elle ne l'a pas vu prendre la place de la Divinité, elle dit toujours : « il reviendra », et elle travaille sans cesse au moyen de garantir les hommes de ce qu'elle appelle leur plus grande perdition. A cet effet, la Sainte Alliance est créée. L'idée vient d'elle; elle est toute religieuse, et la politique s'en est emparée pour donner plus de force à ses desseins. Voilà comme une faiblesse prépare de grands événements!

On pense bien que je n'ai eu ces détails que de Mme de Krudener. Un jour, je lui disais en riant : « C'est plutôt l'empereur de Russie qui aurait quelque chose de l'Antechrist. Ne trouve-t-on pas en lui l'attrait, la séduction et tout le charme qui tient à la personne, tandis que la grandeur de l'empereur Napoléon captive, subjugue par l'admiration, mais cause un respect craintif qui exclut presque toujours les douces émotions de l'âme? » Elle n'entendait pas la plaisanterie sur cet objet, et finissait toujours en disant : « Si c'est là l'homme destiné au malheur des nations, ce n'est pas sa faute, et nous devons prier pour lui. » Je n'ai jamais vu de femme inspirer autant de tendresse par sa bonté, de crainte par sa folie, de folie par son éloquente persuasion. Aussi son exaltation n'ayant fait qu'augmen-

(1) La première rencontre d'Alexandre et de Mme de Krudener eut lieu à Heilbronn en mai 1815.

ter, et s'étant abandonnée à une espèce de prédication, a-t-elle été persécutée, poursuivie partout, jusqu'à ce qu'enfin elle ait pu trouver un asile en Russie.

ARENENBERG

Ma seule occupation dans la retraite où je vivais était de composer de tristes romances. Je les faisais facilement. Le mouvement d'un salon même ne m'était pas désagréable. *Partant pour la Syrie* fut faite à la Malmaison lorsque ma mère jouait au tric-trac. Elle eut du succès et fut chantée pendant la guerre de 1809 comme *la Sentinelle* l'avait été pendant la guerre d'Espagne. Depuis, à chaque campagne, on venait me prier d'en donner une, ce que je faisais toujours avec peine, car je n'aimais pas à passer pour un auteur, réputation trop brillante pour mon faible talent. A Constance, je n'avais que peu de livres et aucun recueil ou je pusse trouver des paroles. J'avais fait autrefois quelques couplets pour mon frère. J'essayai d'en composer, mais l'obligation de trouver une rime, de me renfermer dans une mesure me fatigua bientôt, et, après quelques mauvais vers, j'en restai à la musique.

La France avait expulsé à perpétuité ma famille de son sein. La peine de mort était décrétée contre quiconque de nous mettrait le pied sur le sol français (1). Cette loi avait serré mon cœur. Mon fils même, malgré son extrême jeunesse, s'était écrié tout en larmes : « Quoi, maman, nous ne reverrons plus la France? » Je ne pus prononcer le *non* fatal sans montrer une vive émotion. Mais, ce moment une fois passé, je cherchai même dans la position malheureuse de mes enfants des motifs de consolation. Élevés dans la médiocrité et loin de la flatterie, ils deviendraient meilleurs; plus près des misères humaines, ils apprendraient à y compatir. Aussi mon plus jeune fils m'arriva-t-il un jour sans souliers : il venait de les donner à un petit malheureux, et son gouverneur (2), qui se promenait à quelques pas de là, n'avait pas eu le temps de s'en apercevoir. Eh bien! si des gardes l'eussent entouré, je n'aurais pas joui de ce trait de son bon cœur. Je n'ai donc rien à regretter pour eux à présent; mais plus tard, à l'âge où ils pourraient servir leur

(1) Article 4 de la loi du 12 janvier 1816.
(2) L'abbé Bertrand.

patrie, ne la désirerai-je pas vainement? Cet avenir était trop douloureux pour ne pas en détourner mes regards. Il aurait troublé le courage avec lequel j'envisageais ma destinée actuelle, et je réussissais presque à en être satisfaite.

Je partis au mois de juin pour aller voir mon frère qui habitait momentanément une petite campagne sur le lac de Stahrenberg en Bavière. Ses enfants, si beaux, si bien élevés, sa femme si heureuse au milieu d'eux, m'offraient l'image de ce bonheur intérieur que j'avais tant apprécié sans pouvoir jamais en jouir.

Le besoin de trouver une distraction aux pensées que je voulais chasser de mon cœur m'avait fait attacher un grand prix à posséder un petit coin de terre. La Cour de Bade avait défendu aux autorités de Constance de me laisser rien acheter dans le pays. Aussi c'était du côté de la Suisse que je dirigeais mes promenades, et que je cherchais un endroit qui pût me convenir.

Le château d'Arenenberg, bien petit, bien délabré, mais placé dans une position pittoresque, me plut. Les autorités du canton de Thurgovie me permirent de l'acheter (1), et il y avait du mérite alors à m'accueillir, car j'étais repoussée par tous les gouvernements, à la demande de celui de France, qui voulait me renvoyer, contrairement aux traités, jusqu'en Silésie, en Moravie ou en Crimée. Aussi, loin de pouvoir habiter la campagne que je venais d'acheter, ce fut beaucoup de ne pas être forcée de la revendre. Le ministre de France s'agita contre moi; la Diète suisse allait être forcée de donner une décision contraire au droit de souveraineté que faisait valoir le canton de Thurgovie, lorsque je prévins les autorités du canton que, pour éviter tant de tourments, j'ajournerais à des temps plus calmes ma résidence en Thurgovie. Il n'y eut donc en conséquence aucun arrêté pris ni pour ni contre moi.

Je ne savais réellement où porter mes pas. J'écrivis à mon frère pour lui apprendre ma position. Il en parla au roi de Bavière qui m'offrit de venir m'établir dans ses États.

Augsbourg fut la ville que je choisis parce que, disait-on, il n'y avait nulle société (2). Je ne recherchais pas le monde; je ne voulais que de la tranquillité et de la bienveillance. Je les trouvai là.

(1) Arenenberg fut acheté par la Reine par acte du 11 février 1817.

(2) La Reine acheta l'hôtel de Waldeck en avril 1817 et s'y installa au début de mai.

L'EMPEREUR NAPOLÉON

Quand la fortune nous retire de la foule pour nous exposer aux regards, il semble qu'il devrait y avoir plus d'unité dans le point de vue et plus de facilité à vous juger sans erreur. Personne cependant n'a été ni placé plus haut ni plus diversement apprécié que l'empereur Napoléon. Chacun a voulu le voir et le peindre à sa façon. Les plus bienveillants même ont été souvent ridicules. Tantôt on en faisait un héros de mélodrame, un séducteur, un tyran. Tantôt, on lui refusait jusqu'à du courage et de l'esprit. L'illustre Mme de Staël, en l'attaquant, n'a pas été exempte de faiblesse. Je conçois qu'elle ait beaucoup souffert en son exil, mais l'injuste dépit perce trop à chaque page de ses ouvrages.

Sa haine est vulgaire, elle n'est pas à la hauteur d'une femme comme elle, et encore moins à celle d'un homme comme lui. Elle n'est pas la seule ; on a altéré la vérité jusque dans les moindres choses. S'il parlait à des femmes, on assurait que c'était d'un ton brusque et en termes désobligeants. Il les troublait, il est vrai, mais c'était par l'originalité d'une question inattendue qui les jetait dans l'embarras de répondre. Celles même qui l'avaient offensé par des propos et qui auraient mérité ses reproches, n'avaient de lui qu'une simple plaisanterie. Il allait à elles et leur disait en souriant : « Eh bien ! Madame, comment va la langue aujourd'hui ? » Il croyait que la grande affaire des femmes était et devait être la toilette ; leur influence en toute autre chose lui déplaisait. Aussi, dans les grands cercles, ne leur adressait-il quelques mots que sur ce sujet : « Comme vous voilà bien mise ; est-ce la mode ? Avec ce chapeau en casque, vous avez l'air de Minerve. Vous êtes en bergère, en sultane aujourd'hui ? » Une fois, il dit devant moi à la femme d'un ambassadeur : « Il me semble que votre guirlande de roses et votre ceinture rouge ne vont pas ensemble. Ce n'est pas selon les règles de la toilette. » La dame, toute confuse, ne sut que répondre. Après la réception, je reprochai à l'Empereur de l'avoir déconcertée.

— N'avais-je pas raison ? me dit-il.

— Oui, mais elle va prendre la chose au sérieux et s'en désolera.

— Vous n'entendez rien à cela, ma fille ; vous ne savez donc pas qu'une femme veut toujours qu'on la remarque, fût-ce même pour la critiquer un peu.

Peut-être se trompait-il ; du moins, je le crois. J'explique seulement sa façon de voir et la raison des craintes qu'il inspirait, et dont on a tiré parti pour en faire un homme qui ne savait dire aux femmes que des choses désobligeantes.

Un reproche mieux fondé était celui d'une grande vivacité. Mais elle n'allait jamais dans l'Empereur jusqu'à ces excès de colère dont on l'accusait. Voici les deux fois où je l'ai vu le plus animé. L'une, contre le cardinal Fesch : il s'agissait des affaires ecclésiastiques. L'Empereur trouvait ridicule qu'on payât pour recevoir les sacrements, et avouait que les curés n'étaient pas assez riches. « Vous n'avez qu'un seul moyen, reprit le cardinal, c'est de rétablir la dîme. » A ce mot, l'Empereur s'emporta et comme, dans sa famille, sans avoir son esprit on a son caractère, le cardinal tenait ferme à son opinion. L'Empereur, irrité de ce qu'un de ses parents avançait une chose si contraire à son système, se promenait à grands pas, agitait sa tabatière entre ses doigts et, la jetant par terre avec force, se retira : ce fut la seule marque de violence qu'il donna. Une autre fois, dans une discussion où mon mari combattait très vivement le projet de l'Empereur de réunir Flessingue et Nimègue à la France, celui-ci s'emporta contre les Hollandais, les appela nation de marchands vendus à l'Angleterre et, dans sa colère, leur prodigua des épithètes offensantes. Mon mari, après lui avoir tenu longtemps tête, finit par dire avec beaucoup de sang-froid : « Puisque vous en pensez tant de mal, pourquoi voulez-vous donc les prendre ? » Cette réflexion calma tout à coup l'Empereur ; il sourit, tira l'oreille du Roi et l'entretien finit là.

On a beaucoup parlé du regard de l'Empereur, de cette expression toute particulière qui pénétrait si avant, qu'un secret, quelque profond qu'il fût, était toujours découvert. Rien n'est plus vrai. Comment, en effet, voiler un secret à celui qui, en fixant les yeux sur vous, semblait vous dire qu'il en était instruit d'avance ? Cependant, comme en sa présence chacun était gêné, craintif, hors de son naturel, il lui était difficile de découvrir l'homme tout entier : il parvenait à connaître ce qu'on cachait et non ce qu'on était. La confiance seule dévoile tout le caractère.

La politique de l'Empereur était d'attirer à lui toutes les personnes de mérite, n'importe de quel parti, et il joignait alors tant de charme à son habileté qu'il était difficile de lui résister. Le comte de Lally-Tollendal, qui, par son éloquence, avait réhabilité la mémoire de son père, n'avait pu obtenir la levée du séquestre de ses biens à cause des événements politiques. Il était sur le point de marier sa fille unique élevée avec moi chez Mme Campan (1), et, n'ayant pas de dot à lui donner, il s'adressa au premier Consul qui lui accorda 150000 francs. Il se rendit à Saint-Cloud pour le remercier et en reçut un accueil flatteur. Le Consul lui dit :

— Je ne conçois pas comment, après avoir brillé à l'Assemblée constituante, et n'avoir en rien entaché son nom par les criminels excès qui suivirent cette époque, M. de Lally ne se dévoue pas à servir la France régénérée.

Le comte répondit :

— Le roi d'Angleterre m'a sauvé des plus grands dangers de la Révolution en me réclamant comme gentilhomme anglais. Depuis ce moment, j'existe par une pension de ce souverain. Puis-je, semblable à la souris de la fable, dire, selon les circonstances : je suis oiseau, voyez mes ailes ; je suis souris, voyez mon poil ?

— Mais, reprit le Consul, dans quelle langue avez-vous défendu votre père ? dans quelle langue avez-vous défendu votre roi ?

— En français, dit le comte.

— Eh bien ! M. de Lally, on appartient pour toujours à la nation dont le langage nous a servi à développer de si nobles sentiments.

Voilà comme il savait trouver à propos le mot le plus flatteur et le plus engageant ; mais M. de Lally, quoique fort touché, persista dans son refus de servir le gouvernement et n'en resta pas moins fort tranquille, soit à Paris, soit dans les terres de son gendre près de Bordeaux.

Comment donc croire ceux qui, après s'être dévoués à l'homme si juste appréciateur des vertus et des talents, ont démenti tout à coup un entraînement naturel et se sont plaints d'avoir été forcés, quand ils s'étaient donnés eux-mêmes ? Il fallait s'y attendre : une dynastie nouvelle ne manque jamais

(1) Élisabeth-Félicité-Claude de Lally, née à Paris, le 3 mars 1786, épousa en 1807 Henri-Raymond d'Aux de Lescout.

de détracteurs lorsqu'elle s'élève; elle en a bien plus encore quand elle tombe. C'est alors que les faibles esprits et les petites âmes recourent à l'insulte comme à un moyen de se justifier et de s'avancer en même temps. Nous avons eu ces deux changements contre nous.

LA REINE ÉCRIT SES MÉMOIRES

Je n'avais jamais pensé à écrire mes Mémoires. Seulement, après le divorce, voyant quelqu'un blâmer mon frère d'y avoir consenti, je fus surprise des difficultés que la vérité éprouve à se répandre. Je traçai en un instant tous les détails de cet événement et j'en étais restée là. Mme la comtesse de Nansouty (1), femme remplie d'esprit, était aux eaux d'Aix-la-Chapelle en même temps que moi en 1812. Elle me pressait beaucoup d'écrire ma vie: je l'assurai que je n'en aurais jamais la patience. « Eh bien! veuillez me la raconter, me dit-elle, et je l'écrirai à mesure. »

En effet, le lendemain, elle m'apporta le récit que je lui avais fait la veille de quelques particularités de mon enfance. Mais il y avait trop d'esprit, ce n'était pas moi; tout en convenant du mérite de cet essai, je lui avouai que je ne voulais pas m'entendre parler autrement que je ne parlerais moi-même, et l'ouvrage en resta à la première page qu'elle a gardée.

Maintenant, dans une solitude absolue, la tête et le cœur remplis encore de toutes mes impressions, j'ai essayé de les mettre en ordre. Il ne m'a pas fallu beaucoup de peine. La vérité vient facilement. Quand on ne compose pas, on a toujours assez de talent pour dire ce qui est. D'ailleurs, comme je ne vivais plus que dans le passé, ma mémoire ne pouvait être en défaut. J'avais eu si souvent besoin de me demander compte de ma conduite dans toutes les circonstances, que ma vie tout entière était présente à mon souvenir et que j'en retrouvais facilement les impressions. Ces retours habituels sur moi-même entretenaient le trouble dans mon âme, mais, à mesure que j'écrivais, je me sentais soulagée, et le poids du passé qui m'avait tant oppressé, diminuait par degrés. Il me semblait que je venais de le confier à un ami, et déjà commençait pour moi

(1) Marie-Françoise-Adélaïde Gravier de Vergennes, femme du général de division, écuyer de l'Empereur.

l'oubli des maux qui n'est presque jamais que le bienfait du temps.

Le défaut des Mémoires, en général, est de ne pas marquer juste notre position dans le monde et la nature de nos relations avec des personnes puissantes. L'amour-propre nous place toujours mieux que nous n'étions, comme, par exemple, lorsqu'il nous attribue la gloire du conseil, quand nous n'avons eu le plus souvent que le mérite de l'obéissance. Pour moi, qui ai beaucoup approché l'Empereur, je serais loin de la vérité si je disais que j'ai jamais eu la plus petite influence sur lui. Je me regardais bien comme sa fille, mais, ainsi qu'à tout le monde, il m'imposait tant que je me serais rarement permis de lui adresser la parole la première, et que mes réponses étaient souvent embarrassées. Il me dit même un jour : « On dit que vous avez de l'esprit. Je n'en sais rien; je vous vois toujours comme si vous aviez dix ans. C'est comme Eugène : je ne puis m'habituer à le voir raisonner. » Il ajouta encore : « Voilà le défaut de tous les vieux parents. Ils ne se persuadent pas assez que les enfants deviennent grands et peuvent quelquefois leur en apprendre. »

Ma mère est la seule personne que j'aie jamais vue à son aise avec l'Empereur, et qui ait eu quelque pouvoir sur lui, mais c'était seulement pour les petites choses.

L'APAISEMENT

Dans ma solitude d'Augsbourg, ma vie devenait si tranquille que ma santé se rétablissait; il m'avait fallu, pour ne pas mourir, l'absence de toute impression, même celle du bonheur; elle m'eût peut-être été funeste. C'était assez désormais si je songeais au passé sans douleur et, d'ailleurs, j'avais retrouvé la plus douce des consolations : mon frère qui, de Munich, venait souvent me voir. Avec un tel ami, la vie a encore des charmes.

Il ne me restait plus de tout le romanesque de mon caractère que le besoin de rencontrer partout de nobles sentiments. Je n'étais plus émue que par le récit d'une belle action, et j'étais portée à croire de mes amis ceux auxquels je supposais les qualités de l'âme; et, quoique l'intrigue s'attache aussi quelquefois à l'infortune, je ne pouvais être trompée : j'avais de l'expérience. Lorsqu'on a beaucoup senti et qu'on s'est rendu

compte de ses impressions, pour s'y livrer ou les combattre, on connaît le cœur humain par son propre cœur, et il nous apprend ce qui échappe souvent à l'esprit le plus pénétrant.

Je m'arrête ici ; je n'ai plus rien à raconter. Je puis revenir sur ma vie, elle ne me fait plus de mal. Tout entière à mes devoirs envers un époux, j'avais espéré trouver ma félicité dans un doux intérieur. Je fus, hélas ! bien trompée.

La bienveillance du monde me parut quelques instants une compensation ; elle vint à me manquer aussi, et je cherche à fortifier mon cœur contre ce nouveau coup. J'ai trop compté sur la perfection humaine, me disais-je. Désormais, je ferai le bien sans rien attendre de personne.

... Je crois donc avoir trouvé la route du repos, et j'entre dans l'avenir avec sécurité. Isolée comme je le suis, exilée de ma patrie, gémissant sur le sort affreux du bienfaiteur de ma famille, je me dis souvent : « Ma vie est pourtant terminée ; je ne crains plus les passions, j'ai pu les vaincre ; je ne crains plus le malheur, j'ai pu le supporter ; et si j'ai pu trouver ce qui calme et ce qui rend meilleur, que me reste-il à désirer pour moi ? De vivre un peu dans le souvenir de mes chers compatriotes, dans le cœur de mes amis, et de mourir dans les bras de mes enfants : voilà mon dernier vœu. »

HORTENSE.

Augsbourg, 1820.

L'INQUIÉTUDE DE L'ORIENT

VIII[1]

INTRIGUE ET POLITIQUE EN PERSE

VERS TÉHÉRAN

J'avais formé le dessein d'aller directement d'Afghanistan en Perse, en suivant la vieille route des caravanes, tout nouvellement rajeunie par la belle randonnée d'un officier français, le capitaine Bertrand. Mais les Turcomans ne le permirent point. Tout comme au temps du comte de Gobineau, ces guerriers subtils, qui moissonnent sans avoir semé et glissent entre les doigts qui croient les tenir, avaient jugé bon de pousser une pointe sur Méched, une autre sur Hérat, coupant la route et rendant impossible un passage qui, en d'autres temps, n'est que hasardeux.

Force me fut de rebrousser chemin et d'aborder la Perse par l'ouest. Après avoir remonté en bateau le Golfe persique et le Chat-el-Arab, j'atteignais Bagdad par la voie ferrée qui traverse le désert, et retrouvais, construite par les Anglais, entre Bagdad et Khanikine, la ligne qu'en 1912 j'avais vu piqueter par les Allemands. Depuis que le chemin de fer marche, la route est devenue si mauvaise, que l'usage s'est établi de faire transporter par le train l'automobile qu'on a prise à Bagdad, et qu'on retrouve à Khanikine, tout près de la frontière persane. Les premières formalités de douane accomplies, — qui ne sont, hélas! point

Copyright by Maurice Pernot, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1er et 15 juillet, 15 août, 15 septembre et 1er octobre 1926, 15 janvier 1927.

les dernières, — on traverse les ruines étendues de Kasr-i-Chirin. Puis quelques huttes apparaissent, et un caravansérail à moitié démoli : c'est Sar-i-Poul, où campent les pèlerins kurdes, qui viennent de très loin faire leurs dévotions à la *Forge-de-David* (Dukhan-i-Daüd). Peu à peu la vallée se resserre, et il semble qu'en la suivant, on aille se heurter à une muraille de rocher verticale, infranchissable. Mais il y a longtemps que soldats et marchands, pour passer de Babylonie en Médie, ont escaladé cette muraille fameuse et franchi les *Portes de Zagros*. De Pat-i-Tak, la route monte en lacets jusqu'au col (1 800 mètres), offrant à chaque tournant de belles échappées, tantôt sur la gorge, tantôt sur la plaine, et presque à mi-chemin, la rencontre inattendue d'un petit édifice gréco-romain, tout de marbre blanc. Temple ou tombeau? les gens du pays ne se sont pas prononcés et l'appellent simplement *Tak-i-Girra* (arche de Girra).

La nuit nous surprend en pleine montagne. Deux hommes armés de fusils s'approchent de la voiture : ce sont des « gendarmes bleus », appartenant au corps nouvellement institué par le premier ministre pour assurer la police des routes. Combien d'heures encore jusqu'à Kermanchah? Ils jugent l'étape trop éloignée et me conseillent de faire halte à Kerrind; l'un d'eux grimpe sur l'auto pour m'y conduire. Dans le grand silence, un bruit de cascade; le bol de faïence que me tend un enfant est rempli d'une eau glacée, délicieuse. Et l'on repart. Dans les ténèbres, la voiture avance lentement, comme à tâtons. La vallée est étroite et nous continuons de grimper entre des rochers. Mais voici que des feux brillent, puis disparaissent. J'entends sur la capote un froissement de branches : la route, en tournant, s'est engagée sous bois. Les lumières maintenant semblent toutes proches. Cependant la route tourne encore une fois, passe des ruisseaux, traverse des vergers. Des murs gris surgissent derrière une lanterne : c'est Kerrind.

Première étape en terre persane. Dans la salle basse du *Khan* où somnolent quelques gendarmes, on m'apporte la galette plate qui tient lieu de pain, le riz et le *kébab*, accompagnés d'un thé parfumé et brûlant. Un escalier abrupt et fait pour des géants conduit à la chambre haute, où je finirai la nuit. Dormir? mais bientôt s'élève la chanson des gendarmes; les hurlements des chiens y répondent; réveillés par le bruit, les caravaniers s'appellent dans la cour et commencent à charger

leurs bêtes. Par la fenêtre sans vitre, pénètre un air glacé. Bientôt au firmament les dernières étoiles pâlissent, et des lueurs roses éclairent doucement un admirable tableau : le rocher de Kerrind dressé à pic au-dessus du vallon boisé où coule un torrent. Allons! que l'on coure les pays à cheval ou en auto, la « vie de voyage » en Orient, est toujours la même; en s'élevant à la dignité de chauffeurs, les *tcharvadars* n'ont rien changé à leurs habitudes : arriver tard au gîte, en partir tôt, et durant la courte halte, n'accorder au voyageur qu'un sommeil tumultueux, bercé de murmures et de chansons. A rouler en voiture, on épargne du temps, qui ne compte guère. Les paysages se déroulent plus vite et leurs contrastes surprennent plus vivement. A part cela, rien de nouveau : les jours brûlants après les nuits glacées s'écoulent, comme autrefois, au rythme de la chanson éternelle, que le bruit du moteur n'a pas découragée...

LES POTINS DE TÉHÉRAN. — INTRIGUES ET RÉVOLUTIONS

Après cinq jours de voyage, j'arrivai, en plein midi, dans une grande ville déserte ou endormie : Téhéran. Je n'avais pas encore fini de déjeuner, lorsqu'un petit homme à lorgnon s'approcha de ma table, très mystérieux, un peu narquois. « Si vous êtes curieux de politique, me dit-il après s'être présenté, vous serez bien servi. Quel pays! » Et sans prendre haleine, à mi-voix, il commença à me débiter un long chapelet d'épisodes sensationnels et d'anecdotes scandaleuses, le tout entremêlé d'étranges confidences. En moins d'une heure, tout y passa : la famille souveraine, les principaux ministres, le personnel des légations, les colonies étrangères, les finances, l'armée et la douane. A bout de patience : « Voilà qui va bien, interrompis-je. Mais la politique? — La politique? répéta mon homme, ahuri. Mais la politique, c'est tout cela! »

Je m'aperçus, après quelque temps, qu'il n'exagérait qu'un peu. Pour beaucoup de gens, comme pour mon interlocuteur du premier jour, la politique n'était pas autre chose que cette distillation de commérages et de potins, ramassés pêle-mêle au bazar, dans les bureaux, dans les clubs, dans la rue, et dont Téhéran, chaque jour, se repaissait avidement. Étrange ville, qui pourrait être en Perse, mais tout aussi bien ailleurs; sans caractère distinct, sans population qui lui soit propre, chaque

souverain, chaque ministre favori traînant et installant autour de lui tout un petit monde d'amis, de clients, de fonctionnaires et de serviteurs, que son caprice ou sa disgrâce éparpillerait bientôt aux quatre coins de l'empire. A quoi pouvait bien s'occuper tout ce monde, sinon à évaluer les forces et les faiblesses des hommes en place, à supputer, au jour le jour, la durée probable d'une faveur ou d'une indulgence, enfin à saisir au vol la minute où il faudrait trahir l'ancien protecteur pour se ménager la grâce du nouveau ?

Et c'est derrière cette politique de parasites et de concierges que se jouait l'autre, la vraie. A travers quels drames et quelles comédies s'était déroulée, depuis vingt ans, la politique persane ! L'année 1907 avait vu tout ensemble la naissance d'une constitution, arrachée à Mozaffer-ed-Din moribond, et le partage de l'empire en deux zones d'influence, l'une russe, l'autre britannique. Un an passe et le nouveau souverain, Mohammed Ali, fait cerner le Parlement par les Cosaques de Liakhoff et chasser les députés. La révolution de Turquie, en 1908, ranime l'ardeur des libéraux persans; celle de Russie, qui éclate quelques mois après, inonde de réfugiés politiques exaspérés le nord-ouest du pays. Tauris et Recht se révoltent; Ispahan appelle les montagnards Bakhtyaris, qui du sud marchent victorieusement sur la capitale. Le Chah, déposé, accepte l'hospitalité du Tsar et un asile en Crimée. Sous le régime nominal de son fils Ahmed, un enfant de onze ans, les chefs Bakhtyaris et les Agas de Recht gouvernent l'empire (1909).

Mais bientôt la discorde surgit entre les vainqueurs, et la Perse n'est plus qu'un champ clos où les grands féodaux et leurs tribus vident d'interminables querelles. Les deux nations protectrices interviennent : les Russes occupent Tauris et s'avancent jusqu'à Kazvin ; les Anglais installent leurs cipayes à Bouchir, à Chiraz et à Ispahan. Ne sachant plus à quel saint se vouer, le Parlement persan invoque l'aide de l'Amérique. Elle accourt, sous la forme d'un conseiller financier, M. Morgan Shuster, qui se met hardiment au travail, mais voit bientôt les Anglais et les Russes se liguer contre lui. Menacé d'invasion par le nord et par le sud, le gouvernement persan se résigne et renvoie l'Américain (décembre 1911).

Alors des révoltes éclatent, le Parlement s'insurge. On dissout le Parlement, et l'on charge les Cosaques au nord, les

Cipayes au sud, de rétablir l'ordre dans les provinces révoltées. L'accord de 1907 a porté les fruits attendus : un double protectorat, une sorte de *condominium* russo-britannique semble désormais établi sur l'empire iranien.

La guerre européenne ayant réuni dans le même camp ses deux terribles protectrices, la Perse désespère de son salut, et ne voit plus de garantie que dans une déclaration de neutralité. Mais les Turcs ne s'embarrassent pas pour si peu : avec l'appui des tribus kurdes soulevées, ils occupent en 1915 tout l'ouest de l'empire jusqu'à Ispahan. Les Russes les en chassent l'année suivante. Survient la révolution bolchévique : la Russie s'effondre, l'Angleterre bondit. Tandis qu'un contingent anglo-indien, traversant le Beloutchistan, pénètre en Perse orientale, un autre corps d'expédition, parti de Bagdad, suit à peu près la route que j'ai décrite plus haut et s'avance jusqu'aux bords de la Caspienne. Au moment où les Alliés imposent à la Turquie l'armistice de Moudros, les troupes turques finissent d'évacuer la Perse, les Anglais achèvent de s'y installer (octobre 1913).

Lord Curzon put bien croire réalisé le dessein orgueilleux, gigantesque, qu'il avait si méthodiquement poursuivi. Les événements l'avaient servi à merveille : l'écroulement de la puissance russe assurait en Asie le triomphe de l'Angleterre. Maîtresse du Caucase, solidement installée en Mésopotamie, l'Angleterre n'avait plus qu'à ranger la Perse sous sa loi, pour que la fameuse route des Indes s'élargît magnifiquement du Golfe persique à la Caspienne. Sir Percy Cox partit pour Téhéran avec un projet de traité qui, sous une forme habile et courtoise, établissait purement et simplement le protectorat britannique sur l'empire iranien. Le premier ministre du Chah, Vossough ed Dowleh, signa le papier, et un nouveau Parlement fut élu tout exprès pour ratifier la convention anglo-persane de 1919. Sans même attendre cette dernière formalité, les Anglais assumèrent la direction de l'armée et celle des finances. A Londres, le roi George V recevait la visite officielle et peut-l'hommage du jeune souverain persan.

La partie anglaise semblait gagnée, lorsque, bien plus tôt qu'on ne l'eût pensé, le soleil rouge, sortant de la Caspienne, incendia l'horizon. L'éclipse russe, en Asie, n'avait pas duré deux ans. Avant la fin de 1919, les armées bolchéviques ont réoccupé le Turkestan et chassé l'émir de Boukhara; dans les

premiers mois de 1920, elles rentrent à Bakou, à Tiflis et à Batoum, rétablissant ainsi le contrôle de Moscou sur tout le Caucase. Enfin, le 18 mai 1920, un corps d'expédition russe débarque à Enzeli, le port russe de la Caspienne, et en chasse la garnison britannique. Le Chah Ahmed ne rentre dans sa capitale que pour assister à une tumultueuse manifestation contre les Anglais. Pour sauver sa couronne, il renvoie ses ministres. Sir Percy Cox est transféré de Perse en Irak, tandis que les troupes anglo-indiennes, pressées par les Russes, se replient sur Kazvin et sur Téhéran. Lord Curzon avait peut-être compté sur le péril bolchéviste pour jeter la Perse dans les bras de l'Angleterre. Mais il ne l'avait prévu ni si prompt, ni si formidable, et voici que les Persans se récriaient : « A quoi nous sert la tutelle anglaise, si elle n'écarte même pas de nous le péril russe? »

De l'accord de 1919 il n'était plus question : le plus vénal des Parlements n'eût point osé le ratifier. Mais, d'autre part, les Russes avançaient, menaçant la capitale. C'est alors qu'entre en scène l'homme extraordinaire qui devait, en moins de cinq ans, délivrer la Perse du joug étranger, la tirer de l'anarchie où elle était plongée et lui préparer une fortune nouvelle. Aux derniers jours de février 1925, un capitaine de gendarmerie, Reza Khan, réunit à Kazvin deux ou trois mille hommes, marche sur Téhéran, y entre en libérateur. Il renverse le cabinet et remet le pouvoir à un homme de son choix, Zia ed Din. Celui-ci n'ayant pas répondu à son attente, il le chasse et en prend un autre. Quelques provinces se révoltent, il les oblige à rentrer dans l'ordre. Les garnisons britanniques se replient sur les Indes et sur l'Irak ; les Russes, évacuant Enzéli, reprennent le chemin du Caucase. On peut enfin convoquer le Parlement. Le 23 juin 1921, le Chah, ouvrant la session, dénonce le traité de 1919, aux applaudissements de toute l'Assemblée.

Sans perdre un jour, Reza Khan, devenu général, ministre de la Guerre, et bientôt premier ministre, assure à la Perse, par des traités d'alliance, le concours de la Turquie et celui de l'Afghanistan. Après avoir dissous les corps de troupes naguère organisés et commandés par des étrangers, il constitue, sur de nouvelles bases, une armée nationale. Il désarme, l'une après l'autre, les tribus hostiles, pour y recruter ensuite ses meilleurs soldats. En même temps qu'il appelle une mission américaine à la direction des finances, il procède lui-même à la réforme de

l'administration. Reza Khan se défend d'être dictateur, il ne veut pas encore être roi ; il est tout simplement le Maréchal de l'armée, le *Sardar Sépah*.

Au début de 1925, le cheikh de Mohamarrah, dévoué à la cause britannique, a fomenté une sédition. Reza Khan descend sur le Golfe Persique et met le cheikh à la raison. Battu, celui-ci parle de traiter. Il est arrêté pendant une partie de chasse, et amené sous bonne escorte à Téhéran, où on le retient prisonnier. Pour oser un tel coup de force, ont dit les uns, il fallait que le Sardar fût bien assuré de l'appui des Russes ; il n'aurait jamais pu réduire le cheikh à merci, ont répliqué les autres, sans le consentement des Anglais. Et tandis qu'on se perd en conjectures variées et contradictoires sur les ressorts secrets de sa politique, Reza Khan, déjouant les calculs, triomphant des intrigues, acceptait les appuis, se dérobait aux tutelles, et marchait vers le but.

LE GOUVERNEMENT AUX CHAMPS. — A LA LÉGATION D'ÉGYPTE

J'arrivais à Téhéran au milieu de juillet, en pleine canicule. Le *Medjliss* (Parlement) avait pris prétexte des grandes chaleurs pour s'octroyer un congé exceptionnel de quarante jours. L'été chassait de la capitale tous ceux, Persans ou étrangers, à qui leurs occupations et leurs moyens permettaient d'aller chercher vers la montagne un peu de fraîcheur. Tout le jour et, plus encore, toute la nuit, la route de Téhéran vers Chimran était encombrée, non seulement de voitures et de charrettes où s'entassait le mobilier des émigrants, mais encore de piétons portant sur leur tête d'immenses plateaux chargés de vaisselle, de cristaux, de lampes, de coussins et de tapis, tous les accessoires de la vie champêtre. Ceux qui n'avaient pas trouvé de maison s'étaient installés dans les jardins, tantôt sous la tente, tantôt à la belle étoile. Les bords des ruisseaux étaient peuplés de faux nomades, qui se livraient à leur sport favori, l'oisiveté. Car les Persans ont poussé la faculté et l'amour de ne rien faire à un point de perfection que les gens d'Occident sont incapables d'atteindre, et même de concevoir. « Un tapis sous un arbre, près de la fraîcheur d'une source, n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour vivre heureux et mourir

tranquille ? » Mais aussi quel raffinement dans le choix de la source, de l'arbre et du tapis !...

Chimran, c'est le nom générique qui sert à désigner les champs. Entre Téhéran et la montagne, s'éparpillent quelques douzaines de villages où les citadins vont passer l'été ; entre ces villages, des vallons ombragés et des jardins fleuris. Les principales missions diplomatiques possèdent ou louent à Chimran une résidence. Le ministre des Affaires étrangères suit les légations dans leur exode, et transporte une partie de ses services dans un pavillon fort élégant. Lui-même donne chaque semaine l'audience diplomatique dans sa villa particulière. Enfin, le Sardar Sépah reçoit les représentants étrangers et préside le Conseil dans un magnifique domaine que lui ont offert ses admirateurs, et qu'il a fait aménager dans le goût exquis des vieilles demeures persanes. Jardins en terrasses, parterres fleuris, tantôt multicolores, tantôt d'une seule couleur ; cascades sonores, étroits canaux où l'eau court sur un lit de faïences assorties aux tons des massifs qu'elle arrose ; pavillons et kiosques perdus dans l'épaisse verdure des futaies. Ainsi chacun des hôtes illustres de Chimran s'était créé, selon ses goûts et ses moyens, un asile plein d'ombre et de fraîcheur, un « paradis ». Passager modeste et fugace, j'y eus aussi le mien, et ce n'est pas sans nostalgie que j'évoque aujourd'hui l'image charmante d'une longue allée de peupliers, d'un bassin clair et d'un petit canal en cascade où l'eau courait quatre jours par semaine, les trois autres jours étant réservés au jardin voisin.

Pour arracher tout le monde officiel, et moi-même, aux délices de Chimran, il ne fallut pas moins que l'arrivée dans la capitale d'un représentant du roi d'Égypte, et l'inauguration solennelle du palais qui devait lui servir de résidence. C'était la première fois qu'on voyait en Perse un ministre égyptien. Trop avisés et trop subtils pour considérer l'Égypte comme un État parfaitement indépendant, les Persans ne l'en tiennent pas moins pour une des plus grandes puissances musulmanes ; et l'accueil fait à Rechad pacha, le 20 juillet 1925, tant par la population de Téhéran que par les autorités civiles et ecclésiastiques, devait assez témoigner du prix qu'on attachait en Perse à l'amitié de l'Égypte.

La cérémonie du matin fut purement religieuse. Je n'oublierai pas de sitôt les douze *moullahs* assis en rang dans

le grand salon du palais : turbans énormes, longues barbes blanches, d'où sortaient de plus longues oraisons. Devant ces personnages vénérables s'élevaient, sur de frêles guéridons, des pyramides de fleurs et de fruits. Le thé parfumé alternait avec les sorbets à la neige. A chaque nouvel arrivant, tous les turbans faisaient un grand plongeon, suivi d'une série graduée d'autres plus petits. Que de nuances dans ce protocole, où le formalisme ecclésiastique renchérissait encore sur les subtilités de la courtoisie persane!

Après force compliments, on en vint aux prières et au rite de la bénédiction. Cinq moutons, victimes propitiatoires, furent égorgés dans le jardin, au commandement d'un moullah et parmi les imprécations de tous les autres. Ils devaient être aussitôt écorchés, farcis de riz, mis à la broche, enfin distribués aux pauvres du quartier.

Moins pittoresque, la solennité de l'après-midi ne manqua point de grandeur. Au son des musiques militaires, on hissa l'étendard vert sur la porte principale de la Légation, les troupes défilèrent en saluant; après quoi, le ministre d'Égypte reçut avec une bonne grâce parfaite les félicitations et les vœux de ses invités. Hauts fonctionnaires persans, tout de noir vêtus, diplomates européens en redingote grise et chapeau haut de forme, cheikhs enturbanés, officiers en uniforme se groupaient autour des petites tables disposées en cercle, à la mode d'Orient. L'archevêque d'Ispahan, Mgr Martin, devisait gaiement avec quelques députés. On entourait fort M. Jourénief, le nouveau ministre bolchévik.

Et tout en observant ce curieux spectacle, je me demandais en quels termes on allait commenter demain en Europe, — si tant est qu'on les jugeât dignes de commentaire, — les cérémonies qui venaient de se dérouler dans ce beau jardin persan. Il ne m'avait point paru indifférent que le représentant d'une puissance sunnite, comme l'Égypte, inaugurât sa mission politique en Perse par les prières et les sacrifices d'un clergé chiite. Quand j'en avais marqué ma surprise à Rechad pacha, il m'avait répondu : « Vous oubliez que nous sommes tous musulmans. » Cette unité religieuse avait servi de thème à tous les discours prononcés ce matin. « L'Égypte glorieuse a tendu la main à la Perse indépendante. Deux grandes forces musulmanes se sont unies. Ainsi puissent s'unir, pour le triomphe de

la vérité, toutes les puissances de l'Islam ! — *Inchallah !* (plaise à Dieu) », répondaient en chœur tous les moullahs. Les discours, prononcés en langue persane, étaient aussitôt traduits en français pour le ministre d'Égypte, à qui le persan n'était pas familier. C'est ainsi que j'entendis un des membres les plus importants du clergé de Perse, émettre le vœu qu'on vît bientôt flotter à Téhéran, à côté du pavillon égyptien, les couleurs du Maroc indépendant...

Déjà la nuit tombait sur le beau jardin ; les Européens ne l'avaient pas attendue ; mais les Orientaux s'attardaient : ils goûtent mieux que nous la longueur des cérémonies et cette brusque arrivée de la fraîcheur nocturne à travers les arbres, dont ils se font un délice. Rechad pacha, attentif à reconduire chacun selon son rang, descendait et remontait sans trêve l'allée qui menait à la sortie. L'arrêtant au passage, je lui demandai les noms des quatre personnages qui, sans souci de l'heure avancée, continuaient à discourir dans un coin du jardin. Trois d'entre eux s'engonçaient en de longues redingotes noires ; le quatrième, un militaire, qui dépassait de toute la tête ses interlocuteurs, tout en écoutant, semblait rêver, les deux mains appuyées sur la garde d'un grand sabre recourbé. « C'est le Sardar Sépah, me glissa rapidement le ministre d'Égypte, qui s'entretient avec les oncles de Sa Majesté. »

DÉCLARATIONS DE REZA KHAN

Je le regardais, et je pensais à ces bas-reliefs de Perse et d'Assyrie, où la figure principale, d'ordinaire un roi victorieux, a été sculptée à une plus grande échelle que les personnages qui l'entourent. Nul doute que la nature n'eût fait cet homme pour commander. Depuis huit jours, j'avais appris de ses familiers maint détail sur son caractère, ses habitudes, ses idées. Il y a cinq ans, Reza Khan était un obscur officier de gendarmerie, sans culture, sans relations, sans appuis politiques. La révolution de février 1921 avait fait de lui, brusquement, un personnage important. Trois mois plus tard, il s'élevait lui-même jusqu'au pouvoir politique, et soudain tout prenait en Perse une allure nouvelle.

Les révoltes des tribus, durement réprimées, s'apaisaient ; sur les routes réparées, entretenues et surveillées par une

police active, voyageurs et marchandises circulaient en sûreté. On voyait arriver dans les provinces des gouverneurs qui administraient et ne pillaient point; une armée nationale était créée, équipée, pourvue d'un matériel moderne. Les Persans eux-mêmes n'en croyaient pas leurs yeux; et les étrangers observaient cette métamorphose avec une sympathie plus ou moins vive, selon leurs divers intérêts, mais avec une égale attention.

Désormais, de l'aveu de tous, le Sardar faisait en Perse ce qu'il voulait; mais que voulait-il? On lui avait prêté tout de suite le dessein de renverser la dynastie pour instaurer la république : tout un parti l'y poussait, discrètement encouragé par les agents d'une grande puissance étrangère. Le mouvement était sur le point d'aboutir : il l'arrêta. Il a mis l'Assemblée en demeure de se prononcer entre le souverain et lui-même. L'Assemblée l'a choisi. Et, au lieu de proposer la déchéance du Chah, qu'il était certain d'obtenir, il se rapproche de la famille impériale et offre au prince héritier un banquet solennel.

Au début de 1925, après avoir pacifié les tribus du Sud, le Sardar rentre dans Téhéran en triomphateur; ministres et députés se sont portés à sa rencontre; Anglais, Russes et Allemands s'empressent; la capitale est illuminée. Tout le monde croit au coup d'État. Reza Khan, se dérobant aux hommages, va, tout seul, faire ses dévotions au sanctuaire de Chahzadéh-Abdul-Aziz : après quoi, il rentre tranquillement dans sa maison. Cependant, le 13 février, il faisait voter par le Medjliss la loi suivante : « Article unique. Le Parlement national désigne comme *administrateur général* de toutes les forces destinées à la défense et à la sûreté du pays, Reza Khan, Sardar Sépah, et lui donne pleins pouvoirs, dans la limite des lois, pour accomplir sa mission. Cette nomination ne pourra être annulée que par un vote du Parlement. »

Solution élégante et subtile, m'observait un Persan qui ne l'aimait guère. Le commandement en chef de l'armée, que la constitution réserve au souverain, ne lui était point enlevé. La situation de fait qu'occupe le Sardar, l'autorité qu'il exerce, sont reconnues, consacrées par une loi de l'État. Et, du même coup, le dictateur investit le Parlement d'un droit qui n'appartenait qu'à l'exécutif, c'est-à-dire au Chah, ou au ministre qui gouverne en son nom. Le Sardar fait ce qu'il veut, mais il y

met des formes. Quand un ministre a cessé de lui plaire, il le jette en prison ; mais il ne le remplace point sans tenir compte du vent qui souffle à l'Assemblée. Il n'admet pas qu'on le trahisse, mais il comprend qu'on l'attaque; et, pour se défendre, il préfère au coup de force la manœuvre et le calcul.

Reza Khan sait fort bien, m'a dit d'autre part un diplomate, que la Perse est l'objet, peut-être l'enjeu, d'une lutte internationale serrée, opiniâtre, permanente, et que les champions en présence ont engagé dans la partie de tels intérêts, qu'ils ne peuvent se désister. Les Anglais et les Russes qui résident à Téhéran admirent la promptitude avec laquelle le Sardar a compris le jeu et y est entré lui-même. Tout en s'efforçant d'armer la Perse et de la mettre en état de résister aux entreprises de ses voisins, il ne dédaigne point les ressources traditionnelles de la politique orientale : temporisation, ruse, jeu de bascule. Ce fort manie supérieurement les armes du faible.

Reza Khan est un patriote ardent, m'affirment les uns : il ne travaille que pour la Perse. C'est un ambitieux sans scrupule et sans conviction, me déclarent les autres : il ne travaille que pour lui. Mais quel homme d'action, conquérant, dictateur, révolutionnaire, n'a pas vu ses intentions et ses œuvres interprétées en même temps de ces deux manières par des observateurs de bonne foi? Ayant ainsi connu le Sardar à travers les jugements de ceux qui l'approchent, je veux l'approcher moi-même, le voir, lui parler et critiquer les opinions des autres par mes propres impressions. Ma demande d'audience est bientôt agréée et, bravant les ardeurs et la poussière d'un après-midi de juillet, je monte à la villa du premier ministre.

Je n'ai pas encore passé la porte, qu'une fraîcheur délicieuse me ranime. Quels artistes subtils et bienfaisants que ces jardiniers persans ! Brèves minutes d'antichambre en plein air, sous une tente assez simple. Après quoi, l'on me conduit à une autre tente, celle-là rehaussée des plus rares broderies persanes et indiennes. Le Sardar est en petite tenue de général, tête nue, assis devant un guéridon, un chapelet d'ambre entre les doigts de la main gauche. Ses yeux sont fixés sur une boussole posée sur la petite table, et dont il fixe l'aiguille avec une attention singulière. Lorsqu'il se lève pour m'accueillir, je vois un homme de haute taille, le dos légèrementcourbé, comme

sous le poids d'une longue fatigue. Les cheveux grisonnants sont très drus, de même le poil de la moustache. Une dépression marquée sépare le nez du front. Les lèvres sont fortes et, de temps en temps, esquissent une petite moue. Par la forme et par les traits du visage, la tête relève du type turc, plutôt que du type persan. Et je me souviens que Reza Khan est originaire de la province du Mazandéran.

Après l'échange, très bref, des courtoisies préliminaires, le Sardar s'informe du but de mon voyage, et je lui dis l'intérêt très vif avec lequel l'opinion française a suivi les phases du mouvement qui conduit rapidement la Perse à un degré d'organisation et de puissance que d'autres peuples orientaux ont mis longtemps à atteindre.

— Vos paroles me touchent, répond le Sardar, et je vous en remercie. Dès à présent, je mets à votre disposition tous les moyens qui vous sont nécessaires. Je connais les sentiments qui animent la France à notre égard. Les quelques difficultés qui nous séparaient sont heureusement aplanies. Jamais nos relations n'ont été meilleures qu'aujourd'hui.

J'écoute et je regarde. La douceur de la voix et celle du regard forment avec l'allure majestueuse du personnage un contraste singulier. Cet homme, devant qui tremble aujourd'hui toute la Perse, dont la volonté ne connaît pas d'obstacle et l'autorité pas de résistance, parle d'un ton modeste, les yeux baissés, presque sans un geste. Il poursuit :

— Tous les peuples ont passé par des phases plus ou moins heureuses. Il y a eu des moments où la Perse semblait avoir pour jamais perdu son indépendance ; mais ce peuple a une civilisation trop ancienne, des traditions trop nobles et trop profondes, pour ne pas reprendre tôt ou tard dans le monde la place qu'il y a si longtemps occupée.

— La France, dis-je, a aimé la Perse jusque dans son malheur. Plus tard elle s'est réjouie d'une indépendance, qu'elle estime nécessaire à l'équilibre et à la paix du monde. En assurant à la Perse sa pleine liberté, Votre Altesse n'a pas seulement bien mérité de son pays, elle a servi la cause de la paix universelle.

— Je suis heureux, répond doucement Reza Khan, que vous compreniez si bien en France la portée et le but de nos efforts. S'il m'était possible de vous les faire comprendre

mieux encore, — à vous-même, et par vous à l'opinion française, — je ne vous saurais que plus de gré de votre visite. Je sais que vous êtes chez nous déjà depuis quelque temps. Vous avez vu beaucoup de gens, vous avez recueilli des informations sur divers sujets. Si quelques éclaircissements vous étaient utiles, j'aurais plaisir à vous les donner.

— Votre Altesse n'ignore pas que mes entretiens avec les hommes d'État persans ont eu souvent pour objet la question agraire et la condition des paysans. De tout ce qu'on m'a dit, je serais tenté de conclure que la Perse, étant essentiellement un pays agricole...

— Détrompez-vous, dit le Sardar avec vivacité. Le développement de l'agriculture et le sort des paysans ne sont certes pas des problèmes négligeables. Mais pensez un instant aux richesses de notre sous-sol : minerais, charbon, pétrole, nous avons tout en abondance. Tous les efforts de mon gouvernement tendent à faire de la Perse un pays industriel et à fonder principalement sur l'industrie notre économie nationale.

J'avoue que je ne m'attendais point à cette déclaration. Je repris :

— La question agraire se présente à mes yeux sous un autre aspect que celui de la production. La condition misérable des paysans persans n'est-elle pas un danger social ? ne fournit-elle pas des arguments et des armes à une propagande antinationale, à une campagne de subversion et de désaffection envers la patrie ?

Le Sardar demeura quelque temps rêveur, les yeux obstinément fixés sur la boussole. Puis, d'une voix très lente :

— Nous avons déjà fait beaucoup, nous ferons plus encore pour améliorer le sort du paysan. Nous songeons à distribuer aux cultivateurs une grande partie des terres domaniales et à créer ainsi une nouvelle classe de petits propriétaires. On travaille à la réfection du cadastre. J'ai pris des mesures pour que les percepteurs n'exigent du paysan que ce qu'il doit au Trésor. J'ai entrepris une lutte méthodique contre l'épizootie et les autres maladies contagieuses qui menacent le bétail, et surtout les bœufs, principale richesse du cultivateur persan. Le gouvernement intervient pour permettre au paysan d'acquérir des semences, des outils, des machines.

« Quant au péril bolchéviste, auquel vous venez de faire

allusion, je puis vous assurer qu'il n'existe pas en Perse. Si la propagande russe a fait naguère quelques adeptes, dans les centres urbains, c'était uniquement parmi les mécontents, les oisifs, les sans-travail, qui obéissaient bien moins à des principes qu'à des rancunes et à des haines personnelles. Les paysans n'ont pas été atteints. Leur religion, leur sentiment national, leurs traditions patriarcales les protègent également contre les dangers d'une doctrine qui nie Dieu, la patrie et la famille. Mon affirmation semble vous surprendre : je vais vous en donner une preuve.

« Pendant cent cinquante ans, la dynastie des Kadjars a commis toutes les folies qui ont mené ce pays au bord de l'abîme. J'essaie d'en réparer quelques-unes. Eh bien ! il y a dix-huit mois, j'étais en mesure de me faire proclamer empereur : tout le peuple de Perse était derrière moi. Cependant j'estimais alors qu'un changement de régime était nécessaire, je voulais établir ici la république. Or voici ce qui s'est passé. Une partie de la nation s'est alarmée. Les représentants des classes sociales les plus élevées, prêtres, députés, propriétaires, intellectuels sont venus m'exprimer leurs inquiétudes et me supplier de renoncer à mon projet : république, pour eux, signifiait, sinon bolchévisme, du moins quelque chose d'approchant. C'était assez pour qu'ils n'en voulussent point. J'ai fini par me rendre à leurs objections, et je m'efforcerai de réformer le pays sans toucher au régime...

— Mais cette réforme, à laquelle Votre Altesse applique ses efforts, ne suppose-t-elle pas des changements profonds dans la manière d'être des Persans ? On m'assure qu'à l'heure actuelle, un quart environ de la population de l'empire vit encore à l'état nomade.

— C'est vrai, dit le Sardar.

— N'y a-t-il pas là un sérieux obstacle, non seulement à l'industrialisation de la Perse, mais encore à cette organisation de la vie paysanne, qui serait une première étape vers le progrès ?

— L'industrialisation, expliqua Reza Khan, est une perspective assez lointaine. Avant que les paysans ne deviennent des ouvriers, nous aurons soin de les préparer à leur nouvel état en leur inculquant, par l'école, les idées d'ordre, de discipline et d'intérêt général qui seront leur sauvegarde et la nôtre.

Quant aux nomades, je commence par vous dire qu'ils constituent, au point de vue national, un élément excellent. Ils sont honnêtes, braves et très attachés à leur patrie. La faiblesse du pouvoir central avait favorisé l'ambition de leurs chefs, qui étaient en passe de devenir de véritables rois. Les étrangers qui avaient intérêt à entretenir l'anarchie en Perse ne se faisaient pas faute d'exploiter les habitudes guerrières et les rivalités de ces grands féodaux. Enfin, pendant cinq ans, les puissances belligérantes ont, volontairement ou sans le vouloir, ravitaillé nos tribus en armes et en munitions, faisant ainsi de la Perse le plus hétéroclite et le plus formidable des arsenaux. Ah! l'Europe a fait chez nous de beau travail...

« Quand j'ai pris le pouvoir, le fossé qui entoure Téhéran marquait à peu près les limites de l'autorité impériale : la Perse n'était plus qu'un nom. J'ai commencé par retirer aux féodaux un pouvoir usurpé. Puis j'ai entrepris le désarmement des tribus : pour achever cette tâche, il me faudra encore un an. Sitôt désarmés, les nomades reviennent à la terre et tendent à se fixer : nous les y aidons. Déjà, chez ceux où la transhumance est de tradition, l'usage s'établit de confier les troupeaux à un petit nombre de familles, tandis que les autres adoptent la vie sédentaire et cultivent les champs. Cette transformation sera d'autant plus facile, que les nomades, les gens de tribu, sont en général plus intelligents et plus actifs que les paysans des villages ou les citadins.

« Voilà, dans ses grandes lignes, quel est mon programme. Fixer les nomades et assurer grâce à eux les besoins de la production agricole; les encadrer par une classe solide de petits propriétaires fonciers; puis, le moment venu, attirer vers les villes une partie de la population rurale, qui fournira la main-d'œuvre nécessaire à l'industrie. Inutile de vous dire que jamais le concours de la France ne nous a été plus indispensable qu'aujourd'hui. Nous connaissons la valeur de vos méthodes, la compétence de vos techniciens, et nous comptons sur vous pour nous aider à atteindre le but.

Au cours de six semaines passées à Téhéran, je devais revoir souvent le Sardar Sépah, soit dans son jardin de Tedjrich, soit au ministère de la Guerre, soit encore à l'occasion de quelque dîner diplomatique. Un jour, il me commit le soin de le « venger » de deux journalistes américaines, qui, ayant entrepris,

sous sa protection, un voyage dans les montagnes de l'ouest, s'étaient arrêtées chez les tribus les plus arriérées pour y tourner un film ignominieux. « On va croire, en Amérique, que c'est cela, la Perse ! » Une autre fois, il me raconta ses chasses au mouflon : sa voix restait calme et douce, mais ses yeux brillaient d'une étrange ardeur. Il voulait doter l'empire de communications sûres et rapides : nous parlâmes routes et chemins de fer. Sa connaissance du pays était précise et minutieuse; mais ce qui n'était pas la Perse ne l'intéressait point.

Ses principaux collaborateurs, — il en changeait souvent, — m'expliquèrent en détail les projets dont il leur avait confié la mise au point : réforme de l'armée, réforme administrative, conscription et cadastre, refonte du système fiscal. Partout je reconnaissais la marque d'un esprit réfléchi, méthodique et d'une impérieuse volonté. On eût dit que, faisant appel à l'intelligence et à l'expérience de tous, il se réservait à lui seul le droit redoutable d'agir.

AU PARLEMENT DE PERSE

Cependant les vacances parlementaires avaient pris fin; et l'on attendait la séance de rentrée avec une curiosité d'autant plus vive, que Reza Khan avait profité du congé estival pour remanier le cabinet. Les partis, en Perse, n'existent guère que de nom; on distingue néanmoins au Parlement le groupe de la Minorité, celui de la Rénovation, le parti nationaliste, le parti progressiste, la fraction des Démocrates, etc... Or, le groupe de la Minorité, peu nombreux, mais très influent, venait de se rallier au Sardar; et c'est précisément pour sceller cette réconciliation que celui-ci avait introduit dans son ministère deux membres du groupe, donnant au prince Firouz le portefeuille de la Justice et à Gavam ed Dowleh celui de l'Intérieur (août 1925).

L'Assemblée persane siège dans un palais moderne, qu'entourent, bien entendu, des jardins magnifiques. Des eaux courantes, des ombrages épais et, s'élançant plus haut que la futaie, quatre minarets revêtus de faïence, ceux de la mosquée du Parlement. En faisant le tour des jardins, je remarque un homme accroupi, qui sanglotait dans un mouchoir rose. Le Persan qui m'accompagne lui demande quelle est son infor-

tune; l'homme tire de dessous son manteau un long grimoire, où il accuse un ancien ministre de Perse à Londres d'avoir trahi ses intérêts. Voilà deux mois qu'il a élu domicile dans le jardin du Parlement, attendant l'occasion de présenter sa requête aux députés. On le laisse pleurer, prier, dormir à sa guise; il boit l'eau du ruisseau qui coule à portée de sa main, et se plaint seulement de ce qu'on ne lui apporte pas à manger.

La salle des séances est petite, mais élégante : blanche, avec de larges fenêtres, par où entre la verdure. Je cherche un portrait du souverain, des armoiries : il n'y a rien qu'un verset du Coran, qui court au-dessus de la tête du président et qui dit : « Consultez-vous les uns les autres sur les questions que vous aurez à résoudre. » Les députés sont assis sur des bancs disposés en amphithéâtre; le premier banc, face à la tribune et à l'estrade présidentielle, est réservé aux ministres. Le public, très nombreux, se presse dans deux enceintes, à droite et à gauche de l'hémicycle. Lorsqu'un député ou un ministre veut parler de sa place, il soulève la petite tablette à charnière disposée devant lui, fait un pas en avant et la rabaisse derrière lui. Les membres de l'Assemblée ne sont pas groupés par parti : chacun siège où il veut.

Le président ouvre la séance. Courte discussion autour d'un projet de loi sur les boissons alcooliques, et le Sardar entre, suivi de tous les membres du gouvernement. Il est en tenue militaire, le képi sur la tête, suivant l'usage oriental. A peine installé à son banc, il demande la parole. En quelques mots, prononcés d'une voix sourde et lasse, le Président du conseil annonce à l'Assemblée le remaniement ministériel. Mais déjà un député s'est élancé vers la tribune : c'est le prince Suleïman Mirza, chef du groupe démocratique et *leader* de la nouvelle opposition. Le choix qu'a fait le Sardar n'agrée point au prince Mirza, et il va dire pourquoi.

— Firouz est un traître, son passé politique le condamne.

— Laisse là le passé de Firouz, crie un majoritaire, et parle-nous du tien, vendu !

Cependant Reza Khan s'est levé, et tous les membres du cabinet ont fait comme lui.

— Tout cela, c'est de l'histoire ancienne, dit sèchement le Sardar, et nous ne sommes pas ici pour faire de l'histoire.

Là-dessus il sort, et le gouvernement derrière lui. Suleïman

Mirza veut continuer son discours : on l'interrompt, on l'insulte. Une dizaine de députés s'élancent hors de leurs bancs et en viennent aux mains ; quelques calottes volent, des turbans se déroulent. Les huissiers se précipitent sur les combattants, et le président lève la séance. Tandis que la salle se vidait, un homme restait tranquillement assis à sa place. Très calme pendant le pugilat, il avait simplement ôté ses lunettes d'or, pour les poser devant lui. Les yeux à demi fermés, caressant d'une main sa longue barbe blanche, il semblait parfaitement détaché des contingences bruyantes qui l'environnaient, et comme plongé dans un rêve. C'était Modarrès l'Ispahanais, moullah influent, prédicateur fameux, adversaire redoutable, dont Reza Khan ne devait guère tarder à se faire, sinon un ami sincère, du moins un allié précieux.

Une heure après, la séance est reprise, mais le banc des ministres reste vide. D'accord avec le Sardar, les chefs de la majorité ont décidé de renvoyer à plus tard un débat si mal engagé. Le prince Mirza proteste vainement contre cette procédure, et l'on entame aussitôt l'examen d'un projet de réforme électorale. Avant d'avoir gagné la sortie, j'étais rejoint par quelques députés, anxieux de connaître mon impression. Je ne m'oubliai pas au point de paraître scandalisé d'un spectacle fort analogue à ceux que m'avaient trop souvent offert les Parlements d'Occident, et je me défendis de vouloir juger l'Assemblée persane sur cette première expérience.

— Vous avez raison, observa l'un de ceux qui m'entouraient. C'est vraiment une malchance inouïe. Depuis que le Parlement existe en Perse, les députés ne s'étaient encore jamais battus que dans les couloirs.

LE DUEL ANGLO-RUSSE. — LA QUESTION DES CHEMINS DE FER

Je venais d'avoir la preuve que Reza Khan faisait assez bon marché des oppositions parlementaires. Intrigues de palais, intrigues de couloirs, c'étaient pour lui menus dangers, familiers écueils entre lesquels il avait appris à mener sa barque sans la briser. Il suffisait d'étudier de près les remaniements ministériels récents, pour comprendre que l'homme qui les avait opérés se souciait moins encore de tenir la balance égale entre les partis, que de donner des gages opportuns, — et peut-être

fallacieux, — tantôt à l'une, tantôt à l'autre des grandes puissances dont il désirait s'assurer pour un temps le concours actif ou la neutralité bienveillante. De tel ministre, j'entendais dire qu'il était favorable à l'Angleterre, ou à la Russie; on m'avait nommé des députés assez éclectiques pour accorder leurs faveurs en même temps à l'une et à l'autre. L'indépendance de la Perse et l'action vigoureuse du Sardar n'avaient donc pas mis fin à la vieille rivalité russo-britannique, et l'Iran demeurait le champ clos où, plus sournoisement qu'autrefois, mais avec autant d'âpreté, continuaient de s'affronter l'Ours et la Baleine? Pour m'éclairer sur ce point, je ne pouvais guère compter sur les Persans, et rien ne pouvait remplacer les témoignages directs d'un Russe et d'un Anglais.

Je priai donc un Anglais compétent, établi depuis longtemps en Perse, de bien vouloir m'exposer le point de vue de son gouvernement.

— Depuis cinquante ans, me dit-il, nous avons essayé ici un peu tous les systèmes. Après la lutte ouverte avec la Russie, un accord est intervenu, celui de 1907, qui attribuait à chacune des deux puissances rivales sa zone d'influence. A l'abri de cet accord, les Russes poussèrent si hardiment leurs entreprises, qu'en 1914, nous n'étions pas bien loin d'entrer en guerre avec eux au sujet de la Perse.

« Pendant la grande guerre, l'alliance avec la Russie fut une pierre à notre cou en Asie moyenne, comme elle l'avait été jadis au vôtre dans le Levant. Puis, vint la défection russe, puis la paix. Lorsqu'il reçut le délégué que la Perse avait envoyé à la Conférence, et qui, d'ailleurs, ne devait point y siéger, lord Curzon le mit très nettement en face de l'alternative. Il faut, disait à peu près le chef du *Foreign Office*, que la Perse choisisse entre deux systèmes. Obligée de chercher des concours à l'étranger, elle peut adopter la solution internationale : confier sa gendarmerie aux Suédois, ses douanes aux Belges, ses finances aux Américains; ou bien tout demander à une seule puissance, c'est-à-dire à l'Angleterre, puisque la Russie est hors de jeu. Dans le premier cas, n'attendez rien de nous, car nous ne vous donnerons rien, pas un homme, pas un sou. Dans le second, nous mettrons tout en œuvre pour vous aider. Et, comme gages immédiats de la confiance faite par la Perse à la Grande-Bretagne, lord Curzon exigeait que l'on s'en remît à des fonc-

tionnaires anglais du double soin d'unifier l'armée et de réorganiser les finances.

« Le gouvernement persan accepta notre concours et signa avec nous le traité de 1919. J'aime mieux vous avouer tout de suite que le plan de lord Curzon, parfaitement réalisable, tant que nous tenions solidement le Caucase et les abords de la Caspienne, devenait très fragile ou, pour mieux dire, s'effondrait le jour où, contraints d'abandonner ces positions, nous nous révélions incapables de protéger la Perse, soit contre la Turquie, soit contre les Soviets.

« L'accord de 1919 fut dénoncé, et les Persans sont revenus au système international. Ils ont confié leurs finances à une mission américaine, leurs douanes à des fonctionnaires belges; vous avez vos écoles et le monopole des fouilles archéologiques; nous avons le télégraphe, la Banque impériale et les Pétroles du sud. L'Angleterre n'a pas obtenu ce qu'elle voulait, elle n'en conserve pas moins vis-à-vis de la Perse une attitude de neutralité très bienveillante, et lui manifeste en toute occasion, — dernièrement encore lors de la révolte des tribus qui bordent le Béloutchistan, — son empressement à lui rendre service.

— De ce que vous me dites, observai-je, je crois pouvoir conclure que la question persane se pose aujourd'hui à peu près dans les termes où elle se posait avant la guerre. Deux grandes puissances européennes, spécialement intéressées, continuent de se disputer plus ou moins ouvertement le contrôle de la Perse; et ce pays, tiraillé entre deux influences, incapable de s'affranchir de l'une sans le concours intéressé de l'autre, essaie de les tenir toutes deux en échec, en les neutralisant l'une par l'autre. Est-ce cela?

— Il y a bien quelque chose de cela, répondit l'Anglais avec un sourire vague et un peu hésitant. Il y a pourtant des questions où la Perse devra faire un choix et dire ce qu'elle veut. Prenons, par exemple, les chemins de fer. Vous connaissez la position des Russes. Ils abordent la Perse, à l'ouest, par le Transcaucasien et la ligne Djoulfa-Tauris, qu'ils ont construite avec votre argent; à l'est, par le Transcaspien et ses prolongements. Il ne leur reste plus grand chose à faire pour que les deux branches de la pince se rejoignent. Admettez que le gouvernement persan adopte, comme ligne principale du futur réseau, le tracé Méched-i-Sar-Mohamarrah, qui relie la Caspienne au golfe Persique;

voilà les Russes en possession d'un merveilleux instrument de pénétration économique et politique : avec leur réseau d'Asie centrale, le nord-sud persan et, à l'arrière-plan, le Transsibérien. ils sont maîtres de l'Asie. L'équilibre est rompu.

« C'est pourquoi nous recommandons à la Perse, et à l'Europe, un autre tracé. Partant de Bagdad et franchissant la frontière vers Khanikine, la voie ferrée traverserait l'empire persan d'ouest en est, par Kermanchah et Hamadan, d'où partirait un embranchement sur Téhéran. De Hamadan, le rail descendrait sur Koum, Kachan et Ispahan, pour aboutir à Douzdab, où il rejoindrait le grand réseau des chemins de fer de l'Inde.

— Je vois fort bien, dis-je, en quoi ce tracé favorise les intérêts britanniques : outre que c'est la fortune de Bagdad rétablie, et peut-être décuplée, c'est une grande partie du trafic d'Europe en Asie détourné des lignes russes, pour ne quitter le territoire d'influence anglaise qu'un instant, entre l'Irak et l'Inde. J'admets encore que la Perse y trouve son compte, bien que la ligne nord-sud me semble, à première vue, plus conforme à ses besoins. Mais je ne vois pas comment ce tracé ouest-est répond aux convenances des puissances européennes autres que l'Angleterre.

— Il y répond si bien, répliqua vivement l'Anglais, que les Allemands, avant 1914, n'en prévoyaient pas d'autre, que les Italiens s'y montrent favorables, et que vous-mêmes avez envisagé naguère une ligne ferrée qui ne différait pas beaucoup de celle dont nous parlons.

— Elle ne s'en écartait en effet que sur deux points : le point d'entrée en Perse, qui n'était pas Khanikine, et le débouché sur la Méditerranée qui n'était pas Caïffa.

— Ce sont là des détails sur lesquels on pourrait s'entendre. L'intérêt essentiel, qui nous est commun, consiste à faire aboutir la grande route d'Asie sur la Méditerrannée. Car enfin, considérer la mer Noire comme une mer libre, c'est faire une confiance un peu naïve au statut qui régit actuellemennt les Détroits. Seule la Méditerranée orientale nous offre des garanties permanentes : c'est à cette mer que doivent aboutir et la grande voie ferrée que nous pouvons prolonger un jour jusqu'à Canton, et la *pipe-line* qui amènera jusqu'à nous les pétroles de la Perse et de Mossoul. Après cela, que le point d'aboutissement soit

Caïffa, Tripoli ou Alexandrette, c'est une question à régler entre nous.

— Mais les Persans eux-mêmes ont-ils fixé leur choix sur un de ces projets, ou bien ont-ils un plan qui leur soit propre et s'inspire avant tout des intérêts de la Perse ?

— Les chemins de fer, répondit mon interlocuteur, sont une des grandes préoccupations de Reza Khan. C'est lui qui a fait voter par l'Assemblée les nouveaux impôts sur le sucre et sur le thé, dont le produit, — qu'on escompte à quatre millions de *tomans* par an, — doit être entièrement affecté à la construction des voies ferrées. Dans la pensée du Sardar, cette somme suffirait à couvrir d'abord les frais d'études, puis les dépenses d'établissement, qui s'échelonneraient sur une douzaine d'années. Ainsi, pas d'emprunt extérieur, pas de concession. La Perse tirerait d'elle-même, sinon les moyens techniques, du moins les moyens financiers nécessaires à la construction de son réseau ferré. Le pays ne manque ni de minerai, ni de charbon. Des usines seraient créées, pour fondre le métal et fabriquer les rails ; on ne demanderait à l'Europe, ou à l'Amérique, que quelques ingénieurs...

— Et les Américains n'ont-ils pas aussi leur projet de chemin de fer persan ?

— Je crois que naguère ils préconisaient une ligne Tauris, Erzeroum, Trébizonde, conçue de manière à ne favoriser ni le dessein russe ni le nôtre. Car c'est toujours là qu'il faut en revenir : la question des chemins de fer en Perse est une question politique ; on ne la résoudra pas sans tenir compte des intérêts en présence, et ces intérêts ne seront pas très faciles à concilier (1).

CONVERSATION AVEC L'AGENT DES SOVIETS

Lorsque j'eus obtenu, non sans peine, l'audience du personnage qui dirigeait à Téhéran la mission économique des Soviets

(1) La Perse a fait connaître sa décision dès les premiers jours de janvier 1926. Aux termes du projet déposé par le gouvernement sur le bureau de l'Assemblée, et modifié par la Commission des Travaux publics, huit lignes de chemin de fer doivent être mises à l'étude et construites. Les deux premières, par ordre d'urgence, sont la ligne Bandarjar (au nord d'Achref, sur la Caspienne), Téhéran, et Téhéran-Mohamarrah. Ce sont les deux tronçons de la grande voie nord-sud, destinée à relier la Caspienne au golfe Persique, et à laquelle le gouvernement du Chah attache un intérêt national de premier ordre.

et représentait comme tel, non seulement la Russie, mais l'ensemble des républiques fédérées, mon premier soin fut de lui demander quel était le point de vue russe sur les chemins de fer persans. J'allais enfin voir clair dans ce problème compliqué. Or ce que j'entendis manqua totalement de clarté.

— Notre désir, me déclara du ton le plus calme le camarade R..., est que le territoire persan soit couvert de voies ferrées : d'abord, bien entendu, dans l'intérêt de la Perse, puis dans notre intérêt, pour que nos marchandises circulent plus aisément. Déjà nous avons le Djoulfa-Tauris...

— Mais, quant à la direction et au tracé de ces chemins de fer, n'avez-vous pas, comme les Anglais, certaines préférences?

— Je ne saurais vous répondre, dit simplement M. R...

Sans perdre courage, j'abordai la question des pétroles du nord. La Russie ne s'intéressait-elle point à leur exploitation?

— Vous savez sans doute, répondit le Russe, que, par le traité de 1921, nous avons rendu gracieusement à la Perse toutes les concessions précédemment obtenues ; mais à la condition, stipulée par l'article 13, qu'elles ne pourraient être rétrocédées, ni à aucun État étranger, ni aux ressortissants d'un de ces États. Nous désirons que la Perse exploite elle-même ses richesses.

— En est-elle capable dès à présent?

— Oui. La Société mixte des pétroles de Ghilan, dont nous avons favorisé la création, n'est formée que de capitaux persans.

— Et l'exploitation a commencé?

— Non, pas encore.

— Mais supposez qu'un jour le gouvernement persan soit amené à prendre en considération certaines offres, anglaises ou américaines, la Russie ne serait-elle point tentée de réclamer sa part?

Le camarade R... me regarda avec une pitié un peu dédaigneuse :

— Jetez les yeux sur une carte, me dit-il, et vous comprendrez pourquoi nous pouvons attendre les événements avec une tranquille assurance. Que l'exploitation soit anglaise ou américaine, cela nous est parfaitement égal. Le pétrole extrait, par où le faire sortir, comment le transporter? Quand on en sera là, nous verrons.

— On m'a déjà fait observer que cette facilité des transports

assurait au commerce russe une situation privilégiée, et même une sorte de monopole en Perse.

— Cela est vrai pour la Perse du nord. Les deux grands produits de la contrée sont le riz et le coton. Nous achetons 97 pour 100 du riz et 80 pour 100 du coton persan. Les producteurs nous livraient un coton si défectueux, si sale, que nous sommes venus à leur secours, d'une part en leur fournissant des essoreuses et des égréneuses, d'autre part en leur envoyant des semences américaines propres à améliorer la race.

— Prévoyez-vous un développement rapide de la production agricole et industrielle en Perse ?

— Je crois, pour ma part, au progrès de la Perse, répondit M. R...; mais ce sera long. A l'heure qu'il est, le développement de l'industrie est entravé par le manque de capitaux. Les Persans riches ont tendance à employer leur argent dans des entreprises commerciales, qui leur donnent des bénéfices plus rapides ; ou bien ils achètent des villages, ce qui constitue pour eux une sorte d'assurance contre leur propre prodigalité. D'autre part, l'agriculture souffre du manque de communications et de l'insuffisance de l'outillage. L'emploi des machines est tout nouveau : il date de l'épizootie de 1922. Mais les chevaux, les bœufs et même les chameaux persans sont si faibles, qu'ils n'arrivent pas à tirer nos machines : il faudra en fabriquer de plus légères. On s'en préoccupe en Russie, et aussi, je crois, en Amérique.

— Puisque vous représentez ici l'ensemble des républiques fédérées, pourriez-vous, demandai-je, me donner quelques précisions sur les relations de la Perse avec le Turkestan et le Caucase ?

— Il m'est difficile de vous fournir des chiffres, dit M. R..., car nos statistiques englobent tous les territoires de l'Union et nous n'avons pas de douanes intérieures. Je vous signalerai seulement l'importance du Caucase, comme trait d'union entre l'Europe et l'Asie. Nous y avons maintenu jusqu'à présent un droit de transit de 20 pour 100, mais il sera bientôt supprimé. Nous fondons quelque espoir sur le nouveau traité de commerce avec la Perse, qui s'appliquera à toutes les républiques fédérées. Malheureusement, il n'a encore été ratifié, ni à Moscou ni à Téhéran.

Plus tard, en parcourant le pays, j'eus l'occasion de voir

fonctionner l'organisme commercial créé par les Soviets. Je rencontrais un peu partout les succursales des bureaux d'achat et de vente que j'avais vus à Téhéran. Chaque bureau était spécialisé, selon les produits ou selon les besoins de la région. Tel office russe vendait du pétrole, tel autre des machines, ou des tissus. Ici on achetait du coton, là des fruits secs, ou du riz, ou des cocons. L'achat et la vente des produits non spécialisés étaient laissés au soin d'une organisation particulière, le *Chark* (Orient). Enfin, comme toutes les opérations commerciales devaient être passées en *tchervonetz*, à chaque bureau était adjoint un office de change, qui me parut réaliser parfois d'assez jolis bénéfices. J'ai eu l'impression que la Russie était en train de reconquérir en Perse, très rapidement, ses positions d'avant la guerre. Pour l'année 1923-24, les statistiques officielles (belges) relatives au commerce russo-persan accusaient une augmentation de 32 millions de *krans* aux importations et de 96 millions de *krans* aux exportations sur les chiffres de l'année précédente. Dans le nord de l'empire, les Russes avaient tout à fait l'air d'être chez eux ; ils exploitaient les pêcheries de la Caspienne comme si elles leur appartenaient. Le Sardar Sépah, passant par Enzeli, s'étonna de trouver dans ce port un magnifique croiseur russe; sur ses instances, les autorités soviétiques donnèrent l'ordre de retirer ce bateau, mais le remplacèrent bientôt après par un bâtiment de même tonnage et d'égal armement.

Brusquement, au début de 1926, les Russes fermaient leurs frontières aux produits persans. Le commerce du nord de l'Empire souffrit cruellement de cette mesure; les ruines et les faillites se multipliaient. Le gouvernement du Chah demanda des explications : Moscou invoqua la défaillance de sa balance commerciale. Mais, en même temps, ses agents et ses journaux laissaient entendre qu'il ne tenait qu'aux Persans que la frontière se rouvrît. Il leur suffirait pour cela d'accepter le nouveau tarif douanier que leur proposaient les Soviets et de ne plus contester à l'exploitation russe le monopole des pêcheries de la Caspienne.

Téhéran eut le courage et le bon sens de résister. Après quoi des négociations s'ouvrirent, qui semblent devoir aboutir à un compromis. Mais tant que l'Union Soviétique disposera de ces deux moyens de pression, monopole de fait des transports commerciaux, et faculté de susciter sur la frontière des révoltes de

tribus, la Perse aura quelque peine à réaliser son programme de développement économique, sans rien sacrifier de son indépendance. Comme naguère la Grande-Bretagne, la Russie offre aujourd'hui à la Perse une alliance grosse de sous-entendus et de périls. La politique persane, sous l'impulsion et le contrôle d'un chef aussi énergique qu'il est habile, tendra sans doute à limiter les risques de l'opération, tout en s'efforçant d'en recueillir les bénéfices.

LE RÔLE DES AMÉRICAINS. — LES ŒUVRES FRANÇAISES

Les Russes et les Allemands ne m'ont point paru soucieux d'étendre à la Perse la politique d'entente et de collaboration que je les avais vus pratiquer en Turquie il y a trois ans. Le libre transit des marchandises à travers les républiques du Caucase, que Berlin avait sollicité très instamment, lui fut refusé par Moscou ; il n'a encore été accordé qu'à l'Italie, qui n'en tire pas grand profit. Cela n'a pas empêché le commerce allemand de faire en Perse, au cours des dernières années, de très appréciables progrès : depuis 1923, l'Allemagne a plus que doublé le chiffre de ses importations et, dès à présent, elle nous dispute en Perse la quatrième place, que nous retenons péniblement, les deux premières étant occupées par l'Angleterre et la Russie, la troisième par la Belgique (1).

La tentative de colonisation d'une province persane par les Allemands a complètement échoué. En revanche, la réouverture à Téhéran de l'école professionnelle allemande (janvier 1925) a donné d'excellents résultats. Après un stage de trois ou cinq ans, suivant les métiers auxquels ils se destinent, les meilleurs élèves sont envoyés en Allemagne, où ils achèvent leur instruction. Le gouvernement persan a reconnu les services rendus par cette école, en lui attribuant une subvention de 20 000 *tomans*.

Les Américains doivent l'influence considérable qu'ils exercent dans l'empire iranien, un peu à ce qu'ils sont, après les Anglais et les Russes, les plus gros acheteurs de produits persans, beaucoup au fait que le gouvernement du Chah leur a confié la réforme et la direction des finances impériales. L'œuvre

(1) Voir le *Tableau général du commerce de la Perse avec les pays étrangers*, publié par l'administration des Douanes. Téhéran, imprimerie Bagher-Zadé (ouvrage excellent, publié en français par les fonctionnaires belges des douanes persanes).

de leurs fonctionnaires est diversement appréciée. Je leur ai entendu reprocher une centralisation excessive, mal appropriée à un pays où les régions sont très nettement différenciées et où les communications sont lentes et irrégulières. Lorsqu'ils invoquent, comme preuve des bons résultats obtenus, l'équilibre apparent du budget, on leur rappelle les fortes avances consenties au Trésor par la banque impériale. Il n'en reste pas moins que le docteur Millspaugh et ses collaborateurs ont remis un peu d'ordre dans les finances persanes, qui en avaient besoin. Lors de la dernière disette, la mission américaine parvint, grâce à une réquisition rapide de tous les moyens de transport et à des achats de blé indien conclus et publiés en temps utile, à faire baisser les prix russes et à atténuer très sensiblement les désastres de la famine.

Les Américains tiennent en Perse les cordons de la bourse : c'est dire que leur influence est considérable. L'engagement par contrat de fonctionnaires étrangers est soumis, en fait, à leur agrément, et il est extraordinaire comme les compétences dont la Perse a besoin sont précisément celles que les États-Unis peuvent fournir. Les Anglais voient sans déplaisir le gouvernement persan donner sa confiance à un élément étranger, qui ne poursuit aucun but politique, mais dont le succès contribue indirectement à répandre la langue et l'esprit anglo-saxons. Pour avoir accès à certaines fonctions publiques, il est bon d'avoir passé par les écoles américaines, et les Persans ont commencé à apprendre l'anglais.

Notre langue n'en demeure pas moins, jusqu'à présent, la plus répandue et la mieux connue parmi les classes cultivées. Pendant mon séjour à Téhéran, un professeur de l'Université de Berlin, le docteur Hertzfeld, fut invité à faire une conférence : il possède beaucoup de langues, mais c'est en français qu'il parla. J'ai pu m'entretenir en français avec la plupart des ministres, avec un certain nombre de députés et de fonctionnaires persans; non seulement dans la capitale, mais dans la plupart des villes que j'ai traversées. J'ai rencontré en Perse des connaisseurs très avertis de notre littérature, de la plus classique comme de la plus moderne; j'ai entendu prononcer par des bouches persanes, à Téhéran, à Ispahan, à Chiraz, les noms de nos historiens et de nos philosophes aussi souvent que ceux de nos hommes d'État. Le français n'est pas seulement en Perse

la langue des lettrés, c'est encore la langue des affaires. On m'a montré le texte de la fameuse convention Sinclair, relative à l'exploitation des pétroles : ce document est rédigé en persan et en français; en cas de contestation, c'est le texte français qui fait foi. Bref, pour tous les Persans d'une certaine classe, le français est une seconde langue, presque aussi familière que leur langue maternelle.

Ce privilège extraordinaire, nous le devons surtout à nos écoles. Il y aura tantôt quatre-vingt-dix ans que les Prêtres de la Mission, ceux que nous appelons les Lazaristes, sont arrivés en Perse à la suite de M. Boré. Ce grand savant, qui fut aussi un bon politique, devait revêtir un jour la robe des missionnaires qu'il avait lui-même appelés, et devenir le supérieur général de leur congrégation. Lazaristes et Filles de la Charité commencèrent à ouvrir en Perse des écoles et des hôpitaux. Les meilleurs de leurs élèves venaient achever leurs études en France, et rapportaient ensuite dans leur pays les idées, l'esprit et les méthodes qu'ils avaient appris dans le nôtre.

Dès 1840, le Saint-Siège confiait à un lazariste français la Préfecture apostolique de Perse. En 1874, lorsque la Préfecture devint une Délégation, le titulaire fut choisi dans la même Compagnie. La bulle pontificale qui restaurait, en 1910, l'archevêché d'Ispahan, disposait que les deux fonctions d'archevêque et de délégué seraient confiées à une même personne, c'est-à-dire à un lazariste français. Le dernier titulaire, Mgr Sontag, un Alsacien qui avait réclamé et obtenu la nationalité française, mourut à son poste de combat, à Ourmiah, en héros et en martyr, massacré par les Turcs vers la fin de la Grande Guerre (1918). On lui a donné pour successeur un prélat qui n'est ni Lazariste, ni Français.

Cependant l'effort de nos missionnaires avait développé dans l'empire iranien la connaissance et le goût de la langue et de la culture françaises. Les écoles de l'Alliance israélite, où le français est la langue officielle de l'enseignement, favorisèrent grandement cette expansion. Je n'aurai garde d'oublier l'heureuse influence exercée, dans le même sens, par les fonctionnaires belges des douanes impériales, qui ont établi l'usage du français dans leur administration et exigent de leurs collaborateurs persans qu'ils le parlent et l'écrivent. Le gouvernement du Chah fut naturellement amené à faire venir en Perse un

certain nombre de professeurs français. Aux environs de 1880, l'Alliance française ouvrait à Téhéran une école où plusieurs centaines de jeunes Persans se firent aussitôt inscrire. Enfin, au mois de novembre 1919, l'initiative de MM. Bonin et Perny aboutissait à la création, dans la capitale persane, d'une École française de Droit.

Voilà, n'est-il pas vrai, un bel ensemble d'instruments au service de notre influence. Quel usage en faisons-nous? Je trahirais tout ensemble la vérité et les intérêts de notre cause, si je m'abstenais de marquer ici l'état de déchéance et d'abandon dans lequel j'ai trouvé les œuvres françaises en Perse. Les Lazaristes, qui naguère possédaient dans ce pays plus de soixante établissements, ne sont plus installés que dans cinq villes. Faute de personnel, le collège de Téhéran a dû fermer une partie de ses classes; dans celui d'Ispahan, j'ai trouvé un pauvre missionnaire, qui remplissait à lui tout seul, du mieux qu'il pouvait, les fonctions de curé latin, de directeur et de professeur à l'école des garçons, de directeur à l'école des filles. Aux portes d'Ispahan, dans une belle villa, que possède la mission et où l'on devait installer divers établissements d'instruction, je n'ai rencontré que des réfugiés russes... J'entends encore la voix résignée et ardente du vieux curé d'Ispahan :

— Dites-leur bien à Paris, que tout est prêt pour recevoir les sœurs et les missionnaires; dites-leur que vous avez vu leurs chambres, que je les attends!

A l'Alliance française de Téhéran, on arrivait à grand peine à réunir une cinquantaine d'enfants et d'adultes, pour un misérable cours du soir. Quant à l'École de Droit, on m'a déclaré qu'elle passait par une crise; je souhaite vivement qu'elle en soit sortie : elle avait, en 1925, cinq élèves de troisième année. Je n'ai trouvé de vraiment vivantes que les écoles de l'Alliance israélite; elles comptent aujourd'hui leurs élèves par milliers, et ce succès est dû pour une grande part à l'initiative et au dévouement d'un homme excellent, M. Brasseur, qui, pendant plus de vingt ans, s'y est consacré tout entier. Grâce à lui et à quelques-uns des maîtres qu'il a formés, les écoles israélites s'évadent peu à peu du *ghetto* où une antique tradition les confinait, pour s'installer dans des quartiers plus sains et attirer une clientèle où se mêlent toutes les religions.

Le 12 mars 1895, le ministre de France à Téhéran, M. de

Balloy, signait avec le gouvernement du Chah la convention qui accorde à une délégation française « le monopole perpétuel et universel d'exécuter des fouilles et d'extraire des objets intéressant l'art et l'archéologie sur tout le territoire de l'Empire ». Un second accord, conclu à Paris le 11 août 1900, attribuait à la France la moitié du produit des fouilles et la totalité des objets découverts à Suze par M. de Morgan. Il n'est que d'entrer au Musée du Louvre, pour se faire une idée des trésors d'art et d'histoire qu'en vertu de ce privilège nos savants ont pu tirer du vieux sol iranien et ramener à Paris.

Une si magnifique moisson devait bientôt nous faire des envieux et nous susciter des concurrents. Un premier assaut fut livré au monopole français en 1911 : il échoua devant la résistance énergique de notre représentant. Cependant l'effort de nos fouilleurs s'était ralenti, les campagnes se faisaient plus courtes, les recherches se poursuivaient dans un rayon de plus en plus limité. Autant de circonstances que nos rivaux devaient exploiter contre nous. A leur instigation, ou de son propre mouvement, le gouvernement persan nous invite à étudier, d'accord avec lui, les modalités d'une réforme, qu'il juge indispensable. S'il m'était permis d'exprimer un avis sur cette question, je recommanderais l'application à la Perse du régime qui est actuellement pratiqué en Égypte : la direction et l'administration du Service des Antiquités demeurent confiées à la mission française, qui, tout en se réservant certains champs de fouille, peut en attribuer d'autres aux délégués de telle société étrangère, — académie, musée, bibliothèque, — présentant les garanties requises de capacité technique et financière.

Nous n'avons à notre disposition, ni assez d'argent, ni assez d'hommes pour exploiter complètement un monopole aussi étendu que celui des fouilles archéologiques en Perse. L'argent pourrait encore s'obtenir, et je sais que les Parsis de Bombay, si curieux de tout ce qui touche à l'histoire de leur pays d'origine, seraient heureux d'offrir leur concours aux savants français. Mais nos savants eux-mêmes, qu'une guerre terrible a décimés, ne suffisent plus aux multiples entreprises archéologiques que la France poursuit à travers le monde. D'autre part, nous entendons garder intact le double bénéfice des droits acquis et d'une initiative dont les premiers résultats n'ont pas

procuré moins de gloire à la science française, que de profit à la science universelle. La seule modification que nous puissions consentir à la forme de notre privilège est, à mon avis, celle qui nous permettrait d'associer aux travaux de notre mission, sous sa direction et sous son contrôle, les savants étrangers que délégueraient à cet effet leurs gouvernements, ou les organisations scientifiques dont ils font partie.

Je causais un jour avec le ministre des Affaires étrangères, Mochar-el-Molk, de la situation et de l'avenir des œuvres françaises en Perse ; et comme je lui marquais mon inquiétude au sujet de certaines mesures peu favorables à notre influence, il me répondit en souriant :

— Vous n'avez rien à craindre. Un gouvernement qui, dans notre pays, voudrait porter atteinte aux privilèges intellectuels de la France, ne le pourrait pas. Car ces privilèges, vous ne les tenez pas de la bienveillance d'un gouvernement : c'est la volonté du peuple persan qui les a établis et les consacre. Savez-vous ce que nous serions tentés de vous reprocher ? c'est de ne pas tirer un meilleur parti des moyens d'influence dont vous disposez chez nous. Votre désintéressement nous impose le respect ; mais nous ne l'admirons pas sans réserve, de la part d'une puissance qui, après avoir largement contribué à notre progrès, pourrait aujourd'hui trouver chez nous un emploi rémunérateur de ses multiples activités.

Il me semble que le rôle de la France en Perse est aisé à définir. Nous n'avons dans ce pays aucun intérêt politique, et c'est une des raisons de la sympathie et de la confiance dont nous y jouissons. Des intérêts économiques, il nous est loisible d'en acquérir ; et, pour cela, notre désintéressement politique, d'une part, notre influence intellectuelle, de l'autre, nous donnent sur nos concurrents des avantages singuliers. Mais cette influence intellectuelle, si, comme on nous y invite, nous voulons nous en servir, veillons d'abord à la conserver. Le jour où elle ne ferait plus de progrès, elle serait bien près de décroître. Il faut que, par l'effort des maîtres distingués que nous enverrons en Perse, nos écoles se repeuplent, et que notre enseignement, à tous les degrés, retrouve autorité et prestige. Ce n'est point mission facile, que de représenter, de faire comprendre et apprécier une culture étrangère, chez un peuple dont la propre culture a atteint un haut degré de perfection

et de raffinement. Les Persans évaluent au juste prix ce que nous leur donnons : ne leur donnons rien que d'excellent.

Reza Khan s'appelle aujourd'hui Reza Chah Pahlavi ; le Sardar Sépah est devenu roi de Perse ; mais les sentiments qui l'animent à l'égard de la France, et qu'il voulait bien m'exprimer il y a un an, sont demeurés les mêmes ; passant récemment par Paris, le ministre de sa Cour, Mirza Khan Timourtach, en rendait témoignage (1). C'est par la volonté du Chah qu'un certain nombre de jeunes Persans viennent chercher aujourd'hui dans nos écoles militaires un complément d'instruction, et c'est sur sa demande que le gouvernement français envoie à Téhéran, pour y renforcer les cadres de l'École de Droit, des agrégés de notre Université.

Un soir que j'avais eu l'honneur de dîner avec lui, dans les beaux jardins d'El Ayhié, quelqu'un se mit à réciter les vers célèbres d'un philosophe et poète persan : « Ayant été la cause du premier effort, — je suis aussi celle de tous les efforts qui ont suivi, — et je serai celle de toutes les conséquences, à l'infini. » Puis il commenta : « A l'origine de toutes les réformes, de tous les progrès de la Perse, il y a la France et la leçon de son génie. » Reza Khan, pensif, écoutait, et approuvait.

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

(1) Voir le *Temps* du 23 novembre 1926.

UN DIRECTEUR DES BEAUX-ARTS

SOUS LA RESTAURATION [1]

On avait détaché, du Ministère de la Maison du Roi, pour Sosthènes de la Rochefoucauld, la direction générale des Beaux-Arts, qui, sans lui donner rang de ministre ni entrée au Conseil, lui créait une situation indépendante relevant directement du Roi. Ses fonctions comprenaient la protection de l'art sous toutes ses formes, et l'organisation de ses manifestations dans tous les ordres. A sa direction se rattachaient : la musique par les théâtres lyriques et le Conservatoire, la littérature par le Théâtre Français et l'Odéon, la peinture et la sculpture par les musées, les expositions et les galeries, la céramique et la tapisserie par les manufactures, les artistes de tous genres par la répartition des encouragements, des récompenses et des honneurs. Tout le monde sait combien sont délicates et périlleuses des fonctions qui mettent le pouvoir en contact incessant avec le *genus irritabile*, et combien peu de directeurs des Beaux-Arts sont sortis triomphants d'une telle épreuve. Elle exige un ensemble de qualités qui semblent contradictoires : l'aptitude administrative et le sentiment de l'art, le sens de l'autorité et la souplesse dans les relations, un

(1) Le duc de Doudeauville publiera prochainement, sous le titre *Une politique française au XIXe siècle*, un curieux et important ouvrage qui est en quelque sorte l'histoire de la France du siècle dernier à travers une grande famille. Nous en détachons ce chapitre consacré au Vicomte de la Rochefoucauld, qui fut le premier en date des directeurs des Beaux-Arts et dont il importait de rétablir la physionomie véritable, faussée par la légende et l'esprit de parti.

goût artistique prononcé et pourtant une indépendance de jugement susceptible de se traduire par un large éclectisme. La pire prédisposition qu'on y puisse apporter est une conception d'art personnelle, car l'État n'a, en cette matière, mission ni d'éducateur ni de juge; son double rôle consiste, en premier lieu, à ouvrir le champ aux efforts consciencieux en donnant à chacun le moyen de s'instruire d'abord, de se produire ensuite; en second lieu, à enregistrer et à conserver les manifestations sincères qui pourront orienter les talents dans un sens ou dans un autre : ce qui suppose à la fois assez d'élasticité dans l'esprit pour accueillir tout ce qui révèle un des mille aspects de la beauté artistique, mais aussi un goût assez sûr pour distinguer le nouveau du bizarre et l'inattendu de l'impuissant.

Sosthènes s'appliqua de tout son pouvoir à réaliser ce programme ardu. Il s'était posé, au début de sa direction, ces quatre principes : que l'épanouissement des arts est une condition constitutive de la grandeur d'un peuple et d'un règne, et qu'un gouvernement ne saurait donc y apporter trop d'attention; — que tous les arts sont sur le même pied et qu'aucune de leurs manifestations n'est négligeable; — que les arts n'ont rien de commun avec la politique, et que, en conséquence, la seule chose à considérer dans un artiste est le talent; — enfin, que la manière la plus efficace, pour l'État, de favoriser le développement des arts est de leur prêter sa puissance organisatrice par l'adoption des mesures administratives les meilleures, les plus larges et les plus actives.

La première chose dont il dut s'occuper fut de mettre dans le service un ordre que l'ancienne répartition ne permettait guère d'établir. Les divers éléments qui le constituaient se trouvaient en effet relever de différents ministères, tantôt la Maison du Roi, tantôt l'Intérieur; le Théâtre Français et le théâtre Feydeau dépendaient des gentilshommes de la Chambre, le duc de Duras pour le premier, le duc d'Aumont pour le second. De cette confusion d'attributions, il résultait des divergences de vues, des différences de direction, et souvent des conflits d'initiative, qui excluaient toute méthode et toute régularité dans l'administration. Il fallait d'abord délimiter et, autant que possible, centraliser les pouvoirs, puis en organiser les diverses branches. Ce premier travail aboutit à l'établisse-

ment d'un budget unique et spécial, qui fut péniblement discuté et plus réduit que Sosthènes ne l'eût désiré, mais dont la détermination permit d'assurer la marche coordonnée des multiples éléments du service. Pour faire produire à ce budget le maximum de rendement utile, Sosthènes créa une commission de comptabilité générale dont la surveillance et l'intervention constantes garantissaient le fonctionnement correct de la trésorerie. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que fut établi un règlement des indemnités pour les frais de voyage des fonctionnaires et employés, qui donnaient lieu auparavant aux calculs les plus fantastiques. D'autre part, Sosthènes voulut enlever aux allocations de pensions tout caractère de bon plaisir et d'arbitraire; il confia à une commission fixe l'élaboration des propositions de cette nature.

Toutes ces réformes, et nombre d'autres qui visaient également à régulariser l'administration et à en supprimer les fantaisies, n'allaient pas sans créer des mécontentements : on ne saurait faire de l'ordre sans déranger quelque chose et quelqu'un. Et comme la matière des arts est celle où les amours-propres et les intérêts sont les plus susceptibles, ce furent les réformes les plus minces qui causèrent le plus d'irritation. La suppression des entrées gratuites à l'Opéra, alors prodiguées, souleva des tempêtes. La jeunesse dorée s'indigna de voir réglementer l'entrée des coulisses de théâtre où l'on entrait aussi librement que dans un jardin public. Ces mesures semblent aujourd'hui fort rationnelles; elles parurent alors criantes. Il était pourtant délicat de donner tout haut les motifs de semblables colères; aussi feignit-on de prendre le change, afin de discréditer par la raillerie, toujours facile et dangereuse sur un pareil terrain, ce que l'on ne pouvait attaquer de façon plus sérieuse. On attribua à une ridicule pudibonderie ce qui n'était que mesure de sage discipline; on fit honneur à Sosthènes de quelques dispositions assez critiquables en effet, comme celle qui concernait les statues des parcs et jardins, sans vouloir remarquer qu'elles étaient complètement en dehors de son domaine, ou sans savoir que plusieurs d'entre elles émanaient directement de l'initiative royale. De cette guerre sourde Sosthènes n'avait cure; il ne lui a consacré que quelques lignes dédaigneuses; peut-être ne la connut-il pas très bien lui-même. Au surplus, il y était

résigné, sachant bien que supprimer les abus « n'est pas le moyen de se faire des amis ».

***

Il pensait que le bon fonctionnement d'un service dépend avant tout de deux qualités maîtresses : méthode et activité. Son effort dans le premier sens est particulièrement visible dans la réorganisation du Musée du Louvre. Un musée étant essentiellement une collection instructive, la méthode s'y traduit par le classement. Mais c'est là une vérité qui n'est pleinement apparue qu'à une époque relativement récente, quand les travaux d'ensemble des grands critiques ont fait comprendre que l'art a une histoire, comme toute manifestation de l'activité humaine. Jusque-là, les musées semblent avoir été considérés comme des groupements de curiosités plutôt que comme des réunions de documents. Il existait bien de grandes divisions générales, assez vagues d'ailleurs; les nécessités de l'exposition défendaient, par exemple, d'installer dans les mêmes salles les tableaux et les monuments de sculpture. Mais on ne poussait guère plus loin le souci du classement, et, quand l'État venait à acquérir une collection, même d'objets disparates, on lui faisait une place quelque part, en en laissant groupés les éléments; les spécimens épars, qui auraient pris valeur par leur rapprochement, perdaient par leur dispersion une grande partie de leur signification. Indispensable entre les différentes branches de l'art, la classification méthodique s'impose encore dans chaque branche, et là elle est particulièrement délicate; on sait qu'elle dépend de facteurs si nombreux et peut être envisagée de tant de manières que des remaniements incessants n'ont pu aboutir encore à une formule définitive. Ce travail, qui exige des clartés très spéciales, est l'œuvre des conservateurs bien plus que du directeur général, auquel on ne saurait demander d'avoir une compétence universelle. Sosthènes, en particulier, manquait trop de connaissances techniques pour exercer, en cette matière, une influence utile; aussi eut-il la discrétion de ne s'y point immiscer. Mais, s'il ne lui appartenait pas d'ordonner chaque collection, il dépendait de lui de les individualiser.

Il ne semble pas avoir conçu, à ce point de vue, un vaste plan d'ensemble, qui d'ailleurs n'est aujourd'hui pas encore

réalisé ; du moins eut-il le mérite de l'amorcer. Il avait remarqué qu'un assez grand nombre de collections particulières contenaient des spécimens de l'art égyptien et de l'art étrusque, statues, bas-reliefs, bijoux, instruments usuels, poteries, monuments épigraphiques, mais que ces pièces importantes demeuraient éparses dans des salles diverses, groupées au hasard des prises de possession. Il comprit qu'il y avait intérêt à leur donner une place distincte et à constituer ainsi deux grandes pages de l'histoire du monde. Il opéra la sélection de ces témoignages de civilisations disparues, fit aménager pour eux des salles particulières et chargea les techniciens les plus autorisés du soin de les classer méthodiquement, de manière à leur restituer leur valeur documentaire.

Dans un ordre d'idées voisin, la vue des toiles de peinture maritime existant dans le musée, la rencontre de quelques modèles de navires oubliés çà et là, lui donnèrent l'idée de réunir dans une collection spéciale tout ce qui concernait l'art naval, tableaux, plans en relief des principaux ports, types de vaisseaux anciens et modernes. Ainsi furent constitués le Musée Charles X et le Musée Dauphin, qui, aujourd'hui encore, sous les noms de Musée Égyptien et de Musée de la Marine, tiennent dans le Louvre une place si considérable. Ainsi surtout fut ébauchée une conception toute moderne, la substitution au musée pour ainsi dire unique, dont les sections se rejoignent jusqu'à se confondre, d'une juxtaposition de musées ayant chacun son caractère et son objet.

La création du Musée de peinture sur porcelaine relève de la même conception ; mais ici nous touchons à une autre matière, celle des manufactures de l'État, qui demande à être considérée à part.

* * *

Les manufactures placées sous l'autorité du directeur général étaient au nombre de quatre : Sèvres (porcelaine), les Gobelins, La Savonnerie, Beauvais (tapisserie), auxquelles on peut joindre la Monnaie en tant que chargée de la frappe des médailles. Sur ce dernier point, l'initiative de Sosthènes se manifesta par d'importantes modifications dans la disposition des ateliers, par l'heureuse substitution du bronze au cuivre dans la fabrication, et par l'encouragement donné, de façon

très persistante, à la gravure en médailles. Les manufactures proprement dites provoquaient davantage son intervention; non point qu'il prétendît s'immiscer dans leur technique particulièrement savante; à ce point de vue, il se renferma scrupuleusement dans son rôle administratif, qui lui permit cependant de réaliser deux importantes réformes. La première consista dans la réunion, sous la direction de Chevreul, des deux manufactures des Gobelins et de la Savonnerie, qui se faisaient une concurrence inutilement dispendieuse; la seconde fut la reconstitution de la branche de la mosaïque qui se trouvait, depuis assez longtemps, à peu près abandonnée.

Mais son effort principal, dépassant ces remaniements d'ordre matériel, se dirigea vers un but plus large.

L'organisation des manufactures, telle qu'elle existait, lui parut ne pas répondre à l'objectif que de telles institutions devaient se proposer. Elles travaillaient avec habileté, sans doute, et même avec une certaine activité, mais trop à la manière d'entreprises privées, se contentant de produire de leur mieux dans le mystère de leurs procédés de fabrication. Sosthènes leur attribuait un tout autre rôle; il voyait surtout en elles des sortes de conservatoires d'un art spécial, dans lequel la France avait atteint une perfection indiscutée, et dont elle devait assurer à la fois le progrès et la diffusion. D'après cette conception, les manufactures devenaient en même temps des foyers de production, des laboratoires d'étude et des centres d'instruction. Pour obtenir ce résultat, il importait d'abord de faire connaître les œuvres le plus largement possible, de familiariser avec elles le public, dont cette vue piquerait la curiosité en formant son goût et en donnant aux producteurs la légitime satisfaction de se sentir connus et appréciés. Sosthènes y pourvut par deux procédés : la création du Musée de peinture sur porcelaine, qui existe encore, et l'institution d'expositions annuelles, que l'on a malheureusement cessé de pratiquer. D'autre part, il décidait le Roi à donner aux produits des manufactures un lustre spécial en en faisant l'objet de dons aux personnages que leur mérite signalait à l'attention publique. Rossini, Lawrence, Soumet, Boïeldieu, Victor Hugo reçurent ainsi en présent quelques-unes des plus belles œuvres de Sèvres, que ces largesses contribuaient à populariser. Pendant ce temps, Chevreul poursuivait ses admirables travaux, dont

l'achèvement permettait de donner aux tapisseries une finesse de coloris qui n'avait pas encore été atteinte; et, frappé du grand intérêt que cet immense progrès de la science tinctoriale présentait, en dehors de la spécialité des Gobelins, pour les arts décoratifs de toute nature et pour l'industrie en général, Sosthènes organisait, dans la manufacture même, un cours public de teinture destiné à vulgariser les découvertes de l'illustre savant.

Dans la très lourde mission que Sosthènes avait assumée, tous ces travaux représentaient, en somme, la partie la plus facile de la tâche entreprise. Pour les mener à bien, le directeur général n'avait affaire qu'à quelques personnalités éminentes, ses collaborateurs immédiats, intéressés comme lui au développement des institutions dont elles avaient la charge directe, avec lesquelles chaque mesure nouvelle pouvait être étudiée et discutée, et dont la mesure décidée engageait la conscience professionnelle comme l'amour-propre technique. Les difficultés surgissaient sur le terrain où la direction générale se trouvait directement en rapport avec les individualités artistiques, peintres, sculpteurs, littérateurs, musiciens. Dans ce domaine, la lutte règne incessamment, sous tous les aspects, sous tous les prétextes; les convictions se combattent, les doctrines se nient réciproquement, les orgueils se heurtent, les intérêts sont en conflit quotidien; le présent se défend avec égoïsme contre l'avenir qui l'attaque avec fureur. Il est extrêmement difficile de garder un juste équilibre entre ces théories intransigeantes et ces amours-propres exaspérés. Sosthènes s'imposa la règle de ne se faire juge de rien et de borner son initiative aux mesures qui devaient permettre aux artistes de se manifester dans les meilleures conditions possibles. Il s'attacha, dans cette intention, à multiplier les salons et les expositions des différents arts et à leur donner le plus grand lustre possible. Il parvint notamment, malgré l'opposition d'une partie de la Cour, à vaincre l'indolence du Roi qui n'aimait pas à se produire, et à le décider, non seulement à visiter ces expositions, quelquefois deux jours de suite, mais aussi à faire en personne la remise des récompenses aux artistes primés. Quand il s'agit d'encourager les producteurs, disait-il, « le Roi ne doit pas regretter sa fatigue ». On ne se rend peut-être pas aujourd'hui suffisamment compte et de la

difficulté qu'il y avait alors à obtenir ces divers résultats, et de l'effet qu'ils produisaient dans le public et dans le monde des arts.

***

C'est dans le domaine de la musique que les efforts de Sosthènes paraissent, sinon avoir été le plus actifs, du moins avoir produit les effets les plus sensibles encore de nos jours. A la vérité, il semble s'être assez peu occupé de la musique légère que Boïeldieu, Berton, Auber, Hérold alimentaient de façon suffisante pour ce genre et pour le goût du public. Son attention se porta plus spécialement sur les concerts et sur l'Opéra.

On imaginerait difficilement ce que l'Opéra était à cette époque : une sorte de musée rétrospectif, fermé à l'air du dehors, sans vie et sans initiative, où tout, décors, répertoire, exécution, demeurait figé en d'immuables traditions. Dans cette demi-somnolence, le laisser-aller, l'incurie budgétaire avaient pris des proportions étonnantes. On eût dit que les directions successives n'avaient pas plus de souci de leur caisse que de leur scène. La plupart des loges étaient concédées gratuitement; les entrées de faveur remplissaient le reste de la salle, accordées sous n'importe quel prétexte ou même sans prétexte aucun, et laissant d'ailleurs toujours assez de place pour le rare public payant que ne décourageaient pas la fadeur et la monotonie des spectacles. En même temps, le matériel était dans un désordre complet; nul n'en connaissait la nature ni la quantité; personne n'était responsable de sa conservation, et les assortiments se retrouvaient et se complétaient au petit bonheur. Dans ces conditions, l'exploitation marchait à grands pas vers la ruine. Le directeur général commença par mettre de l'ordre dans ce chaos. Le matériel fut inventorié scrupuleusement, les collections réorganisées, et le tout placé sous l'autorité d'un garde-magasin responsable. Les loges gratuites furent supprimées et les entrées de faveur soumises à un contrôle sévère. Restait à remplir la salle que dégarnissaient ces mesures de rigueur. Pour cela, une réforme s'imposait et dans le mode d'exécution et dans le répertoire.

Ce dernier s'éternisait dans la même formule désuète depuis le jour où, pour réagir contre toutes les fantaisies et les exubérances du style italien, Lulli avait fait de la déclamation l'essentiel, l'*arête* de l'Opéra, et allait entendre la Champmeslé

pour noter son débit, dans la pensée que l'Opéra n'est qu'une tragédie dont la musique vient souligner et colorer l'action. Cette conception répondait sans doute à un idéal artistique plus élevé, plus complet que celui de Carissimi, par exemple, ou de Luigi Rossi; elle devait continuer à hanter l'esprit des vrais grands maîtres, et reparaître, deux siècles plus tard, avec d'autres procédés de réalisation. Le malheur fut peut-être qu'elle rencontra d'abord, pour la mettre en œuvre, trois musiciens très grands à la vérité, mais trop absolus dans leur théorie et trop limités dans leurs moyens : Lulli assez pauvre mélodiste, Rameau harmoniste avant tout, jusqu'à professer que « le chant ne passe pas le canal de l'oreille », Glück recherchant la beauté dans l'équilibre de l'œuvre bien plus que dans les ressources d'une veine peu abondante. Que ces trois génies aient eu sur l'orientation de la musique dramatique une influence capitale, qu'ils aient puissamment contribué à la faire sortir du domaine de la convention, de la mièvrerie, et de la fausse virtuosité, rien n'est moins contestable; mais, précisément, leur volonté de réprimer de tels abus les portait à trop sacrifier l'élément dont on avait abusé. Parce que la ligne mélodique avait tout absorbé, jusqu'à l'expression même, Lulli rêvait de lui substituer la ligne récitative, Rameau la ligne harmonique, Glück la ligne architecturale; et tous les trois, surtout Lulli et Glück dont l'influence fut la plus persistante, subordonnant la musique à la poésie jusqu'à n'en plus faire qu'un accessoire, ou, si l'on préfère, un fond de tableau, oubliaient trop qu'elle est une langue, elle aussi, et qu'elle a son expression propre et ses propres moyens. Il s'ensuivit que, si la tragédie continuait de chanter depuis Racine, l'opéra, depuis Lulli, ne chantait plus.

Certes, parmi les compositeurs les plus récents, il s'en rencontrait qui méritaient encore l'admiration; dans *la Vestale* éclataient des beautés devant lesquelles Berlioz délirait d'enthousiasme; les compositions savamment consciencieuses de Lesueur ne manquaient pas d'une certaine grandeur; mais toutes, depuis *les Abencérages* de Chérubini jusqu'à la *Virginie* de Berton, toujours figées dans la traditionnelle solennité tragique, donnaient si peu l'impression de la vie que *la Mort d'Abel* voisinait sans gêne, dans le répertoire de l'Opéra, avec *le Devin du village*. L'Opéra avait lié son sort à celui de la

tragédie, et c'était l'époque où le Théâtre Français jouait *Sylla* et *Marius à Minturnes*. Or le public sentait confusément que cet art immobile n'était plus vrai ; il ne se reconnaissait pas plus aux lentes mélopées des Grecs de Lesueur qu'aux attitudes raidies des Romains de David ou aux froides tirades des Troyens de Luce de Lancival. Ce qui avait satisfait l'esprit généralisateur et ordonné des sujets de Louis XIV ne répondait plus aux vibrations des âmes remuées par tant et de si violentes secousses, et déjà le romantisme naissait en littérature. La musique n'était pas encore mûre pour lui, et cependant elle éprouvait le besoin de secouer, elle aussi, le joug classique. Seulement, son évolution devait être lente; Beethoven n'était pas encore révélé au public français, Weber ne se faisait tolérer que sous le travestissement de Castil-Blaze, et Berlioz n'arrivera jamais à se faire comprendre. Il fallait une sorte de stade intermédiaire, quelque chose qui vînt élargir, assouplir, aérer le vieux cadre, en introduisant plus de personnalité dans la composition, plus de liberté dans l'allure, plus de vie dans l'exécution, qui présentât enfin l'opéra sous un jour autre, sinon entièrement nouveau, et préparât ainsi les esprits aux réalisations futures.

Assurément, on ne saurait attribuer à Sosthènes de telles prévisions; un plan d'avenir aussi précis aurait supposé une compétence qu'il ne possédait pas, une prescience que nul ne pouvait avoir, et surtout une volonté d'orientation dont il se serait fait scrupule. Son mérite fut de comprendre que l'Opéra se mourait de langueur, qu'il en fallait bannir « la routine et les criailleries des vétustés chantantes et dansantes » (1), pour y introduire un nouvel élément de vie. Dans l'état actuel des connaissances, on ne pouvait, avec cette intention, que se tourner vers la musique italienne ; ce fut à un maître italien que l'on eut recours.

A cette époque, la jeune gloire de Rossini éblouissait l'Europe ; avec une prodigieuse fécondité, le « cygne de Pesaro » apportait, à défaut de conception et de technique très neuves, une variété d'accent, une richesse de combinaisons vocales et orchestrales alors à peu près inconnues. Avec lui, l'opéra sortait du domaine de la tragédie pour entrer dans celui du

(1) Rapport au Roi.

drame, et peut-être n'était-ce pas là, à proprement parler, un progrès dans le sens de l'absolue beauté artistique, mais c'était « autre chose », et une chose qui, après avoir jeté sa gourme et dépouillé ses exubérances, devait laisser dans l'expression lyrique un élément de vie et d'humanité. On peut se faire une idée de l'émotion soulevée autour du jeune maître quand on se rappelle que déjà Stendhal écrivait la *Vie de Rossini*, la *vie* d'un homme qui n'était pas encore âgé de trente-deux ans, qui n'avait encore produit aucune de ses grandes œuvres, ni *Moïse*, ni *Sémiramis*, ni *Guillaume Tell*, et devait mourir presque octogénaire. On s'en rend compte surtout quand on lit, dans la préface de ce livre célèbre : « Depuis la mort de Napoléon, il s'est trouvé un autre homme duquel on parle tous les jours, à Moscou comme à Naples, à Londres comme à Vienne... La gloire de cet homme ne connaît d'autres bornes que celles de la civilisation... »

Sosthènes pensa qu'il était de l'intérêt et de l'honneur de la France de s'attacher, de rendre françaises cette gloire dans le présent et cette force pour l'avenir, que l'éclat du nom et des œuvres rejaillirait sur le pays, et que, en même temps, l'influence de cet art réveillerait en l'enrichissant le foyer de notre musique nationale. Rossini se trouvait précisément à Paris, ayant entrepris la direction du Théâtre italien, où ses propres compositions, le *Barbier*, *Otello*, *Tancrède*, obtenaient un succès des plus vifs. Mais ce grand musicien était un fort mauvais administrateur, et le théâtre, malgré ses triomphes, avait une existence si chancelante que le compositeur directeur songeait à rentrer en Italie ou à se rendre à Vienne qui l'appelait. Sosthènes estima que Rossini n'était simplement pas à sa place, et qu'il ne s'agissait que de le délivrer d'une direction dont il était incapable pour le placer dans la sphère qui lui convenait, de lui confier un rôle à la fois plus large et plus spécial, grâce auquel il pût exercer son action sur le théâtre lyrique, tout lui en assurant les productions de son génie.

Mais la réalisation de ce projet n'était rien de moins qu'un coup d'État. Tout ce qu'il y avait de personnages consacrés, de vieux maîtres en possession, depuis trente ans, d'alimenter le répertoire, les Chérubini, les Catel, les Lesueur, les Kreutzer, les Berton, tout ce qu'il y avait d'officiel et de décoratif, le Conservatoire, l'Académie, tout ce qu'il y avait de bruyant,

les critiques professionnellement dévoués à l'Institut, les vieux amateurs habitués à se nourrir de gluckisme et qui se battaient les flancs pour admirer Kreutzer, tout ce monde menacé dans sa position ou dérangé dans ses habitudes se défendait avec fureur contre l'invasion de la technique nouvelle, criait au scandale, à la décadence, à l'abomination ; *le Corsaire* déclarait solennellement que « tous les opéras de Rossini pris ensemble ne valaient pas trois mesures de Spontini ». En dépit de toutes les résistances, Rossini fut nommé intendant général de la musique du Roi et inspecteur général du chant. Il ne dépossédait ainsi personne ; les deux fonctions étaient créées pour lui, et c'était, à vrai dire, deux sinécures, mais qui, d'abord, consacraient son génie à la France, et lui permettaient, ensuite, de mieux initier le personnel exécutant, le public auditeur et les jeunes talents en formation à un art plus vivant et, pour ainsi dire, plus étoffé que celui dans lequel s'immobilisait notre scène lyrique.

Le résultat se produisit dans le sens où on l'attendait, mais sous une autre forme ; comme la réaction de 1673 avait rappelé l'opéra à la sincérité simple jusqu'à la nudité, la contre-offensive italienne de 1826 y ramena une animation poussée jusqu'à l'exubérance. Le reflux inévitable gardera, quoi qu'il en dise, quelque chose de l'une et de l'autre. Rossini n'eut pas de postérité, puisque Bellini marque un recul et que Auber et même Donizetti ne sont pas de sa descendance directe ; mais le pur classicisme vit du coup se transformer la sienne, qui, lorsqu'on aura pardonné au style rossinien « son orchestre luxuriant, ses hardiesses harmoniques et sa verve folle (1) », saura s'en emparer et ne reviendra, à travers le romantisme adroit de Meyerbeer, que coloré par Weber, en attendant le puissant apport de Wagner.

Par contre-coup, la technique de l'exécution se transformait par la nécessité de traduire une autre forme de pensée ; l'orchestre prenait mieux conscience de l'indépendance de son rôle, de sa puissance évocatrice dont la rêverie de *Tancrède* était une des premières manifestations saisissantes ; et surtout les chanteurs apprenaient que leur voix était, elle aussi, un instrument et se voyaient amenés à en utiliser les ressources ;

(1) Berlioz. *Feuilleton du 16 juillet 1836.*

s'ils finirent par faire de cette découverte un abus insupportable en tombant dans les absurdités anti-artistiques du *bel canto*, il n'en est pas moins vrai que le sens de l'expression vocale et de l'émotion transmise par la juste beauté du son date du jour où les artistes lyriques furent contraints de chanter.

On a oublié à qui l'on doit ce progrès, mais les critiques n'ont pas été toujours aussi peu informés ; le feuilletoniste de *l'Assemblée Nationale*, journal peu suspect de tendresse pour la Restauration, écrivait en 1851 : « M. de la Rochefoucauld a été fort calomnié ; mais il est resté une grande chose de son administration ; c'est l'avènement des chanteurs à l'Opéra. »

* * *

Rien ne saurait mieux caractériser l'attitude que Sosthènes crut devoir observer au sujet de l'art musical que la manière dont il exerça ses pouvoirs sur le Conservatoire. Tous les détails de son intervention témoignent du souci constant de n'imposer aucune théorie, de ne manifester aucune préférence, de respecter les situations acquises et de montrer aux compétences éprouvées la plus grande déférence, tout en ouvrant la porte autant que possible aux initiatives susceptibles d'apporter une note nouvelle. Chérubini était directeur du Conservatoire depuis 1822 ; il s'y trouvait parfaitement à sa place, pour cette raison même qu'il représentait dans toute sa plénitude la souveraineté des traditions ; les règles établies étaient pour lui la vérité absolue ; il n'en admettait ni la modification ni l'extension. Toute contradiction sur ce point lui paraissait si intolérable que, dans le feu d'une discussion avec un harmoniste trop hardi à son sens, il s'écriait avec rage : « Sortez de chez moi, ou je me jette par la fenêtre. » Non seulement Sosthènes ne fit rien pour diminuer son autorité, mais il tint à lui témoigner le plus grand respect, lui confia la composition de la Messe du Sacre, le fit récompenser, pensionner, combler d'honneurs. Ce ne fut qu'après entente préalable avec lui qu'il apporta au règlement du Conservatoire deux réformes qui subsistent encore aujourd'hui : la création de la classe de déclamation, et l'obligation imposée aux élèves primés d'accepter les engagements offerts par les théâtres subventionnés de Paris.

Mais cette déférence voulue n'allait pas jusqu'à l'abdica-

tion. Tout en laissant Chérubini maître dans son domaine pédagogique, Sosthènes n'entendait pas soumettre à sa domination tout l'ensemble du mouvement musical. Il pensait que, à côté de l'enseignement officiel, il pouvait et devait exister des éléments plus libres, soit enseignants eux-mêmes, soit simplement démonstratifs, appelés à donner aux esprits une alimentation plus abondante. A cette pensée se rattachent deux innovations qui non seulement échappaient à l'influence de Chérubini, mais furent même réalisées malgré son opposition non déguisée. La première fut la consécration de l'École de musique religieuse, dont Choron était le fondateur et dont il conserva la direction. Cette initiative prenait une signification particulière du fait que Choron était un des maîtres auxquels Chérubini reprochait d'avoir en harmonie des théories hétéroclites, et que pourtant son école, par le titre qui lui fut conféré d'Institut royal de musique classique et religieuse, par les subventions dont elle bénéficia, par le contrôle administratif dont elle était l'objet, se trouvait constituer, avec son objectif un peu limité, une sorte de second Conservatoire. L'École de Choron ne put survivre à la Révolution de 1830, et pourtant l'idée qu'elle représentait était si juste et répondait à un besoin si réel qu'elle devait, vingt ans plus tard, être reprise par Niedermeyer et se réaliser alors en cette institution qui a fourni tant et de si brillants élèves.

La seconde initiative, plus heureuse encore, fut la création des Concerts du Conservatoire. Il n'existait pas alors de société organisée pour donner des concerts publics. A la vérité, de façon assez périodique, avaient lieu des auditions qui portaient le titre de *Concerts spirituels*, mais elles se donnaient tantôt à l'Opéra, tantôt aux Italiens ; les exécutants changeaient, ainsi que les organisateurs, et elles ne pouvaient ainsi avoir ni direction suivie, ni programme défini, ni homogénéité dans la réalisation. Elles restaient confinées, presque forcément, dans un étroit cercle classique, croyant avoir beaucoup fait pour la divulgation des procédés musicaux quand elles avaient produit une symphonie de Haydn. Il parut nécessaire de constituer un organisme spécial, ayant son existence propre, susceptible ainsi de suivre et de traduire le mouvement musical avec une perfection due à la fois à la continuité d'un plan bien ordonné et à la fixité des éléments

d'exécution. La logique commandait de rattacher cet organisme au Conservatoire, dont il apparaissait comme le complément instructif. Mais, là encore, on se heurtait à l'opposition de Chérubini qui répugnait à toute nouveauté, surtout quand elle lui semblait de nature à empiéter sur son autorité. Il fallut, une fois de plus, passer outre à sa résistance et donner à Habeneck les autorisations, les ressources et les pouvoirs nécessaires pour organiser le merveilleux instrument qui fait, aujourd'hui encore, une des gloires de Paris. Premier modèle des sociétés qui se sont tant multipliées au grand profit de l'art, c'est à lui que l'on doit l'éveil de cette curiosité attentive grâce à laquelle s'est élargi notre domaine musical ; et l'on comprend combien la chose était urgente, quand on constate que, en 1825, Beethoven était encore si mal connu en France que l'on ne savait même pas comment écrire son nom; en glissant, à contre-cœur, dans un concert spirituel une de ses compositions, un pauvre petit *Benedictus*, Kreutzer l'annonçait au programme comme l'œuvre de *M. Bethowen*.

* * *

Cette attention éveillée et prudente, Sosthènes ne la réservait pas aux institutions pour leur permettre de s'affirmer dans tous les sens possibles; il l'étendait aux artistes eux-mêmes, respectueux des réputations consacrées, mais n'entendant pas leur sacrifier les talents naissants, et soucieux, au contraire, de ménager à ceux-ci les moyens de se produire. C'est ainsi qu'il ouvrit à Meyerbeer la scène de l'Opéra; c'est ainsi encore que, l'un des premiers, il protégea les débuts du jeune Liszt, qui, dix ans plus tard, en pleine célébrité, lui en témoignait publiquement sa reconnaissance; mais rien ne traduit mieux l'idée qu'il se faisait de son rôle que l'attitude qu'il prit d'abord et conserva à l'égard de Berlioz.

En 1825, Berlioz n'était rien, qu'un transfuge de la Faculté de médecine, élève privé de Lesueur, sans nom, sans fortune, et n'ayant pour tout bagage qu'une modeste romance, *le Dépit de la bergère, poésie de Mlle...* Mais il venait de composer une messe, il brûlait de la faire entendre, et, dans sa tranquille audace de méridional, jugea qu'il était tout simple de s'adresser pour cela au directeur général des Beaux-Arts. Et ce fut tout simple, en effet; le directeur général accueillit cet inconnu de

vingt et un ans, lui accorda deux audiences, écouta patiemment l'exposé de ses vastes projets, ne le comprit pas plus que Berlioz ne se comprenait lui-même à cette époque, mais pensa qu'il y avait peut-être dans cette exubérance une force à encourager, et finit par mettre à sa disposition l'orchestre de l'Opéra, y compris son chef. La messe, exécutée à Saint-Roch, obtint un assez maigre succès d'estime, ce qui n'empêcha pas Sosthènes, dès l'année suivante, d'intervenir encore en faveur du jeune compositeur. Cette fois, il s'agissait de faire inscrire la *Révolution grecque* au programme des Concerts spirituels, et c'était plus délicat, ces concerts ne relevant pas de la direction des Beaux-Arts. Mais Sosthènes ne se retrancha pas derrière cette excuse commode; il écrivit lui-même à Kreutzer pour lui recommander l'œuvre et l'auteur; sans résultat, d'ailleurs, Kreutzer ayant répondu par cette phrase typique : « Nous n'avons pas le temps d'étudier les compositions nouvelles. »

Deux ans plus tard, nouvelle intervention, d'autant plus caractéristique que les circonstances étaient plus défavorables encore. Berlioz venait d'être admis, comme élève, au Conservatoire, mais, tout de suite, s'était révélée une incompréhension réciproque absolue entre ses maîtres et lui. La froideur de l'enseignement le révoltait; Reicha n'était qu'un « mathématicien », Chérubini, Paer « des podagres », tous « des bourgeois sans âme ». De leur côté, les professeurs, conservateurs de la sagesse classique, s'effaraient de ses hardiesses et de ses violences. Seul, le bon Lesueur croyait à son génie; mais l'aimable Boïeldieu le jugeait « volcanique » et déclarait, avec un modeste et gentil sourire : « Je ne dis pas que ce ne soit pas bon; j'ai déjà entendu tant de choses que je n'ai admirées qu'à force de les entendre! mais je ne peux juger que ce que je comprends. » Pour Chérubini, Berton, Catel, plus affirmativement dédaigneux, Berlioz n'écrivait que des choses « inexécutables ». Déjà commençait cette hostilité qui devait dresser contre lui à peu près tout le monde des arts, depuis Mendelssohn écrivant de lui : « C'est une vraie caricature sans ombre de talent », depuis Schumann estimant que la *Symphonie fantastique* « n'est pas de la musique », jusqu'à Ingres le traitant de « monstre, de brigand et d'antéchrist ». Aucun de ses essais pour se produire n'avait abouti, et il venait d'échouer lamentablement au concours du prix de Rome.

Ce fut dans ces conditions qu'il entreprit de donner un concert de ses œuvres, et, pour qu'il eût plus de retentissement, de le donner dans la salle même des concerts du Conservatoire qui venait d'être inaugurée avec éclat en révélant Beethoven au public parisien. Sollicité d'accorder cette salle, Sosthènes, fidèle à ses habitudes de courtoise déférence, demanda à Chérubini si la chose était sans inconvénient. On devine la réponse; une telle faveur à un mince débutant, connu seulement par ses excentricités, anti-musicien d'ailleurs, auteur de « griffonnages inexécutables »! Ce fut une opposition nette, obstinée, où les considérations d'art classique étaient soutenues de mille raisons administratives. Mais ces arguments avaient peu de poids aux yeux de Sosthènes, qui ne les mettait pas en balance avec l'intérêt qu'il pouvait y avoir à favoriser les manifestations d'un tempérament dans lequel, sans l'apprécier, sans même le goûter personnellement, il croyait deviner au moins une originalité puissante. Ne pouvant vaincre à l'amiable les résistances de Chérubini, il y mit fin par un ordre formel, souligné de cette phrase destinée à sauvegarder l'amour-propre du vieux maître : « Je ne puis me dispenser d'acquitter une promesse. » Le résultat émerveille même M. Boschot, l'historien si documenté et si consciencieux de Berlioz, qui pourtant ne manifeste aucune sympathie pour Sosthènes : « Ce fut ainsi, écrit-il avec un étonnement admiratif, ce fut ainsi que l'élève Berlioz, à vingt-quatre ans et demi, sut obtenir pour son premier concert la salle du Conservatoire (1). » Peut-être, si 1830 ne fût pas survenu, une protection si constante eût-elle épargné au génial artiste bien des amertumes et bien des déboires, et sans doute Berlioz en avait conscience, puisque, en 1829, il dédiait à son protecteur les *Huit scènes de Faust*, qui devaient, enrichies d'épisodes nouveaux, devenir *la Damnation*, le plus populaire de ses chefs-d'œuvre.

***

Il avait d'ailleurs doublement raison de témoigner sa reconnaissance à Sosthènes, car, tout en protégeant l'homme, celui-ci s'occupait de protéger l'œuvre. On a trop oublié que ce fut lui qui, le premier, prit à tâche de faire consacrer législa-

(1) *La Jeunesse d'un romantique*, p. 287.

tivement le principe de la propriété artistique et littéraire, et que, si la révolution de 1830 est venue retarder la réalisation de cette œuvre de justice, qui ne devait recevoir son dernier complément que par la loi du 20 décembre 1920, l'initiative en revient tout entière au vicomte de la Rochefoucauld; et non pas seulement l'initiative, mais l'élaboration poussée à tel point que les législations postérieures n'ont pu mieux faire que d'adopter les solutions qui se dégageaient des travaux poursuivis sous sa présidence.

On sait que, sous l'ancien régime, cette importante matière n'était réglementée que d'une manière extrêmement vague, ou plutôt qu'il n'y avait à ce sujet ni doctrine, ni pratique bien assises. Les interventions successives de la Convention et de l'Empire n'avaient guère mieux élucidé la question, qu'elles tendaient plus à limiter qu'à définir. De toute évidence, on n'était pas encore arrivé à concevoir clairement l'idée d'une propriété ne se concrétisant pas en un objet matériel. Il devenait nécessaire, dans l'intérêt des artistes comme dans celui du public, de placer enfin le problème sur son véritable terrain, d'en déterminer la nature et d'en faire ressortir les diverses données juridiques et économiques. Sosthènes s'en rendit compte avec une remarquable lucidité; il comprit que la solution juste ne pouvait sortir que de la collaboration de toutes les compétences, et cette conviction l'amena à employer un procédé d'étude que l'on peut regarder comme l'un des premiers exemples de ce que l'on a, depuis, si souvent et si heureusement pratiqué sous le nom de commissions mixtes. Il confia l'élaboration du projet à une commission de trente-neuf membres choisis dans tous les ordres susceptibles de représenter les connaissances ou les intérêts mis en jeu.

Pour la composition de cette commission, dont il se réserva la présidence, afin de souligner l'importance qu'il attachait à ses travaux, il se posa ces deux règles : que devaient y être appelées toutes les catégories dont les lumières générales ou spéciales pouvaient éclairer la discussion ; que, pour le choix des personnes, seule devait entrer en ligne de compte la compétence, et nullement les opinions, ou les situations sociales. La commission comprit ainsi : quatre pairs de France et trois députés représentant le pouvoir législatif, quatre conseillers d'État ou maître des requêtes représentant la science juri-

dique, douze membres de quatre académies représentant les intérêts artistiques, quatre membres de la Société des auteurs dramatiques représentant les collectivités non officielles, deux délégués des libraires, le baron Taylor au nom des théâtres, et Talma représentant les artistes dramatiques.

La publication de cette liste provoqua, dans le monde de la Cour et dans celui de la politique, une surprise et une émotion assez vives. On s'étonna d'y voir figurer un libraire à côté d'un conseiller d'État, un comédien à côté d'un pair de France, et surtout, à côté du vicomte de la Rochefoucauld, des hommes politiquement aussi suspects que Royer-Collard et David. Mais Sosthènes ne s'en troubla pas ; à ses yeux la question planait au-dessus des considérations mondaines ou politiques ; c'était affaire de science et de compétence, non de parti ou de conviction. Il déclarait, en réponse à toutes ces objections : « La question de la propriété artistique appartient à toutes les opinions, et toutes doivent être appelées à la discuter. » On a pu dire avec raison « qu'il était impossible de pousser plus loin qu'il ne fut fait, dans cette grave circonstance, le respect du principe de la liberté de discussion » (1). Aussi, au cours des nombreuses séances de la commission, si les débats y furent souvent animés, il y régna toujours un esprit de sincérité, une dignité, une indépendance courtoise, un souci absolu et désintéressé de la justice qu'ont bien rarement présentés les assemblées parlementaires ; le volumineux recueil des procès verbaux constitue un monument que le comte de Ségur devait, en 1839, qualifier d'« œuvre admirable ». On ne sortira plus du cadre qui fut alors magistralement tracé, et, si les auteurs et leurs descendants en tirent aujourd'hui un profit légitime, il n'est que juste de leur rappeler à quelle heureuse initiative ils le doivent.

*
* *

On comprend maintenant sans doute la manière dont Sosthènes entendait exercer ses hautes fonctions : méthode et sincérité dans toutes les matières administratives, bienveillance et largeur d'esprit dans tout ce qui touchait aux manifestations d'art. En même temps qu'il entretenait avec le

(1) Rapport de M. Jules Mareschal.

baron Taylor, pour le fonctionnement du Théâtre Français, les relations les plus cordialement suivies, il sauvait Harel et l'Odéon en créant pour ce théâtre une direction intéressée et en lui faisant allouer une subvention de 160000 francs. En même temps qu'il s'occupait si activement de l'Opéra, il appelait de Naples, pour le Théâtre Italien, des chanteurs comme Rubini, Donzelli, Mme Sontag. En même temps qu'il prodiguait aux auteurs les encouragements sous toutes les formes, pensions, cadeaux, commandes, décorations, il s'intéressait avec une généreuse sollicitude au sort des artistes lyriques et dramatiques. On sait quel ostracisme pesait alors sur ceux-ci; applaudis sur la scène, ils étaient, dans la vie ordinaire, l'objet d'une réprobation générale; l'Église les repoussait, la société les dédaignait, à part quelques cas d'engouement particulier; ils constituaient, au sein de la nation, une sorte de caste proscrite qui n'avait droit de se produire qu'aux lumières. Sosthènes combattait de toutes ses forces ce qu'il considérait comme un préjugé injuste; il protestait par son attitude privée en les traitant lui-même avec la plus délicate courtoisie; il protestait par ses actes publics, en faisant siéger Talma dans une grande commission, à côté des plus hauts dignitaires de l'État, et en ordonnant que le Théâtre Français fît relâche le jour des obsèques du grand tragédien; il protestait dans ses rapports au Roi, en proclamant la nécessité « d'arracher toute une classe de la société française à la réprobation qui pèse sur elle (1) ». Profondément chrétien, il s'indignait de les voir indistinctement enveloppés dans une excommunication générale. « Il serait digne du cœur et de la conscience du Roi de tirer cette classe d'artistes de la position cruelle dans laquelle la laisse cette malédiction de l'Église. » Et il tentait, en ce sens, auprès des autorités ecclésiastiques, des démarches qui lui permettaient d'affirmer « qu'il était d'accord, sur ce point, avec plusieurs des membres les plus éclairés du clergé, qui le soutiennent et l'encouragent de tout le poids de leur caractère». Si les artistes dramatiques l'ont oublié, ou peut-être ignoré, il n'est pas moins intéressant de signaler, comme particulièrement significative, la sollicitude avec laquelle le directeur général des Beaux-Arts, chrétien fervent et royaliste convaincu,

(1) Rapports au Roi des 21 octobre 1826 et 23 mai 1827.

les a défendus contre les sévérités de l'Église et les dédains de la nation.

Au surplus, il n'avait point affaire à des ingrats. Si son administration n'apparaît pas aujourd'hui sous son véritable jour, cela tient à deux causes en apparence contradictoires. Tant qu'elle dura, elle eut contre elle à la fois les préjugés de la cour et de la haute société qu'effarouchaient son indépendance et sa très large impartialité, les privilèges injustifiés qu'abolissait la réforme des abus, et l'inertie administrative que secouaient rudement les mesures d'ordre et de contrôle. Comme il était impossible de critiquer l'esprit de ces multiples initiatives aussi bien que d'en nier l'efficacité, on fit contre elles une de ces petites guerres de railleries sournoises et d'insinuations perfides qui manquent bien rarement leur effet; on « calomnia beaucoup », comme le reconnaissait *l'Assemblée nationale* vingt ans plus tard. Après 1830, le caractère même et l'origine des attaques dont Sosthènes était l'objet sous la Restauration auraient dû lui faire rendre justice; mais il se vit alors englobé dans l'assaut général mené contre toute l'administration des Bourbons.

Les artistes contemporains avaient, eux, vu les choses d'une tout autre manière. Ils avaient hautement apprécié l'activité bienveillante avec laquelle il servait leurs intérêts, et surtout peut-être la délicatesse, la cordialité inusitée de son attitude à leur égard. Il avait pour maxime « qu'il ne suffit pas d'ambitionner la gloire d'être utile aux artistes si l'on ne devient leur ami ». « On ne les gagne pas avec de l'or, disait-il, mais avec des procédés de dignité, de convenance et d'empressement. » Il aurait pu ajouter : avec la plus scrupuleuse impartialité, car ce fut un des traits de son administration qui lui firent le plus d'ennemis et lui attirèrent le plus d'estime.

Les artistes le savaient bien. Toute une volumineuse correspondance subsiste pour démontrer l'élan qui les portait vers lui, élan fait de confiance chez les débutants, de gratitude chez les arrivés, de cordiale sympathie chez tous. Si Berlioz, inconnu, puis combattu avec violence, allait à lui d'instinct; si Halévy, à l'aurore de sa carrière, lui écrivait : « Les jeunes compositeurs n'ont d'espoir qu'en vous »; si Paul Delaroche lui déclarait : « Ce n'est qu'en faisant de nouveaux efforts que je tâcherai de mériter l'intérêt si bienveillant que vous me

portez; mais j'ai besoin de vous remercier », Lamartine, au déclin de sa vie, répondait à l'une de ses lettres : « Je la garde comme un monument d'estime, et mes respectueux souvenirs ne la laisseront jamais sans reconnaissance », et Victor Hugo lui rendait, en 1841, ce témoignage : « M. de la Rochefoucauld est un de ces esprits élevés, nobles et rares, envers lesquels on est fier d'avoir contracté une dette et auxquels on est heureux de la payer, sans avoir jamais la prétention de l'acquitter. » Ses rapports avec les esprits les plus hauts et les talents les plus reconnus se teintaient d'une nuance de considération personnelle très accentuée; Champollion le priait de venir visiter ses portefeuilles; Chateaubriand voulait le comprendre, avec Ballanche, Sainte-Beuve, Quinet, l'abbé Gerbet, Ampère, au nombre des rares personnes auxquelles était réservée la faveur d'entendre la lecture de ses *Mémoires;* Nodier tenait absolument à lui soumettre un de ses ouvrages : « Je vous supplie de vouloir bien l'entendre, vous seul, car ma timidité, que votre bonté rassure, s'effraie d'une lecture d'apparat. »

Quand on feuillette cette correspondance, on est frappé de la bonne grâce attentive et simple avec laquelle il s'attachait à répondre aux appels de tous, du plus humble au plus grand. Tous lui écrivaient librement, avec une sorte de familiarité déférente, les acteurs comme les auteurs, Mme Damoreau-Cinti et Mlle Sontag comme Paër et Spontini, Mlle Georges et Mlle Duchesnois comme Soumet, de Jouy et Mme de Girardin, et tous recevaient une réponse courtoise et obligeante. Aussi les rapports officiels se transformaient-ils en amitiés véritables qui survivaient au temps, aux événements et aux divergences d'opinion. Rossini déclarait hautement qu'il quitterait la France si Sosthènes résignait ses fonctions. Entre Sosthènes et Boïeldieu, il s'était établi des relations d'une simplicité si cordiale que le premier allait sans façons « demander la soupe » au second, et que, parlant entre eux du fils du compositeur, ils l'appelaient affectueusement « notre Adrien ». Lorsque, en 1833, l'ancien directeur des Beaux-Arts retrouva à Rome la famille d'Horace Vernet, alors directeur de la villa de Médicis, ce fut pour tous une grande joie : « je fus reçu comme chez moi », note Sosthènes dans ses *Mémoires*.

On pourrait multiplier les exemples de ces amitiés fidèles, mais il n'en est pas de plus significative que celle qui l'unit si

constamment à George Sand. Attiré vers « la femme aux qualités supérieures, bonne, sensible, accessible à toutes les vérités, que l'on doit aimer quand on l'a connue, parce que les erreurs qu'on pourrait reprocher à son esprit n'ont jamais approché de son cœur », Sosthènes se désolait de la voir si engagée dans une voie mauvaise, et ne lui épargnait pas les remontrances. George Sand lui écrivait de son côté : « Je vous permets de tout dire littérairement parlant; je vous autorise à m'accuser directement de folie, d'absurdité, de péché mortel même ; cela ne me contrarie pas pourvu que vous restiez dans mon amitié... A ce tribunal où Dieu seul tiendra la balance, nul n'aura raison que ceux qui s'y présenteront, comme moi, les mains vides et le cœur libre. Le grand justicier dira aux autres : « Vous êtes de braves gens et de grands fous », et vous aurez peut-être le ciel moyennant quelques coups d'étrivières. Quant à moi, qui n'aurai fait ni bien ni mal, on me donnera quelque petit recoin du paradis pour dormir *in sæcula sæculorum.* » Et surtout, elle cherchait à écarter ces nuages qui les assombrissaient tous deux : « Mon ami, vous êtes une digne créature. Votre lettre si affectueuse et si bonne m'a fait un plaisir extrême. Je vous remercie de l'amitié qui l'a dictée ; puissé-je vous prouver que la mienne est vraie ! »

On ne peut se défendre de quelque étonnement quand, après avoir fait ces constatations, l'on se rappelle que les pamphlets, les mémoires, les histoires même ont voulu transformer Sosthènes en royaliste-ultra, partisan forcené de l'ancien régime, grand seigneur impénitent et suppôt fanatique de la Congrégation. Tout, au contraire, dans ses paroles, dans ses actes, dans les grandes lignes comme dans les détails de son administration, dénote un esprit pondéré, juste, nettement orienté vers le progrès, ennemi déclaré des castes et des catégories, et surtout passionnément français, ne recherchant dans les institutions et dans les hommes que ce qui pouvait contribuer à la grandeur et à la gloire du pays. Il restait ainsi fidèle à la ligne politique dont il avait tant de fois formulé le principe : « Ne pas revenir en arrière, mais marcher avec son époque en réalisant l'unité par la liberté. »

DOUDEAUVILLE.

LA FRANCE
DES CINQ PARTIES DU MONDE

III [1]

LA FRANCE NOIRE

I. — L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Entre la France africaine du nord (Algérie, Tunisie, Maroc) et la France noire du Niger, du Tchad et du Congo, le Sahara fut longtemps pour les Européens une barrière à peu près infranchissable. La rareté et la médiocrité des puits, la lenteur des caravanes, les rencontres fréquentes avec les pillards, rendaient la liaison par terre à la fois pénible et dangereuse. Aussi toute notre pénétration vers l'Afrique centrale s'est-elle poursuivie en partant des côtes de l'Atlantique, pour gagner peu à peu le sommet de la boucle du Niger et le Tchad. Les cartes de notre enfance se paraient d'une teinte rose dont nulle nomenclature ne venait rompre l'uniformité, plus flatteuse pour notre amour-propre que pour notre savoir.

Chose curieuse, ces cartes étaient beaucoup moins riches en renseignements que celles qui furent dressées au xve siècle par les cartographes juifs de Majorque, dont M. de la Roncière a donné dernièrement une édition somptueuse avec l'érudition la plus avertie.

Les itinéraires sahariens marqués sur les atlas de Cresques restèrent oubliés dans nos bibliothèques : et c'est sur une page

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1926 et 1er janvier 1927.

blanche que les géographes du XIXe siècle recommencèrent à écrire, voyage après voyage, les noms familiers jadis aux juifs majorquins.

Depuis quelques années la situation est bien changée : le Sahara est devenu un autodrome où roulent autochenilles et voitures à six roues. Voici même qu'apparaissent dans nos grandes revues illustrées les photographies d'hôtels genre touring-club à Timimoun, Beni-Abbès et autres lieux jadis peu fréquentés des touristes. Les derniers conquérants de l'Afrique sont l'automobile et le cinéma.

Grâce à ce merveilleux engin de pénétration, l'automobile, et au plus fidèle, au plus précis des narrateurs, le cinéma, la France a fait une conquête intellectuelle précieuse; elle a acquis d'une façon définitive, vivante, la notion de l'unité, de la continuité de la France africaine; elle a gagné le sentiment de sa grandeur.

Les enfants de nos écoles voient passer sur l'écran, à quelques minutes d'intervalle, Tamanrasset où reposent côte à côte, unis dans la mort comme dans l'amitié, les deux grands Sahariens, le Père de Foucauld et le général Laperrine, puis Bourem et le Niger, l'arbre sous lequel mourut le commandant Lamy, au soir de sa victoire sur Rabah, et les villes neuves que nous avons édifiées sur les rives de l'Oubanghi et du Congo. Partout flottent nos trois couleurs sur ces tombes, sur ces fleuves, sur ces villes blanches parmi les arbres d'un vert noir; une synthèse se fait dans l'esprit : celle d'un demi-siècle d'efforts modestes et tenaces, celle d'un immense continent aux multiples ressources. Ce sont quelques éléments de cette synthèse que nous voudrions analyser ici, heureux si de cette analyse se dégageait l'impression vivante d'une France nouvelle, toute proche de nous, toute chargée des promesses d'un radieux avenir.

***

Si les archives de Dieppe n'avaient pas été brûlées en 1694 par les bombes anglaises, nous pourrions peut-être affirmer que nos premières relations et même nos premiers établissements sur la côte occidentale d'Afrique remontent au XIVe siècle. Il est question dans quelques vieux auteurs d'une « *batterie de France* » établie à cette époque au comptoir de La Mine. Regret-

tons que les érudits nous interdisent d'accepter cette tradition qui répond si bien au « bastion de France » de la baie d'Alger, mais notons toutefois, — et maints textes exhumés des archives notariales du Havre, de Rouen et de Honfleur nous y autorisent, — qu'au XVIe siècle tous les bâtiments normands qui allaient au Brésil chercher des bois et des peaux, faisaient escale à la côte occidentale d'Afrique. Si bien qu'en 1594 le capitaine André Alvarez d'Almada pouvait écrire, à propos de Gorée, que « les Français s'y croient chez eux, tout comme s'ils étaient dans un des ports de leur patrie ».

Ces Normands adroits et hardis semblent avoir vécu en fort bonne intelligence avec les petits rois nègres des côtes; en 1620-1625, quelques Dieppois associés trafiquaient avec le chef de Rufisque; un peu plus tard ils eurent un comptoir à Saint-Louis, des agents européens dans l'intérieur, et ainsi la Compagnie des Indes occidentales, fondée par Colbert le 28 mai 1664, nous apparaît-elle comme l'héritière de traditions et d'expériences déjà plus que centenaires. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les heurs et malheurs des Compagnies royales qui se succédèrent sur ces côtes; il convient seulement de saluer le nom de quelques grands Français qui exploitèrent le pays, devinèrent ses richesses, donnèrent à notre nation, auprès des indigènes, le prestige attaché à la justice et à la bonté; ce furent André Brüe, Pierre David, d'Elbée, et n'oublions pas ce charmant chevalier de Boufflers qui écrivait de son gouvernement du Sénégal des lettres si exquises à la comtesse de Sabran.

Mais l'action des grandes Compagnies à monopoles portait en elle son germe de mort : elles se proposaient avant tout la traite des noirs pour fournir à nos colonies antillaises la main d'œuvre qu'elles demandaient. Elles ne faisaient rien pour utiliser sur place, à créer des cultures, de la richesse et de la vie, ces robustes travailleurs qu'elles transportaient au delà de l'Océan. Les idées humanitaires de la fin du XVIIIe siècle, les guerres civiles de Saint-Domingue, nos luttes avec l'Angleterre, les décrets de la Révolution vinrent ruiner le commerce du « bois d'ébène » et nos établissements de la côte.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les premières reconnaissances sérieuses du continent africain aient été inspirées par l'Association africaine de Londres : elles sont dues à Houghton

(1791) et Mungo Park (1795-1797 et 1805). Tous deux moururent à la tâche, mais le second avait pu nous laisser le récit de son premier voyage; il avait atteint le Niger aux environs de Ségou Sikoro : « large comme la Tamise à Westminster, il étincelait aux feux du soleil et coulait lentement vers l'Orient. » Mungo Park était passé à Ségou et arrivé tout près de Tombouctou ; la carte qu'il a publiée donne sur la vallée du Niger une somme de renseignements précieux, une base de départ fort importante pour ses successeurs. En 1805, il devait périr dans les rapides de Boussa sur son petit bateau appelé Dhioliba, nom que les indigènes donnent toujours au grand fleuve dont il fut le premier explorateur.

Ainsi s'ouvrait ce XIXe siècle où l'Afrique attira tant de vaillants, où tant de missionnaires et d'officiers jalonnèrent de leurs souffrances, et si souvent des petites croix de leurs tombes, les routes que suivent aujourd'hui les échanges commerciaux.

Certes, l'histoire de ces découvertes n'est pas toujours une légende dorée ; notre temps a connu des fièvres dont les pieux modèles de Jacques de Voragine ne furent même pas effleurés ; mais il n'en reste pas moins que le plus beau poème de l'énergie humaine a été écrit sur la carte d'Afrique par ces explorateurs. Si cette force d'âme s'est parfois accompagnée chez certains, comme Stanley « le briseur de rocs », d'une dureté qui nous choque, d'autres, comme Livingstone, Brazza, le Père de Foucauld, ont compris leur mission avec un tel esprit de charité qu'ils semblent avoir laissé, dans les ténèbres où ils s'étaient enfoncés, comme un lumineux sillage d'amour. Napoléon disait : « Le jour où Corneille ne serait plus aimé dans nos écoles, la France cesserait d'être une grande nation. » Plus belles que les stances du *Cid*, plus riches de leçons et d'exemples sont les vies de cette pléiade de Français qui ont fait, de leurs pauvres mains fiévreuses, la France noire, et il faut vraiment espérer qu'un jour viendra où ils auront la seule récompense dont ils aient peut-être rêvé, celle d'être cités en exemples à tous les petits Français des écoles de nos villes et de nos campagnes. Nos manuels scolaires, nos examens à tous les degrés d'enseignement sont muets sur l'histoire et la géographie des colonies françaises ; c'est un scandale que dénoncent sans se lasser mes collaborateurs de *la Dépêche*

coloniale. Nous finirons bien par le faire cesser. Pour mettre en valeur la France des cinq parties du monde, il nous faut l'aide directe ou indirecte de tous les Français : comment donneront-ils leurs fils, leurs capitaux, leurs votes, s'il ne savent pas ce qu'est cette France ni ce qu'elle vaut ?

Sur le fond, trop chargé de détails, de l'histoire africaine au XIXe siècle se détachent quelques hommes dont l'action résume une période d'efforts, et jalonne les progrès de notre occupation. Voici d'abord René Caillé, un petit paysan des Deux-Sèvres qui s'embarque à seize ans pour Saint-Louis, possédant soixante francs pour tout viatique. Au Sénégal, où il séjourne quelques années, il prend, comme il l'a écrit lui-même, « le vif sentiment du besoin urgent qui pressait notre commerce d'Afrique » de connaître l'intérieur du continent, pour y trouver des débouchés nouveaux. Seul et sans ressources, il adopte le parti de se faire passer d'abord pour un chrétien désireux de s'instruire dans la foi musulmane, puis pour un véritable musulman détenu prisonnier par les infidèles et désireux de rentrer dans sa patrie.

Il savait le danger de cette attitude ; comme plus tard le Père de Foucauld déguisé en juif marocain, il devra cacher soigneusement ses notes. « Je portais toujours dans mon sac un arrêt de mort, et combien de fois ce sac a dû être confié à des mains ennemies ! » Se joignant aux caravanes, allant le plus souvent pieds nus parmi les pierres et les épines, obligé parfois de soigner ses plaies pendant des semaines dans les cases des plus humbles esclaves, utilisant aussi des pirogues qui descendaient le Niger, René Caillé parvint à Tombouctou le 20 avril 1828, au soleil couchant. Voilà un centenaire qu'il conviendra de fêter dans peu de temps. La tradition désigne encore dans la capitale soudanaise la maison de Sidi Abdallahi où René Caillé séjourna, bien traité par son hôte, causant avec ses amis, visitant les mosquées, regardant de tous ses yeux la ville mystérieuse où il avait été le premier Français à pénétrer. Il aurait voulu recueillir plus de renseignements auprès des habitants ; malheureusement, écrit-il, « je ne possédais pas assez de moyens pour leur faire des présents ; aussi ne m'appelait-on que le *meskine* (1) ». Que de grandeur dans la simplicité de cette phrase !

(1) *Meskine* : pauvre.

Pieusement, avant de quitter la ville, René Caillé rechercha tous les renseignements qu'il put obtenir sur le seul Européen qui l'eût précédé, le major Laing, et qui avait été tué au sortir de Tombouctou par la tribu des Zaouat. Puis il prit lui-même la route du Sahara, passant sur le lieu de ce crime et obligé de se détourner pour pleurer... seul hommage qu'il pût rendre à la mémoire du grand voyageur. Par Taoudeni et ses mines de sel, le Tafilelt, Fez et Meknez, René Caillé arriva exténué de fatigue et de fièvre à Rabat, où il eut la déception de ne pas trouver un consul de France. Le 6 septembre 1828 il entrait à Tanger, et après trois semaines de soins affectueux chez notre représentant, il pouvait quitter l'Afrique et revoir sa patrie.

Telle est l'extraordinaire odyssée de ce jeune homme (il avait à peine vingt-huit ans, à son retour, lorsque le Roi lui conféra la Légion d'honneur). Il fut conduit et soutenu par quelques-uns des sentiments qui animaient le *poverello* d'Assise que l'Italie vient de fêter : l'humilité, le goût de la pauvreté, la longue patience et surtout une foi inébranlable supérieure à toutes les épreuves. D'un coup d'aile, le premier explorateur Français de l'Afrique occidentale s'élevait à ces sommets de la vie morale où ne peuvent atteindre que les âmes d'élite, et ce sont de telles âmes qui sont l'honneur d'une nation.

Si riche de renseignements précis et exacts que fût la relation de voyage de René Caillé, bien des années devaient passer encore avant qu'il devînt possible de les utiliser. Malgré quelques efforts sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, nos établissements africains ne formaient alors qu'un fantôme de colonie. Nous étions même obligés de payer aux roitelets indigènes, pour avoir le droit de commercer à dates fixes sur leurs territoires, des redevances ou « coutumes » qui flattaient leur orgueil et entachaient notre pavillon d'une sorte de vassalité.

A la demande des commerçants de Saint-Louis et de Bordeaux, fut envoyé au Sénégal un jeune officier, le capitaine du génie Faidherbe qui avait montré dans plusieurs campagnes en Algérie un tempérament de chef. Voici un autre type de Français, possédant tout ce que la culture scientifique, — il était polytechnicien, — peut donner de méthode dans le travail,

de précision dans l'esprit. A côté de cette haute culture, et pourrait-on dire malgré elle, — car elle étouffe chez certains le sens des réalités et le don de comprendre les hommes, — Faidherbe avait une grande chaleur de cœur, un jugement sûr et fin. Il arrive plein de bienveillance pour ces noirs « envers qui, écrit-il, les peuples civilisés ont été bien coupables ». C'est pour eux autant que pour nous qu'il veut briser les tyrannies locales, et celles plus redoutables encore de la misère et de l'ignorance. Il déclare la guerre à l'ivrognerie, à l'esclavage. Fier de faire respecter le drapeau français, il abolit les « coutumes », mais n'exige jamais plus qu'il ne peut obtenir, paye ce qu'il pourrait prendre sans l'acheter, — comme le terrain du fort de Bakel. Aussi prudent qu'audacieux et brave, il avance lentement vers l'est, ne fondant un poste plus avant dans le continent que pour couvrir ceux qui sont déjà édifiés (Médine, en 1855, pour couvrir Bakel). Les incursions d'El Hadj Omar lui en fournissent l'occasion. Il le fait au moindre prix, avec un millier de soldats blancs à peine, mais en créant les premiers bataillons de tirailleurs, les premiers pelotons de spahis, en utilisant au maximum la mobilité d'allure, — grâce aux chaloupes à vapeur sur le Sénégal, — la supériorité d'armement de ses troupes. Dans les premières années de son gouvernement, il est hostile aux liaisons transsahariennes presque impossibles de son temps. Plus tard, quand nous serons sur le Niger, quand l'occupation de Tombouctou sera prochaine, il conseillera au contraire de toute sa haute autorité de nous installer à In Salah.

Officier du génie, il sait toute l'importance des routes; aussi conçoit-il notre action en Afrique comme devant tendre d'abord à assurer une ligne de communications solide entre le Sénégal et le Niger. Il choisit la voie la plus directe, celle que suivra un jour le rail; il estime que l'exutoire de toutes les richesses de la vallée du Niger doit être la vallée du Sénégal, et que, contrairement à la loi générale de tous les fleuves, il y a intérêt à diriger le trafic en sens inverse du courant, à ne pas le laisser s'écouler vers l'embouchure. Tout ce système se construit peu à peu, sans idées préconçues, après de multiples études géographiques, économiques, ethnographiques, historiques; il se fonde sur les rapports des missions envoyées en tout sens par le gouverneur, — entre autres la mission du lieutenant de

vaisseau Mage sur le Niger. On ne saurait mieux utiliser les méthodes scientifiques pour organiser un pays neuf.

A ces courants nouveaux il faut une tête de ligne; après avoir transformé Saint-Louis, il fonde Dakar en 1863, Dakar dont il a deviné l'avenir et qui est dès maintenant un des grands ports de l'Atlantique. Mais tout ce magnifique effort dans le domaine matériel risquerait d'être vain si notre autorité morale, notre prestige ne s'édifiaient en même temps sur des fondements assurés. Il met au point, un des premiers, ces méthodes d'administration où la fermeté se fonde sur une justice absolue, sur une bienveillance inlassable. « Convaincu, comme il l'a écrit lui-même, de la nécessité de *former quelques indigènes d'élite* pour nous aider dans notre œuvre de civilisation et d'assurer, en même temps, le recrutement des interprètes pour les diverses langues du pays », il fonda en 1856 l'école des otages, pour les fils de chefs, cette école d'où sortiront tant de collaborateurs précieux pour ses successeurs. Tous les dimanches il se faisait présenter ses petits protégés, suivant leurs progrès, formant peu à peu leur âme. A côté de l'élite, il pensait aux pauvres gens, aux meskines, aux plus malheureux d'entre les malheureux, à ces esclaves qu'avaient razziés les bandes des Toucouleurs, et il fondait pour eux ces *villages de liberté*, où ils accoururent en foule, à travers la savane et la forêt.

Tels sont les principaux traits de cette grande pensée et de ce grand cœur. Faidherbe, c'est le fondateur de notre méthode coloniale, celle que suivront si brillamment, après lui, les Brière de Lisle, les Borgnis Desbordes, les Archinard, les Trentinian, les Lyautey, celle qui nous vaudra, sous la troisième République, de reconstituer une plus grande France, capable de devenir un jour, par son unité morale dans la diversité infinie de ses richesses, la première nation du monde. A beaucoup d'égards, Faidherbe est une « préfigure » de Galliéni, comme si le Destin se plaisait à modeler successivement, en les améliorant chaque fois, plusieurs exemplaires d'un certain type d'âme. Une même destinée était réservée à ces deux grands chefs : après avoir si bien servi la France au delà des mers, ils devaient un jour l'un et l'autre mettre au service de la patrie envahie les dons de clairvoyance, de décision, qu'ils avaient si longuement exercés : le vainqueur de Pont-Noyelles et de Bapaume

annonce le vainqueur de la Marne; le premier ne put sauver que l'honneur; il était réservé au second de sauver Paris et la France.

A peine remise de sa défaite, la France reprit, à partir de 1878, sa mission de civilisation et de progrès; la frontière est de notre colonie, celle qui garantissait les captifs délivrés, le travail dans la paix et la justice, était toujours battue par les vagues de razzieurs et de pillards que fanatisaient les *almamys*. Après El Hadj Omar, ce fut Mahmadou Lamine; après Mahmadou, Ahmadou Sheikou et Samory; après Samory, Rabah, et toujours il nous fallut aller davantage vers l'est, nous enfoncer au cœur de ce continent noir. Les principales étapes furent Bafoulabé occupé en 1879 par Brière de Lisle, Kita (27 février 1881), Bamako (1er février 1883) par Borgnis Desbordes.

Cette clef de voûte entre le Sénégal et le Niger solidement tenue, notre action devait s'orienter dans deux directions différentes, la vallée du Niger et les territoires compris au Nord dans l'angle qu'elle forme avec celle du Sénégal, et d'autre part la région comprise au sud et au sud-est de Bamako.

Dans la première direction, nous avons occupé successivement Ségou en 1890, Nioro en 1891, Dienné, Mopti et Bandiagara en 1893, Tombouctou le 6 janvier 1894. En 1896, le lieutenant de vaisseau Hourst partait de Kabara près de cette ville et descendait le Niger jusqu'à son embouchure.

Dans le second secteur, il nous fallut lutter contre Samory, dont le colonel Péroz a, dans ses ouvrages, raconté d'une façon si pittoresque la vie, les méthodes de gouvernement et les atrocités. Les opérations contre lui, où s'illustrèrent des chefs comme Combe, Humbert, Caudrelier, Gouraud, se terminèrent par la capture du sinistre souverain le 29 septembre 1898, à la lisière de la grande forêt équatoriale. A cette date, nous occupions à l'est Sikasso, dont nous nous étions emparés le 1er mai après un violent combat.

Restait le pays compris dans la boucle du Niger; exploré entre 1887 et 1891, par Binger et Monteil, qui avaient fait accepter notre protectorat par la plupart des chefs locaux, il fut soumis et pacifié, de 1895 à 1897, par de nombreuses colonnes commandées par les lieutenants Voulet et Chanoine, le capitaine Destenave, le commandant Caudrelier, et tant d'autres vaillants

officiers dont certains comme le capitaine Braulot trouvèrent une mort glorieuse au cours de ces opérations.

L'influence française s'est donc en grande partie irradiée, diffusée dans la vallée et la boucle du Niger, en partant de la place d'armes constituée par Brière de Lisle et Galliéni entre Kita et Bamako. Mais si, à part les enclaves étrangères, l'Afrique occidentale forme aujourd'hui un tout homogène, nous devons aussi une large part de ce résultat aux explorateurs et aux officiers qui, partant des côtes, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, remontèrent les rivières du sud et traversèrent la grande forêt équatoriale; Binger, Marchand, d'Ollonne, Bretonnet, l'administrateur Clozel, Dodds et bien d'autres, ont écrit de glorieuses pages dans la glorieuse histoire de cette conquête, le plus beau livre sans doute que pourrait composer un historien au cœur français.

Grâce à tous ces efforts, l'Afrique occidentale devenait, le 15 juin 1895, le siège d'un gouvernement général dont de grands administrateurs, tel M. Roume, devaient plus tard perfectionner le statut en l'établissant sur des bases logiques et harmonieuses; mais cette colonie nouvelle n'avait pu être acquise et organisée sans bien des difficultés intérieures et extérieures. Le Parlement français montra toujours une extrême répugnance à accepter les vues de quelques hommes d'État courageux et avertis qui voulaient diriger vers ces terres neuves toutes les énergies, toutes les puissances de notre race. Rien ne sert de rappeler des souvenirs pénibles, sinon pour engager les parlementaires actuels à méditer, devant les résultats obtenus, ce que furent en matière coloniale l'incompréhension, l'ignorance surtout de leurs prédécesseurs. Pour soutenir l'œuvre grandiose dont nous venons de rappeler les principales étapes, il n'y eut jamais qu'un seul vote pris à la presque unanimité de la Chambre, celui qui autorisa la seconde expédition du Dahomey.

Et combien cette ignorance nous fut-elle préjudiciable, lorsque, à certains moments de cette épopée, il nous fallut entrer en discussion, presque en conflit, avec des puissances étrangères! Devant une Angleterre qui armait Samory contre nos soldats et soutenait les bravades, les mensonges, les coups de force d'une *Royal Niger Company* (rappelez-vous la mission héroïque et douloureuse du lieutenant de vaisseau Mizon sur

la Benoué), notre Parlement demeurait, malgré les énergiques interventions de quelques députés clairvoyants, comme Eugène Étienne et François Deloncle, d'une atonie navrante. Une convention du 5 août 1890 avait réglé les zones d'influence respectives de l'Angleterre et de la France sur la rive gauche du Niger par une ligne partant de Say sur le fleuve et aboutissant à Barroua sur le Tchad. Par l'interprétation abusive qu'elle fit de cette convention, — en voulant étendre ses dispositions à la rive gauche, — par la menace d'une intervention allemande qu'elle suscita contre nous (14 août 1893), l'Angleterre nous mit dans la nécessité d'accepter, le 14 juin 1898, une convention par laquelle tout le cours inférieur du fleuve depuis Ilo jusqu'à son embouchure était réservé à l'Angleterre. Tel fut l'aboutissement de la politique suivie par la Grande-Bretagne entre les années 1885 et 1898 ; cette politique se fonda en grande partie, depuis le Congrès de Berlin de 1885, sur l'étrange théorie des « sphères d'influence » délimitées arbitrairement d'après les zones côtières occupées, et non d'après les travaux réels accomplis dans l'hinterland par les colonisateurs ou les explorateurs des diverses nations. L'œuvre des nôtres, soit sur la rive droite du fleuve, soit sur la rive gauche dans le Sokoto et le Bornou, — entre autres la mission Monteil, — avait été infiniment plus importante que celle des Anglais. Il n'en fallut pas moins céder ; le rapporteur de cette convention à la Chambre, le prince d'Arenberg, le conseilla non sans regrets, mais en nous engageant à mettre en valeur les immenses territoires nouveaux qui s'ouvraient à notre activité.

***

Quelles sont donc les principales richesses de cette colonie? D'abord les produits oléagineux. Dans les statistiques globales de 1925 (sujettes peut-être encore à quelques modifications) l'ensemble de ces produits représente plus de 550 000 tonnes, soit 82 pour 100 du total des exportations ; les seules sorties d'arachides s'élèvent à 67 pour 100 de ce total. L'arachide apparaît ainsi comme la principale richesse de l'Afrique occidentale française ; sa culture s'est développée au Sénégal à mesure que progressait la voie ferrée : aujourd'hui, à la saison de la « traite », de véritables montagnes d'arachides s'élèvent

sur les quais de Rufisque et de Kaolak. Le monde moderne est un consommateur insatiable de matières grasses ; il en faut des quantités sans cesse croissantes pour l'alimentation des hommes, pour l'élevage du bétail, pour la savonnerie, pour le graissage des machines, pour la fabrication des explosifs. Les expéditions de cette année ont dépassé de 140 000 tonnes environ celles de 1924 et leur valeur a été au delà de 500 millions de francs ; elles peuvent être encore considérablement accrues, si nous voulons développer en A.O.F. les méthodes de culture dont nous parlerons tout à l'heure d'une façon plus générale.

Parmi ces oléagineux, un effort urgent s'impose en faveur du développement des plantations de palmiers à huile : en 1925, l'Afrique occidentale française a exporté 26 000 tonnes environ d'huiles de palme et 73 000 tonnes d'amandes de palme. Or il y a lieu de craindre que les plantations de Sumatra ne viennent un jour prochain bouleverser les conditions du marché mondial de cette précieuse denrée. La superficie des plantations hollandaises en rendement dépassait 5 000 hectares en 1925 ; leur production a atteint environ 8 000 tonnes d'huile. Cette production, suivant des estimations sérieuses, dépassera 10 000 tonnes en 1926, 20 000 tonnes en 1929, 70 000 tonnes en 1934. Si nous n'y prenons pas garde, les Hollandais parviendront, d'ici dix ans, à exercer sur le marché des huiles de palme l'influence qu'ils ont prise sur celui du caoutchouc. Pour éviter ce péril, il faut que nous sortions en Afrique occidentale des stériles discussions entre agronomes sur les mérites comparés des variétés diverses de palmiers à huile. Il convient de suivre l'exemple de nos amis belges au Congo, qui ont constitué des sociétés puissantes pour développer cette culture, et obtenu en peu de temps des résultats remarquables. Au bout de cinq ans, un hectare planté en œléis peut donner 300 kilos d'huile, et deux tonnes au bout de huit ans. Les années de retard pour la mise en marche des grandes cultures industrielles ne se rattrapent jamais qu'au prix de lourds sacrifices pour l'ensemble de la nation.

En dehors des matières grasses, les principaux produits d'exportation de l'Afrique occidentale sont les bois d'ébénisterie, la gomme, le cacao, les peaux, le coton, le caoutchouc sylvestre, la laine, l'or, la cire et les fruits. Si nous laissons de

côté les produits de cueillette, dont la récolte ne peut être estimée d'après aucune prévision régulière, il convient d'insister sur la nécessité d'améliorer les méthodes d'élevage des indigènes. En pays neuf ou arriéré, le vétérinaire est aussi utile que le médecin. Certaines années récentes, la peste bovine a détruit en A.O.F. la moitié du cheptel local, des millions de têtes. Les Peuhls sont peut-être les meilleurs bergers du monde, mais leur art est impuissant contre de semblables calamités. Si les efforts remarquables du consortium Roubaix-Tourcoing sont couronnés de succès, l'Afrique occidentale française peut devenir un de nos premiers fournisseurs de laine.

Pour les bois et les fruits, comme pour certaines cultures qui pourraient être développées avec succès en Afrique occidentale française (spécialement le coton, le riz, le maïs, les plantes à parfum), il est absolument indispensable de faire un grand effort pour éduquer les indigènes et donner à l'agriculture de ce vaste pays l'outillage qui lui fait défaut. La plupart des cultivateurs ne sont pas encore à l'âge de la charrue : voilà la vérité qu'il ne faut cesser de répéter, la lacune qu'il faut combler un peu chaque jour. Dans certaines colonies du groupe, comme la Guinée, un gros effort a été entrepris par des gouverneurs hautement conscients de leur devoir : démonstrations pratiques, fermes modèles, concours agricoles, prêts d'instruments aratoires, tous les moyens sont mis en œuvre pour augmenter le rendement de la terre par de bonnes « façons ». Mais cet outillage industriel doit s'étendre encore aux chantiers d'abattage et de transport de bois, aux cultures de fruits comme les bananes et les ananas qui ne peuvent se conserver sans frigorifiques.

Et que dire du coton, cette matière première dont la France a acheté l'an passé pour plus de quatre milliards de francs à l'Amérique ! Pour installer une plantation de coton, il faut un outillage considérable, charrues polysocs puissantes pour dessoucher et ameublir le sol, stations de pompage et d'égrenage, presses pour la mise en balles, camions ou chalands pour le transport, vastes hangars bien à l'abri de la pluie et de l'humidité. Tout cela représente une première mise de capitaux et des fonds de roulement considérables. Pour nous procurer vite les quantités massives de coton qui sont indispensables à nos usines, il est indispensable de multiplier, avant l'achève-

ment des grands travaux d'irrigation du Niger, les centres de culture industrielle du coton, — analogues à celui de Diré qui est un véritable modèle.

Or, à part quelques rares exceptions, — mais celles-ci toutes à notre honneur, — les entreprises établies en Afrique occidentale française ont été jusqu'ici des entreprises commerciales plutôt que des entreprises conduites industriellement, permettant d'obtenir des rendements véritablement sensibles dans l'amélioration de notre balance commerciale. La plupart des maisons françaises établies en A. O. F. se bornent à faire du *troc*, à échanger les produits manufacturés de la métropole contre les produits agricoles du pays, — opérations curieuses d'ailleurs, qui se font parfois, non sans quelque mystère, à l'ombre des magasins, des escales, où il y a toujours une armoire pleine de bracelets d'argent et d'or, gages sur lesquels les clients de la maison ont obtenu quelques avances en attendant la récolte.

Ce n'est pas avec de tels procédés que l'on verra jamais en Afrique occidentale, les rendements obtenus en Indo-Chine. Il faut souhaiter à ce groupe de colonies africaines l'emploi des méthodes qui ont si bien réussi là-bas ; il faut désirer que l'épargne française n'hésite pas à suivre sur ce nouveau terrain les guides sûrs dont elle aura éprouvé la valeur.

Mais tous ces efforts privés à susciter et à poursuivre seraient vains, si l'administration ne faisait elle aussi son devoir. Son devoir, c'est d'abord de sauver la race indigène de la maladie et de la mort, de lutter contre une effroyable mortalité infantile, d'apprendre aux indigènes à se nourrir, à se vêtir, en encourageant les cultures vivrières. Ce sera l'honneur de M. le gouverneur général Carde d'avoir affirmé cette nécessité avec une volonté, une chaleur, où l'on retrouve l'écho généreux des grandes voix que nous avons citées, celles de Faidherbe et de Gallieni. Un noir travaille fort bien quand il est convenablement nourri, quand il a une case saine, quand il ne contracte pas, durant les nuits froides, les pneumonies et la tuberculose sous de misérables haillons de coton.

Ensuite, « le devoir du prince » est de développer l'outillage d'intérêt public, ports, routes, chemins de fer. En dehors de Dakar et de Douala au Cameroun, il n'est pas de bonne rade sur la côte occidentale d'Afrique ; partout la barre forme

et écrase ses rouleaux à quelque distance du rivage; les wharfs des villes côtières de la Guinée et de la côte d'Ivoire doivent être entretenus, améliorés, dotés des instruments de levage sans lesquels le chargement et le déchargement des marchandises font perdre un temps infini et, en matière d'armement maritime, le temps vaut cher. Les ports de Dakar et de Douala doivent être équipés d'une façon digne d'eux, les transports maritimes améliorés, le cabotage encouragé.

Un gros effort a été fait pour les chemins de fer, mais il est loin d'être achevé : le rail n'arrive pas encore (3000 kilomètres) au centre de la boucle du Niger, dans ce pays Mossi qui, par la densité relative de sa population, peut fournir aux autres colonies du groupe une main d'œuvre précieuse et développer avec elles des échanges commerciaux importants. D'ailleurs le tout n'est pas de construire un chemin de fer : on l'a bien vu avec le Thyes-Kayes; il est aussi important de bien l'exploiter, de lui faire donner le maximum de rendement. Nous nous sommes laissé dire qu'il y avait encore des progrès à réaliser dans ce sens.

Le réseau routier dépasse aujourd'hui 5400 kilomètres; il supporte une circulation automobile intense et nous pourrions citer tel fonctionnaire colonial qui parvint à se rendre en cinq jours de Niamey à Dakar.

Mais il reste beaucoup à faire encore au point de vue des travaux publics : dans ce pays qui n'a pas de charbon, il y a un grand parti à tirer des forces hydrauliques; les rapides des grands fleuves Sénégal, Niger, de certains de leurs affluents, des rivières du sud, peuvent, après avoir été un terrible obstacle à notre pénétration, à l'écoulement des marchandises, devenir une intarissable source de richesses. Et toujours nous en revenons à ce leitmotiv : un programme, un ordre d'urgence où viendront s'inscrire non seulement les grandes entreprises dirigées par l'administration, mais encore les initiatives privées, soutenues par les capitaux métropolitains. A la base de toute grande œuvre nous trouvons toujours la coordination harmonieuse des efforts; ensuite, il ne s'agit plus que de persévérance. Si l'ordre est une idée latine et une vertu assez courante chez les Français, la ténacité n'est pas une de nos forces; en matière coloniale, il ne s'agit plus de velléités décousues, mais d'une longue et active patience. L'avenir de l'Afrique

occidentale française dépendra de la rapidité avec laquelle nous nous soumettrons à cette discipline.

* * *

Tels sont, d'une façon bien rapide, le passé et l'état présent de la France africaine de l'ouest. Nous avons vu à travers quelles difficultés, en un demi-siècle à peine, de grands ouvriers l'ont forgée. Si elle n'est pas un tout homogène, si elle contient plusieurs vastes territoires étrangers qui sont pour elle une cause de faiblesse (soit au point de vue douanier sur des frontières intérieures où la contrebande est difficile à empêcher, soit au point de vue de la main d'œuvre, car le noir est souvent nomade et il va volontiers louer son travail loin de sa petite patrie), l'acte de 1898, en assurant la liaison de nos diverses colonies côtières et intérieures, lui a donné cependant une unité suffisante où s'harmonise heureusement la variété de ces colonies.

Il semble que l'âpreté de la rivalité anglaise se soit bien atténuée depuis la guerre. Nous aurons d'ailleurs en 1928 l'occasion de reviser, il faut l'espérer, dans un esprit amical, la convention de 1898, conclue seulement pour 30 ans, et de faire disparaître, s'il y a lieu, les dernières causes de froissement.

Un seul danger persiste à l'horizon, au point de vue international : ce sont les manœuvres des Allemands auprès de la Société des nations pour abolir l'article 119 du traité de Versailles qui les a privés de leurs droits souverains sur leurs anciennes colonies. Déjà, en ce qui nous concerne, l'accord commercial franco-allemand du 5 août dernier, entré en vigueur le 20 août, a détruit en fait l'article 122 du traité de Versailles qui autorisait les détenteurs actuels des anciennes colonies allemandes à ne pas y tolérer d'entreprises ni de planteurs germaniques. En vertu de cet accord, les autorités françaises ont promis « d'examiner avec bienveillance les demandes qui leur seront adressées par les nationaux allemands aux fins d'admission sur le territoire des colonies françaises ou des territoires sous mandat français ». C'est la porte ouverte pour le retour au Togo et au Cameroun de ces indésirables voisins, de ces incorrigibles fauteurs de troubles et de haine, dont la

plus terrible expérience ne semble pas avoir fait connaître encore la vraie nature à certains de nos dirigeants.

Tel est le seul danger qui nous paraisse menacer aujourd'hui l'avenir de l'Afrique occidentale française. Le loyalisme de ses habitants est hors de cause, nous savons avec quelle fierté, avec quelle bravoure, ils aiment servir sous nos couleurs. L'histoire de la pacification ou de l'unification de l'Afrique occidentale est en grande partie leur œuvre ; nous n'oublierons jamais la part qu'ils ont prise à toutes nos batailles de la grande guerre. Nous leur devons trop pour ne pas leur donner beaucoup de notre intelligence, de nos capitaux, de notre cœur. Toute notre merveilleuse épopée africaine depuis Faidherbe est animée de cette chaude sympathie, de cette confiance mutuelle qui nous a unis à eux indissolublement. Dans l'effort de mise en valeur qui nous reste à parfaire, nous ne perdrons jamais de vue qu'au-dessus de tous les succès économiques, il est une œuvre plus grande à accomplir : élever nos frères noirs à plus de bien-être et à plus de dignité humaine. Et ainsi sera exaucé le souhait qui monte encore d'un passé de luttes horribles, de meurtre et de pillages, aux lèvres de tous les noirs lorsqu'ils se saluent, et les innombrables tombes des nôtres dispersées dans la brousse garderont sur cette terre africaine « *la paix, la paix seulement* ».

OCTAVE HOMBERG.

(*A suivre.*)

IN MEMORIAM

FRANÇOIS BULOZ

Le 12 janvier 1877, François Buloz, fondateur de la *Revue*, s'éteignait chez lui, 17, rue Bonaparte, dans la soixante-quatorzième année de son âge.

En relisant ces jours-ci, à l'occasion de ce cinquantenaire, le discours et les articles que la mort fit fleurir autour de sa tombe, nous étions frappés de voir combien il est difficile aux contemporains de laisser un portrait ressemblant de l'ami disparu. La majesté de la mort, la sensibilité de ceux qui pleurent retiennent; on n'ose citer un trait, relever un détail, rappeler un mot, qui donneraient au personnage son relief et sa vie. L'esquisse, au lieu d'être vigoureuse, apparaît officielle, blafarde, semblable à d'autres images de convention, déjà vues.

Est-il donc vrai que le temps soit bienfaisant à la mémoire des hommes? Faut-il attendre l'apaisement et le silence pour s'approcher d'une grande mémoire? Celui qui s'enfonce dans le passé dégagé de tout lien, nous devient-il alors plus accessible, et pouvons-nous l'approcher sans émoi, l'étudier sans embarras? Oui, sa vie, considérée ainsi de loin, nous appartient sans doute plus clairement. C'est un paysage vu du haut de la colline, et dont la beauté ou l'horreur nous frappe plus vivement que si nous en parcourions les sentiers.

Rien d'officiel dans la figure de François Buloz. Rude homme, qui n'eut qu'une ambition, celle de la réussite de sa *Revue*. Il ne fut ni homme de lettres ni journaliste, et il ne

s'occupa de l'Académie française que pour y faire entrer ses rédacteurs. En dehors de la préface de ses tables et d'une étude sur la Confédération helvétique, nous ne connaissons de lui qu'un article : *Scènes de la vie romaine, le château Saint-Ange*, encore dut-il le rédiger dans une heure d'embarras pour corser son sommaire trop indigent.

Ni sa direction de la Comédie-Française, ni ses velléités politiques en 1849, ne le détachèrent du chemin qu'il s'était tracé. D'ailleurs, ces deux entreprises devaient, dans son esprit, servir encore à la grandeur de la *Revue* : en 1839, il espéra lui amener des auteurs nouveaux, dix ans plus tard, élargir son action politique.

Après le buste officiel du cimetière, d'autres effigies apparurent qui prétendirent se rapprocher de la vérité; puis une légende se forma. On parla d'un paysan à peine dégrossi venu en sabots à Paris poussé par l'ambition. Malgré son obscurité, il fonda la première Revue littéraire de son temps; malgré son ignorance, il tint en respect, sous sa terrible férule, les collaborateurs les plus renommés. Son sens des lettres devint de l'instinct, sa critique de la divination, sa prodigieuse réussite de la chance. Personne ne s'avisa de remarquer que cet homme fut un scrupuleux étudiant, excellent latiniste qui prépara l'École normale et disait à Mérimée : « *Aucun de vous ne sait la grammaire!* » Personne ne dit que cet homme chanceux travailla seize heures par jour dans le dénuement et la pauvreté. Il est plus piquant d'expliquer d'un coup le succès durement gagné par la chance : nous avouons n'y pas croire. Le hasard, c'est autre chose; mais il faut savoir en profiter : il y a toujours dans la vie d'un homme un moment où il lui est donné de faire le geste irrémédiable qui le perdra à jamais, ou l'élèvera à la fortune.

De ce François Buloz, représenté comme un lourd paysan insensible, sa fille disait : « *Il était toujours sous pression, il usa son cœur et sa vie dans les batailles quotidiennes.* » Il les livra, ces batailles, pour fonder son œuvre ou pour la défendre. On n'a pas de portraits de lui à l'époque de sa maturité permettant de vérifier ces dires, car il détesta de perdre son temps devant un peintre, et le beau buste de Guillaume, nous le savons, fut fait en cachette pendant son agonie. Un seul document existe, c'est une esquisse, qui a dû être peinte d'après un

daguerréotype; le modèle avait alors quarante ans : c'est un vieillard.

Défenseur irascible de son indépendance, François Buloz ne lutta pas seulement avec l'Empire, il lui arriva souvent d'être menacé par le gouvernement de Juillet pour avoir publié des articles blâmant l'inertie du Roi, sa politique étrangère trop faible. Sous l'Empire, autre chanson. Les princes exilés envoyaient leurs manuscrits à François Buloz : il les imprimait à grand peine. Ces manuscrits, que la police impériale ne put jamais saisir, malgré tous les soins qu'elle y apporta, Mme F. Buloz les confiait à une de ses vieilles amies, Mme Puissan; celle-ci était chargée de les cacher sous son matelas. Qui donc aurait l'idée d'aller les chercher là?

Au milieu de ces alertes, le fondateur tremblait pour la vie de son recueil. La nuit, énervé, anxieux, il guettait la sonnette de la maison et le moindre bruit qui montait de la rue silencieuse. Entendait-il marcher? C'était, pensait-il, la perquisition qu'il craignait, la *Revue* suspendue, exécutée peut-être? Alors, sans se soucier de l'heure, il faisait irruption dans le petit appartement de sa femme, et réveillait tout le monde par ses lamentations et ses imprécations. A ces moments-là, Duvergier de Hauranne, Thiers, Guizot, M. Trognon (1), les princes, l'Empereur, tous devenaient les artisans de sa ruine. « Ah! vous êtes heureux, vous autres, disait-il aux siens : *vous dormez!* Demain, cette nuit, peut-être, qui sait? nous serons sur la route, sans foyer, sans pain ; et les presses! *où seront les presses?* A Bruxelles! et nous, au diable! — Cela suffit, répondait Christine Blaze, avec son gentil optimisme de Provençale, nous verrons bien ; pour l'instant, laisse dormir tes enfants! » Et elle le poussait dehors, malgré tout, calmé.

Aux néfastes soucis de sa gérance, d'autres, plus abondants encore, lui vinrent des rédacteurs irréguliers, infidèles, de mauvaise foi. Ah! les mensonges de Dumas qui servait deux fois le même plat avec une sauce différente, les inégalités de Forcade, les éclipses de Gustave Planche, les intrigues de Sand, les dettes de Musset, les oublis de Balzac, les infidélités de Sandeau! Toujours sollicité, en outre, par ses rédacteurs dans la gêne, qui l'accusaient de ladrerie, alors que chez lui la

(1) Précepteur des Princes d'Orléans, qui signait quelquefois leurs articles.

caisse était vide, par quel prodige cet homme parvint-il à envoyer Henri Murger deux mois à la campagne, à aider V. de Mars pendant sa longue maladie, à faire soigner Forcade à ses frais, nipper Planche, payer les loyers des veuves et octroyer des pensions aux marmots ? C'est pour nous un véritable problème... Il est vrai de rappeler que lorsque sa femme lui réclamait un tapis pour recouvrir le carreau de l'appartement, il se récriait, et la remettait à une autre fois.

Parmi les irréguliers, Philarète Chasles, plein de talent et savoureux, il faut le reconnaître, (poursuivi plus tard pour diffamation par François Buloz), fut un des plus terribles rédacteurs. Son inexactitude et sa légèreté faisaient damner le directeur de la *Revue*. Chasles « mettait son imagination à la place des faits », on « n'avait avec lui aucune sûreté ». Enfin ce fut un parfait romantique. « Faut-il donc que je lise avant vous les romans étrangers dont vous devez rendre compte? » lui écrit François Buloz furieux, car Chasles a publié un article sur *Ellen Middleton* de lady Georgina Fullerton. N'a-t-il pas fait (par inadvertance) d'Ellen Middleton la fille de son oncle? Quelle bévue! « Votre article fait crier... j'ai reçu à ce propos la visite d'une dame du monde, elle m'a signalé d'autres erreurs... elle affirmait que vous n'aviez pas lu le livre... tout cela me confond et me tue... » C'est le directeur de la *Revue* qui se lamente : il ajoute ceci, craignant sans doute que Philarète Chasles ne soit insensible à cette catastrophe : « Vous ne voyez donc pas que vous vous suicidez ! »

Une autre fois Philarète a commis encore une étourderie concernant les poètes allemands. François Buloz la lui reproche. « Comment! vous qui avez la prétention de connaître l'Allemagne, vous ne savez même pas qu'il y a un poète allemand du nom de *Théodore Kœrner*, tué, je crois, en 1813 par nos soldats, et un autre poète *Justin Kerner* qui vit encore! Si vous lisiez la *Revue*, vous sauriez que Justin Kerner est un poète tragique à qui Henri Blaze a consacré deux longs articles... » Et à la fin de cette lettre, François Buloz répète :

« *Théodore Kœrner!*
« *Justin Kerner!*

« Le premier mort!
« Le second vivant!

« Je vous ai dit souvent que vous écriviez trop de lettres, et pas assez de bons articles. Voulez-vous toujours me donner raison? »

On voit la placidité de cet homme des champs!

Lorsque la *Revue* commença d'acquérir quelque célébrité, François Buloz eut l'idée de consulter de temps à autre ses abonnés au moyen de circulaires : « *Êtes-vous content de la Revue? — Avez-vous des critiques à faire? des idées à suggérer ayant pour but de la rendre plus intéressante et plus actuelle? — Parlez.* »

Idée néfaste, qui fit naître une multitude d'absurdes observations. Des critiques à faire? Certes, on en fit, mais elles furent si diverses, si inconsistantes! « On en fit pour soi (vieil abonné de trente-cinq ans, etc...). » On en fit au nom « des dames et des demoiselles », cela ne tarissait plus. Les uns trouvaient la *Revue* trop frivole (!), les autres trop sévère; ceux-ci lui reprochaient son pédantisme, la lourdeur des articles de Gustave Planche, de Michel Chevallier et de Scudo, ceux-là regrettaient qu'elle ne publiât point le compte rendu des séances de l'Académie des sciences... L'un de ces novateurs propose même un rédacteur, M. Janvier, « qui a le bonheur de ne pas viser au pittoresque... », et ajoute : « Vos lecteurs seraient trop heureux de le voir remplacer les rimes de M. Brizeux, et l'épouvantable poésie de M. Baudelaire. »

Hélas! telle est l'opinion de l'abonné moyen en 1855 sur les auteurs de *Marie*, ou des *Fleurs du mal*.

Il faut noter que tous répugnent à lire les ouvrages signés de noms inconnus. « Parlez-nous des écrivains familiers que nous lisons depuis longtemps : MM. Sandeau, Mérimée... A la bonne heure. Mais quel est celui-là dont nous voyons pour la première fois le nom au bas de cet article? Il n'est pas « consacré ».

A ces réclamations puériles le directeur répond sans lassitude, avec une parfaite bonne grâce. « Vous faites bien d'applaudir des noms connus et célèbres, [mais] un directeur a d'autres devoirs à remplir. C'est de provoquer, de pressentir des esprits nouveaux qui viennent suppléer les anciens pour leur succéder un jour... » Et encore : « Le côté fâcheux de notre pays est de n'admettre que les noms connus, même quand ceux-ci abusent de leur notoriété, et ne font qu'exploiter leur

réputation d'autrefois. C'est à cette fâcheuse industrie que la *Revue* ne peut donner les mains... A nous de produire de jeunes esprits distingués qui marcheront sur leurs traces. »

François Buloz eut une attitude semblable devant les actionnaires les plus influents. Il faut rappeler ici les différends qui s'élevèrent entre le fondateur et le duc de Broglie, lorsque celui-ci crut voir sa religion menacée par un article d'Ernest Renan sur *l'Histoire du peuple d'Israël.*

Renan n'avait pas craint d'affirmer en effet (en s'appuyant sur les textes, *Livre des Rois* etc.) que le prophète David s'était livré jadis à de nombreux forfaits, avait entraîné Bethsabée à l'adultère, assassiné Uri et aussi Nobal dont il avait épousé sur l'heure la femme Abigaïl; enfin que, non content d'avoir tué ses prisonniers et pillé ses voisins, il avait commis d'innombrables atrocités dans sa propre famille. Réclamations du duc, qui rendit sa plume et ses actions. Réponse de François Buloz: « La *Revue* n'est-elle pas une tribune libre?... Me donnez-vous un rôle d'exécuteur?... N'avez-vous pas vous-même exprimé votre opinion dans la *Revue* sur M. Nicolas? elle a choqué bien des écrivains qui ne sont pas de votre avis?... M. Renan est-il donc le premier venu? Qui me l'a recommandé? M. Villemain, M. Augustin Thierry, M. Cousin, M. de Rémusat, etc., etc. »

Le duc de Broglie reprit ses actions et resta rédacteur de la *Revue* jusqu'au tombeau.

Le fondateur de la *Revue* était borgne, comme l'on sait. Cette infirmité fut le résultat de sa première bataille dans la capitale; l'accident lui arriva le jour de son entrée à Louis-le-Grand : il avait dix ans. Sans doute ses camarades s'étaient-ils moqués trop rudement du nouveau venu qui débarquait de Haute-Savoie et ne payait pas de mine. On le lui fit bien voir; il voulut se défendre : dans la lutte, un coup de poing plus violent l'atteignit et lui creva l'œil. C'est ainsi qu'il prit contact avec les petits Parisiens de 1814; la guerre était à l'ordre du jour : François Buloz fut une de ses victimes dans le préau du lycée. On ne put cependant jamais lui arracher le nom de l'enfant qui l'avait éborgné.

Quoique nous ayons tenté souvent, dans la *Revue* même, au moyen des souvenirs de sa fille et de ses documents personnels, de rétablir la véritable image de son fondateur,

souvent faussée, nous croyons n'avoir jamais versé dans le panégyrique. Qu'y gagnerait une figure comme la sienne? La vie, malgré des fortunes si diverses, ne « l'entama » point, et il demeura ce qu'il fut; il est mieux de le montrer ainsi, ardent et rude, irascible, laborieux et fidèle. Trop souvent, les familles de ceux qui ne sont plus et qui ont tenu dans leur temps un rang, quel qu'il soit, s'imaginent que le souvenir de leurs morts gagne à être embelli et que son image acquiert plus de noblesse lorsqu'on la dépouille de son caractère ou de sa singularité. Erreur. Que gagnerait Mme de Staël si on lui retirait son esprit d'intrigue, son éloquence et... Benjamin Constant? Que deviendrait Sand, si on la transformait en mère-grand, gardienne de l'honneur du foyer? Et François Buloz, qui fut si pauvre, si obsédé de l'idée de sa *Revue*, qui sacrifia à cette idée sa santé, son bien-être et celui des siens même, ne paraît-il pas plus vivant vu sous son véritable jour, et faut-il le transformer en quelque bourgeois policé de la Monarchie de juillet?

Marie Buloz, sa fille, se souvenait qu'il portait à la fin de sa vie une calotte; il ne l'enlevait *jamais* que devant les dames et... « Monsieur Thiers », qu'il vénérait comme le meilleur patriote de son temps. Elle disait aussi : « A la maison, on tremblait quand il était préoccupé, quand quelque chose, — que nous ignorions, — menaçait la *Revue*. Chacun disparaissait alors par une sorte d'intuition mystérieuse, car on redoutait de le rencontrer avant la fin de l'orage prévu; les pièces se vidaient comme par enchantement : secrétaires, rédacteurs, famille, tout le monde disparaissait. Où? On l'ignorait. Mais on devinait que le danger était conjuré, ou la difficulté vaincue, quand on entendait le fondateur fredonner les couplets de *la Dame blanche* : « Viens, gentille dame! » Alors, on savait que le temps était au beau, l'heure favorable, et, par enchantement encore, l'appartement désert se peuplait de nouveau, on y voyait revenir tous ceux qui l'avaient fui auparavant. »

MARIE-LOUISE PAILLERON.

REVUE LITTÉRAIRE

LE MONDE DES IMAGES ET LA JEUNE LITTÉRATURE

Un des traits les plus frappants de la jeune littérature est l'abondance et la rapidité des images. Il n'est pas de livres où le lecteur ne voie passer des spectacles variés, appartenant à toutes les parties du monde et à tous les mondes, sobrement évoqués, saisis au vol. La description, selon la méthode de Flaubert, est devenue exceptionnelle. Elle n'a pas disparu, cependant, et on en trouve le souvenir par exemple dans les romans de M. Maurice Genevoix, qui excelle à peindre les paysages de la Loire, la vie des pêcheurs et les exploits des braconniers de la Sologne. Mais cet art où les traditions classiques s'accordent aux enseignements du naturalisme n'est pas celui qui a en général les préférences des plus récents écrivains. Le dernier livre de M. André Obey, qui est fort remarquable, nous donne les indications les plus précieuses sur la manière de voir et de faire voir qui est celle de la nouvelle génération (1).

Il est bien naturel que les jeunes romanciers aient de l'univers une conception à eux. Ils ont vu en peu de temps beaucoup de choses étonnantes. Quand ils étaient petits, leurs frères aînés montaient encore à bicyclette : ils sont de l'âge du motocycle, de l'automobile,

(1) André Obey, *l'Apprenti Sorcier* (Grasset); — Roland Dorgelès, *Partir* (Albin Michel); — Alexandre Arnoux, *Petite Lumière et l'Ourse* (Le Divan); — Pierre Bost, *Crise de Croissance* (Nouvelle Revue française); — Bernard Barbey, *La Maladère* (Grasset); — Pierre de Régnier, *Stances, Instances et Inconstances* (Alphabet des Lettres); — Robert de Traz, *le Dépaysement Oriental* (Grasset); — René Crevel, *la Mort difficile* (S. Kra); — Gil Robin, *Études de Nu* (Nouvelle Revue française); — Henry de Montherlant, *Une Préface pour Carmen* (*Nouvelles Littéraires* du 15 janvier 1927); et *les Voyageurs traqués* (*Nouvelle Revue française* du 1er janvier 1927).

de l'avion et de l'hydravion. Ils ont entendu parler des petits bleus : ils vivent parmi les téléphones, la télégraphie sans fil et la radiophonie. Ils ont regardé jadis les albums de photographie qui se trouvaient sur la table de leurs grand mères : ils sont aujourd'hui familiers avec la photographie en couleur et le cinéma. Tout leur est proche : les voyages se font rapidement; les journaux illustrés et les films leur permettent de connaître ce qu'ils n'ont pas pu voir eux-mêmes. La planète leur apparaît bigarrée, surchargée de machines singulières, et tout petite.

L'auteur de *la Nuit de Saint Barnabé* et de *Petite Lumière et l'Ourse*, M. Alexandre Arnoux, a été un des premiers à noter ce que la civilisation du monde moderne fournit à l'imagination des enfants. Un de ses jeunes héros voit dans une cour le soleil jouer sur une flaque d'essence, et cette combinaison donne des résultats inédits et merveilleux. Des autobus fantastiques remplacent dans les rêves qu'il raconte l'antique roue de la fortune. L'électricité remplit un rôle de fée dans *Petite Lumière*, et l'un des personnages porte le nom symbolique de Potentiel. On doit certainement aux livres de M. Alexandre Arnoux une des plus curieuses manifestations de l'imagination scientifique mêlée à la vie quotidienne. On y découvre une fantaisie inattendue, un monde d'apparence nouvelle pour les hommes qui ont passé un certain âge, et où les enfants se trouvent ingénument à l'aise, comme parmi des éléments tout naturels, et pas beaucoup plus singuliers que le jour ou la nuit, l'hiver ou l'automne, le feu, les torrents ou les tempêtes.

L'Apprenti Sorcier de M. André Obey nous invite à suivre non plus un enfant, mais un homme qui a de la sensibilité et de l'esprit, dans ses promenades à travers le Paris d'aujourd'hui. Que le lecteur se fasse un cœur d'airain : ce voyage est raconté par un homme plein de talent ; mais c'est un voyage qui donne le vertige. Voici des pistons qui travaillent dans des cylindres de cristal, et pompent avec un petit bruit mousseux l'essence limpide et rose qui pétille comme du champagne, des moteurs qui tournent au ralenti dans un soyeux silence, des cadres nickelés sur tableau d'acajou qui marquent d'une scintillante aiguille le 80 à l'heure d'un volant de dynamo, des compte-tours (4000 minutes, 6000 minutes), qui allument au fond des cornets noirs de minuscules aurores boréales : c'est un salon de l'automobile qui offre des objets usuels, tirés à des millions d'exemplaires, ignorés de nous, familiers à nos fils, et qui l'an prochain seront déjà démodés. « Périple accéléré, dit l'auteur, âges météoriques qui naissent,

foisonnent et meurent en un éclair et qui chaque année dotent les hommes d'une faune colossale plus fragile qu'une flore de serre. »

Mais voici la rue : ne vous attendez pas à respirer tranquillement et laissez toute espérance. L'espèce piéton s'est raréfiée jusqu'à disparaître à peu près complètement. Quelques spécimens affolés, nous dit M. André Obey, crient en agitant leurs membres inutiles, s'engluent dans la lave, s'y brûlent, s'en tirent, se traînent à la terrasse d'un café, peuple phoque qu'époumone l'air chimique. La rue, elle, appartient aux moteurs. Vous levez les yeux pour trouver la paix du ciel. Vous êtes pris par des images nouvelles et impératives, qui conseillent, qui ordonnent, qui sont là pour remplacer votre volonté. C'est la publicité fatale et familière qui déforme, agrandit, exaspère. « Elle danse, vibre, brûle, choque des couleurs qui sonnent comme des choses. » L'auteur nous mène ainsi de l'autodrome au rugby, du concert au vélodrome, des Jeux olympiques à la station de T. S. F. de la Tour. Partout des spectacles insolites, des sensations rapides, du mouvement, du frissonnement : ici, la ville aérienne des voix qui semble hors de notre atmosphère dans un éther obscur, une sorte de musique humaine et lointaine ; ailleurs la présence invisible et souveraine de la force électrique, un trait mauve ondulé dans un tube, une irradiation de vitre où des stries naissent et s'étalent, toujours quelque chose qui se crée, qui se transforme, de la matière en mouvement.

Tel est le monde moderne que *l'Apprenti sorcier* nous peint avec une complaisance à la fois un peu déconcertée et émerveillée. Si grande est devenue l'habitude des spectacles que M. André Obey, entrant par hasard au Sénat, assiste à la chute de M. Herriot et en parle en termes savoureux, comme d'une course de vélos ou comme d'une histoire de Luna-Park. Il n'y a là pour le promeneur bénévole que le hasard a mené au Luxembourg, qu'une série de visions extravagantes, une série d'orateurs qui s'agitent et une assistance qui s'émeut. Les discours, les gestes, les vestons, les redingotes, les crânes, la sonnette présidentielle, les bulletins blancs ou bleus, tout cela c'est encore des couleurs, des sons, des images, c'est encore de la lumière, de l'espace et du mouvement. On n'a jamais fait de compte rendu parlementaire avec une désinvolture si pittoresque. Mais après l'avoir bien diverti, le Parlement réservait à M. André Obey un grand étonnement. Ayant vu deux jours avant Pâques M. Herriot tomber, il le suivit mélancoliquement par l'imagination dans son exil. Et douze jours après Pâques, ayant fait sa

première entrée dans la Chambre, comme il l'avait faite un peu auparavant au Sénat, M. André Obey vit avec stupeur le même M. Herriot, dont il avait constaté la chute, assis majestueusement au fauteuil présidentiel. Il n'en revient pas. « Je suis en joie. Il y a des mois que la vie ne m'a pas paru aussi bonne. Herriot s'installe en son fauteuil comme Charlot sur l'écran. Il impose, comme Charlot, une image toute simple et qui n'en finit pas d'être compliquée... Je ris parce que ce seul geste d'Herriot m'en apprend plus que tout Balzac sur notre comédie humaine. »

Un seul spectacle a paru à M. André Obey triste jusqu'à l'oppression, insoutenable et inhumain : c'est celui des choses immobiles. Il lui est arrivé d'entrer dans un salon de peinture, et il n'a pas pu y rester, pas plus qu'il ne serait possible à beaucoup de ses contemporains de lire un roman de quatre cents pages, d'entendre un discours de trois heures, ou une tragédie en vers de cinq actes. Il avait la sensation de laisser la vie au dehors, la vie précaire, instable, riche en contradictions et en hasards. Aux murs il apercevait en un stérile silence, dans une lumière de musée, des moments arrêtés, fatals, figés, cruellement éternels, des coupes de cœurs et de cerveaux. « Il n'y a plus ici que d'inflexibles vérités, du rêve et de la poésie stérilisés, un musée Grévin d'émanations psychiques. » Ce qu'il désire et ce qu'il cherche, c'est la rue et la vie, la présence réelle et son cortège d'apparences et de mensonges, c'est l'heure qui vient, le jour qui vient. « Nous nous casons, voyageurs essoufflés, dans la série qui marche, lundi, mardi, mercredi... qui nous donne l'illusion du devenir, du progrès, de l'espoir, de quelque chose qu'on n'atteindra jamais, heureusement, qu'on est sûr de ne jamais atteindre. »

***

On trouve en notre temps des impressions analogues dans un nombre considérable de livres et dans les plus différents. Si j'ai pris comme point de départ l'ouvrage de M. André Obey, *l'Apprenti sorcier*, c'est que, par la nature de sa composition et par les dons de l'auteur, il offre un exemple particulièrement frappant. Ce n'est pas un roman, c'est un livre d'essais, une série de tableaux, et l'auteur est conscient de ce qu'il fait, il est à la fois le témoin un peu surpris et le complice favorable d'une manière de voir et de conter qui appartient à notre époque. Mais il suffit de se rappeler ce qu'on a lu depuis quelques mois pour se persuader que cette habitude de concevoir le monde comme une représentation, ou plus exactement comme une

série de représentations, s'est vite généralisée. Qu'il s'agisse des écrivains de la génération qui a moins de trente ans ou de celle qui en a quarante, l'observation conduit à constater la même démarche de l'esprit.

M. Paul Morand, par ses notations brèves et frappantes, M. Jean Giraudoux, par la profusion subtile de son style poétique, ont été des premiers à saisir au passage toutes les figures de l'univers. Mais des écrivains qui ne leur ressemblent guère et qui par leur formation ou leur goût appartiennent à des écoles très différentes, ont fait récemment paraître le même art des descriptions par séries fragmentaires, par petits tableaux successifs. Il y a là une sorte d'impressionnisme nouveau. Le cas de M. Roland Dorgelès par exemple est bien curieux : L'auteur des *Croix de bois* a le souffle épique plutôt qu'un grand penchant pour des descriptions ingénieuses ; il a du mouvement et de la flamme et il rappelle la manière assez large de certains naturalistes. Son dernier livre, *Partir*, est dominé par l'idée du voyage, par la nostalgie, par le plaisir du déplacement, par la vie complexe, mécanique et pittoresque du bateau qui l'emporte avec ses passagers de hasard, silhouettes rapidement entrevues. Et voici de même *la Féerie Cinghalaise* de M. Francis de Croisset, toute brillante de couleurs variées, toute animée par le mouvement d'un décor qui se renouvelle avec une aisance amusée.

Plus sensible encore est la tendance chez les plus jeunes. *La Maladère* de M. Barbey est au fond un roman psychologique, où d'ailleurs ne se déroulent que des états de sensibilité et peu d'événements ; mais l'auteur ne s'est pas dispensé de nous parler des jazz, et de faire passer devant le lecteur un certain nombre de scènes, qui sont autant de sensations tragiquement perçues et brièvement notées. Parmi les poètes nouveaux venus, un des mieux doués qui joint à une gaminerie gaie et souvent audacieuse un art déjà sûr, tout classique, remarquable par l'harmonie et le mouvement de la phrase poétique, nous peint dans ses *Stances, Instances, et Inconstances* des tableaux de la vie parisienne et des paysages de la Riviera, et vous y verrez parmi des musiciens exotiques d'étranges figures de femmes, des décors, des bars, des palaces, toutes les images de l'existence de ceux qui cherchent à tâtons le divertissement avec la mélancolie de ne pas l'atteindre. M. Pierre Bost n'est pas un impressionniste ; il aime le récit, il se plaît à le construire, et pour tout dire il a un certain souci de la composition : mais son dernier livre *Crise de Croissance* débute par la peinture d'un

café de province, et tout le va-et-vient, tous les personnages, tout un concert remplissent des pages où sont fixées presque sans lien la série des impressions reçues par un visiteur qui a simplement la faculté de voir et d'entendre. Enfin dans *Études de Nu*, M. Gil Robin, qui a de la délicatesse, de la sensibilité, et un goût précieux de l'expression nuancée et même subtile, semble s'amuser lui-même à être un virtuose de l'imagerie et à en sourire le premier. Pour célébrer une femme admirée il dit : « Ton chapeau était d'une paille éclatante. Une dentelle flottait sur ses bords. La soie vaporisait une clarté que les mailles éclaboussaient en étincelles. Des échanges s'opéraient entre les perles et la soie. Ta beauté se devinait. On n'eût osé l'affirmer. Captive entre les feux croisés des fards, des soieries et des lampes voltaïques, tu te blessais de reflets ». Et l'auteur juge lui-même un peu plus loin ses habitudes d'esprit en écrivant : « Je tue les plantes les plus fraîches pour en distiller l'essence. » On conçoit que la femme aimée réponde gentiment comme elle fait : « Soyons simples si possible. Je t'offre un bonheur sans reflet... Tu aimes les âmes nues : pour Dieu, n'entrave plus leur élan de tes phrases en passementeries ! » C'est qu'en effet l'habitude des images entraîne à tout transposer et le spectacle finit par évoquer, moins des sentiments ou des idées, que des métaphores.

Il faut assurément retenir, parmi les causes qui expliquent cette manière de voir, l'influence du cinéma. On aime ou on n'aime pas le cinéma. Mais c'est un art qui a ses lois propres, fondées sur l'étude de la lumière et du mouvement, et c'est un art puissant, appelé à une diffusion de plus en plus grande. Nous lui devons, sans toujours nous en douter, beaucoup de connaissances nouvelles. On peut imaginer qu'il facilitera magnifiquement un jour l'instruction des enfants. L'histoire naturelle, la botanique, la géographie, ont déjà fait l'objet des films les plus curieux. L'emploi du ralenti a permis l'analyse de phénomènes naturels et mécaniques : la vue directe des faits aide à comprendre avec plus de simplicité que le raisonnement de la logique. Le cinéma est entré dans les habitudes : comment n'aurait-il pas exercé son action sur les manières de sentir et de regarder ?

Or il est remarquable, précisément dans la période présente de son histoire, par trois traits qui s'appliquent aussi à l'art littéraire de beaucoup de nouveaux livres. Ce qui frappe le plus, bien que ces caractères aient l'air au premier abord contradictoires, c'est la rapidité, la diversité et la monotonie des images. Rapidité : en dix minutes,

le spectateur peut voir de ses yeux des personnages, des monuments, ou des paysages empruntés à toutes les parties du monde. Diversité : dans la même séance, on regarde défiler sur l'écran les scènes les plus modernes de la civilisation américaine, les traditions moyen-âgeuses du Maroc, les populations les plus retardataires, cannibales, anthropophages, peuplades élémentaires du globe. Monotonie : à mesure que les pays ont des moyens de communication et entretiennent des relations plus fréquentes, une sorte d'uniformité les envahit. On donnait récemment un film sur dix ports de mer qui semblaient tous pareils, bien qu'ils fussent pris sous les latitudes les plus différentes; tous les jours on peut voir la même partie de polo jouée à Londres, à Bizerte, à New-York, à Simla ou au Japon; on peut voir sur l'écran des Turcs portant des chapeaux mous et le désert plein de taxis. Ainsi s'offre naturellement à l'esprit des jeunes écrivains un vaste monde d'images, un réservoir immense de comparaisons, une floraison variée de souvenirs, d'associations, de métaphores qui s'appellent, se succèdent, s'effacent, tout un univers sensible, compliqué, extraordinaire, où la mécanique, le spectre solaire, l'exotisme, se mêlent dans une sorte d'éblouissement.

***

Cet art est fort différent de celui qui a été généralement pratiqué par nos écrivains. Dans la littérature nouvelle, l'image vaut généralement pour elle-même et par elle-même. Elle a bien, et nécessairement, sa résonnance dans la pensée, comme il est sensible en particulier chez M. Jean Giraudoux, où elle exprime des nuances subtiles. Elle peut même déterminer des actes, comme on voit dans le dernier roman de M. René Crevel, *la Mort difficile*. Mais enfin elle est avant tout sensation, et comme telle, psychologiquement assez courte : l'image appelle l'image, comme une sensation appelle une autre sensation. De là une succession, une collection d'impressions qui se suivent, l'aspect fragmentaire de beaucoup de pages.

On en voit assez la raison. L'image n'a été en général, même chez ceux qui en ont fait le plus usage comme Hugo, que la forme sensible de l'idée. Elle est tantôt un développement, tantôt un raccourci. Mais elle rentre immédiatement à sa place dans le développement, elle est un chaînon plus voyant dans le raisonnement, elle n'existe presque jamais pour elle-même, et elle est entraînée en réalité dans un courant intellectuel. Tout autre est l'emploi qui en est fait quand il s'agit de noter une sensation, sans que son intérêt principal vienne

du retentissement qu'elle aura dans l'esprit et des éléments psychologiques qui la déborderont bientôt. Il y a là quelque chose de particulier à une époque, où les notions répandues avec plus ou moins de précision sur la vie subconsciente et sur les théories freudiennes incitent à attacher moins d'importance au jugement clair et distinct qu'à l'existence instinctive et obscure de l'être humain. Nous quittons ici le cartésianisme et les belles lois de l'entendement pour la recherche d'une activité de l'esprit qui n'a pas de nom précis et qui est quelque chose comme la pensée prise à l'état naissant.

Ainsi s'explique que le spectacle le plus varié d'un univers, désormais mieux connu dans ses apparences et devenu tout proche, n'inspire aucune idée d'ensemble. L'exotisme d'un Loti avait son unité et presque sa philosophie. Ce que le voyageur nostalgique cherchait sous tous les cieux, c'était l'oubli de la destinée, et, ce qu'il retrouvait partout, c'était la destinée même, les figures du désir et de la mort. Par là, les multiples images qu'il avait vues dans le monde se ramenaient à quelques-unes et se groupaient naturellement autour de l'idée qu'il se faisait de la condition humaine. Les spectacles n'étaient que les illustrations multiples d'une vérité unique.

De même, le magnifique poète de la civilisation moderne, Rudyard Kipling, qui, dès sa jeunesse, avait tout vu, tout compris et tout accepté, a saisi partout la dureté du sort et la beauté de l'énergie humaine. Il n'y a pas d'œuvres plus remplies d'images que la sienne, et l'on y voit passer, depuis la locomotive et le navire jusqu'aux animaux de la jungle, depuis les bâtisseurs de pont jusqu'aux saints hommes de l'Inde, à la fois tout ce que l'Orient et le génie occidental contiennent de mystère et d'invention. Mais, partout, on sent au-dessus de cette multiplicité bigarrée, remuante et désordonnée, la notion splendide et forte de la pensée qui conçoit, qui organise, qui dompte, qui unit et qui maintient, et qui s'efforce de faire régner la règle et l'harmonie, là où les forces naturelles entretiennent le chaos. Si bien que l'œuvre poétique, qui semble la plus touffue et la plus diverse, la plus chargée d'images empruntées à tout l'Univers, à toutes les techniques, à tous les métiers, se dépouille brusquement de ce qu'elle a de particulier dans le détail pour recevoir l'unité d'une grande et simple lumière intellectuelle et mystique : le service, le « mot », le jeu de l'équipe, la discipline, le devoir humain. Il est bien remarquable que la littérature anglo-saxonne, — au moins jusqu'en ces derniers temps, car depuis la fin de l'époque impériale, elle commence, elle aussi, d'être soumise à la mode de l'analyse, qui dissout,

et de l'impressionnisme, — ait été à la fois la plus soucieuse des détails, au premier abord la plus éparpillée, la plus complaisante aux digressions comme aux images et, en même temps, la plus fidèle aux vues d'ensemble. Peut-être a-t-elle dû ce caractère aux influences puritaines qui ont longtemps pesé sur elle, et s'est-elle ainsi trouvée naturellement propre, après s'être attardée à toute sorte de réalités, à faire surgir pour le lecteur la notion du Destin.

Toujours est-il que les arts, et la littérature comme les autres, ont cherché à fixer des moments de la vie qui s'écoule; ils ont visé à l'éternité, et c'est ce que *l'Apprenti sorcier* de M. André Obey reproche précisément avec une fantaisie spirituelle à la peinture dont il n'a pu supporter la vue. Par une tendance contraire, l'attention des écrivains d'aujourd'hui va, non pas vers ce qui dure, ou vers ce qu'on voudrait voir durer, mais vers ce qui passe. On s'intéresse non à ce qui est permanent en son essence, et à ce qui ne se renouvelle que par ses formes, mais à ce qui est passager. On veut voir le monde se faisant, ou même se défaisant. On ne dit plus comme Lamartine : « O temps, suspends ton vol! » On ne dit plus comme Gœthe : « Arrête-toi, instant, tu es si beau! » C'est le changement qui plaît, qui éveille l'imagination, qui conduit à une sorte de plénitude, d'extase, et de contentement. Impression d'ailleurs toute provisoire, car ce changement est à peu près sans espoir. Personne ne change plus pour être mieux, parce qu'on a découvert que l'inquiétude se renouvelait et que tout ce qui est atteint est détruit : on change pour changer, et il y a une minute au moins où on se rapproche d'un ailleurs qu'on n'a pas usé encore et où l'on a la secousse et l'émoi de l'attente.

M. Henry de Montherlant a écrit sur ce thème des pages émouvantes qui ont pour titre *les Voyageurs traqués*. Il a analysé, avec une âpre bonne humeur et une clairvoyance impitoyable, cet état d'esprit : « Plus les sites, les êtres, les mœurs, le côté matériel des aventures se renouvellent, écrit-il, plus nous voyons que nous, au milieu, nous sommes immobiles, nous savons toutes les réactions que nous aurons, toutes les fautes cent fois commises et que nous allons recommettre, toutes les paroles mille fois prononcées et que nous allons reprononcer... nous pouvons dire, à tant de jours près, telle de nos inconséquences qui fonctionnera, prévue comme un effet de théâtre. Et il y en a pour trente ans encore à rabâcher ce moi-même inexpiable. Comment tenir jusqu'au bout? » L'auteur raconte qu'il a brusquement renoncé à Grenade, parce qu'il n'y a pas eu le

plaisir attendu. Où aller? La liberté absolue est une sorte de fléau à qui n'espère pas, et les esclaves de leur liberté sont les pires esclaves. Captifs de leur toute-puissance, dit M. de Montherlant, de cette force qui les contraint à tout exécuter de leurs fantaisies, et à errer toujours, chassant tous les gibiers du monde, conquérants sans espoirs qui prennent et ne jouissent pas de leur proie, ils vont comme ces fauves qui ne se nourrissent pas de la proie qu'ils ont forcée et tuée, jusqu'au jour où, dans la mort qui simplifie toutes choses, il leur sera permis enfin de s'arrêter.

Voilà, brillamment exprimé par un jeune, l'état d'âme de l'amateur de changement. Il est d'une ardente tristesse. *Les Nouvelles littéraires*, en voulant bien commenter un article paru ici-même sur les *Nouveaux enfants du siècle*, m'avaient quelque peu reproché de les trouver mélancoliques. Je veux bien qu'il y ait dans la manifestation de leur tourment tout ce qu'ajoute la transposition littéraire. Je sais même que l'habitude de les décrire diminue beaucoup les états d'inquiétude et de mélancolie. Mais l'analyse, faite par M. de Montherlant avec tant de précision, est bien curieuse : elle n'encourage pas à découvrir moins de déception et d'incertitude dans une grande partie de la nouvelle génération. Et d'ailleurs cette tristesse est naturelle à toute philosophie fondée sur le changement. Héraclite disait déjà dans des temps très reculés, que tout s'écoule et qu'on ne se baigne jamais deux fois dans les eaux du même fleuve. Aussi la légende a fait de ce sage grec l'aïeul de la mélancolie métaphysique.

* * *

Où conduira ce goût de l'impressionnisme, cette frénésie de changement, ce penchant pour le discontinu et pour les images successives? Sans aucun doute à un renouveau des disciplines intellectuelles, et à un désir rajeuni de comprendre. De même que l'abus de la volonté de puissance et de l'égotisme ramène au sentiment, de même le culte excessif de la sensation ramènera aux opérations intellectuelles et au respect de l'entendement. C'est ce que l'on remarque déjà dans les observations faites récemment par M. Jacques de Lacretelle en ses *Lettres espagnoles* ou par M. Robert de Traz au cours de son livre sur *le Dépaysement oriental*, ou par M. Paul Morand et M. Jean Giraudoux.

La rapidité des images et l'uniformité croissante du monde invitent à retenir les seules différences essentielles, celles qui viennent de la nature et de l'âme. Toutes les contrées pourront être

pareilles, les bâtiments pareils, les usines et les machines pareilles, les costumes et les usages pareils. Il restera que la lumière du soleil est inégalement répartie sur le globe, et que les individus ont chacun leur caractère et leurs passions. Dans son ouvrage intitulé *le Dépaysement oriental*, M. Robert de Traz insiste sur ce que les êtres humains qu'il a vus et avec lesquels il a causé durant son voyage demeurent profondément eux-mêmes, tels que les traditions séculaires et leurs croyances les ont formés. La diffusion de la civilisation matérielle n'est que l'apparence de l'univers : les races y gardent intimement leur originalité propre, et la vie des mortels est une solitude en commun. Ainsi la littérature a chance de revenir à son objet propre qui est l'étude de l'esprit humain et de rendre à la représentation par l'image sa place dans l'ensemble de l'activité intellectuelle.

Pareillement, le goût de la vitesse et du changement, le goût du fragmentaire et du successif finit par lasser, et un jour les écrivains éprouvent, comme les lecteurs, le besoin, non seulement de voir, mais de comprendre. Alors, l'enchaînement des causes et des effets, le lien qui unit les événements, la signification et la direction des phénomènes inquiètent de nouveau l'esprit. Le déroulement du monde qui se fait ne semble avoir qu'un intérêt pittoresque, si la raison ne le saisit et ne l'ordonne : on veut que les détails ne paraissent qu'en fonction de l'ensemble auquel ils se rattachent, et l'excès de la mécanique conduit à la métaphysique. Et, pour ce travail de l'esprit, il faut renoncer à la fulgurante vision de ce qui passe, il faut de nouveau aimer les labeurs de la pensée, la méditation, la contemplation même, et adopter en un autre sens ce que Barbey d'Aurevilly nommait avec magnificence la lenteur patricienne.

Peut-être nous trompons-nous sur ce qui est pour l'esprit la représentation du monde, quand il s'agit de la littérature. La science s'appuie sur l'observation des faits ; l'action a besoin de la connaissance du monde extérieur : la première règle des écrivains est de même la soumission à l'objet. Mais dès que le moment est venu d'exprimer, rien ne prouve que la reproduction exacte des images suffise à l'art littéraire. Tout nous invite au contraire à penser que le grand écrivain est celui qui transpose et qui crée. Les véritables images ne sont pas celles que nous voyons : ce sont celles des poètes, qui les empruntent à la réalité, mais qui les transforment selon la magie qui est leur secret et qui en font une réalité de l'esprit supérieure à celle du monde sensible. Pour agir et pour

construire, le monde extérieur est bien celui de la mécanique, qui dépend elle-même cependant de l'imagination créatrice des savants. Mais pour l'âme, le monde des images est celui des mythes.

J'ai déjà cité le cas de Rudyard Kipling et c'est, parmi les auteurs vivants, le plus caractéristique. Tout se rassemble dans sa poésie pour tendre spontanément à la création de l'image poétique, du mythe. En voici un exemple, d'après la traduction de M. André Chevrillon, qui a consacré à l'auteur de profondes et admirables études. C'est un petit poème, presque une chanson, intitulée *la Chevalerie nouvelle*.

Qui lui donnera le Bain ? — « Moi, dit l'Eau vénéneuse, — la sueur mauvaise de la Jungle, — moi, je lui donnerai le Bain ! »

Qui lui chantera les psaumes ? — « Nous, dirent les Palmes. — Avant que ne tombe le vent brûlant, — nous lui chanterons les psaumes. »

Qui lui attachera l'épée ? — « Moi, dit le Soleil, — avant qu'il n'ait fini, — moi je lui attacherai l'épée. »

Qui lui ceindra la ceinture ? — « Moi, dit la Faim ; — je sais toutes les façons — de serrer une ceinture. »

Qui lui donnera l'éperon ? — « Moi, dit le Chef, exigeant et bref, — je lui donnerai l'éperon. »

Qui est-ce qui lui serrera la main ? — « Moi, dit la Fièvre, je ne suis pas trompeuse, — je lui secouerai la main. »

Qui lui apportera le vin ? — « Moi, dit la Quinine, c'est mon habitude, — j'accompagnerai son vin. »

Qui le mettra à l'épreuve ? — « Moi, dit Toute-la-Terre : quelle que soit sa valeur, — je le mettrai à l'épreuve. »

Qui le choisira pour chevalier ? — « Moi, dit sa mère : avant tout autre, je le choisis pour mon chevalier. »

Et c'est ainsi que, partant pour l'aventure, — sire Galahad fut armé... Et ce pourrait être aujourd'hui même...

Ainsi s'expriment les écrivains qui sont les poètes du monde. Leurs images demeurent dans la mémoire ; elles renferment une force mystérieuse et durable qui peut être évoquée même par cette simple figuration qui est le verbe. Quelle représentation de la puissance vaut le seul mot de César ou de Cléopâtre ? Quelle représentation de la beauté a plus de prestige que le seul nom d'Hélène de Sparte ?

ANDRÉ CHAUMEIX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. Wickham Steed, le publiciste anglais bien connu, écrivait dans l'*Observer* du 23 janvier : « A l'extérieur, la situation internationale semble être arrivée à une impasse. » C'est la constatation qui s'impose. Pouvait-il d'ailleurs en être autrement, puisque chaque jour s'accuse plus nettement l'antinomie profonde entre l'interprétation que les Allemands propagent du traité de Locarno et de l'esprit de Locarno et la manière dont les Alliés et, en particulier, l'opinion française conçoivent l'un et l'autre. Cette contradiction intime, nous l'avons signalée dès l'origine; elle vicie tout le développement des prémisses posées à Locarno et confirmées à Genève et à Thoiry; aujourd'hui, elle éclate à tous les yeux. D'un côté, application des traités dans un esprit de conciliation et de confiance réciproque, « solution amiable des difficultés » et, comme dit M. Briand, effort pour « humaniser » l'exécution des conventions, amélioration et aménagement progressif des rapports franco-allemands; de l'autre, destruction morceau par morceau de ces mêmes traités, démolition de l'Europe telle qu'elle est issue de la guerre et de la paix.

M. Steed, dans les articles où, avec l'autorité qui s'attache à son nom et à sa compétence, il s'applique à éclairer enfin l'opinion britannique, écrit ces lignes qui concordent trop bien avec ce que nous avons toujours soutenu ici pour que nous n'en donnions pas un extrait. « Ni la situation de l'Allemagne, ni les perspectives européennes ne peuvent être améliorées par une politique de concessions de détail. Une politique de plus haute envergure, à laquelle l'Allemagne et le peuple allemand doivent contribuer, est nécessaire. Jusqu'à ce que les desseins de l'Allemagne soient éclaircis, jusqu'à ce que l'équilibre des forces en Allemagne ait nettement tourné en faveur de la coopération internationale et de la paix, il sera inutile d'attendre de l'opinion française qu'elle fonde la sécurité de la France ou celle de la Pologne et de la Tchécoslovaquie sur la pureté des

intentions allemandes. On ne gagnerait rien à cacher la vérité; et la vérité, c'est que l'Allemagne a encore à montrer si elle conçoit Locarno et la Société des nations simplement comme des leviers destinés à arracher pierre à pierre la structure du traité de Versailles ou si elle comprend que les angles de l'édifice peuvent être adoucis seulement dans la paix, si elle travaille avec les autres pays pour améliorer les perspectives générales de l'Europe. » On ne saurait mieux dire. Nous espérons que notre distingué confrère britannique donnera à ses articles la conclusion qui s'indique : tant que l'Europe nouvelle ne sera pas consolidée, stabilisée, une étroite alliance est nécessaire entre les États qui ont mené la grande lutte pour la liberté des peuples et la civilisation. La base solide de l'ordre et de la paix en Europe serait une alliance générale entre la France et l'Angleterre; leurs divergences autorisent l'audace des démolisseurs; leur accord, dans tous les cas, imposerait la stabilité et la paix. Il n'est jamais trop tard pour retrouver la bonne route.

Le général von Pawels et M. Forster sont revenus à Paris; ils poursuivent, avec le comité militaire interallié présidé par le maréchal Foch et avec la conférence des ambassadeurs, de nouveaux pourparlers au sujet des manquements que la commission de contrôle a constatés à la charge du Reich. Les points litigieux sont au nombre de cinq : 1° les ouvrages fortifiés élevés le long des frontières de Pologne et en particulier à Kœnigsberg, Glogau, Kustrin; 2° la construction des chaudières pour bateaux qui ne doivent pas être destinées à des navires de guerre; 3° l'interdiction de construire des machines-outils destinées à l'usinage des balles et des cartouches; 4° l'interdiction d'exporter des produits métallurgiques à demi façonnés qui pourraient être utilisés à des buts de guerre; 5° l'interdiction de construire des instruments d'optique militaire, tels que périscopes, télémètres. Les quatre derniers points sont très techniques et concernent particulièrement l'Angleterre; mais le premier est d'intérêt général, car il s'agit moins de connaître à quel usage sont destinés les ouvrages bétonnés, que de savoir si l'Allemagne pourra impunément violer les traités ou les interpréter à son avantage. Il paraît probable, à l'heure où nous écrivons, que l'on arrivera avant le 31 janvier à quelque cote mal taillée qui donnera une satisfaction partielle aux Polonais, car les Allemands ont intérêt à ne pas mettre en mouvement dès l'abord le nouvel organe de contrôle, émané de la Société des nations, qui doit remplacer, le 1er février, la commission militaire.

Après cela, les Allemands se prétendront en règle avec les clauses de désarmement. La curiosité des Alliés pourrait cependant, à bon droit, s'intéresser aux révélations faites au Reichstag, le 16 décembre, par M. Scheidemann sur le rôle du gouvernement des Soviets comme fabricant et pourvoyeur de munitions, armes, avions, gaz toxiques, pour l'Allemagne. Pourquoi le budget de l'armée et celui de la marine sont-ils hors de proportion avec les forces et les effectifs que le traité autorise le Reich à entretenir? Le budget de la marine atteint presque la moitié de ce qu'il était avant la guerre. Tous les chapitres du budget de la guerre dépassent largement, pour des effectifs beaucoup moindres, ceux du budget français. Pourquoi l'armement et le matériel d'artillerie comptent-ils au budget du Reich pour 119 millions de francs, alors que le traité interdit à l'Allemagne l'artillerie lourde? Il saute aux yeux que l'Allemagne organise la mobilisation, l'habillement, l'armement d'une armée infiniment supérieure à celle qu'elle est autorisée à garder; elle prépare, à toute éventualité, la levée en masse de toute la jeunesse, comme en 1813, et son encadrement dans les formations solides et permanentes de la Reichswehr et de la Police, dont l'ensemble constitue une armée cadre de 250000 hommes.

C'est à la lumière de tels faits que l'organisation du champ de bataille du côté de la Pologne prend toute sa valeur et toute sa signification et il est naturel que nos alliés polonais s'en inquiètent. La collusion entre le gouvernement de Moscou et la Reichswehr allemande, qui forme un État dans l'État plus puissant que le gouvernement, n'a plus besoin d'être démontrée, car les révélations du *Manchester Guardian* et celles du député Scheidemann n'ont pas été contestées; d'ailleurs, comment en serait-il autrement quand les deux gouvernements sont liés par le traité de Rapallo? C'est de l'Est que viennent toutes les inquiétudes de l'Europe. Entre la Russie soviétique et l'Allemagne, la Lithuanie, au besoin, servirait de pont. Le patriotisme, la volonté d'indépendance du peuple lithuanien sont respectables, mais, par ses origines comme par ses liaisons politiques, la Lithuanie est attachée au système allemand; elle se considère toujours comme en état de guerre avec la Pologne. Le ministère à tendances socialistes qui a gouverné pendant quelques mois la Lithuanie et qui a conclu avec Moscou un traité de non-agression et d'amitié, a été renversé le 17 décembre par un coup d'État et remplacé par un gouvernement « bourgeois » dont les chefs sont ceux-là mêmes qui, pendant la guerre, ont orga-

nisé la Lithuanie sous l'égide du haut-commandement allemand et accepté pour roi le duc d'Urach imposé par Berlin. Ennemis de la Pologne, réfractaires à tous les essais d'alliance avec les autres États baltiques, comment ne serait-on pas fondé à craindre que les Lithuaniens ne fassent le jeu de l'Allemagne? Ils en deviendraient, si l'Allemagne était laissée libre de réaliser ses desseins, les mauvais marchands, car c'est un projet qui a pris corps dans certains milieux allemands, de récupérer sur la Pologne la Poméranie polonaise et sur la Société des nations Dantzig en ménageant à la Pologne un accès à la mer par Memel aux dépens de la Lithuanie. On prête à M. Gessler, le ministre intangible de la Reichswehr, ce propos : « Plutôt l'entente avec les bolchévistes que le rapprochement avec la France. » Que le mot soit ou non authentique, il définit la politique de la Reichswehr. Que pèsent, en face de telles réalités, les manifestations ou, si l'on veut, les intentions pacifiques et conciliatrices de M. Stresemann et du gouvernement?

De même que, sous l'ancien Empire, le parti militaire et l'état-major étaient plus forts que le ministère et que l'Empereur lui-même, aujourd'hui la Reichswehr et son chef, le ministre Gessler, sont plus puissants et plus stables que les ministères successifs. C'est la première conclusion que l'on est en droit de tirer de la singulière évolution de la crise ministérielle. Elle s'est ouverte, le 17 décembre, on s'en souvient, par un vote où les suffrages des socialistes et ceux des nationalistes mirent en minorité le cabinet dirigé par le chancelier Marx. Auquel des deux partis, alliés occasionnels, profiterait la formation d'un nouveau ministère? L'un comme l'autre estimait le moment venu, pour lui, de participer au gouvernement. La solution dépendait, cette fois encore, des résolutions du Centre. Après avoir été, aux temps héroïques où Windthorst tenait tête à Bismarck, un parti de résistance religieuse, d'opposition politique et de progrès social, le Centre est devenu, sous Guillaume II, un parti de gouvernement, l'arbitre des majorités parlementaires entre la vieille droite prussienne et le socialisme grandissant. Pendant et surtout après la guerre, par sa cohésion, par la valeur de ses chefs, par la force de ses principes, il a joué un rôle de plus en plus prépondérant. Aucun gouvernement ne peut vivre sans lui, ni se passer de son concours; il est, plus que jamais, l'axe, l'*entscheidende Partei*, du Reichstag. Mais lui-même est soumis à des influences diverses et contradictoires. D'une part, il s'en faut que tous les catholiques allemands soient inscrits au Centre; ceux qui n'y adhèrent pas se rattachent aux partis

de droite ; du Centre même, une fraction bavaroise s'est détachée pour former un nouveau parti (parti populaire bavarois) moins centralisateur et surtout plus nationaliste ; au sein même du groupe tel qu'il subsiste, une aile tend à se rapprocher de la politique nationaliste et conservatrice des groupes de droite, tandis qu'une aile gauche a des tendances plus démocratiques, républicaines et sociales. D'autre part, les chefs parlementaires catholiques craignent d'inquiéter, en collaborant avec les nationalistes, les éléments ouvriers qui, dans les régions rhénanes, sont ses plus fidèles électeurs. Telles sont les influences diverses dont le jeu combiné a déterminé l'attitude du Centre dans la crise actuelle. Il est intéressant d'en suivre le développement.

Après plusieurs semaines de réflexion et de consultations, le maréchal Hindenburg, président du Reich, s'est décidé, le 10 janvier, à faire appel à M. Curtius, l'un des chefs du parti populiste, auquel appartient aussi M. Stresemann. Il essaya de former un ministère « bourgeois » avec le concours des Allemands-nationaux, c'est-à-dire de la vieille droite prussienne. De leur côté, les socialistes demandaient, dans leurs journaux, le retour à la grande coalition de Weimar où ils se déclaraient prêts à entrer, et le droit pour le chancelier de dissoudre le Reichstag. M. Stresemann s'est révélé, durant toute la crise, l'habile metteur en scène des événements et l'inspirateur du président du Reich ; toute son industrie s'est employée à faire aboutir une combinaison nationaliste et à maintenir en place M. Gessler. C'est sans doute avec son approbation que le chef du bureau de presse du parti allemand-national a déclaré au *Journal*, le 3 janvier, que non seulement la fraction nationaliste accepte la politique de Locarno, mais qu'elle souhaite la réalisation d'une entente franco-allemande « sur la base de l'égalité entre les deux peuples », pourvu que d'abord la France consente à évacuer la rive gauche du Rhin et la Sarre. Contre la combinaison de M. Curtius, le Centre se mit en opposition ; il ne lui convenait pas que le poste de chancelier lui échappât et que se formât un gouvernement dont les deux chefs, M. Curtius et M. Stresemann, seraient l'un et l'autre populistes et où entreraient des Allemands-nationaux. Un accord semblait près d'intervenir entre le Centre et les socialistes. Telle est la première phase de la crise.

Après l'échec de M. Curtius, il parut en général que l'issue la plus naturelle et la plus simple était de rappeler au pouvoir le cabinet démissionnaire, à l'exclusion aussi bien des socialistes que des natio-

nalistes. Mais M. Gessler resterait-il ministre de la Reichswehr? Les socialistes qui avaient dénoncé sa cécité ou sa complicité dans les collusions avec le gouvernement soviétique, exigeaient son remplacement, et le chef de son propre groupe démocrate, M. Koch, lui reprochait de faire le jeu de la droite nationaliste. Bientôt il fut évident que la crise évoluait autour de la question de la Reichswehr et de la personnalité de M. Gessler. Le 19, M. Stresemann, dans un discours, se solidarisait avec M. Gessler; l'opposition du parti populiste faisait échouer les négociations de M. Marx avec les socialistes. C'est alors que le maréchal-président, qui se considère plus encore comme le chef de l'armée que comme le chef de l'État, intervint pour brusquer la solution et sauver à tout prix M. Gessler. Il est permis de penser qu'il ne se décida pas sans prendre l'avis de M. Stresemann. Dans une lettre publique, il représentait à M. Marx que « la constitution d'un cabinet de majorité avec la participation des socialistes n'était pas possible » et que, en conséquence, il le chargeait de constituer le plus tôt possible « un gouvernement basé sur une majorité composée des partis bourgeois au Reichstag ».

En d'autres pays, un coup de barre donné dans ces conditions par un Président irresponsable serait qualifié de coup d'État; mais l'Allemagne disciplinée obéit au chef, dès qu'il parle avec autorité, surtout s'il parle au nom et dans l'intérêt de l'armée. M. Marx, malgré les tendances démocratiques qu'il a toujours affichées, malgré ses récentes tentatives pour faire entrer les socialistes dans le gouvernement, n'a pas balancé à obtempérer à l'injonction du vieux maréchal. La constitution de Weimar, tout au moins dans son esprit, a voulu élever au-dessus des partis et de leurs querelles la fonction du Président du Reich; mais, si elle lui donne le pouvoir de choisir le chancelier, elle ne prévoit pas qu'il puisse l'investir d'une sorte de mandat impératif et conditionnel. Il apparaît que, dès le premier jour, le président Hindenburg et M. Stresemann ont prévu et préparé tout le développement de la crise afin de rendre inévitable et de faire accepter par l'opinion la formation d'un gouvernement de droite avec la participation du parti des hobereaux et des militaires, les Allemands-nationaux. Et l'on peut s'étonner à bon droit que le chef du Centre ait accepté pareil mandat et que son parti l'ait suivi. Les dirigeants du Centre, pour masquer leur manœuvre à droite, ont rédigé une sorte de manifeste-programme auquel les nationalistes, avant d'entrer dans le ministère, sont invités à souscrire : l'acceptation de la forme républicaine et de la politique de Locarno en sont

les articles principaux. Voici donc, par la volonté du Président et l'astuce de M. Stresemann, le « bloc bourgeois » reconstitué et la droite nationaliste réintégrée dans la majorité gouvernementale et réintroduite dans le gouvernement. Mais on voit moins bien quelle pourra être la majorité du nouveau ministère, car les démocrates ont exclu M. Gessler de leur fraction et annoncent qu'ils se rangent dans l'opposition. Il est certain aussi qu'une partie du Centre, celle qui suit les directives de M. Wirth, aura quelque peine à accepter la solution imposée par le maréchal. Nous sommes loin du temps où l'ouvrier sellier Ebert donnait l'exemple de l'impartialité et de la correction constitutionnelle : l'Allemagne est gouvernée par un militaire, militairement. Le *Vorwärts*, organe de la social-démocratie, déclare que le ministère, s'il se constitue, sera regardé comme un cabinet de combat contre les masses laborieuses républicaines. Comment en serait-il autrement, puisque le comte Westarp, qui devient l'un des chefs de la majorité, demandait, il y a peu de jours, le retour à la monarchie et la reprise de toutes les provinces perdues? Le ministère n'est pas encore constitué à l'heure où nous écrivons, mais tout fait présumer que les démarches de M. Marx aboutiront rapidement. C'est un symptôme grave, dans l'état actuel de l'Europe, que le Centre catholique, c'est-à-dire le groupe allemand qui a recherché avec le plus de sincérité une entente avec la France pour l'établissement d'une paix stable et auquel nous pourrions plus volontiers faire confiance, se prête à faire le jeu du militarisme allemand et de l'esprit de revanche : tant est profonde l'intoxication de l'esprit germanique, dans sa généralité, par les philosophies fondées sur l'idée de force.

Il est étrange que M. Stresemann ne se soit pas avisé que ses combinaisons trop subtiles ne pourraient manquer d'avoir leur répercussion en France et même en Angleterre. Plus certains journaux de gauche s'étaient avancés loin et vite sur le chemin scabreux qui mène à un rapprochement avec l'Allemagne, plus leur déception a été forte. L'arrivée au pouvoir, à Berlin, d'un gouvernement nationaliste constitue non pas un danger pour la politique de paix, mais un avertissement que la route que l'on suivait n'est pas celle qui conduit au but ; avec l'Allemagne, on ne va pas à un accord par le chemin des concessions et des capitulations. Quel que soit le parti au pouvoir, la mentalité allemande ne change pas. L'opinion française ne demande pas à M. Briand de renoncer à la politique de Locarno, mais elle constate que l'imprécision et la précipitation des actes et des propos, depuis Locarno, nous conduisaient précisément à l'opposé du

but à atteindre et encourageaient, en Allemagne et, en général, en Europe les espoirs de bouleversement des traités qui nous conduiraient à la guerre.

M. Briand s'est rendu le 20 janvier devant la Commission des affaires extérieures de la Chambre et y a fait des déclarations à divers égards intéressantes. Il a affirmé le complet accord de vues du cabinet tout entier. Il a précisé certains points importants : à Genève, entre M. Stresemann et M. Briand, il n'a pas été question de l'évacuation anticipée des régions rhénanes ; à Thoiry, M. Stresemann a effleuré la question : « C'est à vous, a répondu M. Briand, de faire des propositions pour répondre aux conditions générales que vous connaissez » ; ces propositions n'ont pas été faites ; « le gouvernement français reste donc dans la position éminemment avantageuse de défendeur. » M. Stresemann lui-même a, depuis lors, reconnu qu'en effet M. Briand n'avait pris aucun engagement, ni fait aucune promesse. Parlant aux journalistes, M. Briand a conclu : « La question d'une évacuation immédiate de la Rhénanie n'est pas posée... Il est évident qu'elle ne peut se poser en dehors de légitimes conditions de sécurité. » Avec un ministère nationaliste à Berlin (1), les négociations franco-allemandes, s'il convient à l'Allemagne d'en prendre l'initiative, se poursuivront à l'abri de toutes illusions et de toute idéologie; elles se placeront sur le terrain des intérêts, sans intransigeance comme sans précipitation et, qui sait? peut-être les difficultés seront-elles moins insolubles. Rien ne serait plus dangereux que de préparer à l'opinion allemande une désillusion qu'elle ne nous pardonnerait pas; mieux vaut lui laisser le temps de se ressaisir et de comprendre que la manière dont elle interprétait la politique de Locarno ne pouvait la conduire qu'à des déboires. Il n'est pas question, il n'a jamais été question, ni à Locarno, ni à Thoiry, de détruire pièce à pièce l'ordre européen nouveau créé par les traités de 1919; il répond à un idéal de justice et d'émancipation des peuples et la Société des nations a pour objet premier d'en fortifier les assises. Chaque jour cette nouvelle Europe se consolide. Elle vient encore de se fortifier par la conclusion et la publication d'un traité d'alliance et d'arbitrage entre la France et la Roumanie.

Il est juste, il est utile que les nations qui ont mené en commun la grande guerre restent liées et associées pour le maintien de la paix. Leur noble alliance fut fondée sur des intérêts communs et

(1) En Saxe, l'ancien « royaume rouge », un nouveau ministère est sous la dépendance des partis de droite.

des principes identiques; comment ne subsisterait-elle pas tant qu'une menace quelconque peut encore remettre en question la stabilité de l'Europe telle que l'ont faite les traités. La Société des nations, ne disposant d'aucune force pour assurer la protection de ses membres, les autorise à contracter entre eux des alliances particulières, pourvu que ces engagements soient publics et enregistrés par le Conseil. C'est dans le cadre et dans l'esprit du pacte que la convention franco-roumaine a été conclue. Signée le 10 juin dernier par M. Briand et M. Diamandy, le très distingué ministre de Roumanie à Paris, elle n'a été rendue publique que le 20 janvier. Elle complète heureusement la série des conventions qui lient la France à la Tchécoslovaquie et à la Pologne pour assurer la stabilité et la paix dans l'Europe centrale et orientale. Le cycle se complète par une convention entre la France et la Yougoslavie dont certaines raisons de haute convenance et d'opportunité font ajourner la publication. Dans un discours qu'il a prononcé à Lyon le 16 janvier, sous la présidence de M. Herriot, M. Diamandy se félicitait de ce que « la France et la Roumanie viennent de s'unir par un traité pour défendre la paix et les traités en Europe, afin qu'elles puissent continuer leur collaboration traditionnelle, intime et fructueuse dans tous les domaines ». Une telle collaboration est fondée sur de très anciennes et profondes affinités entre deux rameaux très éloignés de la grande famille latine, sur les souvenirs récents d'une héroïque fraternité d'armes et sur le sentiment d'une permanente communauté d'intérêts; elle existait en fait avant la signature du nouveau pacte qui la confirme, la précise, la renforce.

Les accords franco-roumains comprennent trois parties : un traité d'amitié, une convention d'arbitrage, un protocole additionnel. La convention d'arbitrage, étudiée dans ses détails par les juristes des deux pays, offre divers moyens de résoudre tous les litiges prévisibles; il est vraisemblable qu'elle ne sera pas souvent pratiquée, car les différends entre deux pays qui n'ont nulle part d'intérêts opposés, seront naturellement rares, mais elle apporte, pour des cas analogues, un modèle complet et précis. Au contraire, le traité d'amitié a une portée politique considérable ; il constitue, dans le cadre de la Société des nations, une alliance défensive entre la France et la Roumanie ; elles se prêteront, en cas d'agression non provoquée du fait d'un autre État quelconque, aide et assistance. La collaboration des deux gouvernements est organisée en tout temps; ils devront « examiner en commun... les questions de nature à mettre en danger

la sécurité extérieure de la France ou de la Roumanie, ou à porter atteinte à l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires ».

L'article 5 est encore plus précis : « dans l'éventualité d'une modification ou d'une tentative de modification du statut politique des pays de l'Europe », les deux parties devront s'entendre sur l'attitude à observer par chacune d'elles. Prenons un exemple : si l'Allemagne tentait de réaliser l'annexion de l'Autriche, la France et la Roumanie se concerteraient pour agir d'un commun accord. Leurs gouvernements, aux termes de l'article 3, devront d'ailleurs examiner par avance les cas qui pourraient survenir et menacer l'ordre établi. A chaque article, les droits de la Société des nations et les obligations envers elle sont réservés ; la France et la Roumanie s'engagent, par l'article premier, à ne se livrer « à aucune attaque ou invasion » et à ne recourir à la guerre que dans le cas de légitime défense ou dans le cas où l'une ou l'autre en serait requise par le Conseil de la Société des nations par application des articles 15 ou 16 du pacte.

« L'ordre établi par les traités dont l'une et l'autre sont signataires », que les deux parties se garantissent réciproquement, implique, pour la Roumanie, la possession de la Bessarabie. La convention signée à Paris le 28 octobre 1920 entre l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon et la Roumanie reconnait à la Roumanie la frontière du Dniestr, c'est-à-dire la possession de la Bessarabie qui, historiquement et ethnographiquement, est une fraction de la Moldavie et dont les trois districts méridionaux lui ont été arrachés au moment où la Russie voulait à tout prix s'assurer le libre passage vers la Bulgarie et Constantinople. L'Italie et le Japon n'ont pas ratifié la convention du 28 octobre ; mais, pour la France et l'Angleterre, elle est irrévocable. La Bessarabie est incluse dans les frontières que le traité du 10 juin garantit à la Roumanie.

La Roumanie s'interdit de devenir jamais, elle-même, agresseur. Déjà, à la conférence de Gênes, le 17 mai 1922, M. Bratiano, président du Conseil et président de la délégation roumaine, s'était déclaré prêt à prendre un engagement de non-agression vis-à-vis de la Russie et à étendre cet engagement à tous les voisins de la Roumanie. Par un protocole additionnel à la convention du 10 juin, la Roumanie confirme la déclaration de 1922 ; elle l'interprète comme l'obligeant non seulement à ne pas attaquer la Russie, mais encore « à ne pas tolérer la formation sur son territoire de troupes irrégulières d'attaque contre la Russie ». La France prend acte de cet engagement. Il semble donc

que le gouvernement de l'U. R. S. S. devrait trouver là, pour lui-même, une garantie précieuse. M. Tchitcherine a, au contraire, cru nécessaire d'élever une protestation diplomatique contre la convention du 10 juin. Le gouvernement soviétique s'est jusqu'ici refusé à reconnaître la sécession de la Bessarabie, dont elle déclare « illégale et violente » l'occupation par la Roumanie. Le retour de la Bessarabie à la Roumanie est aussi légitime que la reconstitution de la Pologne. Quant à l'affirmation que la France « encourage les tendances agressives et conquérantes des dirigeants de la Roumanie », le texte du protocole additionnel suffit à y répondre.

Les pactes de non-agression prennent, dans l'Europe actuelle, une importance particulière; ils classent les puissances en deux catégories, celles qui les offrent ou qui les acceptent, celles qui refusent d'y adhérer. Celles-là sont suspectes de chercher à remettre en question les traités et de n'attendre qu'une occasion pour déplacer les frontières. Les premières seules sont en accord avec la lettre et l'esprit du pacte de la Société des nations. Il est réconfortant de constater qu'un réseau de plus en plus serré de conventions et d'alliances consolide l'Europe de 1919. C'est la résurrection ou l'agrandissement des nations slaves et roumaine qui donne à cette nouvelle Europe sa physionomie. Que les peuples qui, depuis des siècles, les opprimaient ou empiétaient sur leurs droits ne se résignent pas volontiers au nouvel ordre de choses, on ne saurait s'en étonner. Aussi, est-il nécessaire, en attendant que le temps et la raison aient consolidé les frontières, de renforcer l'ordre juridique incarné par la Société des nations au moyen d'alliances diplomatiques et d'une solide organisation militaire. Prenant possession du fauteuil présidentiel du Sénat, M. Doumer a dit : « La force de la France est l'élément essentiel de la paix européenne. » Que cette capitale vérité soit aujourd'hui notre dernier mot.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

ui-
cru
ion
on-
e et
ie à
gne.
res-
du

une
égo-
d'y
tion
ron-
sprit
ater
nces
sse-
velle
, les
pas
nner.
aient
ar la
l'une
rési-
e est
vérité